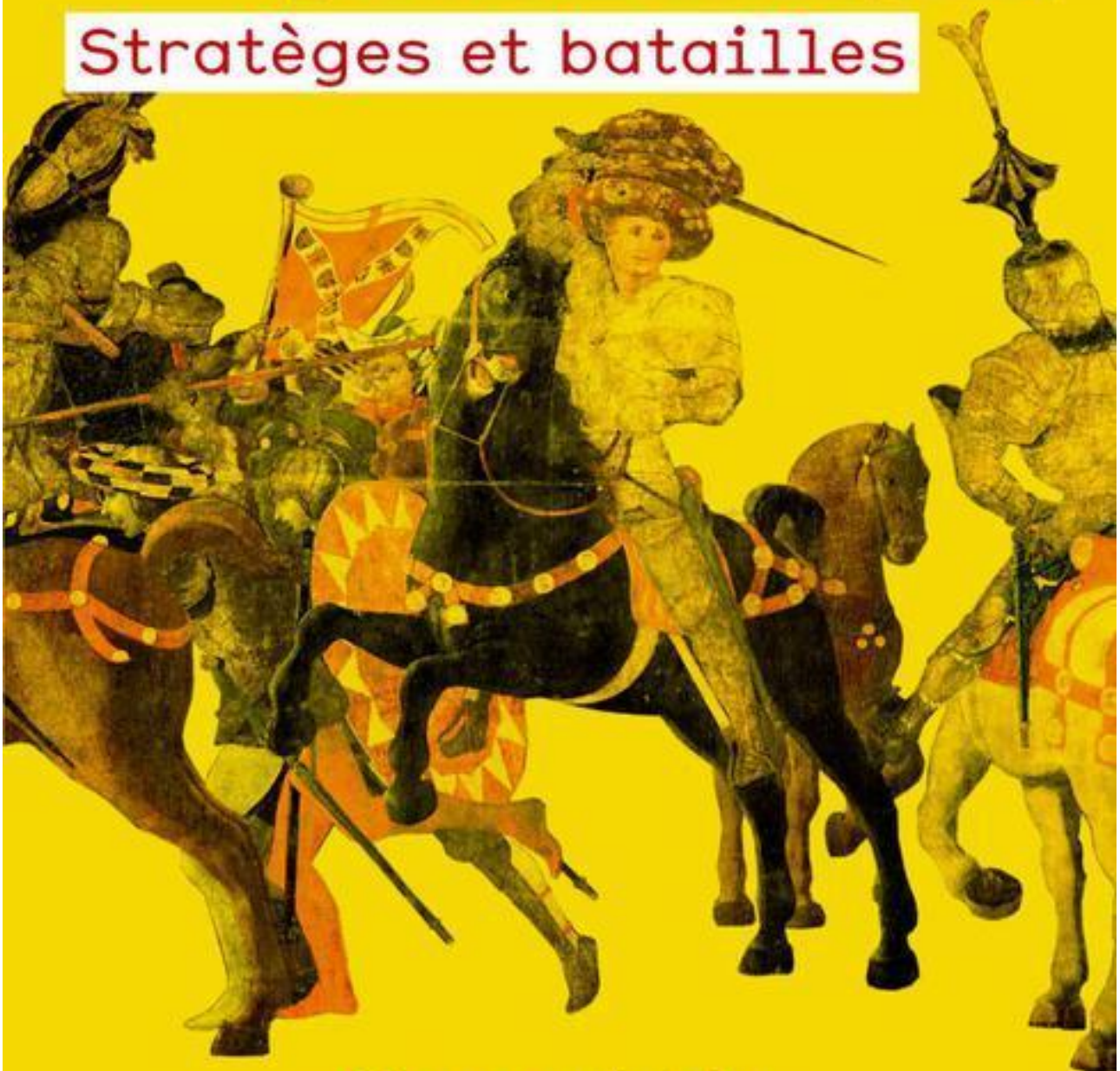
FRÉDÉRIC

ENCEL

L'art de la guerre par l'exemple

Stratèges et batailles



Champs histoire

FREDERIC ENCEL

L'ART DE LA GUERRE PAR L'EXEMPLE

STRATEGES ET BATAILLES

Frédéric Encel

L'art de la guerre par l'exemple
Stratèges et batailles

Flammarion

Collection : Champs histoire
Maison d'édition : Flammarion

© Flammarion, Paris, 2000
Dépôt légal : septembre 2008

ISBN numérique : 978-2-0812-6005-4
N° d'édition numérique : N.01EHQN000227.N001
ISBN du PDF web : 978-2-0812-6006-1
N° d'édition du PDF web : N.01EHQN000228.N001

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-0812-1885-7
N° d'édition : L.01EHQN000253.N001

Le format ePub a été préparé par Isako (www.isako.com)

Présentation de l'éditeur :

Détail de La bataille de San Romano par Paolo Uccello, XVème siècle, Musée du Louvre. © AKG-Images / Erich Lessing.

Soixante-quatre stratèges et batailles comme les soixante-quatre cases d'un échiquier...

De Ramsès II à la guerre du Golfe, des ruses de César et de Xénophon aux théories nucléaires de Kissinger et de Mao, de la légende de Ronceveaux à celle de Valmy, la stratégie a toujours été perçue et menée à la manière d'un art. Comment Alexandre le Grand vainquit-il à quatre reprises les gigantesques années de Darius? Quelle stratégie permit au vieil érudit chiite Ibn Saba, retranché dans un nid d'aigle avec une poignée d'hommes, de provoquer à lui seul l'effondrement du plus puissant des empires de son époque? Pourquoi, au cours de la guerre de Cent Ans, l'infanteris anglaise écrasa-t-elle la redoutable chevalerie française? Qu'est-ce qui fit chuter Napoléon, le vainqueur d'Austerlitz? Comment l'armée du minuscule État d'Israël triompha-t-elle en quelques jours d'adversaires coalisés et bien supérieurs en nombre et en matériel? Comment comprendre enfin que les deux plus grands théoriciens militaires de l'Histoire, Sun Tse et Clausewitz, aient été farouchement opposés à la guerre? Cartes et index complètent cet ouvrage qui offre une contribution originale, à la fois simple et précise, à la connaissance de la stratégie.

Docteur en géopolitique, consultant en risques-pays, Frédéric Encel est directeur de recherches à l'Institut français de géopolitique. Il a publié de nombreux ouvrages sur le Moyen-Orient notamment.

Table des matières

Couverture

Titre

Copyright

Table des matières

Du même auteur chez le même éditeur

AVANT-PROPOS

Sommaire

- LES HOMMES
- LES BATAILLES

LES HOMMES

- SUN TSE (VIe ou Ve siècle avant J.-C.)
  - BIBLIOGRAPHIE
- XÉNOPHON (vers 430-vers 350 avant J.-C.)
  - BIBLIOGRAPHIE
- ALEXANDRE LE GRAND (356-323 avant J.-C.)
  - BIBLIOGRAPHIE
- HANNIBAL (247-183 avant. J.-C.)
  - BIBLIOGRAPHIE
- Jules CESAR (101-44 avant J.-C.)
  - BIBLIOGRAPHIE
- Sextus Julius FRONTINUS (vers 37-vers 103), dit FRONTIN
  - BIBLIOGRAPHIE
- Hassan Ibn SABA (1056 ?-1124), dit « le Vieux de la Montagne »
  - BIBLIOGRAPHIE
- GENGIS KHAN (vers 1165-1227)
  - BIBLIOGRAPHIE
- Bertrand Du GUESCLIN (vers 1320-1380)
  - BIBLIOGRAPHIE
- TAMERLAN (1336-1405)

BIBLIOGRAPHIE

LOUIS XI (1423-1483)

BIBLIOGRAPHIE

Sébastien Le Prestre de VAUBAN (1633-1707)

BIBLIOGRAPHIE

FRÉDÉRIC LE GRAND (1712-1786)

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Charles de FOLARD (1669-1752)

BIBLIOGRAPHIE

Maurice de SAXE (1696-1750)

BIBLIOGRAPHIE

Jacques-Hippolyte de GUIBERT (1743-1790)

BIBLIOGRAPHIE

Napoléon BONAPARTE (1769-1821)

BIBLIOGRAPHIE

Arthur Wellesley, duc de WELLINGTON (1769-1852)

BIBLIOGRAPHIE

Simón José Antonio BOLIVAR (1783-1830)

BIBLIOGRAPHIE

Carl von CLAUSEWITZ (1780-1831)

BIBLIOGRAPHIE

Antoine Henri de JOMINI (1779-1869)

BIBLIOGRAPHIE

Alfred Thayer MAHAN (1840-1914)

BIBLIOGRAPHIE

Ferdinand FOCH (1851-1929)

BIBLIOGRAPHIE

Thomas Edward LAWRENCE (1888-1935)

BIBLIOGRAPHIE

MAO TSÉ-TUNG (Mao Zedong), 1893-1976

BIBLIOGRAPHIE

Charles de GAULLE (1890-1970)

BIBLIOGRAPHIE

Adolf HITLER (1889-1945)

BIBLIOGRAPHIE

Moshe DAYAN (1915-1981)

BIBLIOGRAPHIE

Henry KISSINGER (né en 1923)

BIBLIOGRAPHIE

LES BATAILLES

KADESH (1274/1278/1285/1286 ? avant J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

MARATHON (490 avant J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

GAUGAMÈLES (octobre 331 avant J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

CARRHES (juin 53 avant J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

ALÉSIA (août-septembre 52 avant J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

MASSADA (printemps 73 ou 74 après J.-C.)

BIBLIOGRAPHIE

LES CHAMPS CATALAUNIQUES (20 juin 451)

BIBLIOGRAPHIE

POITIERS (25 octobre 732)

BIBLIOGRAPHIE

RONCEVAUX (15 août 778)

BIBLIOGRAPHIE

HATTIN (ou Hittin, 3 juillet 1187)

BIBLIOGRAPHIE

L'ÉCLUSE (24 juin 1340)

BIBLIOGRAPHIE

CRÉCY (26 août 1346)

BIBLIOGRAPHIE

POITIERS (19 septembre 1356)

BIBLIOGRAPHIE

AZINCOURT (25 octobre 1415)

BIBLIOGRAPHIE

CHUTE DE CONSTANTINOPLE (avril-mai 1453)

BIBLIOGRAPHIE

MARIGNAN (13-14 septembre 1515) et PAVIE (24 février 1525)

BIBLIOGRAPHIE

LÉPANTE (7 octobre 1571)

BIBLIOGRAPHIE

VALMY (20 septembre 1792)

BIBLIOGRAPHIE

TRAFALGAR (21 octobre 1805)

BIBLIOGRAPHIE

AUSTERLITZ (2 décembre 1805)

BIBLIOGRAPHIE

IÉNA et AUERSTEDT (14 octobre 1806)

BIBLIOGRAPHIE

WATERLOO (18 juin 1815)

BIBLIOGRAPHIE

GETTYSBURG (1er-3 juillet 1863)

BIBLIOGRAPHIE

SADOWA (3 juillet 1866)

BIBLIOGRAPHIE

SEDAN (2 septembre 1870)

BIBLIOGRAPHIE

LES DARDANELLES (mars-décembre 1915)

BIBLIOGRAPHIE

VERDUN (février-décembre 1916)

BIBLIOGRAPHIE

LA BATAILLE D'ANGLETERRE (juillet 1940-mai 1941)

BIBLIOGRAPHIE

MIDWAY (4-5 juin 1942)

BIBLIOGRAPHIE

EL-ALAMEIN (octobre-novembre 1942)

BIBLIOGRAPHIE

STALINGRAD (août 1942-février 1943)

BIBLIOGRAPHIE

IWO JIMA et OKINAWA (février-juin 1945)

BIBLIOGRAPHIE

DIÊN BIÊN PHU (13 mars-7 mai 1954)

BIBLIOGRAPHIE

GUERRE DES SIX-JOURS (5-11 juin 1967)

BIBLIOGRAPHIE

GUERRE DU YOM KIPPOUR (6-24 octobre 1973)

BIBLIOGRAPHIE

INDEX DES LIEUX ET DES BATAILLES

INDEX DES NOMS

POSTFACE La soixante-cinquième case de l'échiquier...

L'ART DE LA GUERRE
PAR L'EXEMPLE

Du même auteur
chez le même éditeur

GÉOPOLITIQUE DE JÉRUSALEM, 1998.
GÉOPOLITIQUE DE L'APOCALYPSE. LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DE L'ISLAMISME, 2002.
LE MOYEN-ORIENT ENTRE GUERRE ET PAIX. UNE GÉOPOLITIQUE DU GOLAN.
(avec Olivier Guez) LA GRANDE ALLIANCE.

Je tiens à remercier chaleureusement mon frère Stéphane, jeune chercheur de talent à l'avenir prometteur, pour sa précieuse contribution.

À mon fils Benjamin,
prunelle de mes yeux.
Qu'il ne connaisse jamais
de la guerre que ce qu'en
disent les livres d'Histoire...

« La mort n'est rien, mais vivre vaincu et sans gloire, c'est mourir tous les jours. »

Napoléon Bonaparte.

« N'oubliez jamais que votre dessein, en faisant la guerre, doit être de produire la paix à l'Etat et non d'y apporter la désolation. »

Sun Tse.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est né d'une ambition fort modeste : proposer un aperçu de la pensée stratégique et de son application sur les champs de bataille, depuis les premiers affrontements majeurs connus de la haute Antiquité jusqu'à ceux du XX^e^ siècle de notre ère, à travers soixante-quatre présentations d'événements militaires et de stratèges. Nous l'avons voulu clair, concis mais détaillé. L'ordre à la fois thématique et chronologique des clés d'entrée, les renvois, un index abondant, des citations représentatives d'une pensée ou d'une réalité, les cartes et croquis, une bibliographie sommaire pour chaque entrée : nous avons souhaité que cet ouvrage puisse être utilisé comme un outil.

Du reste, en entreprenant ce travail, nous n'avons jamais cherché à atteindre ce à quoi nul ne peut raisonnablement prétendre en parlant de stratégie militaire : l'exhaustivité. Et lorsque les grands analystes contemporains de la chose militaire et stratégique, historiens de haut vol comme John Keegan, ou analystes intuitifs et « blanchis » sur les terrains d'affrontements tels que Gérard Chaliand, s'approchent effectivement de l'exhaustivité et parviennent avec talent à offrir de larges horizons, ils sont confrontés au sempiternel problème de la définition de la stratégie, de ses acceptions multiples, de ses liens complexes avec, en amont, le politique, et en aval le tactique. Qu'est-ce que la stratégie ? Même en ne considérant ce concept que dans son acception militaire (et non politique ou économique), toute réponse semble insuffisante, malaisée, incomplète. Surtout pas une science selon Clausewitz[1], pas véritablement ou du moins pas seulement une discipline, peut-être un art, la stratégie, à ce jour, ne connaît pas vraiment de définition précise et unanimement acceptée. Ou plutôt, il en existe plusieurs en fonction des critères qu'on voudra bien retenir. C'est d'ailleurs ce que montre Hervé Coutau-Bégarie lui-même, sans conteste le meilleur analyste et historien actuel de la stratégie, dans son incontournable et fort complet *Traité de stratégie.*

Ne faudrait-il avoir été à la fois historien et soldat, capitaine et chef d'état-major, avoir vécu différentes époques militaires et maints combats sous différents uniformes pour cerner et exprimer dans son essence ce que signifie la stratégie ? Et, une fois établie objectivement – notamment, avec

une rigueur et une clairvoyance sans doute inégalée, par le grand Clausewitz –, la stratégie ne pourrait-elle souffrir des interprétations subjectives, autrement dit faire l'objet de représentations de type géopolitique ? Ainsi, sans même poser la question sur « les temps longs » chers à Fernand Braudel, les caractéristiques qu'on admet aujourd'hui comme stratégiques en Occident correspondent-elles à celles en vigueur dans le monde arabe ? En Russie ? En Chine ? Quant à la rationalité de la stratégie, ou plus précisément à la nécessité pour les authentiques théoriciens de la stratégie – de Sun Tse* à Clausewitz et de Frontin* à Frédéric le Grand* – de se dégager de toute gangue idéologique et/ou religieuse, sera-t-elle toujours en vigueur dans ce XXIe siècle naissant ? Ne discerne-t-on l'avènement de représentations et d'initiatives stratégiques d'envergure, forgées par des considérations autrement mystiques et religieuses que politiques et « rationnelles », de la part d'un certain nombre de courants islamiques, orthodoxes, ou encore hindouistes ? La folie idéologique meurtrière d'un Hitler* exigeant que priorité soit donnée, à partir de 1942, aux convois de déportés juifs vers Auschwitz sur ceux, militairement urgentissimes, des soldats allemands partant au front, n'a-t-elle pas marqué un tournant dans l'histoire de la stratégie, non pas sur un plan moral (la stratégie n'est pas censée l'être) mais parce que les considérations idéologiques prirent alors nettement le pas sur les nécessités rationnelles et évidentes de la guerre ?

Enfin, la réduction drastique des espaces/temps en matière de communication et de transport, due à des progrès technologiques fulgurants au cours du siècle écoulé, n'impose-t-elle pas les conditions d'une nouvelle perception, de nouvelles définitions aussi, de la stratégie ? À l'âge atomique, lorsque des puissances possèdent la capacité d'anéantir dans l'heure toute vie sur des millions de kilomètres carrés de territoire ennemi, doit-on encore parler de stratégie ? Le chef d'Etat placé devant le « bouton rouge », entouré d'un état-major sans soldats, agissant dans un lieu souterrain secret hors de tout champ de bataille (autre que virtuel), dispose-t-il véritablement d'un choix décisionnel multiple et d'alternatives réelles ? Pour Kissinger* comme pour la plupart des théoriciens et analystes contemporains du nucléaire, la réponse est éminemment positive. Pour autant, nous pensons qu'elle reste soumise à débat et interprétation. À ces niveaux extrêmes de potentialité de destruction, de concentration des pouvoirs de décision, et de réduction des contextes traditionnels

(géographie) et aléatoires (les « frictions » clausewitziennes) de la guerre, peut-on encore parler de stratégie ?

Nous n'apportons pas dans cet ouvrage *les* réponses à ces questions passionnantes en elles-mêmes, mais intrinsèquement ouvertes.

En réalité, le modeste objectif de cette observation de soixante-quatre stratèges et batailles, à travers les siècles et les continents, est de fournir un éclairage susceptible de comprendre et d'appréhender un certain nombre de phénomènes : constantes historiques ou transformations brutales dans la manière de combattre, variables de prises de décision chez certains stratèges ou tacticiens, prédominance d'une arme par rapport aux autres (par exemple l'infanterie plutôt que la cavalerie), ou encore l'éternelle réalité de la géographie en tant qu'elle « sert d'abord à faire la guerre », selon la formule consacrée par le théoricien de la géopolitique moderne Yves Lacoste.

Parmi les constantes des cultures et des civilisations, nous avons ainsi accordé une large place à la rivalité médiévale entre la France et l'Angleterre, avec notamment les batailles de Crécy*, de Poitiers* et d'Azincourt*. Il est par exemple stupéfiant de constater qu'au cours de la guerre de Cent Ans, aux XIV^e^ et XV^e^ sicles, la manière de mener la guerre de part et d'autre de la Manche est peut-être ce qui distingue le mieux les deux pays ; tandis que les militaires anglais font généralement preuve de pragmatisme, ne négligeant ni les méthodes de guerre d'usure ni l'utilisation tactique des projectiles – des arcs performants aux bombardes, ancêtres des canons –, les militaires français demeurent (et demeureront bien au-delà de la guerre de Cent Ans) arc-boutés aux règles strictes de l'honneur et de l'héroïsme chevaleresques imposant le *choc* au mépris du feu, cherchant à rivaliser de panache là où les réalités tactiques et stratégiques liées à l'adversaire ou au terrain leur promettent un désastre. Seuls Du Guesclin* et Louis XI* échapperont, pour le plus grand bénéfice du Royaume, à ce dogme. Dans une certaine mesure, la célèbre *furia francese*, cette ardeur au combat rapproché légendaire accordée (et complaisamment admise pro *domo !*) aux combattants français, se retrouvera, encore, génératrice de lourdes pertes, en 1870 et en 1914. Or, à favoriser systématiquement le *choc* par rapport au *feu*, de nombreux généraux français se montreront incapables de développer d'authentiques stratégies qui eurent nécessité de sortir de cette doctrine figée.

Une autre grande constante qui apparaît au fil des clés d'entrée de l'ouvrage relève de l'utilisation privilégiée d'une arme chez certains peuples.

Ainsi les peuples nomades – Huns de Attila, Mamelouks de Baybars, Mongols de Gengis Khan*, Bédouins sous Lawrence d'Arabie* – choisissent-ils généralement la cavalerie pour des raisons évidentes de mobilité. Mais ce phénomène culturel et sociologique implique des stratégies particulières auxquelles doivent s'adapter les adversaires accoutumés à l'infanterie. À Corrhes*, les fantassins romains subissent un désastre pour ne pas avoir su trouver de parade efficace aux redoutables cavaliers parthes. Pourtant, des stratèges issus de sociétés sédentaires utilisent aussi la cavalerie avec succès : Alexandre le Grand* bien sûr, qui développe de subtiles combinaisons tactiques dans lesquelles la cavalerie joue un rôle majeur, mais aussi et surtout Napoléon I^{er}*, qui met au service de sa stratégie révolutionnaire (puissance du choc, mouvement, concentration des forces, anéantissement...) une cavalerie tout à fait redoutable et déterminante quant à l'issue de presque toutes ses campagnes.

Par ailleurs – phénomène rassurant ! – on retrouve la persistance de certaines manœuvres tactiques et de pensées stratégiques au long des siècles. Tactiquement, c'est Napoléon qui, à Waterloo*, fait donner contre Wellington*, retranché au mont Saint-Jean, l'infanterie en ordre de bataille dit « à la macédonienne », s'inspirant directement de la manœuvre favorite du roi de la Thèbes antique, Épaminondas. Stratégiquement, c'est le grand Sun Tse qui, dès le VI^{e} ou le V^{e} siècle avant J.-C., analyse distinctement la défensive par rapport à l'offensive et, davantage encore, vingt-trois siècles avant Clausewitz, conceptualise la guerre comme instrument du politique.

Quant à l'environnement, cette sempiternelle géographie « active » en temps de guerre et partiellement – partiellement seulement – abolie par les missiles, elle n'est jamais négligée par les bons tacticiens, toujours utilisée par les meilleurs d'entre eux. La géographie, c'est la citadelle naturelle de Massada, la chaleur torride qui écrase les croisés à Hattin*, le plateau de Pratzen à Austerlitz*, les trente degrés en dessous de zéro de la retraite de Russie, la présumée infranchissable forêt des Ardennes, la cuvette de Diên Biên Phu*, l'aveuglant lever du soleil sur le Sinaï au commencement de la guerre des Six-Jours*... Atout pour la victoire ou facteur décisif de la défaite, souvent mère de l'aléatoire, la géographie ne peut raisonnablement être négligée ni par le capitaine ni par le stratège, sauf à risquer une catastrophe.

Dans un autre registre, nous avons trouvé intéressant de présenter un certain nombre de batailles moins pour les exploits tactiques et stratégiques qu'elles avaient cristallisé ou pour leur caractère décisif, que pour leur dimension mythique et/ou symbolique. L'affrontement de Marathon* a bien eu lieu, mais il représenta a *posteriori* davantage un instrument psychologique efficace aux mains d'Athènes pour ses guerres futures qu'un choc tactiquement ou techniquement novateur aux conséquences militaires considérables.

De même pour Valmy* dont on ne peut certes pas dire qu'elle correspondit à un affrontement de grande ampleur. Pourtant, sa valeur symbolique fut incomparable pour l'affermissement de la Révolution et, de manière plus large, du régime républicain. Dans ce cas de figure précis, nous avons délibérément sacrifié la dimension militaire de la stratégie au profit de la dimension politique et symbolique de l'affrontement.

Par ailleurs, en consacrant une analyse à Alésia*, nous nous sommes arrêtés sur le superbe exemple d'instrumentalisation de la valeur de l'adversaire par César*, naturellement à des fins politiques. Le stratège romain, dans sa talentueuse (et précieuse) *Guerre des Gaules*, exagère à outrance le nombre, la valeur et l'ardeur de ses adversaires gaulois afin de convaincre le Sénat de le soutenir et de renforcer – face au populaire Pompée – sa propre stature.

Quant à Roncevaux*, dont des générations entières d'écoliers français ont appris qu'elle avait été le théâtre d'une lutte inégale et acharnée entre le pieux Roland, neveu présumé de Charlemagne, et les innombrables « Sarrasins » déferlant des parois du col, il s'agit d'une légende dont on ne connaît pas précisément les contours. Une bataille a probablement bien eu lieu à Roncevaux (ou dans un col pyrénéen voisin), mais certainement pas dans les termes établis par la *Chanson de Roland*. Pour sa part, Charles Martel a-t-il véritablement sauvé l'Occident chrétien, près de Poitiers*, de l'invasion massive de l'islam ? Il y a bien entendu tout lieu d'en douter, mais l'intérêt, en l'espèce, demeure d'une part la description transmise des tactiques franques et maures, d'autre part la représentation d'une sorte d'Armageddon victorieux utilisée des siècles durant pour asseoir un régime, des règles et des valeurs militaires, une religion, voire une nation.

Plus près de nous et des réalités tangibles, nous avons proposé aussi des engagements militaires non point légendaires ni même exagérés par les

chroniqueurs contemporains ou les historiens, mais dont la dimension psychologique dépassa de loin la dimension militaire. Ainsi de Lépante*, la gigantesque bataille navale ayant opposé la flotte chrétienne à celle de la puissance ottomane. Si elle apparaît comme une victoire retentissante, elle ne marqua pourtant guère un tournant militaire ou stratégique, psychologique seulement. Les Ottomans compensèrent en effet rapidement leurs pertes, et poursuivirent même leur progression sur terre.

Dans le cas du quatrième conflit israélo-arabe de 1973, on assiste même à une transformation des réalités militaires tant est forte la charge psychologique de ce qui a été vécu. La guerre dite du Yom Kippour* évoque dans les mémoires, y compris voire *surtout* en Israël, une lutte acharnée à l'issue indécise et au bilan mitigé. Or, d'un strict point de vue militaire, cette guerre fut un grand succès pour Tsahal (l'armée israélienne), en dépit des graves erreurs stratégiques d'un Moshe Dayan* qui menèrent à l'indécision des premiers jours. Mais le traumatisme lié à l'effondrement du mythe (fort récent) de l'invincibilité d'un côté, le sentiment de fierté retrouvée après l'humiliation de 1967 de l'autre, font que, lors de chaque anniversaire du déclenchement du conflit, les Arabes vaincus paradent tandis que se lamentent les Israéliens largement vainqueurs !

En définitive, la sélection des clés d'entrée relatives aux batailles s'est faite sur trois critères précis et relativement différents : leur caractère décisif au regard d'un conflit ou d'une époque, leur dimension novatrice (emploi de tactiques ou de techniques nouvelles, bilan sans précédent...), enfin leur valeur symbolique ou mythique forte qui permit une instrumentalisation à des fins politiques.

Le choix des hommes – théoriciens, stratèges, capitaines – fut plus délicat. Non pas que certains parmi ceux ici présentés ne « méritent » pas l'un au moins des qualificatifs retenus (plusieurs, comme Bonaparte, peuvent même se prévaloir des trois titres), mais pourquoi choisir Folard* plutôt que Puységur, de Saxe* et non Turenne, Mahan* au détriment de Castex, etc.?

La question ne se pose guère pour les très « grands » : dans un ouvrage mettant en relief des siècles de stratégie, il allait de soi que Sun Tse, Frédéric II, Napoléon ou encore Clausewitz auraient leur place. Pour les autres, de manière générale, nous avons privilégié ceux qui se sont

distingués par des initiatives ou des écrits particulièrement originaux et/ou novateurs. Dans une telle logique, on pourrait s'étonner de l'absence de Machiavel, tandis que figurent en bonne place des personnages respectivement mal réputés et quasiment inconnus comme Louis XI* et Hassan Ibn Saba*. N'en déplaise, Nicolas Machiavel demeure un penseur du politique et non du stratégique, et quant à ses écrits liés à cette seconde matière, ils reprennent (certes avec talent) un nombre considérable de concepts établis déjà sous l'Antiquité, notamment par Frontin et Thucydide.

Il va de soi que, pour les batailles comme pour les personnages, nous avons proposé des qualificatifs sur la base de tendances. Napoléon Bonaparte incarna-t-il prioritairement un génie comme stratège, tacticien ou capitaine ? De Saxe fut-il d'abord théoricien ou capitaine, tandis que Lawrence d'Arabie salue son talent de... stratège ? Dans tous les cas nous avons tranché ; pour certains, le débat demeure ouvert qui promet d'être enrichissant.

Quoi qu'il en soit, ni le dogmatisme ni le moralisme ne sont jamais intervenus dans cette sélection. Pour preuve, indiquons que nous avions initialement retenu Philippe Pétain, de loin le meilleur stratège de la Grande Guerre sur le Front occidental. Or, au cours des années 20 et 30, il perdra tout à fait ses qualités d'innovateur pour incarner au contraire le dogme calamiteux de la défense statique à outrance – tant décrié par un de Gaulle* à cet égard visionnaire – et qui mènera directement au désastre de mai-juin 40. D'où son éviction ici.

Enfin, pour ce qui relève de l'orientation idéologique de ce travail, la clarté s'impose : nous estimons en âme et conscience que les combats entre petits soldats de plomb sont préférables – en ce qu'ils n'entraînent point de souffrances ni de désolations – aux combats réels. Néanmoins, toutes les guerres sont-elles nécessairement injustes ? Sun Tse prend bien soin de distinguer celles qui, imposées de l'extérieur et non menées par orgueil, égoïsme, susceptibilité ou souci de vengeance, sont absolument inévitables pour la défense du bien public Du reste, dans la lignée du « maître » chinois, les meilleurs stratèges se caractériseront dans leur quasi-totalité par une grande modération due à leur haute conscience des traumatismes provoqués par toute guerre. Pour les principaux théoriciens d'entre eux, un bon général ou un bon stratège incarne même précisément celui qui parvient à remporter des succès sans combattre, ou le moins possible. Au demeurant,

comme l'établit sans aucune ambiguïté le pourtant farouche soldat et stratège d'exception Clausewitz, « à l'origine, la stratégie ne vise la victoire – le succès tactique – que comme moyen ; en dernière analyse, elle a pour fin les objets qui doivent mener directement à la paix ». On ne saurait entretenir des ardeurs moins belliqueuses !

Par ailleurs, la guerre ne procède-t-elle point d'un phénomène naturel, récurrent, inhérent à l'espèce humaine, et par conséquent inéluctable tôt ou tard ? Là encore, nous avons décidé de demeurer (provisoirement) à l'écart d'un débat qui, s'il nous apparaît tout à fait fondamental d'un point de vue citoyen, n'a pas lieu d'être dans le cadre précis de ce travail.

Est-ce préconiser une réalité que de l'observer ? Certes pas, d'autant que l'objet de cet ouvrage correspond non à la guerre en soi, mais à « l'art » de la mener.

Et si telle doit être finalement sa définition, libre à chacun, dans sa conscience, d'espérer ou pas que la stratégie militaire devienne un art à jamais figé, qu'il puisse être répertorié, dans un avenir plus ou moins lointain, parmi l'honorable catégorie des arts primitifs...

F.E.

---

1 Les astérisques * renvoient aux Hommes et aux Batailles qui font l'objet d'une entrée dans cet ouvrage.

Sommaire

LES HOMMES

SUN TSE (VI^e siècle avant J.-C.) 23
XÉNOPHON (vers *430-ers 350* avant *J.-C.*) 31
ALEXANDRE LE GRAND (*356-323 avant* J.-C.) 35
HANNIBAL (*247-183* avant *J.-C.*) 39
Jules CÉSAR (*101-44 avant J.-C.*) 45
Sextus Julius FRONTINUS, *dit Frontin (vers* 37-vers *103*) 51
Hassan Ibn SABA, *dit « le Vieux de la Montagne » (1056 ?-1124*) 55
GENGIS KHAN (vers 1 *165-1227*) 61
Bertrand Du GUESCLIN (*vers 1320-1380*) 67
TAMERLAN (*1336-1405*) 71
LOUIS XI (*1423-1483*) 75
Sébastien Le Prestre de VAUBAN (*1633-1707*) 81
FRÉDÉRIC LE GRAND (*1712-1786*) 85
Jean-Charles de FOLARD (*1669-1752*) 91
Maurice de SAXE , *dit le Maréchal de Saxe (1696-1750*) 95
Jacques-Hyppolyte de GUIBERT (*1743-1790*) 99
Napoléon BONAPARTE (*1769-1821*) 103
Arthur Wellesley, duc de WELLINGTON (*1769-1852*) 113
Simón José Antonio BOLIVAR (*1783-1830*) 117
Carl von CLAUSEWITZ (*1780-1831*) 121
Antoine Henri de JOMINI (1779-1869) 127
Alfred Thayer MAHAN (*1840-1914*) 133
Ferdinand FOCH (*1851-1929*) 137
Thomas Edward LAWRENCE (*1888-1935*) 141
MAO TSÉ-TUNG (*Mao Zedong), (1893-1976*) 147
Charles de GAULLE (*1890-1970*) 151
Adolf HITLER (*1889-1945*) 157
Moshe DAYAN (*1915-1981*) 161
Henry KISSINGER (*né en 1923*) 167

LES BATAILLES

KADESH (*1274/1278/1285/1286 ? avant J.-C.*) 173
MARATHON (*490 avant J.-C.*) 177
GAUGAMÈLES (*octobre 331 avant J.-C.*) 181
CARRHES (*juin 53 avant J.-C.*) 185
ALÉSIA (*août-septembre 52 avant J.-C.*) 189
MASSADA (printemps 73 ou 74 *après J.-C.*) 193
LES CHAMPS CATALAUNIQUES (*20 juin 451*) 199
POITIERS (*25 octobre 732*) 203
RONCEVAUX (15 août *778*) 207
HATTIN (ou *Hittin, 3 juillet 1187*) . 211
L'ÉCLUSE (*24 juin 1340*) 215
CRÉCY (*26 août 1346*) 219
POITIERS (19 septembre 1356) 223
AZINCOURT (*25 octobre 1415*) 227
CHUTE DE CONSTANTINOPLE (*avril-mai 1453*) 231
MARIGNAN (13-14 septembre 1515) ET PAVIE (24 *février 1525*) 237
LÉPANTE (7 octobre 1571) 241
VALMY (*20 septembre 1792*) 245
TRAFALGAR (21 *octobre 1805*) 249
AUSTERLITZ (*2 décembre 1805*) 253
IÉNA et AUERSTEDT (14 octobre 1806) 259
WATERLOO (*18 juin 1815*) 263
GETTYSBURG (*1er-3 juillet 1863*) 269
SADOWA (3 *juillet 1866*) 273
SEDAN (2 septembre 1870) 277
LES DARDANELLES (mars-décembre 1915) 283
VERDUN (*février-décembre 1916*) 289
LA BATAILLE D'ANGLETERRE (*juillet 1940-mai 1941*) 295
MIDWAY (4-5 *juin 1942*) 301
EL-ALAMEIN (octobre-novembre 1942) 305
STALINGRAD (*août 1942-février 1943*) 311

IWO JIMA et OKINAWA (février-juin 1945) 315
DIÊN BIÊN PHU (13 mars-7mai 1954) 319
GUERRE DES SIX-JOURS (5-11 *juin 1967*) 323
GUERRE DU YOM KIPPOUR (6-24 octobre 1973) 329

LES HOMMES

« Rien n'est plus souple et faible au monde
que l'eau. Pourtant pour attaquer
ce qui est dur et fort, rien ne la surpasse
et personne ne pourrait l'égaler.
« Que le faible surpasse la force, que
le souple surpasse le dur, chacun le sait. Mais
personne ne met ce savoir en pratique. »

Lao-Tseu (*Le Livre de la vie et de la vertu*).

SUN TSE

(VI^e^ ou V^e^ siècle avant J.-C.)

Le traité de Sun Tse (ou Sun Tsi, Sun Tsu, Sun Zi, voire Sunzi) n'est peut-être pas le tout premier à avoir été rédigé au cours de l'Histoire, du moins est-ce, à ce jour, le plus ancien que nous ayons retrouvé. Les treize leçons – ou articles – de *L'Art* de la guerre furent écrites à une époque de transition et de forts bouleversements en Chine. C'est le règne des Royaumes combattants qui se livrent à des luttes extrêmement âpres et sans scrupule (entre le V^e^ et le III^e^ siècle av. J.-C.), tranchant avec une période antérieure marquée par la guerre comme un art exercé de façon chevaleresque.

En premier lieu, Sun Tse s'inscrit dans un contexte de guerre limitée, tant sur le plan des objectifs que des troupes engagées. La guerre limitée, dont les caractéristiques prévaudront en Occident jusqu'au XVIII^e^ siècle, correspond à l'engagement d'effectifs relativement réduits (milliers ou dizaines de milliers de soldats) ; à la poursuite d'objectifs restreints (corrections de frontières, mise au pas d'un vassal, quête de prestige personnel, etc.) ; et à des motivations non idéologiques. Sun Tse ne connaît pas les masses de centaines de milliers de conscrits emmenés par un Napoléon Bonaparte*, ni les motifs de guerres idéologiques et religieux qui

concourent à en faire des guerres d'anéantissement, et, au fond, cette différence fondamentale d'époque et de perception constitue l'essentiel de ce qui sépare ses conceptions de celles de l'autre grand théoricien stratège qu'est Carl von Clausewitz*.

En second lieu – et à cet égard les deux « maîtres » s'accordent par-delà les siècles –, Sun Tse inscrit complètement la guerre dans la logique (la « continuation », dira Clausewitz) de la politique en général. Intrinsèquement néfaste, la guerre n'est pas un phénomène isolé de ce qu'elle provoque et produit, ni de ce qui la déclenche. La considérant comme phénomène inévitable, Sun Tse n'évoque pas la manière de bien la mener sur un plan moral, mais en tant qu'elle doit être gagnée une fois qu'un bon souverain a décidé de la mener. Cet aspect de la pensée de Sun Tse est primordial : « En règle générale, faire la guerre n'est pas le bon. Seule la nécessité doit la faire entreprendre. Quelles que soient leur issue et leur nature, les combats sont funestes aux vainqueurs eux-mêmes. Il ne faut les livrer que si la guerre ne peut être autrement menée. Si le souverain est animé par la colère ou la vengeance, qu'il ne déclare pas la guerre et ne lève pas de troupes. »

On ne peut être plus clair, et ces propos contenus dans l'article XII de *L'Art de la guerre* révèlent un très haut niveau de conscience civique et politique chez son auteur. En outre, pour Sun Tse, le bon général doit être économe de la vie des soldats mais aussi des ressources de son pays : si le ravitaillement de l'armée en campagne doit être envisagé sérieusement et rationnellement, d'une part son transport à partir des bases de départ grève considérablement la capacité de mouvement et de mobilité des troupes, d'autre part il demande temps et efforts pour le réunir. Autrement dit, afin d'éviter d'appauvrir le pays, mieux vaut s'approvisionner en campagne sur le pays ennemi. Ainsi commet-on une injustice à l'égard de Sun Tse lorsqu'on fait du comte de Guibert* – au demeurant, bon théoricien de la stratégie moderne et inspirateur de Napoléon – l'inventeur de cette méthode de ravitaillement fort pratique et économique pour l'envahisseur.

Un troisième état d'esprit caractérise le traité de Sun Tse qui peut se résumer par ces mots : souplesse et adaptation. Contrairement à nombre de stratèges – par ailleurs théoriciens de grande classe – dont la pensée sera empreinte de dogmatisme ou de rigidité, lui n'établit pas de règles universelles et intangibles garantissant la victoire de manière systématique.

Dans son article VIII, Sun Tse affirme qu'« un bon général ne doit jamais dire “Quoi qu'il arrive, je ferai telle chose, j'irai là, j'attaquerai demain, j'assiégerai telle place”. Seules, les circonstances doivent le déterminer. Il ne doit pas s'en tenir à un système constant, ni à une manière unique de commander. Chaque jour, chaque circonstance demande une application particulière des mêmes principes. Les principes sont bons en eux-mêmes, mais l'application qui en est faite les rend souvent mauvais ».

Certes, toutes les recommandations de Sun Tse sont censées fournir les conditions idoines de la victoire – climatiques, géographiques, psychologiques, etc. –, mais le général en campagne doit surtout rivaliser d'intelligence en adaptant sa stratégie à celle de l'adversaire, jouant le plus possible sur les faiblesses et erreurs de celui-ci. La stratégie de l'adversaire : telle est la cible privilégiée du bon général selon Sun Tse, davantage encore que son armée ou ses bases arrière. Dans cette logique, il faut développer à la fois un système d'espionnage performant de façon à anticiper ses initiatives, et une entreprise de déstabilisation à la manière d'une véritable guerre psychologique. Il s'agit notamment de l'induire en erreur, de le convaincre de sa propre faiblesse si on souhaite l'inciter à attaquer (comme Napoléon à Austerlitz*), ou au contraire de le dissuader de livrer bataille en feignant un état de puissance supérieur à ce dont on dispose réellement. À cet égard, Sun Tse se révèle adepte précurseur dans l'art de la ruse – art que posséderont pour leur plus grand profit de grands capitaines comme César* ou Alexandre*.

Cependant, pour ruser et tromper l'adversaire et pouvoir agir en conséquence, il faut impérativement en connaître parfaitement les forces et faiblesses. Sun Tse insiste comme nul autre stratège sur l'absolue nécessité de disposer d'une juste perception des rapports de force avant tout engagement, autrement dit de connaître l'Autre, mais également ses propres caractéristiques ; et il affirme : « Celui qui connaît son ennemi et se connaît lui-même mènera cent combats sans risques. » Une fois les rapports de force bien identifiés, le bon général disposera d'alternatives tout à fait claires : soit attaquer massivement s'ils lui sont très favorables, soit se replier ou se retrancher résolument dans le cas contraire, soit adopter l'une de ces deux manœuvres, mais de manière pondérée et circonstanciée et toujours en fonction de l'état du rapport des forces. Si sa faiblesse numérique lui interdit tout engagement frontal, il devra alors livrer une

guerre de harcèlement où mobilité, choix de terrains adéquats et discipline seront les meilleures armes pour vaincre l'adversaire nettement supérieur en nombre. Pour Sun Tse, « si vous êtes moins fort que l'ennemi, soyez sur vos gardes, évitez la moindre faute. Efforcez-vous de vous protéger, évitez le combat autant que possible : la prudence et la fermeté d'une petite force peuvent arriver à lasser et à maîtriser même une nombreuse armée ». En l'occurrence, Sun Tse est le premier à offrir, dans l'article III de son traité, un commencement de conceptualisation de ce type bien particulier de guerre du faible au fort qu'on appellera, de nombreux siècles après lui, « guérilla ». Le révolutionnaire chinois Mao* puisera enseignement pratique et ressources morales dans ces recommandations.

À travers l'histoire de la pensée stratégique, rares seront aussi les textes à consacrer tant d'importance à la géographie comme variable essentielle de toute prise de décision tactique. Connaître « [...] avec exactitude et dans le plus infime détail tout ce qui vous environne, les couverts (forêts ou bois), les obstacles (fleuves, rivières, ruisseaux marécages), les hauteurs (montagnes, collines, buttes), les espaces libres (plaines, vallées à faible pentes), c'est-à-dire tout ce qui peut servir ou nuire à vos troupes » (article VII). Non seulement Sun Tse répertorie neuf types de terrain, mais encore il croise les facteurs strictement géographiques aux manœuvres entreprises par l'adversaire afin de distinguer et de prôner des tactiques adaptées à chaque situation. Du reste, la valeur du commandement, dont il fait l'un des principaux leitmotivs du traité, correspond assez étroitement au choix du terrain arrêté en toute circonstance par le général ; choix du terrain pour l'affrontement mais aussi pour le cheminement des troupes.

Par ailleurs, cinq écueils funestes guettent un général : la témérité à risquer la mort ; l'excès de précautions à conserver sa vie ; le manque de maîtrise de soi-même ; un point d'honneur mal entendu ; une trop grande sensibilité pour le soldat. À la manière du bon souverain (qui se subordonne du reste au général dans le cadre d'une campagne militaire), le bon général doit toujours conserver à l'esprit que son rôle consiste à œuvrer au mieux pour le bien de son pays et, au cours de la campagne, à remporter la victoire au moindre coût. Vis-à-vis de ses hommes, le chef sera dur, voire impitoyable, en cas de désobéissance, mais équitable dans la récompense comme dans la punition. Surtout, garant du moral de ses hommes, il prend ses décisions avec fermeté, sans tergiversations ni hésitations. A *posteriori*,

Frontin* comme Frédéric le Grand* apparaissent comme des chefs correspondant assez fidèlement au portrait de Sun Tse. Subtile combinaison entre environnement géographique et art de commander, la formulation du « maître » (comprise dans son article VI) mérite de figurer ici : « Il en est des troupes comme d'une eau courante : la source élevée, la rivière coule rapidement ; basse, l'eau stagne ; si une cavité s'offre, l'eau la remplit dès qu'elle peut y accéder ; un trop-plein se manifeste-t-il, le surplus s'écoule aussitôt. Ainsi, en parcourant le front, vous remplissez les vides et vous enlevez les excédents ; vous abaissez le trop haut et vous relevez le trop bas ; le ruisseau suit la pente du terrain sur lequel il coule : l'armée doit s'adapter au terrain sur lequel elle se meut. Sans pente, l'eau ne peut couler ; mal commandées, les troupes ne peuvent vaincre : c'est le général qui décide de tout. »

L'Art de la guerre comprend encore, cette fois en matière de manœuvres, un autre axe cardinal : l'impérative concentration des forces au détriment de leur éparpillement (toujours dommageable), leur grande mobilité, leur capacité à frapper l'adversaire par surprise et, de préférence, avec supériorité numérique. Car si, en termes de stratégie globale, Sun Tse prône plutôt la défensive, positionnement qu'il juge tout aussi honorable que l'offensive, il favorise tactiquement l'attaque. Celle-ci doit être foudroyante, menée de front, par encerclement ou sur les flancs selon les seuils (très précisément établis) de supériorité de l'assaillant en question, de manière à vaincre sans laisser la guerre se prolonger et ainsi affaiblir moralement et physiquement l'un comme l'autre camp. Mais cette concentration de forces doit servir le mouvement et non l'immobilité : ainsi Sun Tse déconseille-t-il énergiquement la guerre de sièges. L'usure des assiégeants, les pertes qu'ils éprouvent sous des murs dont on ne sait s'ils tomberont ni ce qu'ils renferment exactement et les lourdes contraintes du ravitaillement sont autant de facteurs négatifs.

De Bonaparte à Dayan* en passant par Clausewitz, Mahan*, von Moltke et Rommel, la pierre philosophale des stratégies menées au XIX^e^ et au XX^e^ siècle – que pourrait résumer le triptyque « concentration, puissance, mouvement » – est ici préfigurée, du moins dans ses linéaments.

Parmi les autres recommandations de Sun Tse – pleines de sagesse mais peut-être moins originales et percutantes que celles déjà mentionnées –, on pourrait également évoquer celle consistant en la magnanimité envers les prisonniers, non point en vertu de considérations morales mais afin de mieux les retourner à sa propre cause ; ou celle de semer la discorde chez l'adversaire par le truchement soit de la diplomatie active, soif d'infiltrations d'hommes de confiance en son sein. Et l'on s'étonne qu'un Louis XI*, passé maître dans cet art de diviser et de créer la zizanie, n'ait pu lire *L'Art de la guerre !*

Enfin la méthode employée par Sun Tse dans son traité se présente comme extrêmement rigoureuse et rationnelle, procédant d'une classification assez austère. Le talentueux Jomini* usera (et abusera ?) lui-même de cette méthode typologique sans toutefois égaler la clarté et la rigueur éclatantes de son prédécesseur.

Si nul n'est prophète en son pays, il s'avère que l'influence de Sun Tse fut immense en Chine, en Corée et même au Japon des siècles durant après sa disparition. De nombreux commentateurs originaires de ces pays rendent hommage à la profondeur de sa pensée stratégique, l'interprétant avec plus ou moins de réalisme et de fidélité. En Occident, on ne découvrit Sun Tse que tardivement, à la fin du XVII^e^ siècle, par le truchement et grâce à la curiosité des jésuites. Traduit par le père Amiot en 1772, puis lu, commenté, étudié, abondamment dans les cercles militaires, il tomba dans un oubli relatif au XIX^e^ siècle et durant la première moitié du XX^e^.

Sans nul doute les nouvelles conditions de la guerre – les masses armées –, ses nouvelles natures – opinions, religions, idéologies –, et surtout ses nouveaux objectifs – anéantissement de l'ennemi, y compris parfois de ses populations civiles –, expliquent-elles dans une large mesure ce désintérêt provisoire manifesté à l'égard de Sun Tse. Or, avec le triomphe inattendu des communistes en Chine – et l'on sait que Mao s'est abondamment inspiré de Sun Tse –, puis dans une large part du Sud-Est asiatique, l'Occident s'est de nouveau replongé dans les principes fondamentaux du penseur chinois.

Depuis celle du père jésuite Amiot, de nombreuses traductions de *L'Art de la guerre* ont été proposées. Mais quelles que soient les traductions – lesquelles divergent néanmoins sérieusement entre elles sur certains

concepts –, il demeure incontestable que le génie stratégique de Sun Tse n'a pas été dépassé dans la rigueur de l'analyse, le pragmatisme, le recours constant à l'intelligence, la prise en considération des facteurs humains, et une conception hautement philosophique de la guerre et du bien public D'autres stratèges et théoriciens offriront une interprétation intéressante et novatrice des principes de Sun Tse, ou les adapteront à leurs moyens, leurs temps et leurs propres espaces, voire innoveront – pour les plus stimulants – sur un certain nombre d'éléments (tactiques notamment), mais jamais à ce jour au point de surclasser le théoricien chinois.

Naturellement, on pourra objecter à juste titre qu'un Clausewitz, ne se bornant pas aux grandes lignes de la stratégie mais « descendant » au contraire au niveau de la tactique, a nécessairement prêté davantage le flanc d'une part à la critique, d'autre part au risque d'une certaine obsolescence due aux progrès de la technologie militaire. Peut-être les plusieurs dizaines de siècles qui séparent les deux « maîtres » confèrent-ils au plus ancien d'entre eux une valeur particulière. Il semble que ce soit l'avis du grand historien militaire Basil Liddell Hart, qui se plut ainsi à rendre hommage à Sun Tse – dans la présentation d'une traduction citée par Gérard Chaliand – en ces termes élogieux : « Les essais de Sun Zi sur l'art de la guerre constituent le plus ancien des traités connus sur ce sujet et ils n'ont jamais été surpassés quant à l'étendue et à la profondeur du jugement. Ils pourraient, à juste titre, être désignés comme la quintessence de la sagesse sur l'art de la guerre. Parmi tous les théoriciens militaires du passé, Clausewitz est le seul qui lui soit comparable. Encore a-t-il vieilli davantage et est-il en partie périmé bien qu'il ait écrit plus de deux mille ans après lui. Sun Zi possède une vision plus claire, une pénétration plus grande et une fraîcheur éternelle. »

BIBLIOGRAPHIE

Sun Tse : *L'Art de la guerre*, Flammarion, 1972.

G. Chaliand & A Blin : *Dictionnaire de* la *stratégie militaire*, Perrin, 1998.

A. Joxe : *Voyage aux sources de la guerre*, PUF, 1991.

V. Niquet : Les *Fondements de la stratégie chinoise*, Economica, 1997.

« Voici mon opinion. S'il est nécessaire d'essuyer un combat, il faut se préparer à attaquer vigoureusement ; mais si nous voulons seulement saisir le moyen le plus facile de passer la montagne, il ne me faut songer, ce me semble, qu'à faire tuer et blesser le moins de Grecs qu'il sera possible. La partie de ces monts, que nous voyons, s'étend à plus de soixante stades, et il ne paraît de troupes ennemies, qui nous observent, que sur ce chemin ; il vaudrait beaucoup mieux tâcher de dérober l'ennemi à notre marche, et de le prévenir en nous portant dans la partie où il ne veille pas, que d'attaquer un poste fortifié par la nature, et des hommes préparés à se bien défendre. On gravit plus aisément un mont escarpé, quand on n'a point d'ennemis à combattre, qu'on ne marche, quand on est entouré, dans la plaine la plus unie ; on voit mieux où l'on pose le pied la nuit, quand on n'a rien à craindre, que le jour en se battant, et l'on se fatigue moins à fouler un terrain pierreux, lorsqu'on est sans inquiétude, qu'à marcher sur le duvet lorsqu'on craint sans cesse pour sa tête. »

Xénophon (*Anabase ou la retraite des Dix Mille*).

XÉNOPHON

(vers 430-vers 350 avant J.-C.)

Citoyen athénien qui recueillit plusieurs années durant l'enseignement de Socrate, Xénophon choisit sans doute très jeune le métier des armes pour ne plus le quitter. C'est précisément dans le corps de cavalerie qu'il sert, et cette expérience sera mise à profit par la suite dans son remarquable traité intitulé l'*Hipparque ou le commandant de cavalerie*. Après la victoire de Sparte contre Athènes en 404, au cours de la guerre du Péloponnèse, il s'exile et part en Perse servir comme mercenaire, avec d'autres combattants grecs, Cyrus le Jeune, lequel convoite le trône occupé par son frère aîné Artaxerxès II.

Mais Cyrus est tué, et les chefs de sa troupe tombent au cours d'un guet-apens. Xénophon est alors désigné, probablement pour son expérience, son sens tactique et son courage au combat, chef d'une expédition démoralisée, privée de sa raison d'être et de ses officiers, qui doit battre en retraite sur plus de 2 500 kilomètres, de Babylone à la Grèce, en traversant sous la pression permanente de l'armée ennemie une vaste région dont la géographie et les populations lui sont foncièrement hostiles.

Xénophon parvient pourtant, force ruses, moral, discipline et endurance, à sauver l'expédition et ramener l'essentiel de ses hommes en Grèce après huit mois de pérégrinations à travers la Mésopotamie et l'Anatolie. Il relatera les péripéties de cet exploit militaire réalisé en 401 dans l'*Anabase ou la retraite des Dix Mille*.

Riche de cette nouvelle expérience, il s'engage dans l'armée du roi de Sparte Agésilas. À son service, il participe à plusieurs campagnes militaires en Asie Mineure et, en 394, affronte ses concitoyens athéniens à la bataille de Coronée. Banni d'Athènes, il s'installe en territoire lacédémonien à Scillonte, non loin d'Olympie, mais parviendra finalement à regagner sa cité natale. Il rédigera encore, à l'âge de soixante ans, outre l'*Hipparque*, plusieurs biographies dont *Agésilas*, à la gloire du roi spartiate qui l'employa, et la *Cyropédie*, consacrée à l'organisation politique et militaire de l'Empire perse et à son défunt prétendant au trône Cyrus.

Avant toute autre qualité militaire, Xénophon est un meneur d'hommes. Si l'on connaît peu de détails sur ses autres campagnes, il va de soi que celle qui correspondit à sa retraite d'Asie dut nécessiter des vertus de poigne, de courage et de conviction exceptionnelles.

À plusieurs reprises au cours de cette longue retraite en bon ordre, les hommes de Xénophon se trouvèrent en posture particulièrement difficile

face à un adversaire plus nombreux et déterminé. Économe de la vie de ses hommes, il privilégiait l'alternative de la dérobade en terrain montagneux exigeant des efforts extrêmes, à une bataille rangée. Et de relater dans l'*Anabase* un épisode significatif de l'exemple de courage et d'endurance qu'il donnait à ses hommes : « Les ennemis qui étaient sur une hauteur, dès qu'ils s'aperçurent qu'on voulait gagner le sommet de la montagne, y coururent à l'envi pour prévenir les Grecs. Il s'éleva alors de grands cris, et de l'armée grecque qui exhortait ses troupes, et de celle de Tissapheme qui tâchait d'animer les Barbares. Xénophon, courant à cheval sur le flanc de son détachement, excitait le soldat par ses discours : “C'est maintenant, mes amis, vous devez le croire, c'est maintenant que vous combattez pour revoir la Grèce, vos enfants et vos femmes ; essuyez quelques moments de fatigue : le reste de votre route, vous n'aurez plus de combats à livrer.” Sotéridas de Sicyion lui dit : “Vous en parlez à votre aise, Xénophon, notre situation ne se ressemble pas : un cheval vous porte, et moi je porte un bouclier, et j'en suis très fatigué.” À ces mots Xénophon se jeta à bas de son cheval, poussa cet homme hors du rang, et lui ayant arraché le bouclier, montait le plus vite qu'il lui était possible. Ce général se trouvait avoir de plus sa cuirasse de cavalier, en sorte que le poids de ses armes l'écrasait en marchant. Il exhortait cependant toujours la tête d'avancer, et la queue, qui avait peine à suivre, de rejoindre. Les soldats frappent Sotéridas, lui jettent des pierres, lui disent des injures, jusqu'à ce qu'ils l'obligent de reprendre son bouclier et son rang. Xénophon remonta sur son cheval, et s'en servit tant que le chemin fut praticable ; mais quand il cessa de l'être, ce général quitta sa monture, courut à pied avec les troupes, et les Grecs se trouvèrent arrivés au sommet de la montagne avant les ennemis. »

À travers ses écrits, Xénophon se révèle également grand tacticien : il étudie (et a mis en pratique) différents types de marches et de manœuvres, évoque la nécessaire reconnaissance du terrain et des dispositifs et effectifs de l'adversaire, propose des stratagèmes en diverses circonstances, insiste sur la coopération interarmes au sein d'une troupe, sur les entraînements des hommes et des montures, ou encore sur la bonne évaluation des rapports de force.

Xénophon rivalise également de ruse et de patience, jouant sur la psychologie de l'adversaire du moment. Frontin* raconte ainsi dans ses *Stratagèmes* : « Xénophon, voyant que les Arméniens occupaient l'autre rive d'un fleuve, ordonna de chercher deux points de passage ; et comme il

avait été repoussé de celui du bas, il gagna celui du haut ; également chassé sur ce point par l'arrivée de l'ennemi, il revint au gué inférieur, en ordonnant toutefois à une partie de ses hommes de rester en arrière et de traverser par le gué du haut dès que les Arméniens seraient revenus protéger le gué du bas. Les Arméniens, croyant que l'intégralité des soldats de Xénophon reviendrait au gué inférieur, se laissèrent abuser et ne prirent pas garde à ceux qui restaient en arrière ; ces derniers traversèrent le gué sans rencontrer la moindre opposition et vinrent ensuite protéger le passage de leurs camarades. »

En définitive, c'est l'art du commandement, en situation difficile – notamment dans un contexte de retraite en infériorité numérique – comme de manière générale, qui émerge de l'œuvre de Xénophon. Il convient d'ajouter à ses caractéristiques une bonne appréhension géopolitique globale du monde hellénistique, et non seulement d'Athènes ; le chef des Dix Mille, s'étant battu sur d'immenses territoires et sous plusieurs bannières, n'entretient pas, à l'inverse de nombre de ses contemporains stratèges, une représentation de la cité comme une entité isolée, vulnérable, en proie à toutes les trahisons et les coalitions possibles.

Xénophon, simultanément militaire de carrière et homme de plume, est l'un des rares stratèges au cours de l'Histoire à avoir excellé dans les deux domaines. Il laisse un témoignage précieux des mœurs guerrières et de l'enseignement militaire dans les Perse et Grèce antiques. À plusieurs reprises, il sera cité dans *Des principes de la guerre* du généralissime allié Ferdinand Foch*, vainqueur de la Première Guerre mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

Xénophon : *Anabase*, Les Belles Lettres, 1931 ; Le *Commandant de cavalerie*, Les Belles Lettres, 1973.

C. Orrieux & P. Schmitt-Pantel : Le *Commandant de cavalerie*, PUF, 1995.

« Alexandre, durant les manœuvres d'hiver, était assis devant un feu et commençait à regarder défiler ses troupes lorsqu'il aperçut un soldat presque mort de froid ; il lui ordonna de s'asseoir à sa place et lui dit : "Si tu étais né chez les Perses, cela aurait été un crime capital de t'asseoir sur le siège de ton roi ; mais un homme né en Macédoine peut se le permettre." »

Frontin (*Les Stratagèmes*).

ALEXANDRE LE GRAND

(356-323 avant J.-C.)

Le destin politique et militaire tout à fait exceptionnel d'Alexandre de Macédoine est d'abord marqué par l'enseignement d'Aristote. Puis, adolescent, admirateur d'un héros des guerres du Péloponnèse, Épaminondas roi de Thèbes, Alexandre suit de près les affaires de son propre père, le roi Philippe de Macédoine. Lorsque celui-ci est assassiné en 336, il prend le pouvoir et décide de mener à bien les ambitions asiatiques que Philippe avait toujours entretenues. Il lui a laissé une armée performante et largement professionnelle. Pourtant, avant d'entreprendre la conquête de l'Asie, Alexandre doit s'assurer les bonnes grâces et la loyauté des généraux Parménion et Antipatros afin de maintenir fermement sous son contrôle les cités grecques. Celles-ci se soumettent à l'approche du jeune héritier de vingt ans, lequel choisit d'éviter l'affrontement avec l'une d'entre elles, la toujours redoutable Sparte. Il a désormais les mains libres pour attaquer l'Empire achéménide.

En juin 334, après avoir franchi l'Hellespont (le détroit des Dardanelles), il rencontre au Granique les troupes perses commandées par des généraux de Darius III, le « roi des rois ». Il y fait preuve une première fois d'audace

à la tête de ses troupes provenant de presque toute la Grèce, et met l'ennemi en déroute.

Dès le Taurus franchi, les Macédoniens pénètrent au cœur de l'Empire perse à Issos, en novembre 333, et y rencontrent les troupes achéménides dirigées cette fois par le « roi des rois » en personne. Pâtissant d'un rapport numérique excessivement défavorable – peut-être 1 contre 50 –, Alexandre rivalise d'ingéniosité ; il parvient à imposer le champ de bataille non dans la plaine, comme le souhaitait Darius, mais à proximité d'un étroit défilé qui entrave le déploiement des forces de ce dernier. En outre, ayant placé ses généraux Parménion et Nicanor aux ailes, il prend lui-même la tête de sa cavalerie qu'il fait charger sur l'aile gauche de l'adversaire, avant qu'entre à son tour en action l'élite de l'infanterie antique : les phalanges macédoniennes. Cette attaque oblique – créée jadis par Epaminondas et expérimentée avec bonheur par Philippe – sème le désordre dans les rangs perses dont le centre risque d'être rapidement débordé. Directement menacé, Darius s'enfuit et son armée se débande. Parmi l'important butin laissé par le « roi des rois » figurent sa mère et ses sœurs qu'Alexandre traitera avec respect.

Le chef macédonien se consacre alors au contrôle de la côte méditerranéenne, emporte Sidon, Byblos, Beyrouth, Gaza, et surtout la citadelle de Tyr, réputée imprenable. Mais la progression reprend, toujours plus à l'est, et en haute Mésopotamie, Alexandre combat victorieusement, pour la seconde fois consécutive, Darius III, lors de la bataille décisive de Gaugamèles*. Face à un adversaire plus nombreux que jamais (probablement entre 200 000 et 400 000 hommes) et bien établi sur un vaste terrain, il joue au mieux du moral infaillible et de la puissance offensive de ses phalanges. Darius III s'enfuit de nouveau et, avec l'écroulement de son armée, c'est son immense empire qui vacille.

Après Gaugamèles, Alexandre connaît une progression relativement sereine, sauf dans le Nord-Est iranien et en Afghanistan où la géographie montagneuse ne permet pas à une troupe aussi modeste que la sienne – environ 40 000 soldats – de mener efficacement une contre-guérilla. Enfin, parvenu au Punjab (Pendjab), il remporte une ultime victoire au fleuve Hydaspe contre le roi indien Porus. Là, ses hommes refusent de poursuivre, eux qui ont parcouru pour la plupart plus de 25 000 kilomètres ! Alexandre s'incline et descend l'Indus jusqu'à Pattala, d'où l'armée macédonienne –

enrichie de nouveaux éléments au cours des conquêtes – regagne lentement Babylone.

C'est dans la cité illustre dont il a fait sa capitale que s'éteint Alexandre de Macédoine à l'âge de trente-trois ans. Il ne laisse pas d'héritier : ses généraux et gouverneurs vont donc se partager l'espace immense qu'il vient de conquérir. Il aura constitué en quelques années un empire que seul celui de Gengis Khan*, seize siècles après lui, dépassera en superficie. En outre, à l'empire rapidement divisé par ses successeurs survivra une brillante civilisation.

De ce conquérant, l'historien et stratège Frontin* retient notamment ses ruses : « Comme le roi indien Porus l'empêchait de faire traverser l'Hydaspe à son armée, Alexandre de Macédoine ordonna à ses troupes de courir sans cesse vers le fleuve ; et lorsque, par cette sorte de manœuvre répétée, il parvint à fixer les craintes de Porus sur ce point de la rive opposée, il fit subitement passer son armée plus haut sur le fleuve. [...]

« Le même Alexandre, empêché par l'ennemi de traverser l'Indus, entreprit de lancer ses cavaliers en différents endroits du fleuve, menaçant de forcer le passage ; et tandis qu'il tenait les Barbares dans cette seule attente, il prit une île un peu plus loin sur le fleuve et l'occupa, d'abord avec une garnison peu nombreuse, puis avec une garnison plus importante, qu'il fit passer, de là, sur l'autre rive. Comme l'intégralité des ennemis s'étaient jetés de ce côté pour écraser ses troupes, il passa lui-même le fleuve par le gué désormais libre et réunit toute son armée. »

En définitive, Alexandre aura été un bon stratège, un excellent tacticien, et un capitaine d'exception, sachant prendre tous les risques à la tête de ses hommes afin de les mener à la victoire.

BIBLIOGRAPHIE

J. Benoist-Méchin : *Alexandre le Grand*, Perrin, 1997
G. Droysen : *Alexandre te Grand*, Complexe, 1991
Frontin : *Les Stratagèmes*, Economica, 1999.
Quinte-Curce : *Histoire d'Alexandre*, Les Belles Lettres, 1948.

L'ÉPOPÉE D'ALEXANDRE LE GRAND

« Les Carthaginois eurent des éléphants de combat. Mais l'éléphant, tout comme le chameau, n'a qu'une aire d'emploi limitée, et il s'affole facilement. Sa présence dans l'armée qu'Hannibal mena en Europe se traduisit par un fiasco, malgré le légendaire passage des Alpes. »

A. Corvisier (*La Guerre*).

HANNIBAL

(247-183 avant. J.-C.)

On ne retient généralement du personnage d'Hannibal que son épique traversée des Alpes à la tête de ses éléphants de combat, et de sa victoire à Cannes (Cannae, 216 avant J.-C.) contre les troupes romaines de Scipion,

Traversée et victoire sont réelles – même *si* presque tous les éléphants étaient morts de froid et d'épuisement longtemps avant l'affrontement demeuré célèbre –, cependant le tableau est pour le moins réducteur. En réalité, Hannibal marqua véritablement plusieurs siècles et une vaste part de la Méditerranée de son génie militaire. À la suite de leurs humiliantes défaites successives contre leur ennemi acharné, les Romains non seulement s'adaptèrent à la tactique d'Hannibal – qu'ils finirent par vaincre en usant de ses propres méthodes –, mais aussi et surtout procédèrent à des modifications radicales dans leur manière de faire la guerre, tant et si bien qu'ils dominèrent le monde connu encore quatre siècles durant.

Issu d'une gronde famille carthaginoise, Hannibal est le fils de Hamilcar Barca, le général en chef des Carthaginois au cours de la première guerre punique (264-241). De ce père prestigieux, il hérite à la fois une inextinguible haine à l'encontre de Rome, et une armée bien organisée pour

mettre à exécution son projet de revanche contre l'ennemi héréditaire. Contrairement à l'idée souvent admise, c'est donc lui qui entame les hostilités marquant le déclenchement de la seconde guerre punique (218-201).

En 219, à la mort de son frère aîné, il prend seul la tête de l'armée carthaginoise d'Espagne et décide de frapper un grand coup : plutôt que de tenter d'affaiblir la flotte adverse en de longues et incertaines campagnes maritimes, ou d'effectuer des raids contre les côtes romaines, il entreprend de franchir les Pyrénées puis les Alpes et de fondre sur l'Italie. Il considère – à juste titre – que l'impact psychologique d'une victoire militaire dans la péninsule même sera déterminant, et que nombre de cités italiennes alliées à Rome seront alors tentées de changer de camp.

Pour être bien pensé, le projet est excessivement audacieux. Le franchissement des Pyrénées, avec des troupes numides et africaines fort peu accoutumées aux climats montagnards, s'effectue du reste dans des conditions difficiles. Il en va de même pour la traversée des Alpes (août 218) au cours de laquelle Hannibal, harcelé par des peuplades gauloises hostiles, perd un nombre considérable d'hommes et de chevaux, et la quasi-totalité de ses éléphants. Lorsqu'il atteint enfin les plaines d'Italie, il lui reste sans doute moins de 25 000 soldats, cependant il est parvenu par sa manœuvre extrêmement hardie à repousser Scipion, auparavant basé en Gaule, dans la péninsule.

En dépit de son infériorité numérique, il remporte un premier succès au Tessin, puis une nette victoire face aux deux armées romaines venues à sa rencontre sur la Trebie, près de Placenza. De fulgurantes attaques de cavalerie exécutées sur les flancs de l'ennemi, moins mobile et surpris, ainsi qu'une attaque par-derrière ses lignes viennent à bout des forces romaines. Les généraux d'Italie se retirent avec pertes et fracas, mais leurs forces demeurent opérationnelles. L'intérêt de cette modeste victoire est davantage politique que stratégique : plusieurs peuplades gauloises et ligures proposent des renforts à Hannibal. Grâce à cet apport en combattants, il poursuit sa marche vers le sud dès la fin de l'hiver. Au printemps 217, le consul Flaminius, furieux des ravages que provoque ostensiblement Hannibal près de ses lignes, se lance à sa poursuite sans attendre les autres corps de troupe romains. Le chef carthaginois choisit d'attendre son adversaire au débouché d'un vallon encaissé, et dispose son armée sur des

hauteurs surplombant le lac Trasimène. Flaminius donne dans le piège : il meurt au combat et son armée est écrasée.

Contre toute attente, Hannibal poursuit sa progression vers le sud et néglige Rome. Les deux consuls alors en place, Paul Emile et Caius Terentius Varron, décident de profiter du temps et de l'espace ainsi offerts pour mettre un terme à la nouvelle politique de harcèlement et de refus de combattre préconisée par le magistrat Fabius Maximus. Une imposante armée composée de 80 000 hommes est rassemblée et se porte à la rencontre des troupes puniques, presque deux fois inférieures en nombre. Les chefs romains n'ont manifestement pas tenté d'attirer Hannibal – dont l'atout majeur est la cavalerie – en terrain montagneux ou marécageux, donc défavorable à leur adversaire. S'y serait-il soumis du reste, en excellent tacticien ? On peut en douter.

Toujours est-il que le 2 août 216, sur les bords de l'Ofento (Aufidus), Hannibal pulvérise par d'habiles manœuvres de contournement l'armée ennemie. Cette fois, les Romains perdent plus de 65 000 hommes, tués (dont un consul et une centaine de sénateurs), blessés ou captifs, contre moins de 5 000 pour les Carthaginois. Dans l'immédiat, la grande puissance méditerranéenne est profondément ébranlée, et aucune armée de secours n'est susceptible d'être mise sur pied. Or, une fois de plus, contre l'avis pressant de ses officiers, Hannibal choisit de ne pas assiéger Rome, pourtant à la merci de ses troupes. On a fait de ce choix la grande erreur de son existence. Il n'est pourtant pas certain que, sans machines de siège et fort de seulement quelques dizaines de milliers de combattants, il fût parvenu non seulement à conquérir la cité – alors solidement fortifiée – mais aussi et surtout à faire capituler Rome en tant que puissance. La péninsule italienne offrait trop de possibilités de lever peu à peu et en maints endroits de nouvelles troupes, tandis que lui ne pouvait recevoir que de maigres renforts en provenance de sa cité-État ou de ses comptoirs.

Après le désastre de Cannes, le magistrat Maximus parvient enfin à imposer sa politique de harcèlement et de guerre d'usure, et par conséquent force Hannibal à adopter un positionnement défensif plutôt qu'offensif. Plusieurs années durant, il guerroie – parfois avec succès – contre des troupes romaines d'abord modestes mais mobiles et sans cesse plus nombreuses, s'attachant à affaiblir Rome de l'intérieur et recherchant l'alliance des autres cités de la péninsule. Ce dernier objectif ne sera pas réellement atteint : les soutiens seront souvent symboliques, et lui-même

s'avérera incapable d'empêcher Capoue de tomber aux mains de Rome en 211, tandis que Syracuse et Tarente chuteront en 213.

Après la mort au combat, en 207, de son frère Hasdrubal venu d'Espagne en renfort, Hannibal tient tête encore quatre ans aux Romains désormais réorganisés et dirigés par le talentueux Scipion (dit l'Africain, fils du précédent), puis rembarque pour Carthage. L'initiative a changé de camp, et ce sont à présent les troupes romaines qui bivouaquent à proximité de la cité africaine. En 202, Hannibal rompt la trêve signée auparavant et engage le combat contre Scipion. Ce dernier, fort de l'enseignement du chef carthaginois, exécute ses propres manœuvres et – avec le soutien de la cavalerie numide, naguère fer de lance d'Hannibal – écrase son armée à Zama. Magnanime, Scipion autorise l'illustre vaincu à demeurer à Carthage afin de relever la cité. Bientôt convaincu de comploter contre Rome, Hannibal est toutefois contraint de s'exiler chez son complice le roi de Syrie Antiochus III. Infatigable, il tente de mettre sur pied une puissante armée en vue d'une vaste expédition militaire contre Rome. Il se donnera en définitive la mort par empoisonnement, de crainte d'être extradé chez ses ennemis héréditaires et emprisonné, voire exécuté.

Si Hannibal n'est guère parvenu à réaliser ses ambitions – pour lui-même comme pour Carthage –, il fut incontestablement un grand stratège doublé d'un excellent tacticien. Stratège, il l'est quand il surprend systématiquement ses adversaires dans le choix de ses objectifs et les itinéraires empruntés pour les atteindre, ou lorsqu'il cherche une position de force pour négocier avec les proches ennemis de son principal ennemi. Il l'est aussi par ses manœuvres extrêmement rapides qui provoquent l'effet de surprise, par le choix scrupuleux du terrain, par l'usage de la guerre psychologique contre des adversaires presque toujours plus nombreux mais dont il parvient à deviner les objectifs. Tacticien, Hannibal excelle dans une manœuvre bien spécifique qui déroutera longtemps les Romains : le débordement sur les ailes, essentiellement par le truchement d'une cavalerie légère et rapide, puis l'attaque sur l'arrière de l'ennemi.

Ce vaste mouvement tournant sera à la fois la clé du triomphe de Cannes, et la cause de la chute de Zama.

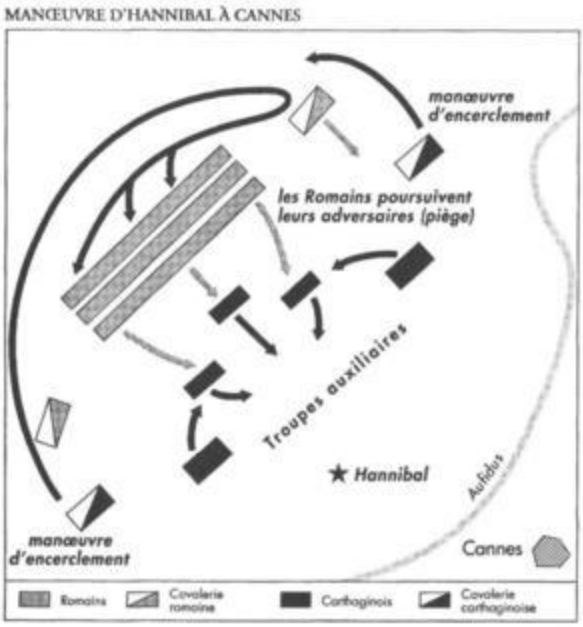
BIBLIOGRAPHIE

S. Lancel : *Hannibal*, Fayard, 1995.

Y. Le Bohec : *Histoire militaire des guerres puniques*, éditions du Rocher, 1996.

Polybe : Histoires Gallimard, 1970.

Silius Italicus : *La Guerre punique*, Les Belles Lettres, 1979.



« César, entrant dans les Gaules, eut les Alpes à traverser. On lui apprit que les troupes des Barbares montagnards gardaient les passages. Il étudia la nature et le climat, et vit que du haut des montagnes il descendait en bas beaucoup de rivières, qui formaient des lacs d'une grande profondeur, desquels, à la pointe du jour, il s'élevait des brouillards fort épais. César prit ce temps pour faire faire le tour des montagnes à la moitié de ses troupes. Le brouillard en déroba la vue aux Barbares, qui ne firent aucun mouvement. Mais quand César se trouva sur la tête des ennemis, ses troupes jetèrent de grands cris. L'autre moitié de son armée, qui était en bas, répondit à ces cris par d'autres, et toutes les montagnes des environs en retentirent. Les Barbares furent épouvantés et prirent la fuite. Ce fut ainsi que César traversa les Alpes sans combat. »

Polyen (*Stratagèmes*).

Jules CÉSAR

(101-44 avant J.-C.)

Né dans une riche famille patricienne, Caius Julius Caesar sert dans les légions romaines déployées en Asie. Passionné par le pouvoir, ambitieux et dénué de scrupules, il rentre à Rome dès que la mort de Sylla le lui permet, et choisit rapidement d'entreprendre une carrière politique.

Parvenant en effet à se concilier de puissants appuis, il gravit les principaux échelons de la hiérarchie politique et devient successivement préteur (62 avant J.-C.), propréteur d'Espagne (61), consul (59) au sein du triumvirat également constitué de Pompée et de Crassus (le futur vaincu de Carrhes*), enfin proconsul de Gaule Cisalpine et de la Narbonnaise. Puis, sans doute mû par une ambition autrement plus politique que militaire, il convainc le Sénat de lui permettre d'entamer la conquête des Gaules alors affaiblies par des dissensions internes et menacées par une invasion de Germains. À quarante-trois ans, soit fort tardivement pour l'époque, Jules César entre en campagne comme général en chef.

Au cours de cette guerre des Gaules, qui dure de 58 à 52, il s'avère bon stratège alors même qu'il n'a jamais véritablement étudié en profondeur ni vécu une grande campagne militaire, mettant au service de son action armée son sens aigu de la manœuvre politique.

En premier lieu, il s'attache à renforcer les alliances déjà effectives entre Rome et certaines peuplades gauloises, en particulier les Éduens. Ceux-ci, menacés entre Loire et Saône par un exode massif d'Helvètes, eux-mêmes poussés à l'est par des Germains, fournissent à César le prétexte pour intervenir massivement dans les trois Gaules aquitaine, celtique et belgique. Au cours de la première phase de la campagne, ses légions repoussent le chef des Suèves (Germains) Arioviste au-delà du Rhin. Ce sont ensuite les Nerviens, les Vénètes (dont la flotte, puissante, est anéantie en 56), les Éburons et enfin les Arvernes de Vercingétorix et ses alliés que César défait successivement, n'essuyant au total qu'un unique échec sérieux au siège de Gergovie. Après son exténuante mais authentique victoire à Alésia*, César considère que sa conquête est achevée : de fait, la capture de Vercingétorix met pratiquement fin à une période de révoltes endémiques contre le pouvoir romain.

Tout au long de cette campagne, César rédige *La Guerre des Gaules*, ouvrage fort intéressant et quasi ethnologique sur les Gaulois et la manière dont il en vient militairement à bout, mais vantant à outrance ses propres qualités de stratège et la valeur de son commandement tout en exagérant les effectifs et, sans doute, la pugnacité de l'adversaire. Il s'agit d'une part d'obtenir du Sénat des crédits pour la poursuite de la guerre, d'autre part et surtout de rehausser son propre prestige et de se forger la stature nécessaire à la conquête de Rome.

Précisément, il franchit en 50 – selon la formule qui deviendra célèbre – le Rubicon, prenant la responsabilité de provoquer une guerre civile contre Pompée. Or, face au brillant général, César dispose dorénavant de deux atouts : le prestige militaire (même acquis tardivement) de la conquête des Gaules, et surtout le soutien sans faille de ses légions qu'il est parvenu à fidéliser de manière exceptionnelle.

La lutte qu'il mène contre son rival est ponctuée, là encore, de succès retentissants. Après avoir chassé de la péninsule italienne les légions demeurées loyales à Pompée, il les rencontre et les bat d'abord en Espagne, puis de nouveau en Thessalie (Grèce actuelle) à la bataille de Pharsale (août 48). Pompée finalement assassiné, César mène victorieusement campagne contre Pharnace 1er à Zéla, en Anatolie.

Enfin, de retour à Rome où il se fait accorder un pouvoir personnel exclusif sur Rome (la dictature), César repart immédiatement en Tunisie soumettre des troupes rebelles à son autorité (46), et vainc à Munda, en Espagne, une ultime rébellion.

Stratège, César l'est assurément. Dans sa vision extrêmement large des théâtres d'opérations, à travers son aptitude à diviser l'adversaire et à en connaître la psychologie, à l'effrayer (y compris par des massacres de civils), à le surprendre aussi sur le choix de ses itinéraires. Surtout, il ne commet jamais l'erreur commune à de nombreux stratèges et qui consiste à subordonner les intérêts et objectifs politiques à leur passion de la guerre, de la gloire et de la conquête. En évoquant l'expression consacrée : des « lauriers de César », on rappelle certes son goût pour le faste et – même si le terme est ici anachronique – le culte de sa personnalité, mais on doit garder à l'esprit qu'il ne sacrifia jamais ses légions en vain.

Tacticien, l'auteur de *La Guerre civile* l'est aussi. Du moins en acquiert-il les propriétés à l'occasion des longues et difficiles campagnes en Gaule. César maîtrise notamment l'art du siège (celui dAlésia en offre à cet égard une parfaite illustration), exige et obtient de ses troupes une rapidité de marche et de manœuvre considérable pour l'époque, sait conserver son sang-froid dans des situations souvent délicates (ainsi lors de l'attaque surprise des Nerviens en 58), et rivalise de ruses et de subterfuges.

Enfin César, général exigeant vis-à-vis de ses subalternes et des simples légionnaires, fut un chef de guerre magnanime avec ses ennemis ralliés ou

repentis (notamment dans le cadre de la guerre civile contre Pompée, lequel considérait au contraire la neutralité comme un comportement hostile), et un capitaine proche de ses hommes, y compris après un revers militaire (Dyrrachium).

En revanche, quant à la configuration des corps de troupes, la logistique ou encore les équipements, César maintint exactement ce qui prévalait avant lui. L'infanterie lourde, ossature essentielle, voire exclusive de toute légion romaine, demeura invariable. Tout juste César lui adjoignit dans certaines circonstances un corps d'infanterie légère. Ni la cavalerie, ni les armements pas plus que les techniques de combat ne furent modifiés. Fort heureusement pour lui, nulle autre armée que celle des Parthes – pas même celle constituée des redoutables cavaliers numides – n'adoptera de son vivant le mode de combat qui permit à Surena d'écraser Crassus à Carmes. César allait justement entamer une vaste campagne militaire contre les Parthes lorsqu'il fut assassiné en 44, aux ides de mars.

Grand admirateur du vainqueur de Vercingétorix et de Pompée, Napoléon* notera dans ses *Commentaires* que « les principes de César ont été les mêmes que ceux d'Hannibal* : tenir ses forces réunies, n'être vulnérable sur aucun point, se porter avec rapidité sur les points importants, s'en rapporter aux moyens moraux, à la réputation de ses armes, à la crainte qu'il inspirait, et aussi aux moyens politiques pour maintenir dans la fidélité ses alliés et dans l'obéissance les peuples conquis ».

BIBLIOGRAPHIE

Jules César : *La Guerre civile*, Club français du Livre, 1968.
R. Étienne : *Jules César*, Fayard, 1997.
Y. Le Bohec : *César*, PUF-Que sais-je ?, 1994.
Suétone : *Vie des douze Césars*, Les Belles Lettres, 1931.
Flavius Végèce : *Instructions militaires*, Berger-Levrault, 1948.

LES PRINCIPAUX ENGAGEMENTS DE CÉSAR

« La dépense d'un tombeau est superflu ;
mon souvenir durera si,
par ma vie,
je l'ai mérité. »

Frontin (Pline, *Lettres*).

Sextus Julius FRONTINUS

(vers 37-vers 103), dit FRONTIN

Né dans une famille patricienne, excellemment formé aux mathématiques et aux sciences, avec des méthodes d'architecture comme son traité sur *Les Aqueducs de la ville de Rome* en témoignera, Frontin va connaître une carrière exemplaire de haut fonctionnaire, alternativement civil et militaire, au sein d'un Empire romain au summum de sa puissance.

Sans qu'on connaisse ni ses origines exactes ni ses débuts dans l'administration impériale, on peut supposer qu'après avoir assumé les fonctions de préteur urbain en 70, Frontin exerce un premier commandement militaire en Gaule, face au rebelle Civilis, entre 70 et 72. Mais c'est en 73 (ou 74) qu'il exerce pour la première fois la haute fonction de consul. À ce titre, il est chargé par l'empereur Vespasien de pacifier une province d'empire assez récemment conquise et en proie à des troubles permanents : la Bretagne (*Britannia*, autrement dit l'Angleterre). Les Brigantes, les Ordovices et surtout les Silures, peuplade guerrière des pays de Galles, mènent des raids meurtriers dans la province et se révèlent insaisissables – plusieurs empereurs, depuis César*, ont dépêché capitaines expérimentés, consuls compétents et légions d'élite, mais en vain.

L'historien Tacite, dans sa Vie d'*Agricola*, indique que le gouverneur Frontin va réussir là où tous ses prédécesseurs, y compris le glorieux Petilius Cerialis, ont échoué. En un peu plus de trois années passées en

Bretagne, il a renforcé la discipline des légions, construit au moins une voie routière (la *Via Julia*), maintenu et disposé de manière efficace ses troupes, et romanisé autant que faire se peut la population locale.

De retour de Bretagne (ou peut-être avant, pour le premier texte), Frontin rédige deux traités : nous ne savons pratiquement rien du premier, perdu, intitulé *Liber Gromaticus (Traité de l'arpentage*) ; le second est un traité de stratégie probablement écrit en 78, *De re militari* (Art *de la guerre*), qu'on n'a pas retrouvé non plus à ce jour mais dont on sait qu'il inspirera Élien ou encore, trois siècles après lui, Végèce pour sa somme stratégique, *Epitoma rei militaris (Abrégé des questions militaires*), laquelle aura elle-même une influence considérable au Moyen Âge et durant la Renaissance, notamment sur Machiavel.

On retrouve Frontin en Germanie, envoyé par l'empereur Domitien (Germanicus) soucieux de pacifier et d'améliorer géographiquement le *limes*, la frontière, avec les Chattes, une tribu barbare. La tâche du consul est là autrement plus logistique, voire diplomatique que strictement militaire. Domitien a en effet privilégié l'aménagement de la frontière et l'entente avec certaines peuplades par rapport à un affrontement armé majeur avec les Barbares.

Vers 90, il devient proconsul et accède à l'un des postes les plus prestigieux pour un fonctionnaire de l'Empire, celui de proconsul de la province d'Asie. Il ne s'agit pas d'un poste où l'on guerroie – la province est pacifique à cette époque –, ce qui permet à Frontin, selon le poète Martial, de lire et d'écrire abondamment. C'est le couronnement d'une carrière probablement sans faute, au cours de laquelle il aura connu et servi cinq empereurs successifs sans jamais, semble-t-il, se voir écarter par l'un eux sous prétexte d'avoir servi le précédent.

En 97, Frontin intègre une commission économique réunie par le Sénat, probablement sous l'impulsion du nouvel empereur Trajan dont il semble avoir la confiance et l'estime. La même année, il devient *curator aquarum*, intendant des eaux de Rome, et c'est attaché à cette fonction qu'il s'éteint, en 103 ou 104, sous le règne d'un des meilleurs empereurs de Rome et alors que l'Empire est pratiquement à son apogée dans tous les domaines.

Sans doute vers 88 (et en tout cas entre 84 et 96), Frontin rédige son traité *Strategemata (Les Stratagèmes*), sensé compléter son *Art de la guerre*. Il y met à profit et de manière extrêmement claire, concise, rigoureuse et

modeste (l'époque étant au contraire à la valorisation des chroniqueurs par eux-mêmes), la riche expérience qu'il a acquise au cours de ses deux principales campagnes de Bretagne et de Germanie.

Composée de quatre livres thématiques – dont le dernier est sans doute né d'une tierce plume –, l'œuvre se présente sous la forme d'une série de courts passages rappelant les faits, dires ou attitudes de plusieurs dizaines d'hommes de guerre aussi variés dans leurs approches et leurs statuts que l'Athénien Thémistocle, le Macédonien Alexandre* le Thébain Épaminondas, le Carthaginois Hannibal*, les Romains César, Scipion, Sylla et Pompée, le roi d'Épire Pyrrhus, le Spartiate Agésilas, le Juif Flavius Josèphe, ou encore la reine des Scythes Thamyris.

Les parties traitent successivement de la préparation des batailles (aspects psychologiques, dissimulation, moral des troupes...) ; du combat en soi (disposition, manœuvres, choix du lieu...) ; de la tactique des sièges (autant, comme le fera seize siècles plus tard Vauban*, du point de vue de l'assiégeant que de l'assiégé) et de l'après-combat ; enfin de la discipline et de la stratégie de manière générale. Cette compilation évoque, par sa forme, celle de Polyen.

En définitive, parmi les nombreux historiens de l'Antiquité préoccupés des choses militaires et stratégiques, de Hérodote à Végèce, de Onosander à Xénophon* et de Salluste à Suétone et Thucydide, Frontin demeure sans doute avec ses *Stratagèmes* l'un des plus inspirés et des plus percutants.

BIBLIOGRAPHIE

Frontin : *Les Stratagèmes*, Economica, 1999.

Pline le Jeune : *Panégyrique de Trajan*, Les Belles Lettres, 1972.

Tacite : *Histoires*, Les Belles Lettres, 1992 ; *Vie d'Agricola*, Les Belles Lettres, 1945.

« Vois-tu, la différence qu'il y a entre nous [les Hashshashin], *qui avons vu clair, et les foules immenses qui errent dans l'obscurité, est la suivante : nous nous sommes limités, tandis qu'elles ne peuvent pas ou ne veulent pas se contraindre. Elles exigent de nous que nous les entraînions à l'assaut des régions inconnues et inconnaissables, car elles ne peuvent supporter l'incertitude. Et comme nous sommes bien placés pour savoir que la vérité n'existe pas, nous voilà contraints d'inventer à leur usage une belle affabulation qui les puisse consoler. »*

Vladimir Bartol (Hassan Ibn Saba, in *Alamut*).

Hassan Ibn SABA

(1056 ?-1124),

dit « le Vieux de la Montagne »

Si les détails avérés de la vie, de la pensée et des activités du fondateur de la secte redoutée des *Hashshashin* (Assassins) sont nombreux, provenant de chroniqueurs turcs, arabes, persans et croisés, souvent témoins oculaires des actes et paroles du Vieux de la Montagne, il reste que ce personnage demeure l'un des plus fascinants de l'histoire politique, religieuse et militaire de l'Orient.

D'ailleurs les mystères et légendes qui l'ont entouré jusque longtemps après sa mort ont donné lieu à de nombreux récits romancés dont le plus passionnant demeure sans doute *Alamut*, de l'écrivain slovène Vladimir Bartol.

Hassan naît à Qum, en Perse, d'un riche et respecté commerçant iranien d'origine ismaélienne. La région de Qum est l'un des premiers centres de colonisation arabe en Perse, mais surtout un bastion important du chiisme duodécimain. Enfant, il part habiter Rey, près de Téhéran, puis entame de brillantes études coraniques et philosophiques à l'université de Nichapour entre 1070 et 1074. Remarqué pour sa vivacité d'esprit et son érudition précoce, il devient bibliothécaire du sultan seldjoukide Malik Chah en 1075. Les Seldjoukides sont alors maîtres d'un empire en pleine expansion, turc et sunnite (donc musulman orthodoxe), et leur imposante présence civile, politique et militaire est souvent mal perçue par une population essentiellement persane et chiite.

Lui-même sans cesse plus hostile à la domination turque, Hassan Ibn Saba commence à proférer des discours subversifs qui le conduisent à fuir Ispahan, grande cité impériale, en 1077. Il ira jusqu'à prêter serment de fidélité à l'imam fatimide chiite alors au pouvoir en Égypte.

Commence pour le jeune érudit une pérégrination de plusieurs années à travers le Moyen-Orient et, de fuites en sermons, il parcourt la Perse, la Mésopotamie, l'Azerbaïdjan, les côtes levantines, et parvient enfin au Caire en 1078. Là, il est encore chassé et déporté en Afrique du Nord. Mais le navire franc qui l'emmène en exil coule et il parvient à se réfugier en Syrie, d'où il rejoint la province iranienne septentrionale du Dailam, une région montagneuse et difficile d'accès où se sont réfugiés au fil des décennies de nombreux chiites – notamment des ismaéliens – victimes des persécutions sunnites. Cette population rebelle et aguerrie par des conditions de vie très rigoureuses constituera à la fois la base de départ, la source d'approvisionnement en hommes et l'hinterland d'Hassan lorsqu'il lancera sa conquête.

Orateur infatigable doté d'un magnétisme exceptionnel, ce meneur d'hommes se forge au fil de ses prédications une renommée grandissante ; il devient l'idéologue d'une foi chiite rigoriste, voire ascétique, mais ouverte aux influences zoroastriennes propres à la culture persane, et rejette les dominations arabe et surtout turque en Perse.

Hassan Ibn Saba, parcourant les régions du Khouzistan et du Mazandaran, est suivi aveuglément par un flot grandissant de centaines de civils et de guerriers. Il finit par s'établir dans la région montagneuse du Damghan, à l'abri relatif d'une arrestation par les dirigeants seldjoukides

dont il est devenu en quelques années un ennemi intérieur gênant. Mais pour que se réalisent ses desseins, il lui faut une forteresse.

En 1090, il s'empare par la ruse d'Alamut. *Aluh Amut* (qui signifie « la leçon de l'aigle » en dailamite) est un château puissamment fortifié perché à 1 800 mètres d'altitude, sur la crête d'un gigantesque piton rocheux au cœur du massif de l'Elbourz. On n'y accède que par une gorge de la rivière. La forteresse domine une vallée étroite et assez fertile, et une citadelle haute surplombe elle-même un modeste village. Là, en sécurité, Hassan édifie une véritable machine de guerre bâtie sur trois articulations.

En premier lieu, il organise un code interne à Alamut (et aux châteaux environnants dont il parviendra peu à peu à se doter) fondé sur une obéissance aveugle à sa personne, sur un mode de vie spartiate, et sur une vie collective strictement hiérarchisée et réglementée. Pour preuve de sa probité et afin d'asseoir sa renommée, il fera exécuter ses deux propres fils, convaincus de rébellion à son autorité !

En second lieu, il fait choisir par ses proches fidèles plusieurs centaines de jeunes ismaéliens en fonction de leur aptitude au combat et de leur endurance. L'entraînement, drastique, permet de sélectionner quelques guerriers intrépides qui constitueront le fer de lance de sa politique.

Enfin et surtout, il cultive du haschisch dont il a découvert les vertus hallucinogènes. Avant chaque mission, il en délivre à ses meilleurs guerriers qui, une fois drogués, sont emmenés dans un emplacement secret où tout est disposé pour rappeler le paradis promis aux martyrs de la foi dans le Coran. Femmes sensuelles et soumises, fruits exotiques, décor féerique. Au réveil, les guerriers (qu'on a transportés hors du harem) sont persuadés que leur guide leur a réellement fait découvrir un instant de paradis. Dès lors, obnubilés et soumis à l'accoutumance, ils accompliront leur mission respective – au terme de laquelle ils ont toutes les chances de mourir – avec un zèle et une efficacité exceptionnels.

C'est donc à partir de cette place forte à peu près inexpugnable en raison de sa géographie – des milliers de sectataires ismaéliens viennent bientôt s'y réfugier – que Hassan Ibn Saba va parvenir à réaliser son objectif apparemment insensé : provoquer l'effondrement du plus puissant empire alors en place dans le monde connu. Sans armée digne de ce nom, sans richesse aucune, dépourvu de tout soutien populaire au sein de la population sunnite majoritaire, il choisit l'arme de l'assassinat. En soi, la méthode n'est pas nouvelle, mais en l'occurrence le choix des cibles, leur quantité, et

surtout le « professionnalisme » des assassins d'Alamut s'avéreront uniques et dévastateurs.

Tandis qu'il fait simultanément renforcer la défense du château, accélérer l'entraînement de ses guerriers et procéder à la formation des *houris* (jeunes « vierges » du « paradis » offertes au guerrier drogué avant sa mission), Hassan prend le contrôle, par le truchement d'ismaéliens qui se placent spontanément sous ses ordres, de plusieurs forteresses environnant Alamut, tel le château de Girdkuh (en 1096), et il étend son influence sur les seigneurs des villages locaux et bientôt à tout l'arrière-pays.

En 1092, lassé par les progrès de la propagande ismaélienne, le pouvoir seldjoukide décide de riposter et d'anéantir la secte. Deux expéditions d'envergure sont lancées par le grand sultan Malik Chah, l'une contre la région du Kuhistan, l'autre – personnellement dirigée par le redouté émir Arslan-Tach – contre Alamut. Hassan lance alors ses premiers *fedayin* : le grand vizir Nizam al-Mulk puis le grand sultan en personne sont tour à tour assassinés. Ces nouvelles d'lspahan ébranlent le moral des 30 000 hommes qui assiègent Alamut, et les deux expéditions sont immédiatement abandonnées.

Entre 1092 et 1096, un sultan, puis son épouse assurant l'intérim, ainsi que deux grands vizirs, vingt vizirs, seize émirs, huit gouverneurs, neuf généraux et nombre de notables et d'officiers tombent sous la lame souvent empoisonnée des « Assassins » d'Alamut. Le nombre d'ismaéliens infiltrés est tel que la terreur et la suspicion s'instaurent partout et que l'empire vacille.

En 1101, le nouveau sultan Barkiyaruk ordonne une nouvelle expédition militaire : les foyers ismaéliens à travers le pays sont décimés, mais les places fortes tiennent bon. En 1105, son successeur Tapar décide de s'emparer d'Alamut, en vain. Trois années plus tard, un siège sans précédent est imposé à la forteresse. Cette fois, les récoltes de la vallée sont systématiquement détruites par les troupes seldjoukides, et les assiégés ne tiendront sept années durant, *in extremis*, que grâce aux récoltes vivrières et gigantesques réserves naguère ordonnées par Hassan. En 1118, celui-ci parvient à sauver sa communauté de la famine en faisant assassiner le sultan. Le fils de ce dernier, Sanjar, sorti victorieux de la guerre civile provoquée par le meurtre de son père, passe alors un accord avec le Vieux de la Montagne, en vertu duquel celui-ci peut conserver toutes ses places

fortes, et les ismaéliens se voir reconnaître comme un peuple à part entière. En contrepartie, Hassan doit renoncer à toute nouvelle conquête de forteresse, au prosélytisme, et naturellement aux assassinats.

Au seuil de la mort, Hassan Ibn Saba est devenu incontournable sur la scène politique et militaire de l'ensemble du Moyen-Orient. Craint des rois et des meilleurs capitaines, maniant la menace et la riposte avec une détermination implacable, jouant volontiers de son alliance avec les « infidèles » croisés contre les Seldjoukides, cet ami du grand poète Omar Khayyam sera parvenu à édifier, quasiment ex *nihilo*, un système subversif d'une exceptionnelle vigueur.

Après lui, d'autres guides se succéderont à la tête des ismaéliens (dont l'influence faiblira au fil des décennies), au moins jusqu'à la destruction d'Alamut par les Mongols du redoutable Houlagou, petit-fils de Gengis Khan*, en 1257. Mais aucun n'aura l'envergure du fondateur de la secte des *Hashshashin.*

BIBLIOGRAPHIE

V. Bartol : *Alamut*, Phébus, 1988.

B. Lewis : *Les Assassins*, Complexe, 1984.

F. Sahebjam : Le Vieux *de la Montagne*, Grasset, 1995.

« Il faut raser toutes les villes pour que le monde entier redevienne une immense steppe où les mères mongoles allaiteront des enfants libres et heureux. »

Gengis Khan
(in A. Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes*).

GENGIS KHAN

(vers 1165-1227)

L'homme qui a bâti le plus vaste empire que l'univers ait jamais connu, peut-être le plus redouté aussi par le plus grand nombre, connut une enfance extrêmement dure, réduit à des travaux pénibles, voire à la mendicité, avec ses frères, sœurs et mère, orphelin très jeune d'un chef de clan assassiné.

On dispose d'assez peu d'éléments sur la jeunesse de Gengis Khan. Manifestement pourvu d'une volonté de fer, jouant d'une solide alliance matrimoniale et d'un sens politique aigu, il parvient, tardivement (en 1206), à se faire proclamer *kagan* océanique – autrement dit « roi universel » – au cours d'un grand rassemblement de dignitaires mongols : le *Kuritlaï* (ou *Quritlay*).

Gengis Khan réussit rapidement à s'allier deux peuples turcophones : les Ouïgours, musulmans dotés de connaissances considérables et d'une écriture qu'il adopte officiellement, et les Ongüts, majoritairement chrétiens. Dès lors que la Mongolie est unifiée et pacifiée à l'intérieur, le chef mongol ouvre une ère de vingt années de conquêtes tous azimuts.

C'est en premier lieu au nord qu'il s'oriente, obtenant en quelques mois la soumission des redoutables Kirghizes du lénisseï et des Tu mets, en 1207.

Puis Gengis Khan entame en 1209 la conquête des grands espaces situés au sud : il vainc d'abord les Minyaks (ou Tangouts, rivaux de ses alliés ouïgours pour la route de la Soie), et annexe leur royaume de Xixia (Si-hia).

Pour ce faire, il fait traverser à ses cavaliers l'aride désert de Gobi, défiant une première fois la géographie. Parallèlement, l'État Xixia, situé sur l'Ordos, est également annexé. Les Minyaks se soumettent et, afin d'éviter l'anéantissement de leur royaume, font allégeance à leur nouveau souverain mongol – une alliance forcée qu'ils dénonceront par la suite.

En 1211, Gengis Khan s'attaque à l'immense et puissant royaume de Chine du Nord, celui des Kin (ou Chin, ou Qin). Ses troupes prennent facilement le contrôle de la Mandchourie, rejointes par celles des Khitaï (Qhitaï), une peuplade en rébellion contre Pékin et qui fera bénéficier les Mongols d'un vaste savoir-faire dans la logistique et l'ingénierie militaire (techniques de siège, de sape...). Pourtant, ces derniers se heurtent à la Grande Muraille. Gengis Khan, sans doute soucieux de consolider son autorité sur les espaces qu'il a conquis récemment, accepte de parlementer et obtient un tribut symbolique pour s'en retourner sans poursuivre son offensive. Bientôt, il renouvelle néanmoins sa campagne, fort de l'alliance des Khitaï, franchit en trois points la muraille et s'empare de Pékin (1215) qu'il met à sac avant de laisser à son meilleur général, Muqali, le soin de poursuivre la conquête du royaume des Kin. (Les Song de Chine du Sud, pour leur part, résisteront aux Mongols plusieurs décennies.)

Enfin, à l'ouest, Gengis Khan profite d'une querelle interne au royaume des Kara Khitaï pour s'en emparer. De fait, son propre empire s'étend dès lors jusqu'aux confins de la Perse. Récemment instauré sur les ruines de l'Empire turc seldjoukide, l'Empire kharezm de Perse ne paraît pas réellement puissant lorsque son chah (souverain), Allah al-Din Muhammad II, prend la responsabilité de faire assassiner des marchands ambulants mongols et, pis, des ambassadeurs de Gengis Khan (1218). Ces actes appellent vengeance et permettent à ce dernier d'intervenir en force.

Après une longue préparation militaire faite de reconnaissance des caractéristiques géographiques des territoires à conquérir, de campagnes d'espionnage et de divulgations de fausses nouvelles chez l'ennemi, Gengis Khan lance trois corps d'armée distincts – probablement forts d'une trentaine de milliers de cavaliers chacun – à l'assaut du Royaume kharezm, fonçant respectivement sur la capitale Samarkand, Tachkent, et Boukhara. Allah al-Din Muhammad II semble alors avoir choisi un positionnement statique, et se retranche derrière le fleuve Syr-Daria. Le corps d'armée que dirige personnellement Gengis Khan traverse le désert du Kizil Koum et s'empare de Boukhara par surprise, en février 1220, puis tous les corps

mongols investissent Samarkand en mars. Devant ces attaques fulgurantes, le chah préfère se retirer avec son armée. Pourchassé, acculé, il mourra quelque temps après, laissant à son fils la tâche de poursuivre la résistance. Après quelques succès mineurs, celui-ci sera finalement écrasé l'année suivante sur les berges de l'Indus. Il parviendra toutefois à s'échapper.

Suite à la chute du Royaume kharezm, Gengis Khan confie à une troupe d'élite d'environ 20 000 hommes, dirigée par les généraux Djebe et Sübötei (ou Subutay), la tâche de réduire les oppositions à l'expansion mongole dans cette région occidentale de l'Empire. En l'espace de quatre années, cette armée somme toute modeste, complètement autonome, sans intendance, coupée de toute base de repli ou d'approvisionnement sûre et stable, réalise un tour de force unique dans l'histoire militaire : parcourir plus de 20 000 kilomètres de territoires à la géographie souvent inhospitalière, conquérant de haute lutte les villes de Nichapur, Rei, Qazvin, Hamadan, franchissant le Caucase pour aller vaincre les chevaliers (chrétiens) géorgiens, les redoutables Alains, les Russes (à la bataille de Kalkha, en mai 1222), les Turcs Qangli (Volga), les Bulgares, puis s'en retourner vers la vallée de l'Irtych où se trouve Gengis Khan, en contournant la mer Caspienne par le Nord !

La « pacification » des vastes régions occidentales de son empire concrétisée, le chef mongol doit revenir châtier les Minyaks irrespectueux de leurs engagements. Sur le chemin qui mène son armée vengeresse aux parjures, Gengis Khan ravage des régions rebelles ou encore insoumises dans l'ouest de l'Afghanistan – il rase notamment Herat et Ghazni – et dans l'Iran oriental, puis traverse le Kazakhstan avant de rejoindre enfin la Mongolie en 1225. Il lance sa campagne dès le printemps suivant, en dépit d'une santé défaillante. Sans parvenir à anéantir l'armée ennemie, il s'empare néanmoins de la capitale des Minyaks, Ningxia, ainsi que des grandes cités du royaume, dévastant complètement le pays. Lorsque le roi des Minyaks, Li-Yan, se présente au camp de Gengis Khan en août 1227 pour lui offrir sa capitulation afin que cessent les ravages, le grand empereur mongol vient probablement de s'éteindre, peut-être d'une hémorragie intestinale. Peu avant sa disparition, plein de clairvoyance, il aurait dit : « Nos fils et nos petits-fils se vêtiront de soie, ils mangeront des mets délicieux et gras, monteront d'excellents coursiers, passeront dans leurs bras les plus belles femmes et les filles les plus jolies, et ils ne se souviendront pas que c'est à nous qu'ils le doivent. »

En mourant, Gengis Khan laisse toutefois derrière lui, contrairement à d'autres conquérants dont l'empire ne tenait qu'à leur souffle, de gigantesques territoires relativement bien administrés par ses subalternes, des frontières souvent approximatives mais respectées par les États voisins, un système unifié de taxes, un réseau routier et postal considérable, et un système pénal efficace.

Son fils Ogodaï (Ogoday) puis ses successeurs parviendront à conserver l'unité de l'Empire pendant un quart de siècle encore. Mais la puissance mongole demeurera prédominante en haute Asie jusqu'au début du XIV*e* siècle. Par la suite, le redoutable conquérant incarné par Tamerlan* se considérera, lui aussi, l'héritier de Gengis Khan dont il rétablira un certain nombre de lois (notamment le *yasa*) et de méthodes de guerre.

Pour expliquer le caractère tout à fait exceptionnel de l'ampleur et de la rapidité des conquêtes de Gengis Khan, on peut certes évoquer la faiblesse des trois grandes civilisations qui auraient pu s'opposer aux Mongols : la Chine, l'Islam, et la Chrétienté. La première pâtit d'un déclin conjoncturel dû à des divisions internes ; la seconde, extrêmement divisée et affaiblie par les croisades, ne put opposer que le faible et récent royaume héritier des Seldjoukides ; et la troisième était militairement constituée, d'une part, des Occidentaux aux prises avec Arabes et Mamelouks (turcs) en Égypte et au Levant, et, d'autre part, des Byzantins précisément affaiblis par les croisés en 1204. Mais l'explication qui s'appuie sur un faisceau de circonstances favorables est insuffisante.

Authentique meneur d'hommes, Gengis Khan fit également preuve de plusieurs qualités incontestables de stratège. Il sut dans un premier temps, préalablement aux conquêtes, instaurer une discipline sans précédent chez des peuples de cavaliers nomades, en imposant l'idée (largement empruntée des influences chamaniste, musulmane et chrétienne) qu'à l'unique maître de l'univers devait correspondre sur terre un empereur unique. Au sein de son Empire, il réunirait dans la paix tous les peuples, de gré ou de force.

Dans un second temps, avant toute entreprise militaire d'envergure, le chef mongol ordonnait une préparation minutieuse incluant des données géographiques, une évaluation assez précise des forces ennemies, et une guerre psychologique consistant à effrayer ou à rassurer exagérément – selon la stratégie et l'itinéraire adoptés – le souverain visé.

Une fois les armées mongoles lancées en territoire ennemi, Gengis Khan ordonnait soit la clémence envers les civils (notamment au cours des premières offensives en territoire musulman, alliance avec les Ouïgours oblige...), soit, le plus souvent, la dévastation des villes et des campagnes ; dans ce cas, non seulement les populations étaient impitoyablement massacrées (ou, plus rarement, emmenées en esclavage en Mongolie), mais des cités entières étaient rasées au sol, à telle enseigne qu'il était difficile de reconnaître leur emplacement après le passage des troupes mongoles. Ce type de dévastation totale était principalement employé contre les royaumes rebelles à l'autorité de Gengis Khan, ou alliés parjures irrespectueux de leur devoir d'assistance militaire à son égard (ainsi l'exemple des Minyaks).

Enfin, sur le plan tactique, la rapide progression des troupes (en l'espèce le caractère fulgurant des chevauchées) ; la disposition offensive en deux ou trois corps d'armée, extrêmement mobiles et indépendants les uns des autres, et fondant finalement sur une même cible ; les moyens de subsistance intégralement prélevés sur les terrains conquis, sont autant de réalités dont on doit rappeler qu'elles seront mises en œuvre avec profit, bien plus tard et sous d'autres cieux, par Napoléon I^{er}*, tout comme seront appliquées par lui, sur le plan organisationnel cette fois, la conscription ou encore la constitution d'une garde impériale, mesures propres aux deux empereurs.

BIBLIOGRAPHIE

G. Chaliand : Les *Empires nomades de la Mongolie au Danube*, Perrin, 1995.

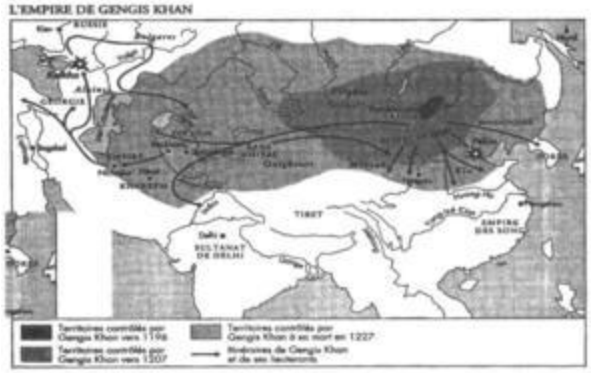
M. Hoang : *Gengis Khan*, Fayard, 1999.

A Maalouf : *Les Croisades vues par les Arabes*, J'ai Lu, 1993.

J.-P Roux : *Histoire de l'Empire mongol*, Fayard, 1993.

D. Sinor : « On Mongol strategy », in *Inner Asia and its Contacts with Medieval Europe*, Londres, Variorum Reprints, 1977.

L'EMPIRE DE GENGIS KHAN



« Vous avez à défendre les intérêts généraux du pays et non votre intérêt personnel. Vos vertus et vos vices, vos qualités et vos défauts rejaillissent sur ceux que vous représentez. Vos moindres fautes sont toujours de conséquence ; les grandes sont souvent irréparables et souvent funestes. Quand un royaume a été ruiné, il est impossible de lui rendre son ancienne prospérité, de même qu'on ne ressuscite pas les morts.
« De même qu'un Prince éclairé et vigilant met tous ses soins à bien gouverner, ainsi un général habile ne néglige rien pour former de bonnes troupes destinées à garantir la paix et le bonheur de l'État. »

Sun Tse (*L'Art de la guerre*).

Bertrand Du GUESCLIN

(vers 1320-1380)

Né près de Dinan dans une famille modeste de la petite noblesse bretonne, Du Guesclin s'illustre très rapidement par des qualités d'endurance au combat exceptionnelles. Il livre sa première véritable bataille au siège de Rennes en 1356-1357, dont il sort victorieux.

Sans que le contexte politique l'y prédispose particulièrement – la Bretagne n'est alors pas encore rattachée au royaume de France, et ne le sera qu'un siècle plus tard –, il place son épée au service du roi Charles V « le Sage ». Ce dernier, fils de Jean II « le Bon », retenu prisonnier à Londres depuis sa cuisante défaite à Poitiers* face au Prince Noir, fait

immédiatement de Du Guesclin le bras armé de sa stratégie de libération du territoire. (En 1370, il le fera même connétable de France, autrement dit chef des armées, et, à ce titre, les propres frères du roi lui devront obéissance pour toute affaire militaire.) Infiniment plus réfléchi que ses deux prédécesseurs valois, Charles V cherche à éviter les grands coups d'éclat militaires, coûteux en hommes et – en cas de défaite – en territoires, jouant davantage sur le moyen et long terme pour chasser l'Anglais des domaines royaux et en définitive de l'ensemble de ses possessions sur le continent.

Menées par les nobles du royaume, roi et princes de sang compris, oriflammes au vent, les furieuses charges de la cavalerie française se sont en effet écrasées à deux reprises déjà contre les archers et les fantassins anglais, moins nombreux pourtant. À Crécy* (1346) et à Poitiers (1356), leurs pluies de traits et le choix d'un terrain favorable ont eu raison des lourds chevaliers français. Les conséquences politiques furent catastrophiques.

Sous l'impulsion de son souverain pour qui « mieux vaut pays pillé que terre perdue », Du Guesclin entame une campagne de longue haleine qui rompt singulièrement avec cette tradition militaire française bien ancrée et reposant sur le prestige (qu'on retrouvera d'ailleurs à Azincourt*).

Avare de la vie de ses hommes, souvent des lanciers bretons dont il partage les dures conditions de campagne et qui lui vouent une fidélité absolue, Du Guesclin mène une tactique de harcèlement permanent. Attaquer, avec de faibles troupes mobiles et dévouées, les arrières de l'ennemi, couper ses voies de ravitaillement, faire le vide devant lui (l'hiver en particulier), déclencher des embuscades en plusieurs points simultanément, ne pas s'aliéner la population par des pillages et autres exactions, utiliser les chevaux en guise de transports de troupe plus que sur le champ de bataille : les méthodes de combat de Du Guesclin sont à ces égards assez révolutionnaires en Occident, et évoquent une forme primitive de guérilla.

Les affaires de Mantes et Cocherel sont de parfaites illustrations du recours à la ruse davantage qu'à l'honneur chevaleresque.

La prise du château stratégique de Mantes, possession de Charles « le Mauvais » (roi de Navarre) située sur la Seine, en aval de Paris, est ordonnée par Charles V en 1364. La forteresse est entourée de douves, ses murs sont élevés et épais. De toute façon Du Guesclin ne dispose pas de

bombardes. Il décide donc de déguiser en vignerons plusieurs de ses hommes et les envoie en charrette au château. La garde ne se méfie pas de ces paysans non armés, et abaisse le pont-levis. Une fois stationnée dessus, la charrette stoppe net en entravant la fermeture de l'ouvrage. C'est le signal pour les cavaliers de Du Guesclin qui, dissimulés dans un bois, galopent à bride abattue jusqu'au château ainsi ouvert. L'effet de surprise a joué à plein, et les pertes sont infiniment plus réduites que celles qu'aurait immanquablement occasionnées un siège en bonne et due forme.

À Cocherel, les troupes navarraises qu'il combat (aux ordres d'un fameux capitaine, le captal de Buch) ont pris position au sommet d'une colline. Inférieur en nombre, désavantagé par le terrain, Du Guesclin mène pourtant à l'assaut sa modeste cavalerie. À mi-chemin de l'ennemi, il se replie en bon ordre, faisant mine d'abandonner la partie. Les Navarrais dévalent alors la forte pente sus aux Français. À cet instant débouchent sur leurs arrières deux cents lanciers bretons que Du Guesclin a dissimulés dans un bois, tandis que lui-même fait volte-face. Cernés et frappés par la surprise, les Navarrais sont écrasés.

Du Guesclin ne remporte pourtant pas que des succès. À Auray puis Najera, ses troupes sont défaites et il est capturé. Dans le second cas, il incite lui-même le prince de Galles à le rançonner : ce dernier, grand chevalier, accepte et demande à Du Guesclin de fixer le montant de sa propre libération. À la stupéfaction du Prince Noir, son prisonnier lui propose la somme exceptionnellement élevée de cent mille livres d'or. La manœuvre est subtile : il s'agit, d'une part, de faire accroire qu'un tel prix est à la hauteur de sa valeur militaire reconnue à Paris, d'autre part, que les caisses du royaume de France sont pleines. Dès sa libération, il reprend la lutte et mène les forces fidèles à Charles V à une série de victoires en Guyenne, dans le Poitou et en Saintonge, en Bourgogne et en Champagne.

Il convient d'ajouter que l'une des performances de Du Guesclin est d'avoir su rassembler sous sa bannière les Grandes Compagnies – ces troupes de bandits et d'anciens soldats qui ravageaient le pays – pour une expédition en Espagne. Il en a ainsi débarrassé le royaume.

Avant de mourir, Charles V imposera que son connétable soit enterré – honneur exceptionnel et sans précédent – à ses côtés dans la basilique de Saint-Denis, tel un rai de France. Le stratège Charles V et le tacticien Du Guesclin laissent à leur mort un royaume libre de toute présence anglaise, à l'exception de quelques places fortes isolées.

BIBLIOGRAPHIE

J. Favier : *La Guerre de Cent Ans*, Fayard, 1980.
G Minois : *Du Guesclin*, Fayard, 1993.

« Ah ! J'aurais voulu que ma mère ne me mette pas au monde, ou alors que je meure sans avoir été témoin de tous ces malheurs. Si l'on vous disait un jour que la terre n'a jamais connu semblable calamité depuis que Dieu a créé Adam, n'hésitez pas à le croire, car telle est la stricte vérité. Parmi les drames les plus célèbres de l'Histoire, on cite généralement le massacre des fils d'Israël par Nabuchodonosor et la destruction de Jérusalem. Mais cela n'est rien en comparaison avec ce qui vient de se produire. Non, jusqu'à la fin des temps, on ne verra sans doute jamais une catastrophe d'une telle ampleur. »

Ibn al-Athir, à propos de l'invasion mongole (*Histoire parfaite*).

TAMERLAN

(1336-1405)

Tamerlan (Timur Lang) n'est pas seulement intéressant en raison de l'ampleur et du caractère foudroyant de ses conquêtes militaires. La manière dont il se représente sa mission est tout aussi instructive. Timur Lang (« le Seigneur de fer boiteux ») est en effet un Turc djaghataïde musulman, d'origine mongole, s'affirmant dépositaire de l'héritage du prestigieux Gengis Khan* dont il admire profondément le destin. À ce titre, il n'aura de cesse de reconstituer l'empire éclaté de l'illustre prédécesseur. Par ailleurs, en tant que musulman, il cherche à imposer l'islam en tout lieu par la force, en particulier au détriment du christianisme et du bouddhisme. Les foyers chrétiens et bouddhistes seront impitoyablement réduits et écrasés dans les régions qu'il conquerra.

Reconnu enfin roi (émir) de Transoxiane en 1370 à Balkh après une longue et difficile marche au pouvoir, ce fils de la modeste tribu des Barlas instaure un système de pouvoir fondé sur deux principes fondamentaux : d'une part, le *yasa*, qui correspond au corpus de lois pénales élaboré autrefois par Gengis Khan ; d'autre part, la *charia*, le code de lois islamique. Cette double direction philosophique le mène à de fortes contradictions : lorsque Tamerlan conquiert au fil de l'épée des cités et régions majoritairement ou exclusivement musulmanes, imposant une domination sévère et sans partage, il ne peut le faire au nom de la « guerre sainte ». Or, précisément, la plupart de ses conquêtes sont effectuées en terre musulmane.

Prudent, méfiant, il cherche à éviter toute tentative de sédition de la part des seigneurs ou des généraux en maintenant auprès de lui les plus puissants d'entre eux – tant au cours de ses expéditions militaires que dans son palais de Samarkand –, tandis que les capitaines les plus compétents sont maintenus aux quatre points de l'Empire. De même, Tamerlan s'évertue à diviser pour mieux régner, éclatant géographiquement les familles et les clans influents sur tout l'espace impérial.

Politiquement, il bénéficie d'un contexte régional favorisé par une double absence : celle du califat de Bagdad – aboli dans cette cité en 1258 par les Mamelouks d'Égypte – et celle d'un grand khan mongol (depuis 1294), du fait du morcellement croissant de l'empire de Gengis Khan. Sans ces deux autorités politico-spirituelles, une place est laissée vacante pour un conquérant à la fois mongol et musulman.

Peu après son investiture royale et après qu'il a consolidé son pouvoir, Tamerlan se lance à la conquête de vastes territoires. Mais, à l'inverse de Gengis Khan, ses conquêtes se portent davantage en Asie Mineure et en Asie méridionale (Anatolie, Mésopotamie, Perse, Afghanistan, Turkestan, Inde du Nord...) que dans les vastes steppes d'Asie centrale et septentrionale.

Au cours d'une première vague d'expéditions, il s'empare successivement de Harat (1381), de Kandahar (1383) et de Chiraz (1387). Puis il se tourne vers la redoutable Horde d'Or. Ses chefs sont pour certains d'authentiques descendants de Gengis Khan duquel ils s'affirment – à l'instar de Tamerlan – les héritiers politiques. En 1395, il prend la tête d'une puissante armée et va défier, au cœur de l'Asie centrale, les troupes de Tuktamich. De longs mois de lutte contre la guérilla de ses combattants nomades seront nécessaires à

Tamerlan pour les vaincre. Cependant aucune victoire décisive ne lui permet d'abattre tout à fait la Horde d'Or.

En revanche, les campagnes qui suivent sont ponctuées de succès rapides et incontestables. En 1399, il s'empare de Multan puis fonce sur Delhi. C'est là qu'il remporte l'une de ses plus éclatantes victoires. Au cours de la bataille qui l'oppose à Chah Manfour, ses troupes se trouvent malmenées par les éléphants massivement utilisés par l'ennemi. Manœuvrant alors avec souplesse et ruse, recourant lui-même à des stratagèmes nouveaux afin de s'adapter aux méthodes de combat de l'ennemi, il finit par écraser son adversaire – contre les éléphants (dont il se servira pour ses propres campagnes à venir), il aura utilisé des buffles, des chariots de feu, des fossés dissimulés et des pointes acérées jetées au sol...

De retour d'Inde, il s'attaque au pouvoir des Mamelouks, par-delà la Mésopotamie, s'emparant en 1400 de Damas, et l'année suivante de Bagdad. Puis il anéantit en 1402 les troupes de l'Empire ottoman pourtant en plein essor. Le souverain Bayezid a entraîné à marche forcée le gros de son armée à la rencontre de Tamerlan, retranché à Ankara. Le chef mongol ayant fait empoisonner les puits, les troupes de Bayezid, épuisées et assoiffées, sont ainsi anéanties par un ennemi inférieur en nombre.

Outre son talent militaire, deux facteurs expliquent les succès sans partage de Tamerlan. En premier lieu, il s'appuie sur des troupes soumises à une discipline et à une obéissance implacables, et d'autant plus fidèles qu'elles sont composées de sédentaires turcophones dirigés par des généraux qui lui doivent leur rang, leur promotion et, pour une large part, leurs victoires.

En second lieu, davantage encore que ses prédécesseurs mongols, il recourt de manière systématique à l'usage de la terreur. En règle générale, la cité qui se rend à la première sommation voit ses habitants épargnés En cas de véritable siège, et donc de volonté de résistance de l'ennemi, une victoire de Tamerlan se solde pour le vaincu par des dizaines de milliers de crânes disposés en pyramides, comme à Ispahan (1387), Astrakhan, Damas ou encore Bagdad. Seuls échappent alors au massacre d'éventuels descendants du Prophète ainsi que les artistes et poètes avérés qui seront emmenés à la capitale Samarkand et protégés.

Tamerlan meurt avant d'entamer la conquête de la Chine. Sa descendance conservera le pouvoir quelques décennies seulement. Les rivalités entre branches dynastiques, d'une part, l'absence de génie militaire, d'autre part

(défaite du petit-fils de Tamerlan, Ulug Beg, en 1427 contre les Ouzbeks), auront raison de la cohésion et de la pérennité de l'Empire.

Un siècle et demi plus tard, un descendant de Tamerlan et de Gengis Khan, Babur, conquerra en soldat exceptionnel l'Inde et y fondera la puissante et glorieuse dynastie des Moghols.

BIBLIOGRAPHIE

L. Kehren : *Tamerlan*, Neuchâtel, 1978.

J.-P Roux : *Tamerlan*, Fayard, 1991 ; L'Asie *centrale, histoire et civilisations*, Fayard, 1997

« Il *est bon de varier, pour frustrer la curiosité, surtout celle de vos envieux. Car, s'ils viennent à remarquer l'uniformité de vos actions, ils préviendront et, par conséquent, ils feront avorter vos entreprises.* [...] *Il ne faut pas aussi toujours ruser, car, au second coup, la ruse serait découverte. La malice est aux aguets, ilf aut beaucoup d'adresse pour se défaire d'elle. Le fin joueur ne joue jamais la carte qu'attend son adversaire, encore moins celle qu'il désire*. »

Baltasar Gracián (*L'Homme de cour*).

LOUIS XI

(1423-1483)

Certains monarques marquent leur règne de leur esprit bâtisseur, novateur ou flamboyant, d'autres restent dans les mémoires et les livres comme amoureux des arts, penseurs, ou guerriers exceptionnels et, à ces divers titres, bénéficient auprès du public d'un large crédit de sympathie historique.

Louis XI, surnommé par ses contemporains « l'universelle aragne », n'intègre assurément pas cette catégorie de rois. Fils de Charles VII « le Victorieux » – ce Valois faible et indécis qui dut son sacre et probablement son royaume à Jeanne d'Arc –, il est maintenu durant toute son enfance loin du père qui le méprise et de l'apprentissage du métier de roi. Il en concevra toujours rancœur, méfiance et goût pour l'intrigue.

Car Louis XI est un éternel intrigant. « Qui ne sait dissimuler ne saurait régner », aime-t-il à dire. Retors, comédien, volontiers ironique, tenace, rusé et fin diplomate, il conspire dès l'âge de dix-sept ans contre son père. Avec les ducs dAlençon et de Bourbon, il participe à la Praguerie, une rébellion inorganisée et sans objectif précis qui tourne court. En

juillet 1440, acculé, Louis fait sa soumission à son père, le roi Charles VII, qui accorde à son turbulent fils et Dauphin la lieutenance de la Somme et de la Seine : il y guerroie contre l'Anglais (la guerre dite de Cent Ans n'est pas achevée) avec succès.

Mais Louis est impatient de régner. Il conspire de nouveau contre le roi et se voit chassé de la Cour pour le Dauphiné en 1447. Il organise cette région réduite, reculée et assez ingrate comme un véritable royaume : il y restreint les pouvoirs des seigneurs-évêques qui contrôlent les villes, fonde l'université de Valence, érige en parlement et cour souveraine de Justice le vieux Conseil du Dauphiné, favorise le commerce, l'industrie textile, l'agriculture (« Autant vaut blé que or »), et crée le tout premier service postal digne de ce nom.

Cherchant constamment à s'émanciper de la pesante tutelle paternelle, Louis désobéit encore et épouse Charlotte de Savoie (1451), contractant ainsi une première alliance avec une puissance voisine, tandis qu'il prend langue de son propre chef avec le Saint Empire, la Bourgogne, Gênes, le Milanais. Lassé par la diplomatie secrète de son fils et la stature européenne que celui-ci a donné à son territoire pourtant fort réduit, Charles VII envoie des troupes contre le Dauphiné. Louis s'en échappe *in extremis* et se réfugie à Bruxelles chez son oncle paternel Philippe le Bon, le très puissant duc de Bourgogne. Le réfugié a perdu son proto-royaume (encore que population et officiers lui demeureront fidèles), mais va mettre à profit les cinq années au cours desquelles le duc de Bourgogne l'abrite pour nouer des liens et intriguer avec diverses coteries, notamment en Angleterre (où il joue les York contre les Lancastre) et en Italie (avec Francisco Sforza, duc de Milan).

Lorsque son père meurt enfin, en juillet 1461, Louis de Valois monte sur le trône pour devenir officiellement Louis le Onzième. À trente-huit ans, homme d'âge mûr (pour l'époque) et expérimenté, il entame sa carrière de manière inattendue, gouvernant le plus souvent depuis Amboise, chichement, sans pompe ni éclat, de manière autoritaire et méthodique comme il le fit dans le Dauphiné, s'entourant de bourgeois compétents et réduisant la morgue et la puissance des nobles, réorganisant l'administration, et surtout bâtissant une armée professionnelle bien entraînée et dirigée par des officiers dévoués.

En définitive, Louis XI n'est ni un grand capitaine – encore que, courageux, il paie de sa personne lors du siège de Dieppe (août 1443) et à la bataille de Montlhéry (juillet 1465) –, ni un grand bâtisseur, pas plus qu'un conquérant exceptionnel. En revanche, il poursuit avec la dernière ténacité et une efficacité redoutable trois objectifs fondateurs qui s'articulent en un authentique projet géopolitique : casser le pouvoir féodal des princes de sang, unifier le royaume de France au détriment des puissants duchés qui le morcellent et le circonscrivent, et assurer la paix et le développement à l'intérieur du royaume.

À bien y regarder, ces priorités sont relativement innovantes. Certes, depuis Louis VI « le Gros » au début du XII^e^ siècle, les Capet puis les Valois ont été régulièrement tentés d'élargir le domaine royal, souvent au détriment des grands barons, mais jamais avec une telle détermination, une telle ampleur et par des procédés aussi peu orthodoxes. Quant au bien-être du peuple et, à tout le moins, au maintien de la paix civile, rares furent les prédécesseurs et même les successeurs de Louis XI à s'en soucier réellement.

Il y a quelque chose du bon roi Charles V chez son arrière-arrière-petit-fils, dans cette volonté d'éloigner les compagnies d'écorcheurs – ces soldats démobilisés répandant en bandes la terreur dans leurs divagations – et de limiter le plus possible les guerres si coûteuses en hommes et en biens. Comme lui nourri des exploits vains de ses aïeux les premiers Valois (Philippe VI et Jean II), il joue la patience et la diplomatie plutôt que les grands chocs des champs de bataille.

Lors d'une révolte populaire en Catalogne, Louis XI envoie en quantité munitions et machines de guerre au souverain Jean II d'Aragon, lequel lui consent provisoirement en gage le Roussillon et la Cerdagne. Au nord, il rachète les bonnes villes de la Somme – Saint-Quentin, Amiens et Abbeville – à Philippe le Bon (1463), refusant d'engager son armée les conquérir par le fer. Plus tard, lorsqu'il sera en grande difficulté face à son rival Charles le Téméraire (fils et successeur de Philippe), il cédera ces villes de préférence à une confrontation qui eût été hasardeuse, en attendant le retour de fortune qui les lui ramènera finalement.

En juillet 1475, le roi d'Angleterre Édouard IV débarque à Calais à la tête d'une forte armée. Va-t-il, comme tous ses prédécesseurs depuis Édouard I^er^, revendiquer pour sa Couronne une grande part du royaume de France, dévastant les régions traversées et infligeant de cuisantes défaites à la

fougueuse chevalerie française ? On croit à l'exacte répétition de chacun des terribles moments de cette guerre qui, épisodiquement, a ravagé la France pendant plus d'un siècle. Pourtant doté d'une armée organisée et puissante, Louis XI décide d'acheter la paix : à Picquigny, le 29 août, il signe avec le souverain anglais un traité qui accorde à celui-ci, moyennant son retour rapide vers l'Angleterre, 75 000 écus, et une rente annuelle de 50 000 écus supplémentaires.

Dans l'immédiat, le Trésor et l'honneur chevaleresque souffrent du traité. Mais Édouard IV se contentant effectivement d'une promenade militaire, combien de soldats et de civils, de cultures, de villages sont épargnés, pour le meilleur profit de la stabilité intérieure, du commerce et de l'agriculture ? En outre, Louis XI économise des ressources précieuses dans sa lutte prioritaire contre son cousin, le jeune duc de Bourgogne.

Lors de la ligue du Bien public, qui l'oppose à de nombreux princes de sang dont le Téméraire, François II de Bretagne et son frère Charles, il sauve sa Couronne menacée en parvenant, force astuces, contorsions et compromis, à diviser ses adversaires afin de les mieux neutraliser l'un après l'autre.

Mais l'épisode le plus significatif du caractère et des méthodes de Louis XI demeure sans conteste l'affaire de Liège. Soucieux d'éviter des affrontements armés d'envergure avec le duc de Bourgogne, le roi de France se contente de financer les ennemis intérieurs de la vaste et disjointe Bourgogne, leur prodiguant armes, conseillers, et promesses de protection. Ville rebelle au pouvoir ducal, la riche cité de Liège se soulève en 1468, encouragée par les agents de Louis. La répression bourguignonne est impitoyable, mais Louis n'intervient pas. L'année suivante, à Péronne, les deux cousins se rencontrent à la demande du roi en vue de réduire leurs différends et de signer un traité d'amitié. Or, en pleine session de pourparlers, des coursiers de Charles le Téméraire arrivant de Liège à bride abattue lui apprennent que la cité-État s'est de nouveau révoltée – s'emparant d'un fief ducal et tuant nombre d'officiers bourguignons – encouragée (et même encadrée ?) par des hommes de main de Louis !

Désormais captif de son cousin furieux d'avoir été joué si grossièrement et en pleine négociation, Louis est contraint de signer un traité humiliant par lequel il lui cède les très riches terres de Brie, de Champagne, de Somme et surtout de Normandie. D'autre part, il jure sur la Croix – et devant de hauts dignitaires religieux présents comme témoins – qu'il respectera

scrupuleusement le traité, ne cherchera jamais plus à nuire à Charles, et observera à son égard une perpétuelle amitié. Pour gage de sa bonne foi, Louis l'accompagne même personnellement à Liège, où il assiste au massacre de la ville amie par les troupes ducales en s'exclamant : « Vive Bourgogne ! »... Or, à peine Louis a-t-il quitté le duc qu'il reprend des contacts diplomatiques et militaires intensifs avec ses ennemis, notamment les Suisses. Quant aux régions promises, elles ne seront évidemment pas évacuées.

Cet épisode donne la mesure de l'exceptionnelle duplicité de ce roi « très chrétien » (selon la formule consacrée), bigot et superstitieux à l'extrême, se parjurant aisément pour sortir d'un mauvais pas.

Le triomphe de Louis correspondra aux deux défaites de Charles face à la redoutable infanterie suisse, à Grandson puis Morat, en 1476 ; il suit alors à la tête de son armée régulière les événements depuis. Lyon. Surveiller, contrôler, soutenir, mais n'intervenir directement qu'en extrême limite, comme à Beauvais cinq années auparavant. En janvier 1477, le duc de Lorraine, également allié de Louis, mettra en déroute les restes de l'armée bourguignonne à Nancy sous les murs desquels sera retrouvé le corps de Charles le Téméraire. Son ennemi mort, Louis XI peut annexer une grande part de son riche duché.

Enfin sur les plans diplomatique et militaire, Louis XI aura su s'entourer de subalternes dévoués et compétents : Philippe de Commynes, son biographe, ancien homme du Téméraire rallié à lui, Jean de Bueil, son conseiller militaire et auteur d'un traité d'organisation intitulé Le *Jouvencel*, Pierre Choinet, avec lequel il rédige un traité politique et stratégique qui détaille les devoirs dun roi, non pas moraux mais relatifs à la juste façon de gouverner, ou encore le maréchal Roualt et Robin Malortie. De manière générale, Louis aura su donner leur chance à des officiers compétents et français plutôt qu'à des mercenaires, et, souverain magnanime, aura su pardonner en contrepartie de leur fidélité nouvelle à des hommes de valeur leur attitude autrefois hostile.

L'historiographie a imposé l'image d'un Louis XI avare, cruel (bien que ses fameuses cages soient une légende), dévot et menteur. Il n'empêche qu'à sa mort (qu'il redoutait tant) en 1483, le royaume de France est

considérablement agrandi et enrichi, pacifié à l'intérieur comme sur ses frontières, son armée est la plus puissante d'Europe, et la féodalité (déjà affaiblie) s'y est effondrée. À bien des égards, c'est avec le règne de « l'universelle aragne » que s'achève en France le Moyen Âge et qu'y débute la Renaissance.

BIBLIOGRAPHIE

Ph. de Commynes : Mémoires *sur Louis XI (écrits de 1419 à 1478*), Gallimard, 1998.

J. Heers : *Louis XI*, Perrin, 1999.

PM Kendall : *Louis XI*, Fayard, 1974.

« La plupart des places mal défendues l'ont moins été par le peu de courage des gouverneurs que parce qu'ils n'en ont pas entendu [compris] *la défense. La raison de cela, c'est que tous les gouvernements sont donnés ou achetés* [...]. *»*

Vauban (*Traité de l'attaque et de la défense des places*).

Sébastien Le Prestre de VAUBAN (1633-1707)

Il est des personnages qui, pour jouer un rôle majeur dans l'évolution des méthodes et conditions de combat, ne sont pas des soldats dans l'âme. Le marquis de Vauban est attiré très jeune par tout ce qui relève de la science, et se passionne pour les découvertes et les expériences entreprises dans son siècle. Fortement influencé par Descartes, il développe un goût prononcé pour les mathématiques et l'architecture, et cherche à établir des systèmes d'organisation rationnels et efficaces. La longue et brillante carrière d'ingénieur militaire de Vauban fera oublier qu'il est l'auteur d'un projet de réforme fiscale (violemment rejeté par la noblesse pour son égalitarisme), et membre de l'Académie des sciences fondée en 1666. Toutefois, c'est dans l'art de la guerre, en particulier celui de renforcer et d'abattre des fortifications, qu'il va effectivement tenir un rang révolutionnaire.

À l'époque où Vauban entame ses travaux, l'Europe connaît une période militaire dominée non pas par les grands affrontements en rase campagne, mais par des batailles autour des places fortes et pour leur possession. Pourtant, l'âge d'or des hautes et minces murailles ayant vécu – les canons parvenant en effet à frapper les murs de projectiles sans cesse plus destructeurs –, il faut par conséquent pour les assiégés, d'une part, renforcer

les murailles par un dispositif complexe et leur adjoindre de l'épaisseur, d'autre part, les réduire en hauteur tout en les dorant de pièces d'artillerie.

Des trois traités militaires que rédige Vauban, l'un porte précisément sur l'emploi des mines et l'usage du travail de sape au pied des fortifications et dans les tranchées (Traité *des mines*), un deuxième concerne l'organisation globale des fortifications par le commissaire général qu'il sera lui-même (*Directeur des fortifications*), le dernier portant sur les méthodes de combat et les conditions de la victoire, tant pour l'assiégé que l'assiégeant.

Il développe au sein de ces travaux nombre de recommandations fort novatrices pour l'époque. Ainsi Vauban préconise-t-il l'amélioration du recrutement des hommes de troupe – la conscription n'existe pas encore – et leur casernement. De même fait-il moderniser les ports, une tâche curieusement reléguée par les souverains et autres dirigeants militaires français au cours des siècles, ceux-ci se privant par là d'atouts considérables dans la conquête des océans et de la suprématie navale. Par ailleurs, il dénonce avec virulence l'incapacité de nombreux gouverneurs de place, certes de noble extraction mais plus intéressés à la chasse et à la vie de cour qu'à la défense de la place forte dont ils ont la responsabilité.

Cependant c'est le *Traité de l'attaque et de la défense des places* qui constitue l'ossature de l'enseignement de Vauban. Pour l'assiégeant, il préconise un procédé original : les tranchées, qui permettent non seulement de s'exposer le moins possible aux boulets ennemis, mais encore de rendre difficiles et périlleuses des sorties de fantassins et de cavaliers en provenance de la forteresse assiégée. En outre, par le truchement d'un solide travail de sape à partir des tranchées, le génie parmi les troupes assiégeantes peut espérer parvenir plus facilement aux remparts qu'à découvert.

Concrètement, Vauban fait creuser une première tranchée perpendiculaire aux murs d'enceinte, puis plusieurs tranchées, perpendiculaires à cette tranchée initiale, dont la première constituera la place d'armes. Elle devra toujours être dégagée de tout encombrement et organisée efficacement. Par ailleurs, des pièces d'artillerie sont amenées dans les premières lignes et bombardent la muraille par des tirs en ricochet.

L'ensemble de ce dispositif est pensé par Vauban dans un cadre d'observation plus large qui inclut les conditions climatiques, géographiques, temporelles : ainsi préconise-t-il d'éviter à tout prix les sièges en zones marécageuses – sauf l'été et par temps sec – et les sièges en saison hivernale, recommandant de porter les attaques de jour afin de

parvenir à une concentration maximale des tirs sur la citadelle assiégée, ou encore de ne pas frapper les bâtiments intérieurs de la citadelle, car c'est militairement inutile et financièrement très coûteux une fois la place prise.

Pour la défense de la forteresse, Vauban veille en priorité à renforcer les tours et les courtines (enceintes entre les tours), et à les aménager de manière à y disposer des canons. Toutefois, la poudre et les munitions étant en principe comptées pour les assiégés, l'artillerie de la forteresse ne doit pas s'exposer inutilement et doit servir avec parcimonie.

À terre, l'effort principal doit porter sur les espaces qui se trouvent les plus exposés à l'attaque provenant des tranchées adverses. Là, « du côté où l'ennemi aura ouvert la tranchée, le gouverneur s'empressera de faire travailler à des fougades sous le glacis, à moins qu'il ne fût contre-miné. Il donnera aussi l'ordre de construire dans les places d'armes des angles saillants et rentrants de la contrescarpe de petits ouvrages en forme de contre-gardes, et dont les parapets seront à peu près au niveau de celui du chemin ouvert ».

Il s'agit d'entraver par de nombreux et puissants obstacles l'attaque des fantassins et/ou de la cavalerie ennemie, du moins d'en ralentir la progression et d'en diminuer la pression sur les portes ou les brèches de la forteresse assiégée.

Gouverneur de la citadelle de Lille en 1667, organisateur du siège de Maastricht en 1672, commissaire général des fortifications en 1678, lieutenant général des armées dix années plus tard, l'architecte militaire sera fait maréchal de France en 1705 par celui qui lui dut tant de succès militaires sur toutes les frontières : Louis XIV. Car Vauban ne se contente pas d'être un théoricien, il paie de sa personne en participant personnellement à une cinquantaine de sièges – le plus souvent victorieux – et édifiera tout au long de sa carrière trente-trois places fortes, en aménageant plus de trois cents autres sur toutes les frontières, de Saint-Jean-Pied-de-Port à Neuf-Brisach en passant par Grenoble. Vauban, davantage encore que son contemporain, le Hollandais Van Coehoom, apparaît comme le meilleur ingénieur militaire de l'époque moderne.

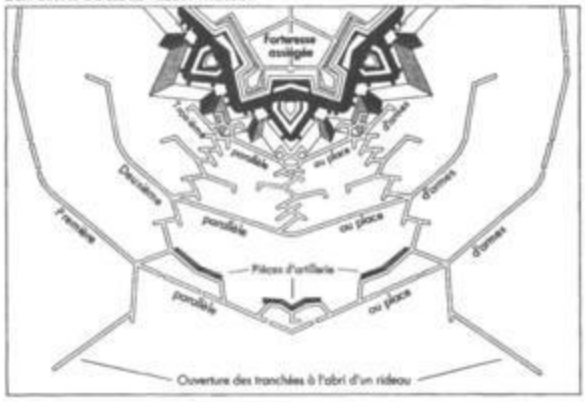
BIBLIOGRAPHIE

A Blanchard : *Vauban*, Fayard, 1996.

L-M. Chassin : *De l'attaque et de la défense des places*, de Vauban (in *Anthologie des classiques militaires français*), Charles-Lavauzelle (éd.), 1950.

G. Zeller : *L'Organisation défensive des frontières du Nord et de l'Est au XVII^e siècle*, Berger-Levrault, 1928.

DISPOSITIF DE SIÈGE SELON VAUBAN



« Je vous prie, pour l'amour de Dieu, de maintenir l'armée en l'état, de la renforcer, d'en faire un instrument formidable et de ne jamais la diviser. Vous verrez que vous serez alors recherché par toutes les puissances, et vous serez ainsi en mesure de tenir entre vos mains l'équilibre de l'Europe. Or, celui qui réussit à avoir entre ses mains l'équilibre du monde saura toujours en faire profiter son pays, se faire respecter par ses amis et craindre par ses ennemis. »

Frédéric-Guillaume I^er^ (*Testament politique*).

FRÉDÉRIC LE GRAND

(1712-1786)

Il est intéressant de rapprocher, du point de vue stratégique, le roi de Prusse Frédéric II de Hohenzollem et l'empereur français Napoléon I^er^* sur deux éléments précis. D'abord, ils ont en commun d'avoir disposé pendant un certain laps de temps d'un pouvoir quasiment illimité simultanément sur les plans politique et militaire. Ensuite, force est d'observer que le premier est l'ultime stratège d'une longue époque militaire qui s'éteint avec les victoires du second.

Fils brimé du très autoritaire Frédéric-Guillaume I^er^, intelligent, raffiné, Frédéric développe dès l'adolescence un goût particulier pour les belles lettres, les sciences, la philosophie, et – sans apprécier la violence en elle-même ni ses démonstrations – l'art de la guerre. À sa mort en 1740, son père lui lègue un royaume modeste (environ 2 millions d'âmes) mais centralisé, et surtout une armée de qualité.

Quelques mois après sa prise de pouvoir, Frédéric II envahit la Silésie au détriment de l'empire des Habsbourg dont la tête couronnée – Charles VI –

vient de disparaître. Son armée remporte une première victoire contre les Autrichiens à Mollwitz (1741), puis une seconde à Chotusitz, en Moravie (1742). Ces deux succès lui permettent d'accroître la superficie de la Prusse d'un tiers, et de doubler sa population globale. Deux ans plus tard, le roi-soldat tente la conquête de la Bohême avec une forte troupe de 80 000 hommes, mais il échoue face à l'ingéniosité du général autrichien Traun qui lui impose une éprouvante retraite (1744). Frédéric prend sa revanche en battant successivement ses ennemis à Hohenfriedberg, à Soor et à Gross-Hennerdorf (1745).

Les dix années suivantes correspondent à une ère de paix relative qu'il met à profit pour renforcer son armée et son administration, et rédiger un texte stratégique de haute volée, *Principes généraux de la guerre* (1746), consacré aux leçons et à l'expérience des deux guerres de Silésie, suivi d'un *Testament politique* (1752). Mais c'est au cours de la guerre de Sept Ans (1756-1763) que son talent de stratège et de tacticien se révèle au grand jour : devançant (comme il l'avait fait pour la Silésie) ses ennemis par une mobilisation discrète et une campagne éclair entamée cette fois sans déclaration de guerre, il vainc les Saxons et les Autrichiens à Lobositz et à Pirna.

En 1757, il subit le plus grave revers de sa carrière de roi-soldat devant Prague qu'il assiège, face aux Austro-Russes du général Daun. Après cette défaite de Kolin, Frédéric se trouve dans une situation géostratégique extrêmement difficile, ne disposant face à une large coalition franco-austro-russe que du soutien de l'Angleterre ; encore ce soutien n'est-il que financier. En outre, des hussards autrichiens et des cosaques incendient une partie de Berlin laissée sans défense. Or, Frédéric parvient non seulement à conserver son sang-froid, mais aussi et surtout à préserver le moral et la combativité de ses troupes pourtant en position de retraite.

Le 5 novembre 1757, à Rossbach, il profite d'une mauvaise manœuvre russe laissant le flanc français dégarni, pour y lancer son armée alors bien inférieure en nombre à celle du médiocre général Soubise. Un mois plus tard, à Leuthen, Frédéric remporte sa plus belle victoire : à la tête de 38 000 hommes, il écrase en une manœuvre stratégique subtile et impeccablement exécutée les 80 000 soldats coalisés commandés par Charles de Lorraine.

Les cinq années qui suivent sont marquées par une alternance de succès (Zorndorf, Liegnitz, Torgau, Wellinghousen) d'autant plus méritoires que les

Prussiens y sont seuls et inférieurs en nombre, et d'échecs (Hochkirch, Kunersdorf). Toutefois aucune de ces batailles ne s'avère réellement décisive. En revanche, lorsque, à Hubertsburg, le traité mettant fin à la guerre de Sept Ans (lequel traité ramène pratiquement les belligérants au *statu quo ante*) est signé, la Prusse est exsangue. Son roi devra jusqu'à la fin de ses jours la reconstruire non plus sur les champs de bataille, mais force intelligence diplomatique et économique.

Après la guerre, il écrira encore deux ouvrages de stratégie militaire : *Testament militaire* (1768) *et Éléments de castramétrie et de tactique* (1771).

Ce sont en premier lieu ses dispositions tactiques qui illustrent le talent de Frédéric II. Féru d'Antiquité, admirateur d'Alexandre* et d'Épaminondas, il recherche en permanence l'efficacité des lignes d'infanterie qui firent les succès de ces chefs de guerre. En particulier, il privilégie des lignes très étirées et peu profondes (parfois trois rangs seulement) de manière à effectuer sa manœuvre favorite : le contournement de l'ennemi par les flancs. À Rossbach et à Leuthen, il s'inspire des manœuvres d'Alexandre en attaquant l'ennemi en ordre oblique, faisant peser tout le poids de son infanterie – et dune cavalerie nombreuse et performante – sur une aile adverse. Lecteur assidu de Folard*, il est adepte du *choc par* rapport au feu et choisit systématiquement l'offensive à outrance lorsqu'un terrain propice et un probable effet de surprise le lui permettent ; dans ce schéma, même très inférieur en nombre, il compte sur la puissance de feu de ses fantassins, sur leur discipline et sur leur ardeur au cours des charges à la baïonnette qu'il ordonne une fois les premières salves tirées. Excellent capitaine – proche de ses hommes et bivouaquant parmi eux (comme le fera Bonaparte) dès sa prise de pouvoir, Frédéric abolit la torture judiciaire et les châtiments corporels dans l'armée –, il juge d'un « coup d'œil » sûr les caractéristiques du terrain et décide en conséquence.

Au-delà de la tactique, une réelle compétence stratégique peut aussi être accordée à Frédéric Connaissant la situation géostratégique et démographique de la Prusse, il se contraint – bien que porté par tempérament à l'offensive – à une stratégie globale défensive. Ne pouvant espérer remporter au terme d'un unique engagement la décision finale, il adopte une guerre traditionnelle de mouvements, tentant des manœuvres plus rapides que celles qui prévalent à cette époque, recherchant l'effet de

surprise à grande échelle, frappant fort les points faibles dun adversaire dont il connaît, grâce à ses espions et une intuition exceptionnelle, les caractéristiques, évitant la poursuite nocturne de l'adversaire vaincu de peur que les mercenaires (dont il tente de limiter le nombre) en profitent pour déserter. En tout cela, Frédéric reste toutefois confiné dans son temps. Les manœuvres stratégiques révolutionnaires telles que le choc avec *la masse*, le mouvement *avec la rapidité*, la bataille *pour l'anéantissement et* non plus un simple affaiblissement de l'ennemi, ne seront introduites qu'avec Bonaparte quelques décennies seulement après Leuthen.

Il convient enfin de considérer la grande capacité d'adaptation de Frédéric : curieux, ouvert et sans préjugés dans les domaines civils et culturels, il eût été surprenant qu'il ne démontrât pas ces mêmes vertus dans l'art de la guerre. Ainsi, de sa foi initiale exclusive dans le *choc*, il évoluera au fil de ses expériences de terrain vers un rééquilibrage au profit de l'artillerie. De même, après plusieurs guerres menées glorieusement mais qui affaiblirent considérablement la Prusse, il pondérera son goût pour les affrontements et tentera d'obtenir gains politiques et territoriaux à la table de négociations plutôt qu'au champ d'honneur.

Parmi les plus grands théoriciens et historiens militaires, Carl von Clausewitz*, Antoine Henri de Jomini*, Theodor von Bemhardi et Hans Delbrück rendront hommage – parfois en contrepoint à Napoléon, comme pour Clausewitz – au génie de Frédéric

In fine, même s'il n'a jamais cherché à modifier les typologies traditionnelles des guerres de son époque, Frédéric II demeure un bon stratège et un excellent tacticien, doublé d'un remarquable capitaine ; l'un des rares personnages de premier plan à conjuguer ces qualités militaires avec l'humanisme, la libre pensée, la pondération et l'amour des arts et des lettres. Théoricien militaire autant qu'écrivain prolifique, adorateur de Voltaire, Frédéric le Grand aura le courage et la conviction d'écrire :

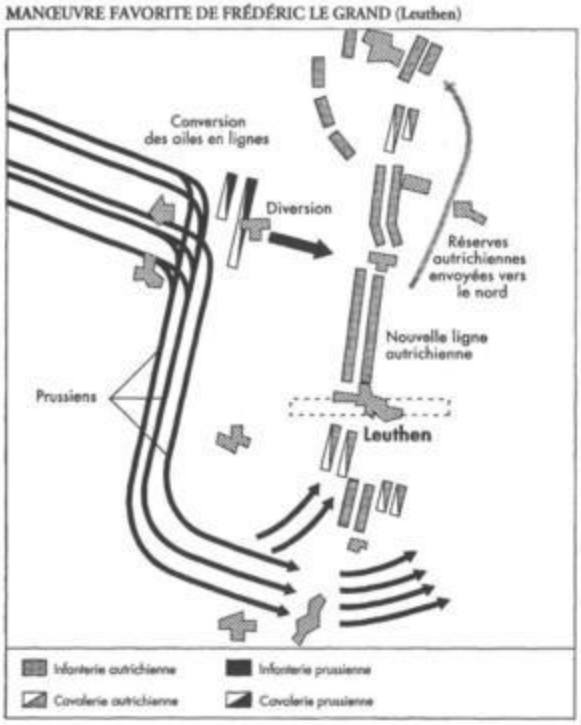
« Sur le plan politique, il est tout à fait indifférent qu'un souverain ait une religion ou qu'il n'en ait aucune. Toutes les religions, quand on les examine, se fondent sur un système inventé, plus ou moins absurde. Il est impossible qu'un homme de bon sens qui analyse cette matière n'en voie pas la fausseté, mais les préjugés, les erreurs, les prodiges sont faits pour les hommes, et il faut savoir respecter le public pour ne pas le scandaliser dans son culte, à quelque religion qu'il appartienne » (*Testament politique)*.

BIBLIOGRAPHIE

C. Duffy : *The Army of Frederick the Great*, Chicago, Emperor's Press, 1996.

G. Parker : *La Révolution militaire : 1500-1800*, Gallimard, 1993.

D.E. Showalter : *The Wars of Frederick the Great*, Londres, Longman, 1996.



« Un général, qui a en tête un ennemi qui l'arrête dans ses desseins, doit en tenter de nouveaux, et même de ceux qui paraissent insurmontables, parce que en agissant on trouve des expédients qui demeureraient toujours inconnus, si l'on restait sans rien tenter et sans rien faire : on doit, autant qu'on peut, faire naître les occasions. »

Folard (*Traité de la colonne et de l'ordre profond*).

Jean-Charles de FOLARD

(1669-1752)

Parmi les théoriciens de la tactique et de la stratégie les plus marquants de l'époque moderne, le chevalier de Folard demeure curieusement et sans conteste l'un de ceux que l'Histoire n'a pas retenu.

S'il est vrai qu'il n'a jamais occupé de fonctions politiques ou militaires de tout premier rang – il a achevé sa longue carrière sous l'uniforme avec le grade de colonel –, Folard présente pourtant la particularité d'avoir été à la fois un inlassable combattant (plus de trente années passées sous différents drapeaux), et un auteur prolifique, avec trois ouvrages de référence : *L'Art des partis à la guerre*, texte (non publié) relatif à la lutte contre les partisans ; les *Nouvelles Découvertes de la guerre* (1724) où il propose de nouvelles dispositions pour les lignes de combattants sur le champ de bataille ; et surtout son *Histoire de Polybe*, écrite entre 1727 et 1730, qui fera de lui un théoricien militaire très apprécié du XVIII^{e} siècle.

Le fait que Folard soit tombé dans l'oubli est d'autant plus étonnant et injustifié qu'il s'avère à certains égards comme visionnaire des guerres qui seront menées de Frédéric II le Grand* à la Seconde Guerre mondiale (voire jusqu'à la guerre israélo-arabe des Six-Jours*), en passant par les

guerres napoléoniennes. Le roi-stratège de Prusse lui consacrera du reste un ouvrage (*L'Esprit du chevalier de Folard*), et Napoléon Bonaparte* s'en inspirera probablement.

Folard débute sa carrière très jeune dans le régiment du Béarn, avant de participer aux campagnes de Louis XIV dans les Flandres, au Palatinat et en Italie, campagnes au cours desquelles il rédige son premier ouvrage. En 1715, après avoir combattu à Malte contre les Ottomans, il décide de s'engager au service du prestigieux roi de Suède Charles XII. Cette expérience, et notamment les combats contre l'Espagne en Hollande, détermine de manière durable ses choix tactiques et stratégiques.

S'appuyant sur le raisonnement cartésien plus que sur l'expérience, systématisant ses approches analytiques, Folard est un théoricien du *choc* et, davantage encore, de l'offensive à outrance. Les guerres étant coûteuses, il s'agit, dès l'ouverture des hostilités, de rechercher l'affrontement massif, décisif, qui contraindra l'ennemi à capituler et demander grâce. Les approches indirectes, guerres d'usure et autres tergiversations diplomatiques ne sont pas du goût de Folard.

Sur le plan stratégique, il est intéressant de souligner que le caractère foudroyant et destructeur de la guerre qu'il faut selon lui mener préfigure à la fois le *Blitzkrieg*, la guerre-éclair qui sera de mise deux siècles plus tard, et les guerres d'anéantissement dont le XX^{e} siècle sera également le théâtre. En cela, Folard est visionnaire ; car son époque est celle des guerres privées de Louis XIV, de la « petite guerre », des opérations limitées et rarement décisives.

Sur le plan tactique, l'affrontement doit être mené avec toutes les forces disponibles selon un ordre profond en colonnes (« colonnes grecques ») afin d'enfoncer les lignes ennemies. Cette formation résolument offensive n'exclut pas, bien au contraire, une mixité des corps de troupes engagés. Son insistance et son talent à défendre le dispositif profond en colonnes face à la défense en lignes lui vaut d'être au cœur des débats tactiques durant un bon demi-siècle ; successivement apprécié mais contesté par le Maréchal de Saxe* (dont les canons anéantissent une puissante « colonne grecque » ennemie à la bataille de Fontenoy), fortement critiqué par Guischardt (Quintus Icilius), défendu par le comte de Guibert*, sévèrement contesté par le maréchal Bugeaud beaucoup plus tard...

Pour ce qui concerne la nécessité d'attaques rapides et massives, la concentration des forces contre l'ennemi, son anéantissement comme force

cohérente à l'issue de la bataille, ou encore les qualités requises pour un commandant en chef, on ne peut que faire un rapprochement stupéfiant avec celui qui, presque un siècle après lui, les mettra en application avec un exceptionnel succès. Certes Bonaparte évoquera moins Folard que Guibert, Mesnil-Durand ou Joly de Maizeroy, mais eux-mêmes furent très fortement influencés par l'auteur de l'*Histoire de Polybe*.

Sur l'ensemble de son œuvre, le chevalier de Folard commet néanmoins une erreur d'appréciation fondamentale : il estime le *choc* au point de ne pas croire au *feu* comme élément susceptible de peser réellement sur le cours des batailles, de même qu'il néglige l'importance des innovations techniques à une époque où celles-ci, de l'artillerie aux armes à feu en passant par les fortifications, connaissent une progression quantitative et qualitative considérable.

Frédéric II lui-même, pourtant grand admirateur de Folard, prendra ses distances avec le théoricien sur cet aspect de la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

J.-C. de Folard : Histoire *de Polybe*, 1731

J. Chagniot : La *Stratégie de l'incertitude*, éditions du Rocher, 1997.

G. Chaliand & A. Blin : *Dictionnaire de stratégie militaire*, Perrin, 1998.

V.D. Hanson : *Le Modèle occidental de la guerre*, Les Belles Lettres, 1990.

« Je ne suis pas pour les batailles, surtout au commencement d'une guerre ; et je suis persuadé qu'un habile général peut la faire toute sa vie sans y être obligé. »

Maurice de Saxe (*Mes rêveries*).

Maurice de SAXE

(1696-1750)

En France, l'apport militaire à la fois pratique et théorique du Maréchal de Saxe demeure, deux siècles et demi après sa mort, sinon ignoré, à tout le moins négligé. Fils lettré et cultivé de celui qui sera le roi de Pologne Auguste II, Maurice embrasse très jeune la carrière militaire. Il combat dans un premier temps sous les ordres de l'excellent tacticien impérial Eugène de Savoie, s'illustrant lors de la prise de Belgrade face aux Turcs en 1717. Trois ans plus tard, officiellement appelé par Louis XV, il se range au service de la France. Lieutenant général en 1734, il participe à la guerre de succession d'Autriche et prend Prague en 1734. Puis, il est fait maréchal de France par le roi et, en 1745, il remporte avec panache la bataille de Fontenoy qui permettra à Louis XV de prendre possession des Pays-Bas (Belgique et Pays-Bas actuels). D'autres succès plus modestes ou de moindre portée politique, notamment en Flandre et en Hollande, achèveront de couronner sa brillante carrière.

Mais Maurice de Saxe n'est pas un amateur de combats à outrance. Le fin lettré qu'il est, assez proche de l'humanisme, va conceptualiser un certain nombre d'idées intéressantes consignées dans deux ouvrages publiés après sa mort que sont ses *Rêveries sur l'art de la guerre* et *L'Esprit des lois de la tactique*.

D'abord, homme de son temps, de Saxe ne cherche pas à réunir des armées gigantesques, telles qu'elles se présenteront au cours des XIX^{e} et XX^{e}

siècles. Il indique même que l'effectif à ne point dépasser est de 46 000 hommes : au-delà de ce seuil nul général ne peut manœuvrer avec efficacité et discernement son armée. Mais, pour l'essentiel, Maurice de Saxe fait preuve d'une grande originalité et, à certains égards, d'un esprit visionnaire.

En premier lieu, c'est le hasard des armes qui impose sa loi sur le champ de bataille, bien davantage que des théories construites et rigides. Autrement dit, il s'agit pour le capitaine comme pour le général d'armée d'agir empiriquement, en fonction de la puissance, du nombre et de la motivation de l'adversaire, mais également selon les caractéristiques du terrain, du moral et de la condition physique des soldats (de Saxe exige de ses officiers qu'ils soient attentifs à la santé de leurs hommes), des conditions météorologiques, etc. L'art de la guerre est à ses yeux largement basé sur la capacité à apprécier les circonstances, à s'y adapter.

Ensuite, à l'inverse dun Vauban*, Maurice de Saxe considère que les fortifications, jamais tout à fait inexpugnables et fort coûteuses en matériel et surtout en temps, ne doivent pas engloutir les efforts considérables consentis alors. Sur le terrain, il évitera en effet le plus possible de se retrancher de manière statique dans des places fortes ou d'en faire le siège. En revanche, de Saxe accorde une importance prioritaire à la reconnaissance et au choix du terrain, recherchant systématiquement celui qui procurera les meilleurs avantages géographiques : une forêt dense, des marécages ou des hauteurs ne valent-ils pas par exemple une solide forteresse ? Concomitamment, il privilégie la mobilité, la souplesse dans l'évolution sur le terrain et la rapidité de manœuvre mais aussi, plus original encore pour son temps, la poursuite des troupes ennemies en fuite et leur anéantissement comme force cohérente. Sur l'ensemble de ces éléments tactiques, le Maréchal de Saxe sera lu, compris et adopté, un demi-siècle plus tard, par Bonaparte* – lequel ajoutera le nombre et la puissance (notamment par la concentration d'artillerie et de cavalerie) parmi ses impératifs –, puis au début du XX^{e} siècle par Lawrence d'Arabie*.

Autre préoccupation qui distingue le vainqueur de Fontenoy de la plupart de ses contemporains : il fait de la qualité des troupes – tant sur le plan du mental, de la discipline que de l'entraînement – une condition essentielle de la victoire. Ce qui l'amène à appeler de ses vœux une conscription nationale généralisée, qui serait à la fois juste humainement et efficace militairement. D'après lui, « on lève des troupes par engagement avec capitulation, sans

capitulation, par force quelquefois, et plus souvent par supercherie [...]. Ne vaudrait-il pas mieux établir par une loi que tout homme, de quelque condition qu'il fût, serait obligé de servir son prince et sa patrie pendant cinq ans ? Cette loi ne saurait être désapprouvée, parce qu'elle est naturelle, et qu'il est juste que les citoyens s'emploient pour la défense de l'État ».

Enfin, à travers ses deux ouvrages, Maurice de Saxe se révèle aussi bon stratège que tacticien. D'une part, il y démontre une conscience très aiguë de la différence entre tactique et stratégie, d'autre part, il établit des principes assez peu courants. Ainsi recommande-t-il le recours à la guerre d'usure ou à une forme de guerre psychologique face à un adversaire qu'il est, par principe, préférable de n'avoir pas à combattre. La diplomatie, l'intimidation, la ruse peuvent être autant de possibilités pour inquiéter l'adversaire et l'amener à éviter l'affrontement militaire direct. Néanmoins, une fois la bataille engagée, il s'agit non seulement de vaincre mais d'écraser l'ennemi sans retenue ni hésitation. Il y a du Sun Tse* dans ce type de recommandations.

En définitive, si l'on ne peut dire de Maurice de Saxe qu'il a révolutionné les lois de la guerre et de la stratégie, il a fourni en la matière une contribution de qualité et très in justement ignorée.

BIBLIOGRAPHIE

M. de Saxe : *Mes rêveries sur l'art de la guerre*, Aujourd'hui, 1977.

J.-P. Bois : *Fontenoy, 1745. Louis XV, arbitre de l'Europe*, Economica, 1996.

« Supposons qu'il s'élevât en Europe un peuple qui joignît à des vertus austères et à une milice nationale un plan fixe d'agrandissement, qui ne perdît pas de vue ce système, qui, sachant faire la guerre à peu de frais et subsister par ses victoires, ne fût pas réduit à poser les armes, par des calculs de finance. On verrait ce peuple subjuguer ses voisins, et renverser nos faibles Constitutions, comme l'aquilon plie de frêles roseaux... »

Guibert (*Essai général de tactique*).

Jacques-Hippolyte de GUIBERT

(1743-1790)

Militairement dominée par la guerre de Sept Ans (1756-1763) et ses conséquences, la seconde moitié du XVIII^e^ siècle produisit de nombreux auteurs d'ouvrages tactiques et stratégiques consacrés à l'interprétation du conflit et à ses enseignements, du Saxon Thielke à l'Italien Da Silva, du Gallois Lloyd au Suisse Warnery et au Wurtembergeois von Nicolai.

Mais les auteurs français furent les plus nombreux et, dans l'ensemble, les plus inspirés : Folard*, Turpin de Crissé, Joly de Maizeroy, Le Roy de Bosroger ou encore Pierre de Bourcet, lequel inspirera Bonaparte* dans ses campagnes d'Italie. En effet, lorsqu'une nation est défaite à plusieurs reprises, lorsqu'une série de campagnes militaires s'achève par la déroute ou des résultats décevants, il est fréquent que des rangs de l'armée ou des observateurs militaires sortent des auteurs et/ou des combattants qui tentent d'expliquer les raisons de l'échec et/ou d'y remédier, de repenser la stratégie

et les méthodes de combat du camp vaincu. Les Romains après Hannibal*, Charles V et Du Guesdin* après Crécy* et Poitiers*, la Prusse de von Moltke et de Bismarck après léna*, Foch* et Joffre après Sedan, etc.

Or, la guerre de Sept Ans a considérablement affaibli la position de la France en Europe – prix des choix politico-stratégiques douteux d'un faible Louis XV et d'une succession de défaites –, ceci expliquant cela. Pourtant, parmi tous les théoriciens militaires de l'époque, le comte de Guibert se distingue nettement. Cet aristocrate adepte de Descartes appartient à cette nouvelle génération de penseurs militaires qui, d'une part, nourrissent leurs travaux aux sources du rationalisme (c'est surtout vrai pour les Français), d'autre part, n'incarnent pas de grands chefs de guerre ni ne proviennent des rangs des officiers supérieurs. Chez Guibert par exemple, la puissance théorique fait largement pièce à l'expérience, en particulier dans son premier ouvrage intitulé *Essai général de tactique*, publié en 1772.

Plusieurs grands principes l'animent. Il s'agit d'abord de raffermir le sentiment national et l'unité à l'*intérieur* pour mieux vaincre à l'*extérieur*. Guibert est en cela novateur, car les armées de l'Ancien Régime servent encore davantage des intérêts dynastiques que des aspirations patriotiques. Or l'affermissement du sentiment national doit s'accompagner de la conscription, et d'un regain de prestige de l'armée.

En admirateur de Rome, Guibert appelle de ses vœux la concentration des efforts de tous vers un objectif stratégique bien identifié par la nation entière, plutôt que la dispersion des moyens par et au profit des seuls dirigeants dans des campagnes sans lendemain. Et de s'interroger avec lucidité : « Que peut-il résulter aujourd'hui de nos guerres ? Les États n'ont ni trésor, ni excédent de population. Leurs dépenses de paix sont déjà au-dessus de leur recettes. Cependant on se déclare la guerre. On entre en campagne avec des armées qu'on ne peut ni recruter, ni payer. Vainqueur ou vaincu, on s'épuise à peu près également. La masse des dettes nationales s'accroît. Le crédit baisse. L'argent manque. Les flottes ne trouvent plus de matelots, ni les armées de soldats. Les ministres, de part et d'autre, sentent qu'il est temps de négocier. La paix se fait. Quelques colonies ou provinces changent de maîtres Souvent la source des querelles n'est pas fermée, et chacun reste assis sur ses débris, occupé à payer ses dettes, et à aiguiser ses armes. »

L'idée du soldat citoyen (qui n'exclut d'ailleurs pas l'adjonction de mercenaires lors des campagnes) n'est pas nouvelle, mais Guibert la mène

plus loin que tout autre penseur militaire avant lui. De même, toujours en philosophe politique, il préfigurera dans *De la force publique* (1790) un système dégagé des corruption, mollesse et luxure selon lui propres aux régimes décadents de son temps – un système en définitive assez spartiate. Toutefois Guibert ne perd jamais de vue – sans quoi il n'eût été qu'un moraliste – l'intérêt stratégique que peut revêtir ce type d'attitude politique. Les révolutionnaires dans une certaine mesure, Bonaparte très concrètement, s'inspireront de ses recommandations et, face à des adversaires européens aux structures anciennes, acquerront en effet une suprématie militaire réelle avec des moyens pourtant initialement inférieurs.

Sur le plan tactique, Guibert adepte de l'offensive établit des modèles extrêmement rigoureux et novateurs : ainsi conçoit-il le système divisionnaire qui renforce considérablement la cohésion et l'organisation du commandement, et le positionnement des troupes sur le champ de bataille. Surtout, il préconise l'abandon des armées pléthoriques et lourdes à mouvoir, et reconnaît l'importance du nombre à condition que les effectifs soient divisés en corps de troupes excessivement mobiles, autonomes, et capables d'être rapidement concentrés sur un objectif précis.

Aux confins de l'économique et du stratégique, Guibert préconise également un allégement du coût des armées : celles-ci doivent vivre des ressources du pays qu'elles contrôlent, autrement dit à ses dépens. Toutefois, il rejette toute forme d'abus vis-à-vis des populations vivant en territoire contrôlé – ni désordres, ni pillages, mais un règlement des indemnités de guerre en nature, de pouvoir à pouvoir, afin de déterminer l'ampleur des compensations dont le vaincu devra s'acquitter auprès du vainqueur occupant. Sans accord en bonne et due forme, l'armée occupante réquisitionnera le nécessaire. Mobile, idéaliste, peu coûteuse et bien structurée, la Grande Armée à ses débuts incarnera fidèlement l'armée idéale imaginée par un Guibert visionnaire.

Auteur prolixe (il a aussi rédigé une *Défense du système de la guerre moderne*, parue en 1779), le comte de Guibert fut de son vivant salué, traduit, lu et abondamment commenté par les cadres politiques et militaires de toute l'Europe. Mais son principal titre de gloire est posthume : quelques années seulement après sa mort, il sera l'une des premières sources d'inspiration de Bonaparte, et ses conclusions seront, pour l'essentiel, mises en application avec bonheur par l'illustre stratège.

BIBLIOGRAPHIE

J. de Guibert : *Écrits militaires : 1772-1790*, Copernic, 1977

L. Poirier : Les *Voies de la stratégie, généalogie de la stratégie militaire ; Guibert, Jomini*, Fayard, 1985.

« Sire, vous êtes en possession de la plus belle monarchie de la terre ; voudrez-vous sans cesse en étendre les limites pour laisser à un bras moins fort que le vôtre un héritage de guerre interminable ? Les leçons de l'Histoire rejettent la pensée d'une monarchie universelle. Prenez garde que trop de confiance dans votre génie militaire ne vous fasse franchir les bornes de la nature et heurter tous les préceptes de la sagesse. Il est temps de vous arrêter. Vous avez atteint, Sire, ce point de votre carrière où tout ce que vous avez acquis devient plus désirable que tout ce que de nouveaux efforts pourraient vous faire acquérir encore. Toute nouvelle extension de votre domination, qui déjà passe toute mesure, est liée à un danger évident, non seulement pour la France, déjà peut-être accablée sous le poids de vos conquêtes, mais encore pour lintérêt bien entendu de votre gloire et de votre sûreté. Tout ce que votre domination pourrait gagner en étendue elle le perdrait en solidité. Arrêtez-vous, il en est temps ; jouissez enfin d'une destinée qui est sans doute la plus brillante de toutes celles que, dans nos temps modernes, l'ordre de la civilisation ait permis à une imagination hardie de désirer et de posséder. »

Joseph Fouché, *Mémoires* (janvier 1812).

Napoléon

BONAPARTE

(1769-1821)

Récemment, plusieurs tentatives ont été faites pour minimiser, voire effacer les exceptionnelles qualités de stratège et de tacticien de Napoléon, et faire de l'homme un imposteur. En vain. Il sera perpétuellement possible de condamner son rôle de fossoyeur de la Révolution, « l'Ogre » engloutissant dans des guerres personnelles des centaines de milliers de conscrits, ou de railler le vainqueur de Marengo qui y fut plus chanceux que talentueux. Mais remettre en cause son génie de stratège ne résiste décidément pas à l'analyse historique.

Né à Ajaccio dans une famille de la petite noblesse corse, Napoleone Buonaparte est d'abord un enfant très réservé, secret, rêveur. À dix ans, son père l'intègre à l'école militaire de Brienne, qu'il quittera brillamment pour celle de Paris. Élève studieux et passionné par la chose militaire, il gravit rapidement les échelons et devient sous-lieutenant en 1786, dans le régiment d'artillerie de La Fère, puis à Valence et Auxonne. Pendant la Révolution, il se range résolument dans le camp jacobin et se lie d'amitié avec Augustin Robespierre, le frère du ténor de la Montagne, Maximilien. Bonaparte rédige à cette époque *Le Souper de Beaucaire* (1793), un ouvrage modeste où il tente de démontrer de manière didactique et avec un talent mitigé le bien-fondé de ses convictions révolutionnaires. Un moment tenté par le parti de l'indépendance corse, il se range en définitive comme patriote français et, en juin 1793, doit fuir devant les troupes du nationaliste corse Paoli.

Son premier fait d'armes – très remarqué à la Convention et dans l'armée –, Bonaparte l'accomplit comme commandant au siège de Toulon, en décembre 1793. Il parvient avec brio et dans des conditions périlleuses à empêcher les navires anglais de ravitailler la ville alors monarchiste. Intronisé général de brigade à vingt-cinq ans (fait remarquable mais non exceptionnel pour l'époque révolutionnaire) par le Comité de salut public, Bonaparte est en charge de l'artillerie dans l'armée d'Italie. Arrêté après la chute de Robespierre (juin 1794), il est relâché. Le Directoire lui propose même le commandement de l'armée de l'Ouest, chargée d'anéantir la

rébellion vendéenne, un poste délicat qu'il a l'habileté politique de refuser – on ne dira jamais de lui qu'il massacra des Français... En octobre 1795, une insurrection royaliste menace Paris et c'est à Bonaparte que Barras fait appel. Avec détermination et panache, il vient en effet rapidement à bout de la sédition. Pour le remercier, le Directoire lui donne le commandement de l'armée de l'Intérieur. Mais la popularité de Bonaparte auprès de l'opinion grandit et, inquiet de l'importance politique que commence à revêtir le jeune général, le Directoire l'envoie commander l'indigente armée d'Italie en mars 1796.

À la tête de cette troupe disparate et sous-équipée, Bonaparte va réaliser d'authentiques prodiges stratégiques et acquérir ses lauriers de grand chef militaire. En huit mois, il écrase la puissante armée autrichienne (ou ses alliés sardes et piémontais) successivement à Montenotte, Mondovi, Lodi, Castiglione, Arcole et Rivoli. Autant de victoires au cours desquelles il paie de sa personne sous le feu ennemi, obtenues par audace, surprise, talent tactique et chance ; sur le pont d'Arcole notamment, Bonaparte échappe par miracle à la mort. Au terme de cette campagne triomphale qui le mène non loin de Vienne, il se révèle également bon négociateur et signe avec les Autrichiens les préliminaires de Leoben.

De nouveau encouragé à quitter la France par le Directoire, le désormais très populaire général monte une expédition militaire et scientifique en Égypte, laquelle commence en juillet 1798 avec l'armée d'Orient créée pour l'occasion. Nouvelles confrontations, nouvelles victoires : après s'être emparé de Malte, Bonaparte vainc les Mamelouks à Alexandrie et au Caire (bataille des Pyramides). En revanche, la peste décime les troupes à Jaffa, alors que Nelson* a détruit sa flotte en rade d'Aboukir (août 1798). Rappelé par le consul Sieyès qui cherche une « épée » populaire pour sa propre assise, il quitte l'Égypte – non sans avoir battu les Turcs au mont Thabor – en laissant l'armée à Kléber, et opère à Paris le coup d'État du 18-Brumaire (9 novembre 1799). Il devient alors Premier consul (puis consul à vie deux ans plus tard) et par conséquent, à trente et un ans, le véritable détenteur du pouvoir en France.

La seconde campagne d'Italie est moins reluisante que la première, plus courte aussi. Il y remporte néanmoins, face aux Autrichiens, les batailles de Montebello et surtout de Marengo (1800), cette défaite prévisible qu'il sut *in extremis*, grâce à la présence d'esprit du général Desaix, transformer en victoire décisive.

Après quelques maigres années de paix relative aux frontières (la paix franco-anglaise d'Arras est signée en 1802), au cours desquelles il consolide son pouvoir et se fait sacrer empereur sous le nom de Napoléon I^{er} (2 décembre 1804), il s'engage résolument dans le rapport de force avec les voisins de la France. En 1805, échouant à réunir sa flotte pour envahir l'Angleterre, il se tourne vers les puissances continentales qui, inquiètes de son expansionnisme et de la propagation des idéaux révolutionnaires (même si Napoléon a déjà « enterré » la Révolution sous l'Empire), se coalisent contre lui. Renouant avec ses coups de génie de la première campagne d'Italie, il mène successivement deux campagnes militaires fulgurantes qui, de Ulm et Austerlitz* (1805) à léna* et Auerstedt* (1806), mettent fin à un Saint Empire romain germanique millénaire, humilient l'Autriche, repoussent la Russie, et retirent à la Prusse toute souveraineté.

À partir de 1807, les campagnes deviennent plus meurtrières, et globalement moins décisives. La « boucherie » d'Eylau puis la victoire de Friedland contre les Russes lui permettent de signer le traité de Tilsit avec Alexandre I^{er}, mais à un prix en hommes sans précédent. Puis il se retourne contre le Portugal allié de l'Angleterre, afin de parachever le blocus continental. Napoléon commet alors l'erreur gravissime d'occuper également l'Espagne amie, dont la population, contre toute attente, se soulève et va mener une guérilla féroce (1808-1813). Cette écharde au flanc de l'Empire incite l'Autriche à reprendre les hostilités. Au printemps 1809, il vainc de nouveau les Autrichiens à Ratisbonne et Eckmühl, les tient en échec à Essling, enfin les écrase à Wagram.

Au faîte de sa puissance, Napoléon I^{er} décide de rompre la paix avec le tsar Alexandre, qu'il accuse de ne pas respecter les conditions de Tilsit, et engage en juin 1812 une armée de plus de 550 000 hommes (dont un fort pourcentage d'auxiliaires), contre la Russie. Après une victoire non décisive remportée à Smolensk, il repousse les Russes à la Moskova dans un affrontement sanglant, puis entre dans Moscou vidée de ses défenseurs et d'une grande partie de la population. Mais Alexandre 1er rejette ses conditions pour un armistice et pratique la politique du vide devant la Grande Armée. À la suite du gigantesque incendie qui ravage Moscou, Napoléon se voit contraint – très tardivement – de regagner la frontière. Un hiver précoce et excessivement rigoureux ainsi que le harcèlement permanent des cosaques déciment les troupes napoléoniennes et font de la

retraite de Russie – en dépit de quelques succès militaires remarquables (Berezina) – un désastre et le commencement de la fin pour l'Empire français.

Face à une nouvelle coalition regroupant cette fois presque tous ses ennemis, Napoléon renforce la conscription et mène une victorieuse campagne, en 1813, contre la Prusse, l'Autriche et la Russie, remportant les batailles de Lützen, Bautzen et Dresde. Mais il échoue à Leipzig en octobre, lors de la bataille dite « des nations », au cours de laquelle il perd plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

Acculé à combattre en France, simultanément contre tous les coalisés à la fois et à la tête d'effectifs inexpérimentés et réduits, Napoléon renoue avec son génie des premières campagnes. Entre janvier et février 1814, il rivalise de prouesses face à des adversaires dont les troupes sont supérieures en nombre et en expérience, battant en une campagne fulgurante les Prussiens à Brienne, les Russes à Champaubert, le maréchal Blücher de nouveau à Montmirail, à Château-Thierry et à Vauchamps, les Autrichiens à Montereau, enfin une dernière fois les Prussiens à Craonne.

Pourtant, aucun de ses coups d'éclat n'est plus décisif face à une coalition aussi puissante que déterminée. Vaincu à Arcis-sur-Aube et abandonné par la plupart de ses maréchaux, Napoléon abdique finalement en avril et doit s'exiler à l'île d'Elbe. Moins d'une année plus tard (mars 1815), il débarque en France, remonte triomphalement sur Paris et reprend la lutte. Victorieux à Ligny, il mène son ultime combat à Waterloo*, bataille extrêmement meurtrière et longtemps indécise qui marque sa chute définitive. Il se rend aux Anglais qui l'exilent à Sainte-Hélène, où il meurt en mai 1821.

Plusieurs principes tactiques et stratégiques fondamentaux guident Bonaparte, militaire lettré nourri non seulement aux récits des grands stratèges antiques, tels que César*, Hannibal*, Alexandre*, mais aussi et surtout aux enseignements de Frédéric le Grand*, Guibert*, de Saxe* ou encore Gribeauval.

Napoléon Bonaparte privilégie le *choc* par rapport au feu. Sans négliger l'artillerie – sa formation d'origine –, il considère que la décision sur un champ de bataille se fait en concentrant le plus de forces le plus vite possible en un point faible du dispositif ennemi. Ce type de stratégie nécessite des effectifs en grand nombre : la conscription les lui fournit. Il exige également une motivation et une discipline au combat que seuls de

grands chefs de guerre charismatiques parviennent à obtenir de leurs soldats – c'est précisément le cas de Napoléon. Il n'est pas jusqu'au plus fort d'affrontements excessivement violents, voire désespérés – des Pyramides à Waterloo, en passant par Eylau, Essling et la Berezina –, où les « grognards » ne s'illustreront dans leur immense majorité par une ardeur et une motivation exceptionnelles. S'ajoutent alors une bonne disposition des troupes de choc – dont une cavalerie de grande qualité commandée jusqu'à la campagne de Russie par le très compétent Joachim Murat, qui contribuera bien souvent à la victoire – et leur rapidité de mouvement. Fort de ses atouts, Napoléon Bonaparte recherche systématiquement – et obtient souvent – l'écrasement (ou la capitulation) de l'adversaire. Se contenter de le bousculer du champ de bataille, ou s'illustrer à ses dépens par de grands gestes de bravoure ne permet pas de négocier par la suite dans un rapport de force favorable.

Lorsqu'il disposera de suffisamment de troupes – soit *après* la première campagne d'Italie – mais sans avoir à conduire des armées trop imposantes, soit *avant* la campagne de Russie, l'Empereur fera progresser à marche forcée et sur un objectif bien déterminé plusieurs corps d'armée provisoirement disjoints, assez éloignés pour tromper l'adversaire sur l'objectif visé, mais assez proches pour pouvoir être regroupés pour une opération foudroyante : mouvement tournant ou attaque frontale. Par exemple, Ulm, Austerlitz, puis léna et Auerstedt seront l'aboutissement de telles dispositions.

Certes, Napoléon a bénéficié d'un contexte bien particulier, à maints égards positif, au cours de ses premières années de pouvoir –, mais il a su profiter avec un rare opportunisme et un sens politique aigu de ce faisceau de circonstances favorables (élan révolutionnaire, systèmes adverses vermoulus, conscription...) pour s'entourer d'hommes souvent compétents et bâtir un empire. En outre, on peut toujours relativiser le génie stratégique de Bonaparte à l'aune de ses adversaires dont aucun, sinon Wellington* en certaines circonstances, se montra véritablement à la hauteur. Il reste que cette réalité n'ôte rien au talent militaire intrinsèque du personnage.

Par ailleurs, comme tout dirigeant, Napoléon a commis un certain nombre d'erreurs – plus politiques et philosophiques que stratégiques du reste – dont

certaines fort lourdes de conséquences.

La première est sans cloute d'avoir laissé libre cours à sa passion pour la guerre, et à s'estimer en droit – du fait de son génie militaire et du formidable idéal animant ses inépuisables années de conscrits – d'aller toujours plus loin dans son ambition démesurée à dominer l'Europe et au-delà. Immédiatement avant d'entamer la calamiteuse campagne de Russie, il la justifiait à plusieurs de ses ministres en ces termes, consignés par un Fouché plus réticent que jamais : « Depuis mon mariage, on a cru que le lion sommeillait ; on verra s'il sommeille. L'Espagne tombera dès que j'aurai anéanti l'influence anglaise à Saint-Pétersbourg ; il me fallait huit cent mille hommes, et je les ai ; je traîne toute l'Europe avec moi, et l'Europe n'est plus qu'une vieille p... pourrie dont je ferai tout ce qui me plaira avec huit cent mille hommes. Ne m'avez-vous pas dit autrefois que vous faisiez consister le génie à ne rien trouver d'impossible ? Eh bien, dans six ou huit mois, vous venez ce que peuvent les plus vastes combinaisons réunies à la force qui sait les mettre en œuvre. [...] D'ailleurs, qu'y puis-je, si un excès de puissance m'entraîne à la dictature du monde ? Ma destinée n'est pas accomplie ; je veux achever ce qui n'est qu'ébauché. Il nous faut un code européen, une cour de cassation européenne, une même monnaie, les mêmes poids et mesures, les mêmes lois, il faut que je fasse de tous les peuples de l'Europe le même peuple, et de Paris la capitale du monde. Voilà, Monsieur le Duc, le seul dénouement qui me convienne. »

Or, au premier faux pas d'envergure, en l'occurrence la téméraire et injustifiable occupation de l'Espagne, ses ennemis reprendront espoir et vigueur et, au second, incarné par la fatale campagne de Russie, ses alliés occasionnels se retourneront contre lui et désormais les coalisés ne lui laisseront plus guère de répit.

La deuxième erreur est d'avoir tenté de s'imposer comme l'incontournable fondateur européen d'une nouvelle dynastie. Les dieux de la guerre avaient beau lui accorder victoire sur victoire, il n'en demeurait pas moins l'« usurpateur » aux yeux des grandes familles régnantes. À contrecœur, la maison d'Autriche lui donnera Marie-Louise, mais l'alliance politico-militaire conférée par cette union et surtout son fruit – le petit Napoléon II – lui seront retirés à la première occasion.

Troisième faiblesse : Napoléon est tout à la fois unique dirigeant politique et unique chef militaire. Lors des campagnes courtes, notamment celles de 1800, 1805 et 1806, les conséquences de ce double rôle se font

d'autant moins sentir qu'après chaque série de victoires il lui est possible de regagner Paris en hâte. Mais, lorsque viendra le temps des campagnes longues, lointaines et indécises (1807, 1809, 1812), il devra gérer simultanément les affaires de l'Empire et l'activité militaire sur le terrain. On s'apercevra alors que, là où le vainqueur d'Austerlitz ne dirige pas personnellement les opérations, l'armée française est tout aussi vulnérable que les autres. De même, dans au moins trois cas où la situation politique critique exige, selon lui, son retour immédiat à Paris – en 1799, 1812 et 1815 –, il abandonne subitement ses troupes à leur sort, même s'il les confie systématiquement à des généraux compétents et fidèles.

Enfin si Napoléon I^{er} a su choisir des maréchaux bons tacticiens (bien que rarement stratèges) et généralement dévoués (quoique se jalousant et se querellant souvent entre eux), il échoua à capter la fidélité de deux des piliers civils du régime : Talleyrand et Fouché, respectivement ministre des Affaires étrangères et ministre de la Palice, le trahirent à plusieurs reprises et à des moments cruciaux Enfin ses frères, dont il eut le tort de faire des rois, se révélèrent incapables de le seconder efficacement en quelque circonstance, diplomatique ou militaire. Seul son beau-frère Eugène de Beauhamais se montra invariablement à la hauteur de ses attentes.

Il serait injuste de conclure ce portrait forcément sommaire et incomplet sans évoquer un grand projet géopolitique de Napoléon Bonaparte. C'est en effet justice de reconnaître prioritairement les qualités militaires du personnage – ses victoires en témoignent –, mais, pour avoir échoué, son projet n'était pas dénué d'intérêt, plutôt de réalisme. Ainsi a-t-il toujours caressé l'idée de conquérir l'Asie, et du moins les vastes espaces qui s'étendaient du Bosphore aux Indes. Il s'agissait, pour le général Bonaparte menant la campagne d'Égypte, de proposer au Directoire de couper à l'Angleterre la route du joyau de sa Couronne. Plus tard Napoléon I^{er} proposerait à son éphémère allié russe, le tsar Alexandre I^{er}, de se partager l'Asie au détriment de Londres. Le projet achopperait sur la question de Constantinople*.

Que serait-il advenu si les deux jeunes empereurs s'étaient entendus pour se partager, outre l'Europe, les Asies Mineure et centrale ? Il eût certes fallu qu'ils conjuguent non seulement leur vues mais encore tous leurs moyens disponibles pour parvenir à affaiblir l'Empire ottoman et, aux Indes et sur

les mers, la puissance britannique. La pérennité d'une telle alliance semble *a posteriori* peu crédible. Du moins Alexandre et Napoléon se seraient-ils partagé l'Europe continentale. C'est sans nul doute l'intransigeance du second, notamment sur les questions de Constantinople, de l'indépendance polonaise et du blocus contre l'Angleterre, qui fit capoter une telle éventualité.

En définitive, la plus grande victoire de Bonaparte n'est-elle pas posthume ? Il est en effet rarissime que les vaincus écrivent l'Histoire. Or, depuis son exil insalubre de l'Atlantique Sud, le vaincu de Waterloo se livre auprès d'Emmanuel de Las Cases, entre juin 1815 et novembre 1816, au récit (*pro domo*) de ses souvenirs et à maintes considérations, qui seront réunis dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. L'œuvre, une fois publiée en 1823, est d'autant plus « dévorée » par le public français que les Bourbons de retour au pouvoir sont alors honnis. Les éditions du *Mémorial* se sont succédé au cours des décennies, et le retour des cendres de l'Empereur à Paris, en 1840, suivi par des millions de Français, a marqué et renforcé durablement la mémoire collective nationale.

À peine trente ans après la mort de son oncle illustre, Louis Napoléon Bonaparte (futur Napoléon III) perpétrera son coup d'État un 2 décembre 1851, date anniversaire d'Austerlitz, et utilisera à outrance l'image et le souvenir de Napoléon I^{er} – avec succès – renforçant ainsi sa légitimité auprès de larges catégories de la société.

Aujourd'hui, deux siècles après Marengo, il n'est nul besoin d'un régime honni ni d'une utilisation politique quelconque pour que demeurent la légende napoléonienne et un profond attachement pour ce stratège d'exception.

BIBLIOGRAPHIE

H. Camon : *La* Guère *napoléonienne. Les* systèmes d'*opérations*, Economica, 1997.

D. Chandler : *The Campaigns of Napoleon*, New Yok, Macmilan, 1966.

M. Gallo : *Napoléon*, Robert Laffont, 1997.

E. de Las Cases : *Mémorial de Sainte-Hélène*, Laffont, 1981.
J. Tulard : *Napoléon*, Fayard, 1997.

« Toute ma vie s'est passée à essayer
de deviner ce qu'il y avait de l'autre côté
de la colline. »

Wellington (*Correspondance*).

Arthur Wellesley, duc de WELLINGTON

(1769-1852)

L'homme qui aura finalement abattu Napoléon* sans être d'ailleurs celui qui lui aura causé le plus de pertes militaires, est davantage un stratège de l'adaptation qu'un soldat de génie comme son adversaire acharné. De même, s'il épouse et poursuit une brillante carrière militaire qui le mènera sur maints champs de bataille en Europe et aux Indes, il n'est pourtant pas soldat dans l'âme.

Aristocrate anglais de la plus pure tradition, le duc de Wellington est envoyé par sa famille en France afin de suivre une formation en école militaire royale. Sa première campagne se déroulera du reste contre la France – mais celle de la Révolution – au sein des forces coalisées guerroyant dans les Flandres en 1794-1795. Puis il s'expatrie aux Indes rejoindre son frère, vice-roi, et participe à la campagne victorieuse contre le sultan de Mysore. Wellington se révèle déjà organisateur efficace et bon capitaine, mais aussi bon négociateur et vainqueur magnanime. C'est bien entendu contre Napoléon qu'il va gagner sa notoriété et ses lettres de noblesse militaires.

En 1807, l'empereur français s'empare de la péninsule Ibérique afin d'empêcher le Portugal de permettre aux produits britanniques de contourner le blocus continental. Ce faisant, il destitue maladroitement le Bourbon Charles IV d'Espagne au profit de son fils Ferdinand VII de Bourbon, lequel est à son tour évincé au profit de Joseph Bonaparte, frère

de Napoléon, le 4 juin 1808. Ce coup d'Etat extrêmement brutal et humiliant est une erreur politique d'autant plus lourde qu'initialement, les cadres politiques et militaires espagnols envisageaient plutôt favorablement l'alliance avec la France (cf. Trafalgar*).

Le peuple espagnol se soulève donc et entraîne les troupes françaises dans une guérilla permanente et meurtrière. C'est dans ce contexte favorable que Wellington débarque au Mondego (Portugal), le 1er août, au sein d'un corps expéditionnaire britannique assez modeste, mais qui va constituer une douloureuse écharde aux flancs de l'Empire français. Certes, le peuple espagnol n'a pas attendu Wellington pour se révolter contre *« Napoladron »* (Napo-voleur) à partir de mai 1808, mais le duc apporte ses talents de tacticien, son expérience, son encadrement efficace. Il remporte une première victoire à Vimeiro aux dépens du maréchal Junot (sans doute déjà mentalement défaillant) qui capitulera peu après à Cintra. Le 28 juillet, il bat encore les Français à Talavera, sans pouvoir exploiter son succès faute d'entente avec son allié espagnol Cuesta. Ses victoires successives, bien que non décisives, permettent à Wellington de repousser ses adversaires au-delà de la frontière hispano-portugaise, et de menacer Madrid. Fin psychologue, il appréhende une riposte de Napoléon : elle survient effectivement en novembre et décembre 1808. À la tête de ses troupes, l'Empereur écrase les Espagnols à plusieurs reprises et reprend Madrid : tout est à refaire. Sagement, Wellington évite la confrontation et rembarque en bon ordre en janvier 1 809.

L'année suivante, il débarque à nouveau et surprend Soult qui s'était emparé de Porto, un port primordial pour l'approvisionnement en soldats et en marchandises. S'avisant qu'il ne dispose pas encore d'effectifs suffisants pour rejeter Napoléon hors d'Espagne, Wellington replie donc ses troupes au Portugal où il édifie, à l'automne 1810, les « lignes de Torres Vedras », une triple ligne de fortifications établie sur une trentaine de kilomètres et dotée de plusieurs centaines de canons. Ce dispositif défensif fera reculer le talentueux maréchal Masséna, baptisé jusqu'alors par Napoléon « l'enfant chéri de la victoire ».

À partir de 1812, avant même la désastreuse campagne de Russie, Napoléon n'aura plus assez de ressources pour renforcer un contingent

français déjà entamé et démoralisé. Désormais en position de force, Wellington mène son offensive de reconquête de la péninsule : sièges et prises de Badajoz et de Ciudad Rodrigo, victoire de Salamanque, prise (non définitive) de Madrid. Enfin, il inflige aux troupes de Jourdan une cuisante défaite à Vitoria, le 21 juin 1813.
Son plus haut fait d'armes, quintessence de son génie tactique, reste la bataille de Waterloo* du 18 juin 1815, à laquelle il participe comme commandant des forces anglo-hollandaises. Bien retranché sur une position topographique favorable, il rivalise de patience et d'endurance, galvanisant et organisant ses hommes avec maestria. En dépit de lourdes pertes, il tient bon et l'arrivée de Blücher déterminera finalement l'issue d'une bataille longtemps indécise.

Wellington sait avant tout se montrer patient. En Espagne et au Portugal, il ne remportera jamais de grandes victoires pleines de panache façon Austerlitz* ou léna*, mais il ne concédera aucune véritable défaite. Davantage porté à la défense qu'à l'attaque, la guerre d'usure qu'il oppose au contingent français d'Espagne ronge le moral et les effectifs impériaux. Souple, homme d'honneur mais général pragmatique, il ne gaspille ni énergie ni soldats en combats glorieux mais vains.

Comme stratège, le « duc de fer » entretient une vision à long terme et sur de vastes espaces de la lutte qu'il mène. D'abord, son combat dans la péninsule Ibérique permet de mettre suffisamment en difficulté Napoléon en abattant le mythe de son invincibilité pour encourager l'Autriche à entrer de nouveau en guerre – initiative dont les conséquences seront considérables. Ensuite, la guerre qu'il mène contre l'Empereur doit à ses yeux évincer un dirigeant puissant et expansionniste, et non affaiblir la France en soi. L'objectif final demeure l'établissement de la paix, mais surtout l'équilibre en Europe. Ce dernier point demeurera une constante permanente de Londres un siècle et demi durant, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Homme fin et magnanime, Wellington démontre un esprit chevaleresque en organisant – conformément à l'accord conclu – l'évacuation des troupes françaises vaincues à Vimeiro sur des navires britanniques. Patriote et adversaire acharné de la France napoléonienne, il interdit strictement – au grand dam de ses troupes et des insurgés espagnols – tout sac ou pillage du Sud-Ouest, et en particulier de Toulouse qu'il occupe en avril 1814. De

même, après sa complète mais éprouvante victoire à Waterloo, il participe à l'organisation de la seconde Restauration, tient conseil avec Fouché et Talleyrand (qui furent des piliers du régime impérial), dirigeant sans haine ni rancœur antifrançaise les troupes d'occupation de 1815 à 1818.

Dans les États ayant essuyé des défaites face à Napoléon – soit presque toute l'Europe –, cette attitude conciliante et magnanime lui vaudra de sévères critiques, tout particulièrement en provenance de la Prusse.

La brillante carrière militaire de Wellington éclipse généralement sa carrière politique. Parlementaire conservateur dès 1805, il ne cessera jamais de se préoccuper des affaires de l'État et de la Cité et deviendra même Premier ministre de Sa Majesté.

BIBLIOGRAPHIE

A dArjuzon : *Wellington*, Perrin, 1998.

J. Brett : *Wellington al War*, Londres, Coolidge, 1961.

N. Gash : *Wellington. Studies in the Military and Political Career of the First Duke of Wellington*, Manchester, 1990.

A Liddell Hart : *The Sword and the Pen*, Londres, T.Y. Growell Compagny, 1976.

« Quand un habile général prend l'offensive, l'ennemi est déjà vaincu. Quand il livre bataille, à lui seul, il doit faire plus que toute son armée ensemble, non par la force de son bras, mais par son intelligence et surtout par ses ruses. Il faut qu'au premier signal, une partie de l'armée ennemie passe de son coté. À tout instant, il doit être le maître d'accorder la paix et de la conclure aux conditions qu'il lui plaira. Le grand secret pour cela consiste dans l'art de semer la division à propos : division dans les villes et les villages, division extérieure, division interne, division de mort et division de vie. Ces cinq espèces de dissensions ne sont que les branches d'un même tronc. Celui qui sait s'en servir est un homme véritablement digne de commander : c'est le trésor de son souverain et le soutien de l'Empire. »

Sun Tse (*L'Art de la guerre*).

Simón José Antonio BOLIVAR

(1783-1830)

Simón Bolivar n'est pas un soldat proprement dit, et moins encore un penseur de la stratégie militaire. Pourtant, rarement un seul homme aura influencé le sort de si grands espaces avec aussi peu de troupes. Presque deux siècles après son épopée, le continent sud-américain (exception faite du Brésil) se réclame plus ou moins directement de son

héritage, certains États comme le Venezuela adoptant même (en 1999) l'appellation officielle de « République bolivarienne »...

Né dans une riche famille d'aristocrates vénézuéliens d'origine espagnole, Bolivar séjourne dès l'adolescence en Europe et en France en particulier, où il découvre le cartésianisme, lit avec passion Montesquieu et Rousseau, admire la Révolution française et Bonaparte*. Convaincu de la nécessité pour l'Amérique latine de se débarrasser de l'imposante et archaïque tutelle espagnole, il prend la tête d'un mouvement indépendantiste et, avec Miranda (présent à la bataille de Valmy*), profite de l'occupation de l'Espagne par Napoléon I^{er} pour proclamer à Caracas l'indépendance le 5 juillet 1811. Immédiatement après la libération du territoire espagnol par Wellington* et le rétablissement de la monarchie des Bourbons, Madrid envoie un corps expéditionnaire renforcer son pouvoir face aux insurgés et rétablir l'ordre colonial. Son compagnon Miranda capturé et incarcéré en Espagne, Bolivar poursuit la lutte depuis Carthagène des Indes et parcourt la Nouvelle-Grenade (Colombie) ; il y rédige le *Manifeste de Carthagène*, sa profession de foi politique.

À la tête d'une troupe modeste mais déterminée, il parvient à remporter plusieurs succès militaires contre les troupes de Madrid et entre à Caracas pour proclamer la seconde République vénézuélienne. Sa présence est de courte durée, car les généraux Boves et Morillo parviennent à mettre sur pied une armée renforcée de llaneros, ces Indiens des plaines qui s'avèrent de redoutables et très endurants combattants. Caracas est de nouveau perdue pour Bolivar et les siens. En 1814, le chef indépendantiste se réfugie dans les Caraïbes où il rédige la *Lettre de la Jamaïque*, un texte mieux construit que le premier, et plus convaincant pour les masses indiennes jusqu'alors relativement indifférentes à la lutte entre puissance coloniale et indépendantistes. Bolivar leur promet l'abolition de l'esclavage et l'établissement de l'égalité devant la Loi. Davantage diffusé que le précédent, ce nouveau manifeste vaudra à Bolivar de nombreuses adhésions.

C'est à partir de 1819 que, débarquant en Nouvelle-Grenade à la tête d'un parti de 3 000 hommes, dont de nombreux vétérans britanniques, il entame (peut-être malgré lui) une assez courte mais fort brillante carrière militaire. Son plan de conquête et de libération des territoires sous contrôle espagnol est excessivement audacieux : il s'agit de traverser en pleine saison des pluies les llanos, ces plaines limoneuses facilement inondables, puis de

remonter le cours de l'Apure et de franchir à près de 3 000 mètres d'altitude le col de Pisba, dans la cordillère des Andes, et de là atteindre la province de Tunja. L'effet de surprise doit être à la hauteur des difficultés, et les troupes espagnoles affrontées avec succès.

Effectivement, contre toute attente et en dépit des pertes subies au cours de cette marche extrêmement éprouvante, Bolivar surprend une première fois l'ennemi à Vargas, puis en capture par ruse six cents à Tunja, enfin bat le général Barreiro lors de la célèbre bataille de Boyacá, le 7 août 1819. Pour s'avérer déterminant – surtout eu égard au périple et à l'audace des indépendantistes –, cet affrontement présenté par la suite comme mythique est en fait assez limité sur le terrain : peu d'hommes, épuisement des combattants, manque de motivation des coloniaux.

Quoi qu'il en soit, Bolivar entre quelques jours plus tard à Bogotá en libérateur. Après la victoire d'Ayacucho (1824), le général Antonio José de Sucre défera les ultimes forces espagnoles au Pérou, en avril 1825, et les territoires correspondant aujourd'hui au Venezuela, au Pérou, à la Colombie, à l'Équateur, à la Bolivie, à l'Argentine et au Chili seront définitivement libérés de la tutelle madrilène.

Militairement, la guerre d'indépendance menée par Bolivar n'aura jamais engagé d'effectifs importants. Au total, le corps expéditionnaire envoyé en 1814 et 1815 par l'Espagne ne dépassera à aucun moment 35 000 soldats, dispersés sur de gigantesques territoires, et Bolivar en regroupera difficilement, dans le meilleur des cas, un dixième.

Quant au personnage de Simón Bolivar, on peut dire qu'il fut un authentique meneur d'hommes, courageux et visionnaire, doublé d'un audacieux stratège lorsqu'il fallut combattre autrement qu'à coups d'idéaux et de nobles causes. Mais s'il parvint à expulser du continent sud-américain l'autorité coloniale espagnole, il échoua dans ses deux autres objectifs : les territoires libérés ne s'assemblèrent pas pour constituer une seule vaste entité unie, et la démocratie ne triompha guère dans les nouveaux États autoproclamés.

En effet de graves dissensions éclatent très vite, d'une part, entre les pouvoirs indépendantistes régionaux entre eux, d'autre part, entre un certain nombre de notables et Bolivar lui-même, jugé autoritaire, voire tyrannique. En 1828, après avoir été plus ou moins directement évincé par ses anciens proches de toutes les républiques désormais indépendantes, il ne dirigera plus que celle qu'il avait directement libérée, la Nouvelle-Grenade. Mais, là

aussi menacé dans son pouvoir et meurtri par l'impossibilité de voir s'établir l'union et la démocratie, il commettra un geste plein de panache qui participera de son aura *post mortem :* « el Libertador » décidera de démissionner officiellement et de choisir l'exil. La mort survenue peu après sa décision ne lui permettra pas de poursuivre outre-mer son combat.

BIBLIOGRAPHIE

S. de Madariaga : *Bolivar*, Madrid, Coral Gables, 1967.
G. Sauvat : *Simón Bolivar Liberator*, Grasset & Fasquelle, 1995.

« Carl von Clausewitz marque, avec son ouvrage inachevé De la guerre, *une rupture radicale dans la façon de penser le phénomène de la guerre. Avant lui, la littérature militaire était essentiellement descriptive et utilitaire, et non spéculative. Même si son contemporain Jomini, comme lui fasciné par Napoléon, avait cherché à dégager des principes pérennes sur la stratégie, indépendamment des modifications et des ruptures qu'apporte l'histoire en matière d'armements ou d'organisations des armées. Clausewitz, dont la pensée dialectique cherche à échapper à tout dogmatisme émet l'idée que chaque époque tend à créer sa propre doctrine stratégique et que les guerres sont le reflet des sociétés qui les mènent.*

« Clausewitz est sans rival en tant que penseur de la guerre dans son intégralité et dans sa relation avec le politique dont elle dépend. »

G. Chaliand (Préface à *De la guerre* – Traduction L. Murawiec).

Carl von CLAUSEWITZ

(1780-1831)

Presque deux siècles après qu'il a entrepris ses travaux dire de Clausewitz qu'il est l'un des plus grands théoriciens militaires de

l'Histoire relève du lieu commun. À telle enseigne qu'il en vient parfois à incarner presque à lui seul – ou aux côtés de Machiavel (à tort) et de Sun Tse* (avec raison) – la pensée stratégique.

Or, son œuvre de référence inachevée et intitulée *Vom Kriege* (De *la Guerre*) fut simplement ignorée à sa publication. Claus ayant succombé au choléra, c'est sa veuve qui en prit l'initiative, sans rencontrer aucun écho, en 1832. En France, il faudra même attendre trente ans pour que l'ouvrage soit publié. et plus d'un demi-siècle pour qu'il le soit en Angleterre. Deux raisons au moins peuvent expliquer ce rejet puis cette indifférence : le retour d'un fort conservatisme après l'ouragan napoléonien, et l'ombre produite par le très populaire général Jomini*.

Seul Helmuth von Moltke, le chef d'état-major prussien entre 1857 et 1873, lut puis appliqua concrètement les recommandations de Clausewitz, avec d'ailleurs un succès total ; les victoires prussiennes écrasantes contre l'Autriche à Sadowa* (en 1866) puis contre la France (campagne de 1870-1871) portent la marque évidente du grand stratège. Et ce n'est pas un hasard si les Français, précisément en quête de revanche et donc de nouvelles conceptions stratégiques après le désastre de Sedan*, le découvriront à leur tour. Pourtant, bien que s'en réclamant à l'unisson, ni les Allemands ni les Français n'interpréteront correctement Clausewitz au cours de la Première Guerre mondiale. Ainsi, l'état-major allemand de 1914 – et notamment von Schlieffen et von Moltke « le jeune » (fils du précédent) – oubliera le principe philosophique essentiel de la stratégie clausewitzienne selon lequel loin de s'exercer indépendamment du politique ou à son détriment, la guerre n'en est que le prolongement, l'un des aspects particuliers. Dans la première partie du XX^{e} siècle et en dépit de succès militaires retentissants, les Allemands paieront cher, politiquement et militairement, d'avoir pensé la guerre en contresens des priorités établies par leur « maître » Clausewitz. Après eux, Lénine puis, à travers lui, Mao*, puiseront chez le stratège prussien un enseignement précieux pour leurs propres combats, et, sur mer – ignoré avec un certain mépris par Mahan* qui lui préférera de loin Jomini – Clausewitz trouvera un adepte en la personne de l'historien militaire Julian Corbett.

Né près de Magdebourg dans une famille où l'on vénère Frédéric le Grand* – son père fut second lieutenant au service du roi de Prusse –, Carl

intègre dès l'âge de douze ans un régiment comme cadet. En 1793-1794, il participe à la campagne de l'armée prussienne contre les troupes de la France révolutionnaire, et restera marqué par la vision de cette masse de soldats conscrits luttant avec exaltation au nom d'une nation, et pas d'une dynastie ou d'un terroir.

De retour de campagne, Clausewitz suit des cours puis entre en 1801 à l'École de guerre de Berlin, où ses capacités attirent l'attention du théoricien militaire Gerhard von Schamhorst, adepte de la méthode comparative et de l'étude de cas historiques, dont il deviendra le disciple. En 1806, il combat l'armée de Napoléon* à léna* et se fait capturer lors du désastre prussien d'Auerstedt*. Libéré un an plus tard, il rejoint Scharnhorst – lequel contribue à le faire nommer tuteur militaire du prince héritier Auguste de Prusse – et le seconde dans son entreprise visant à réformer l'armée, humiliée, afin qu'elle retrouve le prestige qui était le sien sous Frédéric II, mais avec l'efficacité d'une armée moderne. Le modèle est alors français et, bien que francophobe, Clausewitz fait preuve d'objectivité dans ses travaux. En 1812, farouchement hostile à l'incorporation (forcée) du corps d'armée prussien du général Yorck von Wartenburg au sein de la Grande Année, il quitte les rangs prussiens pour rejoindre ceux de l'armée russe d'Alexandre I^{er}. Il y devient officier de liaison sous les ordres du général russe Wittgenstein, combat Napoléon au cours de sa campagne de Russie, est blessé à Lützen (1813), puis réintègre l'armée prussienne en 1814 comme chef d'état-major de corps d'armée auprès de Blücher, le futur covainqueur de Waterloo*, bataille à laquelle il ne prend pas part directement.

Un an après l'effondrement de l'empire napoléonien, officier supérieur (il sera promu général de brigade en 1818) doté d'une expérience extrêmement riche, Clausewitz entame son ouvrage sur la guerre avant d'être désigné directeur de l'Ecole de guerre de Berlin où il étudia. Il meurt au faîte de sa renommée, chef d'état-major dans l'armée du général en chef Gneisenau en campagne contre la rébellion polonaise de 1830.

Lecteur assidu de Montesquieu, dont il s'inspire dans sa tentative de combiner les activités humaines entre elles et avec leur environnement, et des principaux théoriciens modernes (délaissant les Anciens) tels que Guibert*, Folard*, Montecuccioli, de Saxe* ou Puységur, Clausewitz établit un premier principe fondamental qui apparaît tout au long de son œuvre : la guerre comme composante et outil du politique. Sciemment ou non, il ne

sera pas entendu sur ce point par ses adeptes. La guerre est en soi un acte de violence déclenché dans l'objectif de contraindre l'adversaire à exécuter sa volonté ; régie par trois facteurs que sont la violence, le jeu des probabilités et du hasard, et le calcul raisonnable du politique, elle ne vaut qu'en tant que prolongement du politique et non pour elle-même. La dialectique développée est à cet égard d'une rigueur à toute épreuve : « [...] l'intention politique est la fin recherchée, la guerre est le moyen et jamais le moyen ne peut être pensé sans la fin. » La distinction entre fins et moyens d'une part, l'impératif de ne jamais substituer le politique à la guerre d'autre part, sont rappelés à plusieurs reprises par Clausewitz.

Un peu à la manière du grand Sun Tse, avec lequel il partage d'échapper au dogmatisme force exceptionnelle souplesse intellectuelle, Clausewitz propose également un ensemble de règles et de principes régissant la guerre, sans moralisme ni frein dans la réflexion. Notamment, il insiste sur l'importance d'admettre la guerre comme un duel à grande échelle et soumis aux lois du hasard, de la chance et de multiples facteurs exogènes. Contrairement aux interprétations erronées que feront nombre de ses thuriféraires, le général prussien ne prétend jamais fournir une méthode systématique pour vaincre (ou alors l'adaptation aux circonstances ?), ni ne prône la guerre absolue qu'il prétend analyser. On a paré Clausewitz des habits souvent infamants du cynisme à cause de certaines formules contenues dans *Vom Kriege*, dont la suivante : « Les âmes philanthropiques pourraient bien sûr s'imaginer qu'il y a une façon ingénieuse de désarmer et de défaire l'adversaire sans trop verser de sang et que c'est le véritable art de la guerre. Si souhaitable que cela semble, c'est une erreur qu'il faut dénoncer. Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les pires erreurs sont précisément celles causées par la bonté. Comme l'usage de la force physique poussée à l'extrême n'exclut nullement celui de l'intelligence, qui use sans scrupule de cette force et ne craint pas de verser le sang prendra l'avantage sur son adversaire si celui-ci n'agit pas de même. De ce fait, il dicte sa loi à l'adversaire si bien que chacun pousse l'autre à des extrémités auxquelles seul le poids inhérent à la guerre impose des limites. Voilà comment il faut considérer la chose. Il serait vain et même erroné de vouloir ignorer la nature de la guerre à cause de la répugnance que sa brutalité inspire. »

S'il est vrai que Clausewitz intègre dans son schéma de réflexion les concepts nouveaux d'anéantissement, de guerre réelle et guerre absolue, de

luttes de masses populaires et nationales – autant d'éléments dont l'étude par le théoricien constituera précisément la force et le caractère très novateur de sa pensée –, il est d'autant plus insoupçonnable d'encourager la guerre qu'il s'inscrit plutôt dans l'optique stratégique de la défensive. En effet, adopter ce positionnement permet au défenseur de préparer sa contre-attaque avec une efficacité augmentée par l'essoufflement de l'offensive ennemie.

Comme Jomini, Clausewitz a participé aux guerres napoléoniennes, mais contrairement à ce premier, il en tire la conclusion que leurs caractéristiques s'imposeront à l'avenir. Tandis que Jomini – tout en étudiant et préconisant pour leur haute valeur stratégique certains enseignements de Bonaparte (concentration des forces sur un point vulnérable, mouvement, etc.) – situe essentiellement son œuvre de théoricien sur le terrain des guerres limitées et largement dynastiques du XVIII^{e} siècle, Clausewitz préjuge des guerres du futur. Il considère que l'écrasement de la Prusse à léna/Auerstedt résulte d'une mauvaise interprétation des glorieuses campagnes de Frédéric le Grand, ou plus exactement d'un conservatisme issu de cette période : la modeste armée professionnelle du roi stratège ne visait qu'à affaiblir ses ennemis, et, même bien entraînée et combative, ne pouvait les vaincre de manière décisive. Or, après Napoléon, on ne pourra plus revenir à cet ancien système de guerre limitée, de « petite guerre » menée pour leur compte par des familles régnantes, et les peuples seront étroitement liés au destin des armées levées en masse en leur sein.

Sur le terrain, il s'agira d'abattre l'ennemi, autrement dit d'anéantir sa capacité de résistance et de poursuite des hostilités. La frappe doit donc être massive et efficace. Dans cette logique, l'objectif majeur est d'atteindre le centre de gravité de l'adversaire ; il peut s'agir de sa capitale (facteurs symboliques et psychologiques), de l'occupation d'une portion vitale de son territoire, ou encore de la destruction totale de son armée. Ce dernier choix est du reste privilégié par Clausewitz sur la base de son expérience personnelle. Ainsi, selon lui, la capture par Napoléon de Moscou ne fit pas céder Alexandre I^{er}, en dépit de la charge émotionnelle et symbolique de cet événement. Pour que le tsar abandonnât la partie, il eût fallu que les Français détruisent (et non seulement repoussent ou affaiblissent) l'armée russe ; cette force de frappe valide, qui constituait bien alors le centre de gravité stratégique de tout l'Empire russe, devait être anéantie. Au demeurant, Clausewitz évoque l'erreur de Napoléon en Russie pour mieux

souligner le génie du stratège français qui fut précisément le précurseur des batailles d'anéantissement complet de l'adversaire.

La modernité et l'originalité de Clausewitz tiennent aussi à la définition qu'il donne de la guerre, à la manière dont il en détaille la nature. Pour lui, ni art (encore qu'exigeant un même type de créativité) ni science, elle relève plutôt d'une forme particulière de commerce, avec cette spécificité de provoquer des destructions et de faire couler le sang.

Par ailleurs, le directeur de l'École de guerre de Berlin accorde une importance considérable aux facteurs moraux et humains en général, qui contribuent à déterminer le sort de la guerre. En cela, il s'inscrit complètement en faux avec des analystes tels que Heinrich von Bülow, lequel bâtit à l'opposé une véritable doctrine mathématique et géométrique des batailles.

Enfin la notion très stimulante de « friction », que Clausewitz fait correspondre aux facteurs et conditions imprévisibles qui rendent difficile un plan de campagne ou de bataille a *priori* facile ; son talent à analyser stratégie directe et stratégie indirecte ; sa recherche constante des liens complexes entre théorie et pratique de la guerre ; ou encore sa définition rigoureuse des tactique et stratégie – « La tactique est l'emploi des forces armées dans le combat, la stratégie est l'emploi du combat en vue de la fin ultime de la guerre » – font de leur concepteur un authentique innovateur en termes de pensée militaire. Davantage encore que comme un stratège et un exceptionnel théoricien militaire, on est fondé à le considérer comme un grand philosophe de la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

C. von Clausewitz : *De la guerre*, Perrin, 1999 ; *La Campagne de 1812*, Complexe, 1987

R. Aron : *Penser la guerre, Clausewitz*, Gallimard, 1994.

H. Coutau-Bégarie *Traité de stratégie*, Economica, 1999.

M. Van Creveld : *La Transformation de la guerre*, éditions du Rocher, 1998.

« Les guerres les plus déplorables sont sans doute celles de religion. On comprend qu'un Etat combatte ses propres enfants pour étouffer des factions politiques qui affaiblissent l'autorité du trône et la force nationale ; mais qu'il fasse mitrailler ses sujets pour les forcer à prier en français ou en latin, et pour reconnaître la suprématie d'un pontife étranger, voilà ce que la raison a peine à concevoir. De tous les rois, le plus à plaindre [à blâmer] *fut sans contredit Louis XIV, chassant un million de protestants industrieux, qui avaient mis sur le trône son aïeul, protestant comme eux. Les guerres de fanatisme sont horribles lorsqu'elles sont mêlées à celles de l'extérieur, elles sont affreuses, même lorsqu'elles ne sont que des querelles de famille. L'histoire de France du temps de la Ligue sera une leçon éternelle pour les nations et les rois : on a peine à croire que ce peuple, encore si noble et si chevaleresque sous François I^er^, soit tombé en vingt ans dans un excès d'abrutissement aussi déplorable. »*

Jomini (*Précis de l'art de la guerre*).

Antoine Henri de JOMINI

(1779-1869)

Jomini compte parmi les historiens militaires et les théoriciens de la stratégie les plus prolifiques et stimulants. Né dans le canton suisse de Vaux d'une famille aristocratique, il intègre le métier de la banque avant d'entamer une carrière militaire. Rapidement promu officier, il entre en 1798 au ministère suisse de la Guerre comme secrétaire du ministre. Après un bref retour dans le civil où il se passionne pour la stratégie – Guibert* et Puységur sont alors ses théoriciens favoris –, il adresse à Michel Ney, l'un des maréchaux de Napoléon Ier*, un texte de maximes stratégiques de sa composition. Intéressé, le maréchal lui propose de rejoindre son état-major à Boulogne – nous sommes en 1805 et l'armée française se prépare à l'invasion de l'Angleterre. C'est à cette époque que le jeune Jomini découvre et traduit les Mémoires du stratège gallois Humphrey Lloyd, reprises par le Prussien Tempelhof. Cette traduction, enrichie, devient *Traité de grande tactique* et sera lue dès sa publication par Napoléon. A présent considéré par l'Empereur en personne, Jomini se voit attribuer le grade de colonel et participe aux campagnes de 1806 (Ulm et léna/Auerstedt*) et de 1807, conquérant même le poste de chef d'état-major de Ney après les batailles d'Eylau et de Friedland contre les Russes. Envoyé en Espagne où l'insurrection fait rage, Jomini quitte provisoirement l'armée avant de revenir, pressé par Napoléon, qui le nomme général. C'est alors la campagne de Russie de 1812, au cours de laquelle il est successivement gouverneur de Vilna et de Smolensk. Après la désastreuse retraite, il participe encore à la bataille de Bautzen (campagne de Prusse), mais quitte définitivement la Grande Armée – excédé par l'hostilité du maréchal Berthier à son encontre – pour rejoindre le service du tsar Alexandre dont il devient immédiatement aide de camp. Il le sera encore lors de la défaite française de Leipzig, et c'est encore à ce poste qu'il participera au congrès de Vienne de 1815.

L'ère napoléonienne s'achève et avec elle les affrontements sur les champs de bataille. Commence alors une longue et brillante carrière de conseiller et d'écrivain militaire basée en Russie. Jomini accompagne le tsar Nicolas Ier dans son expédition victorieuse contre les Turcs (1828), participe à la création de l'Académie militaire de Moscou en 1832, conseille l'état-major russe pendant la guerre de Crimée (1854-1856), et sera même sollicité pour sa campagne d'Italie de 1859 par Napoléon III, le propre neveu de l'Empereur qu'il avait naguère servi puis abandonné ! Avant de s'éteindre à Paris à quatre-vingt-dix ans (un an seulement avant le désastre

de Sedan*), Jomini aura rédigé et publié un *Traité des grandes opérations militaires* consacré aux guerres de Frédéric le Grand*, une *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution*, une *Vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même*, un *Précis politique et militaire de la campagne de 1815*, enfin et surtout son monumental *Précis de l'art de la guerre* (1837).

En s'appuyant essentiellement sur l'exemple et l'expérience des guerres napoléoniennes et, dans une moindre mesure, sur celles de Frédéric II, Jomini établit une impressionnante nomenclature de tout ce qui s'opère en matière de guerre en général. Ainsi distingue-t-il nettement dix types de guerres, de la « guerre d'opinion » à la « guerre d'invasion », et de la « guerre de convenance » à la « guerre religieuse » ou encore à la « petite guerre ». Son souci de l'exhaustivité le pousse à distinguer également les cinq « branches » de la guerre que sont la stratégie, la grande tactique, la logistique (le ferme lui appartient), la tactique de détail, et l'art de l'ingénieur (notamment pour la technique des sièges). De même, les batailles se rangent selon lui en trois catégories universelles : batailles défensives, offensives, et imprévues.

Pour ce qui concerne le commandement – sans nul doute influencé ici par celui, exceptionnel, de Bonaparte –, il préconise le choix d'un chef extrêmement qualifié et surtout très autonome vis-à-vis du pouvoir politique. (Cet élément de la réflexion de Jomini le fera apprécier des cercles militaires, américains notamment, longtemps encore après que les autres milieux l'auront déjà oublié ou rejeté.)

Obnubilé par l'importance des lignes de communication, il est également passionné par cet espace/élément intermédiaire, peu observé avant lui, qui se situe entre la dimension stratégique et la dimension tactique de la guerre, entre le choix des grands mouvements et leur réalisation à vaste échelle, et celui des dispositifs et combinaisons sur le champ de bataille. Son concept de « grande tactique », sa conception de la logistique également, avec ses fameuses « lignes d'opérations » entre les bases d'opérations et le point d'attaque, correspondent à une analyse pointue et relativement nouvelle de

la guerre, liant les pratiques anciennes encore menées par un Frédéric aux pratiques nouvelles inaugurées par un Bonaparte.

Jomini s'évertue à établir des définitions (offensive, défensive, etc.), des descriptions et des explications scientifiques de la guerre sous tous ses aspects, soucieux de bien les classifier. Il reconnaîtra du reste à quelques théoriciens militaires des qualités distinctes : à Feuquière l'instinct de la stratégie, à Puységur celui de la logistique, et à Folard* celui de la tactique.

Mais la pierre philosophale de la stratégie selon Jomini, le principe fondamental de la guerre, consiste indiscutablement à « porter, par des combinaisons stratégiques, le gros des forces d'une armée, successivement sur les points décisifs d'un théâtre de guerre, et autant que possible sur les communications de l'ennemi sans compromettre les siennes ; à manœuvrer de manière à engager ce gros des forces contre des fractions seulement de l'armée ennemie ; au jour de la bataille, à diriger également, par des manœuvres tactiques, le gros de ses forces sur le point décisif du champ de bataille, ou sur la partie de la ligne ennemie qu'il importerait d'accabler ; à faire en sorte que ces masses ne soient pas seulement présentes sur le point décisif, mais qu'elles y soient mises en action avec énergie et ensemble, de manière à produire un effort simultané [...]. » (*Précis de l'art de la guerre*). On reconnaît aisément dans cette recommandation la manœuvre stratégique qui fit certains triomphes de Napoléon.

Au long du XX^e^ siècle et jusqu'à aujourd'hui, Jomini est largement – et injustement – tombé dans l'oubli (après avoir connu la notoriété de son vivant), pour deux raisons au moins : d'abord, il est victime du prodigieux succès de son contemporain Clausewitz* effectivement plus percutant et novateur. Ensuite, sur le fond, on lui reproche d'une part sa systématisation outrancière des différents types de guerres et facteurs de guerre, de batailles, de tactiques, de considérations politiques, etc., et d'autre part la valeur explicative et comparative considérable qu'il accorde à sa propre et abondante expérience des guerres napoléoniennes. Pour justifiées qu'elles soient à certains égards, ces critiques ne doivent pas faire oublier la modernité de son vocabulaire, l'outil pédagogique que constitue malgré tout sa catégorisation rationnelle et souvent justifiée, et sa prise en considération – assez nouvelle – du stade intermédiaire entre tactique et stratégie.

Enfin, on se trompe en accusant Jomini de ne pas avoir su prévoir les grandes évolutions de la fin du XIX^e^ siècle et du XX^e^ en matière de guerre de

masses, de guerre idéologique et/ou d'extermination : en réalité il répugna à les inclure dans ses schémas de pensée parce qu'elles lui paraissaient humainement « déplorables », indignes de l'art militaire dont il avait une représentation certes un peu doctrinale, mais rigoureuse et relativement chevaleresque. Du moins ne peut-on reprocher à Jomini d'entretenir – comme bien d'autres stratèges – cynisme, froideur, voire inhumanité...

De nombreux stratèges américains, au premier rang desquels le théoricien de la guerre maritime Alfred Thayer Mahan*, seront considérablement influencés par la pensée et les travaux d'Antoine Henri de Jomini.

BIBLIOGRAPHIE

H. de Jomini : *Précis de* l'art de *la guerre*, éditions Lebovici, 1977.

B. Colson : *La Culture stratégique américaine*, Economica, 1993.

L. Poirier : Les Voix *de la stratégie : généalogie de la stratégie militaire. Guibert, Jomini*, Fayard, 1985.

« Tout au long de l'Histoire, on peut dire que l'influence politique des nations est allée de pair avec leur puissance militaire. Si la valeur morale et le prestige de leurs institutions peuvent différencier les États, l'habileté diplomatique ne peut qu'accroître la puissance militaire, jamais se substituer à elle. En dernière analyse, la faiblesse appelle toujours l'agression, et le manque de puissance entraîne la démission du pouvoir politique. [...] *Il va de soi que la recherche de la puissance n'est que le début d'une politique, et ne peut être une fin en soi. Si la force n'est pas de leur côté, les objectifs les plus honorables risquent d'être écrases par la loi des autres. »*

Henry Kissinger (*À la Maison-Blanche*).

Alfred Thayer MAHAN

(1840-1914)

Né à West Point, non loin de l'Académie militaire américaine où son père enseigne l'histoire, Mahan poursuit logiquement des études d'histoire militaire et sort diplômé de l'Académie navale en 1859. Il commence sa carrière en prenant activement part à la guerre de Sécession (1861 – 1865), marin sur un navire de l'Union chargé du blocus des côtes sudistes. Il tire de cette riche expérience un ensemble de réflexions qui seront consignées dans un premier ouvrage en 1883.

Passionné d'histoire militaire, étudiant tout particulièrement l'histoire navale de l'Europe aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, le désormais capitaine de

vaisseau Mahan se voue presque exclusivement à la recherche et à l'enseignement, sous l'influence de Stephen Bleecker Luce. Ses cours au Naval War College, dispensés à partir de 1885, connaissent un grand succès, tout comme ses publications successives : *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* (en 1890), et sa suite *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire, 1793-1812* (en 1892). En 1911, il publiera également une compilation de ses cours et leçons sous le titre *Naval Strategy*.

En premier lieu, le succès phénoménal rencontré dans les cercles militaires à travers le monde par Mahan tient à son affirmation selon laquelle la stratégie maritime existe en tant que telle, indépendamment de la stratégie terrestre – il est à cet égard le tout premier théoricien à conférer ce rôle intrinsèque aux marins. Pour ce qui concerne les États-Unis en particulier, il apporte un corps de doctrine – même en temps de paix Washington doit penser une stratégie maritime – qui justifie non seulement de ne pas dissoudre purement et simplement l'US Navy, mais encore de la renforcer et de bâtir une marine de guerre digne de ce nom. Avant lui, on peut considérer qu'elle n'existe pas, et son influence est tout à fait considérable qui mènera le Congrès – sur la base des écrits de Mahan – à décider la construction d'une flotte de cuirassés et le président Theodore Roosevelt à admettre de l'intégrer dans une pensée stratégique américaine globale alors en plein essor.

Plusieurs grands principes guident la pensée de ce disciple extrêmement fidèle d'Antoine Henri de Jomini*. À la manière de son « maître » – duquel il reconnaît s'inspirer grandement –, Alfred Mahan considère que perdurent et prévalent des principes stratégiques immuables à travers les époques. Parmi eux, la prépondérance absolue de l'offensive sur la défensive ; l'offensive place celui qui la mène en position de supériorité psychologique – combativité – et tactique – concentration. Mahan insiste du reste abondamment sur ce second élément. La concentration, « résumé des facteurs de la guerre », « base de toute puissance militaire », celle du feu et des masses engagées sur un point précis de l'adversaire, doit permettre de percer ou de déstabiliser son front, surtout si elle est accompagnée d'une manœuvre de contournement par les ailes. À l'inverse, la dissémination des forces conduit à la double incapacité de frapper de manière déterminante et/ou de se défendre efficacement. Mahan s'appuie sur l'exemple de la

guerre hispano-américaine de 1898 (remportée par les États-Unis), au cours de laquelle l'US Navy avait rivalisé de faiblesse en dispersant ses navires pour protéger chacun des ports côtiers américains. En revanche, la possession de positions avancées, comme Cuba et les îles Key pour les États-Unis, permet d'établir des « lignes intérieures » qui protègent les côtes nationales sans qu'il soit nécessaire de les pourvoir de défenses dispersées et donc inutiles. Pour Mahan, Cuba (avec la base US de Guantánamo) constitue la protection idéale du golfe du Mexique, et implique l'idée de « Méditerranée américaine » aux Caraïbes. (Ce concept de « Méditerranée » sera étudié par le géopolitologue Yves Lacoste et étendu par lui à d'autres régions du globe.)

In fine, l'objectif doit toujours être la destruction complète de la flotte ennemie au cours d'une bataille en pleine mer, et non – comme l'affirme a *contrario* le théoricien britannique Julian Corbett, pour qui rarissimes et aléatoires sont les grandes batailles navales – l'usure et l'affaiblissement de l'ennemi par la capture de ses positions terrestres (bases insulaires, ports d'attache, etc.). Sans se couper de ses lignes de communication, la flotte groupée et prête à l'offensive doit pouvoir subsister par ses propres moyens sur les océans. Nelson, le vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar*, n'emportait-il pas plusieurs mois de vivres à bord, en prévision de campagnes longues ?

Dans ce schéma de pensée, un positionnement défensif ne sert qu'à mieux préparer l'offensive à venir (en se déployant plus librement), tandis que la capacité offensive présentera de surcroît l'avantage d'être dissuasive. Et Mahan de stigmatiser à cet égard le grand Clausewilz*, adepte d'une stratégie globale défensive.

Pour ce qui est en revanche du choix de la localisation géographique de la flotte – pour les États-Unis, le dilemme existe entre l'Atlantique et le Pacifique –, Mahan fait preuve de souplesse et invite à des décisions circonstanciées. L'essentiel demeure que la totalité de la flotte se trouve sous un commandement unifié, et très largement autonome par rapport aux états-majors terrestres.

Si Mahan développe avec une telle conviction et dans une œuvre aussi abondante ses conceptions de la stratégie navale, c'est qu'il considère – à l'instar de Friedrich Ratzel, le père de la géopolitique allemande (lequel publie, en 1902, *La Mer, source de puissance des peuples*) – la puissance

maritime comme clé de la puissance globale. Son étude historique comparative de l'Europe moderne le conduit à voir notamment dans le cas de la puissance britannique l'illustration parfaite de ce postulat.

Toutefois, en dépit des remarquables qualités de théoricien de Mahan, au moins trois faiblesses d'importance jalonnent sa réflexion.

D'abord, il transpose de manière systématique les réalités stratégiques terrestres sur mer – démarche contestable eu égard à la différence fondamentale (et définitivement établie ?) des conditions et possibilités de manœuvre, de lutte, de déplacement sur les deux grands éléments. En outre, cet inconditionnel de Jomini entretient une contradiction majeure à affirmer, en même temps, la spécificité stratégique de la guerre en mer et la grande proximité typologique de cette guerre par rapport à celle qui prévaut sur terre. Enfin, et c'est peut-être là sa carence principale, Mahan néglige en théoricien dogmatique les évolutions technologiques considérables qui menacent de révolutionner la guerre en mer, préférant s'en tenir aux facteurs humains, moraux et tactiques censés mener à la victoire. Ainsi ne tient-il à peu près aucun compte des sous-marins, lesquels incarneront pourtant, quelques mois et quelques années seulement après sa mort, une place centrale dans les deux guerres mondiales.

Quoi qu'il en soit, Mahan aura joué un rôle géopolitique absolument primordial en dotant son pays, à une époque charnière, d'une doctrine et d'une force navales qui contribueront grandement à le propulser vers son statut de superpuisssance planétaire.

BIBLIOGRAPHIE

B. Brodie : *A Guide to Naval Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1958.

H. Coutau-Bégarie : *Principes de stratégie maritime*, Fayard, 1985.

J. Corbett : La *Puissance maritime. Castex et la stratégie navale*, Economica, 1993.

P. Naville : *Mahan et la maîtrise de la mer*, Berger-Levrault, 1981.

H. Rosinski : *Commentaire de Mahan*, Economica, 1996.

« L'instruction provisoire, puis le règlement sur la conduite des grandes unités avaient, en 1912 et 1913, posé sans plus de réserve le dogme de l'offensive comme ligne de conduite : "Les enseignements du passé ont porté leurs fruits", y était-il écrit. "L'armée française revenue à ses traditions n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive." En 1870, notre commandement avait péri de son attachement à la défensive et à la défense passive. En 1914, il allait éprouver d'inutiles échecs et des pertes cruelles, conséquences de sa passion exclusive de l'offensive et de sa seule connaissance des procédés qu'elle comporte, systématiquement appliqués en toutes circonstances. En réalité et en tous temps, il doit savoir à fond la force et les faiblesses de l'offensive comme de la défensive ainsi que leurs conditions de possibilité, car c'est seulement d'une judicieuse combinaison et application des deux systèmes qu'il fera sortir une puissante action offensive au point voulu. »

Maréchal Foch (*Mémoires*).

Ferdinand
FOCH

(1851-1929)

Élève de l'École polytechnique, officier d'artillerie au sortir de ses classes, Foch est successivement affecté à Tarbes (sa ville natale) puis à Rennes. Bien noté et doté d'une grande force de conviction, il participe aux travaux du Comité technique de l'artillerie et intègre l'École de guerre, d'abord comme élève puis comme enseignant de stratégie et surtout d'histoire militaire. Il rédige à cette époque son principal ouvrage théorique, *Principes de la guerre*, puis, l'année suivante, en 1904, De *la conduite de la guerre, la manœuvre pour la bataille*. En 1907, il devient directeur de l'École de guerre avant d'être promu général de division.

Lorsque éclate la Grande Guerre, il dirige avec succès le 20e corps de Nancy et mène la IXe armée à la bataille de la Marne. Foch s'illustre également pour son efficace coordination entre forces françaises, britanniques et belges lors de la Course à la mer de l'automne 1914. Mais les échecs cuisants et terriblement meurtriers des offensives en Artois (1915) et dans la Somme (1916) – offensives massives qu'il a soutenues en vertu de ses convictions stratégiques – provoquent sa disgrâce provisoire. Rappelé par le ministère de la Guerre en mai 1917, il devient chef d'état-major général puis, en avril 1918, généralissime de toutes les forces alliées sur le front occidental.

L'échec des ultimes attaques allemandes du printemps et de l'été 1918 et, naturellement, la victoire finale, l'amènent à signer l'armistice à Rethondes et lui valent le titre suprême de maréchal de France. Il rédige la même année ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre*.

À travers ses ouvrages et, dans une large mesure, son attitude durant la Première Guerre mondiale, Foch s'inscrit résolument dans son temps et dans la lignée des théoriciens de l'offensive à outrance de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Grand lecteur de Carl von Clausewitz*, il rejette toute forme de stratégie défensive comme fin en soi et préconise a *contrario* la destruction complète, morale et matérielle, de l'ennemi, dans le cadre d'une doctrine de l'offensive manœuvrière.

Le primat du moral sur les autres considérations est net : l'offensive coûte potentiellement cher en hommes – en particulier avec le développement considérable de la puissance de feu des artilleries –, mais elle s'impose en tant qu'elle mène à la victoire finale. Chez Foch, ce concept de victoire décisive et définitive (un peu à la manière d'un Armaggedon) confine

parfois à l'obsession. En l'occurrence, le succès déterminant de la grande offensive alliée de 1918 semblera lui donner raison.

Toutefois, son interprétation de Clausewitz demeure personnelle pour ne pas dire très libre, sans doute largement influencée par les théoriciens allemands tels que von Moltke et von Schlieffen, eux-mêmes présentés comme apôtres du grand penseur de la stratégie. En effet, Clausewitz a toujours subordonné la guerre à la politique, ne faisant de la première qu'un instrument, un moyen, tandis que les stratèges allemands de la fin du XIX^{e} siècle mettaient en exergue la guerre comme fin en soi.

Cette influence allemande s'explique fort bien : pour Foch – comme du reste pour Clausewitz ou Scharnhorst –, la connaissance et l'efficacité en matière de stratégie passe nécessairement par des études de cas et l'histoire militaire. Or, le futur généralissime avait tenté dès ses premières années de réflexion et d'enseignement de comprendre et d'analyser les raisons de la défaite française à Sedan* et Metz en 1870, comme bien des stratèges bâtissent de nouvelles doctrines après un échec cuisant.

Pourtant Foch, naturellement patriote et admirateur de Napoléon*, s'avère relativement décevant dans ses choix ; les batailles et pensées de l'Empereur y tiennent en effet une place prépondérante, au sacrifice de contextes et de figures qui auraient potentiellement enrichi son étude.

Au cœur de sa réflexion, dans ses *Principes de la guerre*, Foch bâtit et énumère plusieurs « principes supérieurs » dont le plus fondamental à ses yeux consiste en « l'économie des forces », principe qu'il définit de la manière suivante : « l'art de peser successivement sur les résistances que l'on rencontre du poids de toutes ses forces et pour cela de monter ses forces en système ». Peut-être établie de manière un peu confuse, l'idée est de concentrer au meilleur moment la masse adéquate. Dans la hiérarchie des priorités, le second principe qui suit immédiatement correspond à la « liberté d'action », notion pour laquelle il a recours à Xénophon*. Enfin il établit l'importance de la « libre disposition des forces » et la « sûreté/surprise »

Justement apprécié de ses contemporains pour avoir conduit à la victoire, Ferdinand Foch sera plus contesté, voire décrié, par la suite : dans *Penser la guerre*, Raymond Aron ira même jusqu'à évoquer sa « médiocrité ».

Outre son credo de l'offensive à outrance (qu'il partage avec la majorité des hauts gradés français et allemands de l'époque), on pourrait effectivement relever son manque de perception à longue échéance du pouvoir de nouvelles armes telles que l'aviation. En 1910, Foch affirme : « L'aviation, c'est du sport, pour l'armée, c'est zéro. » Mais qui à cette date, à part le visionnaire italien Douhet, prophétisait que l'aviation de combat deviendrait reine des batailles moins de trois décennies plus tard ? Enfin le refus de lancer la grande offensive en Lorraine proposée par le vainqueur de Verdun* en 1918, initiative déjà ancienne et destinée selon Pétain, juste avant l'effondrement allemand, à marquer des points politiques, s'avéra une erreur gravissime. Paris aurait probablement obtenu de Londres et de Washington autrement plus de compréhension en termes de réparations allemandes, à la conférence de Versailles, si l'armée française s'était trouvée en Rhénanie et en Sarre en novembre 1918. Mais là encore, quel généralissime, après quatre années de guerre ininterrompue et la perte de 1 360 000 garçons français, aurait eu le cran d'affronter l'opinion et de tenter une ultime percée, sans doute synonyme d'ultime saignée ?

Intéressantes et profondes sans être révolutionnaires ni tout à fait égales, l'œuvre et l'action stratégiques de Foch, largement oubliées en France, demeurent enseignées dans un certain nombre d'armées étrangères.

BIBLIOGRAPHIE

F. Foch : *Mémoires pour servir à (histoire de la guerre de 1914-1918*, Plon 1931 ; *Principes de la guerre*, éditions André Martel, 1996.

R. Aron : *Penser la guerre*, Gallimard, 1994.

G. Clemenceau : Grandeurs *et misères d'une victoire*, Plon, 1930.

R. Recouly : *Foch, le vainqueur de la guerre*, Hachette, 1918.

« Je sens, chez nos officiers, une incuriosité foncière et paralysante. Trop de corps, trop peu de tête. Le parfait général connaîtrait toutes les choses du ciel et de la terre. Si donc vous me voyez ainsi et si vous êtes d'accord avec moi, veuillez vous servir de moi comme d'un texte qui prêche la nécessité d'étudier, plus qu'on ne le fait, les livres d'histoire, celle d'un plus grand sérieux dans l'art militaire. Avec deux mille ans d'exemples derrière nous, nous n'avons pas d'excuse, quand nous nous battons, si nous nous battons mal »

T.E. Lawrence
(*Correspondance avec B.H. Liddell Hart*).

Thomas Edward LAWRENCE

(1888-1935)

Il est des personnages qui, sans avoir révolutionné un art en particulier, ni créé un événement subit et déterminant, ni gouverné un empire, entrent rapidement dans la légende pour n'en plus sortir. Trois quarts de siècle après la mort accidentelle de Lawrence d'Arabie, le personnage continue d'intriguer et de fasciner sous ce surnom définitivement hérité grâce au cinéma.

Passionné par l'histoire, la géographie et l'archéologie, le jeune Britannique Thomas Edward poursuit de brillantes études à Oxford et effectue deux séjours, en 1909 et 1910, en Syrie et en Palestine, régions alors sous le contrôle de l'Empire ottoman, dans le cadre de ses recherches doctorales. Sa thèse porte sur les châteaux forts croisés. De 1911 à 1913, il

participe aux travaux d'un chantier de fouilles archéologiques à Karkemish (Turquie), avant d'être envoyé par un organisme culturel – le Fonds pour l'exploration de la Palestine – dans le désert du Néguev (Israël) afin d'étudier la topographie des zones de Beersheba et de Gaza

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Lawrence se voit chargé par l'armée britannique de dresser une carte topographique précise de la péninsule du Sinaï, contrôlée par les Ottomans, zone éminemment stratégique car située en bordure immédiate du canal de Suez et donc de l'Égypte, possession anglaise primordiale. Satisfaits de son étude, ses supérieurs font de Lawrence un lien entre l'Intelligence Service et les services topographiques de l'armée.

En octobre 1916, on lui confie une mission qui bouleversera le cours de son existence et dont la réussite, dans une large mesure, va contribuer à transformer le Moyen-Orient : il doit séjourner au Hedjaz – au cœur de la péninsule Arabique – afin de vérifier l'ampleur de la révolte arabe qui gronde contre le joug ottoman, et de la caractériser. Le gouvernement jeune-turc est en effet allié aux puissances de l'Axe et, à ce titre, ses armées ont déjà infligé en 1915 une sévère défaite au corps expéditionnaire franco-anglais, aux Dardanelles*. Londres compte poursuivre sa stratégie périphérique en frappant cette fois le « ventre mou » de l'Empire ottoman, c'est-à-dire ses provinces arabes. De retour au Caire, Lawrence rend effectivement compte au général Kitchener d'un mouvement de rébellion bédouin vaste et profond (lequel a permis aux Arabes de s'emparer de La Mecque), mais peu structuré, sans objectif stratégique clair, et sous-équipé. Les autorités militaires le soutiennent, lui garantissant or, armes, vivres et soutien maritime le long des côtes de la mer Rouge, avec pour mission non seulement de coordonner militairement l'insurrection, mais aussi de relayer les promesses de Londres quant à la souveraineté future d'un grand royaume arabe devant naître de la défaite turque.

Ainsi, entre octobre 1916 et octobre 1918, Lawrence mène campagne auprès de plusieurs tribus bédouines d'Arabie contre l'armée ottomane, toujours redoutable à cette époque et encadrée par des généraux allemands de talent, tel Liman von Sanders, le vainqueur de Gallipoli (Dardanelles).

En premier lieu, l'officier britannique parvient à détourner l'attention des guerriers bédouins de Médine, deuxième ville sainte de l'Islam, demeurée aux mains des Ottomans tandis que La Mecque était en revanche conquise. Il considère à juste titre que la prise de Médine, fort aléatoire et qui

coûterait extrêmement cher en hommes, en matériel et en temps, permettrait aux Turcs de se replier dans le Sinaï ; or l'état-major anglais compte justement, à partir de l'Égypte, attaquer sur ce front.

A contrario, Lawrence convainc les chefs bédouins de harceler les Turcs sur leur point faible, à savoir la ligne de chemin de fer qui relie Maan (Jordanie) à Médine : une voie turque de 700 kilomètres vitale pour l'approvisionnement en vivres, en matériels et en renforts, et qui nécessite par conséquent une protection renforcée. En attaquant cette artère par des coups de force multiples, jouant à fond sur la rapidité, la mobilité, l'effet de surprise, les Turcs s'épuiseront à tenter de riposter et disperseront des dizaines de milliers d'hommes, les immobilisant là plutôt que sur d'autres fronts.

Plusieurs mois durant, cette guerre d'usure – authentique guérilla par divers aspects – offre de réels succès aux troupes bédouines. Le 6 juillet 1917, après un long travail de préparation, elles parviennent à franchir de larges portions de désert pour atteindre le port d'Aqaba, à l'extrême pointe septentrionale de la mer Rouge. Enclavée dans une baie excessivement étroite et circonscrite par une aride zone désertique, Aqaba était considérée par les Turcs comme imprenable, en particulier par voie terrestre. Mais le caractère fulgurant de l'attaque permet aux cavaliers bédouins de s'en emparer à peu de frais. Dès lors, Lawrence et les chefs bédouins qu'il a convaincus d'attaquer ce site fort éloigné de leurs bases disposent d'un atout stratégique considérable face à un front turc qui s'étiole dangereusement.

À la suite de cet exploit, Lawrence est promu major par le général Allenby à Ismaïlia, et reçoit un soutien logistique plus important que par le passé.

Les mois qui suivent sont pourtant ponctués d'échecs relatifs : la place ottomane fortifiée de Deraa tient bon, ainsi que Maan. Tafilelt sera prise, puis reperdue. Pour Lawrence, ces déboires sont la confirmation que, d'une part, les Turcs (secondés par des contingents allemands entraînés et endurants) conservent une capacité défensive notoire et, d'autre part, qu'il est difficile pour des troupes disparates, peu disciplinées, numériquement faibles et accoutumées à la technique de razzias dans le désert de conquérir des villages en dur solidement défendus et fortifiés.

Enfin, en septembre 1918, le front turc est enfoncé par les troupes britanniques remontant la bande côtière et, dans la foulée, Lawrence prend

Deraa le 18, et Damas le 1er octobre. L'Empire ottoman s'effondre et, avec la fin de la guerre en novembre, la mission s'achève.
En 1919, Lawrence participera en tant que conseiller aux pourparlers de la conférence de Versailles, tentant, à son modeste échelon hiérarchique (il aura néanmoins l'écoute de l'amiral Churchill), de rapprocher le plus possible les promesses anglaises faites aux Arabes en 1916 et les réalités, fort différentes et infiniment moins favorables à leur cause, issues des accords franco-anglais Sykes-Picot. Notamment, il contribuera à faire installer sur le trône d'Irak son compagnon de combat et fils du chérif de La Mecque, Fayçal, chassé de Damas par les Français.

De retour en Angleterre, il refuse de percevoir sa solde et quelques décorations proposées par ses supérieurs, puis s'engage anonymement et comme simple soldat dans la Royal Air Force (RAF). On retrouvera Lawrence en 1927 à Karachi, aux Indes occidentales (Pakistan) et à Miramshah sur la frontière avec l'Afghanistan. Ce pays est simultanément, à cette époque, l'objet des convoitises britanniques et soviétiques.

Lawrence d'Arabie, pour n'avoir point transformé l'art de la guerre, a démontré une intelligence du combat dans le désert et une capacité d'adaptation exceptionnelles.

D'abord, il a choisi la stratégie indirecte, autrement dit la guerre contre l'ennemi sur ses flancs, ses arrières, ses lignes de communication et de ravitaillement, plutôt que de l'éprouver en combats frontaux. Au lieu de concentrer puis de jeter un maximum de forces dans une bataille à l'issue incertaine, il s'agissait d'économiser les hommes et de pratiquer l'usure. Ensuite, il a su employer au mieux les qualités et caractéristiques bédouines, et en faire autant d'atouts face à la puissance de tir et aux places fortes ottomanes : se déployer en groupes restreints sur de grands espaces et étendre la lutte partout, rester extrêmement mobile, réaliser des coups de force ponctuels et rapides puis se retirer, harceler l'ennemi. En un mot, pratiquer la guérilla.

A posteriori, le choix de cette stratégie globale semble évident. Mais Lawrence l'a développée à une époque où le concept d'offensive massive et à outrance était prédominant, notamment chez des généraux comme Foch*, et régissait le front occidental de 1914 à 1918. En outre, il convient de rappeler que, à la même époque, seul un autre officier occidental pratiquait

cette forme de combat assez nouvelle : le général allemand von Lettow-Vorback, qui tint en échec au Tanganyika, trois années durant et à la tête de troupes réduites, plus de 120 000 Britanniques et Alliés.

Enfin, l'une des grandes qualités de Lawrence, rares chez les hommes de guerre, est son étonnante capacité à comprendre en profondeur les hommes avec lesquels il se bat et dont il épouse, dans une certaine mesure, la cause. En un temps très court, il parvient à se faire accepter par les combattants bédouins, dans les rangs desquels il se révèle un authentique meneur d'hommes.

Lawrence mourra d'un accident de moto en Angleterre, en 1935. Outre ses performances dans le désert et un sens de l'humilité exceptionnel, on retiendra aussi et surtout de lui plusieurs écrits fondamentaux pour comprendre ses parcours, observations et stratégies : Le *Bulletin arabe* (1918), une simple note adressée à la hiérarchie militaire mais qui témoigne de sa perception et de sa connaissance exceptionnellement pointues – développées en peu de temps – des mœurs militaires et modes de vie bédouins, *La Matrice*, sur son expérience dans la RAF à partir de 1922, et surtout *Les Sept Piliers de la sagesse* ainsi que *Guérilla dans le désert*, sur son expérience de la guerre arabe contre les Turcs. De ce dernier texte, tout à fait instructif, relevons un court passage révélateur du caractère stimulant de la pensée de Lawrence :

« Dans la guerre irrégulière, si deux hommes sont réunis, c'est un gaspillage d'un sur deux L'action isolée, cette forme si simple de la guerre, implique une tension morale et exige beaucoup de chaque soldat. Elle requiert de sa part une initiative, une endurance, un enthousiasme exceptionnels. Notre objectif était de ramener l'action à une série de combats singuliers. C'est l'évaluation lourde de conséquences que Napoléon* fit des Mamelouks en les comparant aux soldats français qui me donna cette idée [...]. Notre valeur dépendait entièrement de notre qualité et non pas de notre quantité. Il fallait que nous gardions la tête froide en toutes circonstances, car l'excitation et le goût du sang aurait diminué l'efficacité de nos combattants. Or notre victoire dépendait d'une utilisation précise de la vitesse, des abris, du feu. La guerre irrégulière est beaucoup plus intellectuelle qu'une charge à la baïonnette. »

Enfin notons que Thomas Edward Lawrence – qui faisait croire, enfant, qu'il était né un 15 août, comme Napoléon ! – se sera beaucoup abreuvé aux théoriciens et stratèges français du XVIII^{e} siècle, à commencer par Bourcet, Guibert*, et surtout Maurice de Saxe*.

BIBLIOGRAPHIE

T.E. Lawrence : *Guérilla dans le désert*, Complexe, 1992 ; *Les Sept Piliers de la sagesse*, Payot, 1986.

A Guillaume : *Lawrence d'Arabie*, Fayard, 2000.

L. Poirier : *T.*E Lawrence, *stratège*, éditions de l'Aube, 1997.

« Mao Tsé-tung fonde sur le privilège de la défense – devenu celui de la "guerre du peuple"– une stratégie clausewitzienne généralisée ; l'élevant à la hauteur d'une doctrine de la lutte universelle, il rencontre, à travers Lénine, Hegel. La pensée de Mao Tsé-tung comme la dissuasion, tente de définir une stratégie de la lutte à mort. Les sources sont communes, les conséquences inverses qui tiennent l'arme nucléaire l'une comme prémisse d'un ordre universel, l'autre comme universelle illusion, tigre de papier. »

André Glucksmann (*Le Discours de la guerre*).

MAO TSÉ-TUNG

(Mao Zedong), 1893-1976

Mao est sans conteste l'un des personnages les plus marquants du XX^e^ siècle, non seulement en raison de l'influence qu'exerça sa pensée à travers les continents, mais aussi par le poids concret de ses actes et décisions politiques sur des centaines de millions de personnes.

Né à Shaoshan (province de Hunan) d'une famille paysanne aisée, Mao se passionne dès l'adolescence à la fois pour l'histoire de la civilisation chinoise et pour les choses politique et militaire en général, fasciné par les vertus de l'héroïsme, de l'endurance physique et psychologique, et par toute forme de résistance. En 1911, ses convictions nationalistes le poussent à s'engager dans le mouvement révolutionnaire de Sun Yat-sen qui met fin au pouvoir de la dynastie des Ching. Étudiant à Pékin, bibliothécaire, il rencontre en 1918 le leader marxiste Li Ta-tchao (ou Li Dazhao) et, en 1921, participe à la fondation à Shanghai du Parti communiste chinois (PCC), parti au sein duquel ses vues hétérodoxes sur la stratégie de guerre

révolutionnaire lui valent immédiatement d'être confiné dans le courant minoritaire.

En 1926, il rédige une *Analyse des classes de la société chinoise*, et l'année suivante son *Rapport d'enquête sur le mouvement paysan de Hunan*. Au cours des années qui suivent l'échec des soulèvements communistes contre Tchang Kaï-chek (notamment celui de Canton en 1931), Mao engage une action de lutte clandestine incessante et se réfugie dans les monts Jing-gang où lui et les siens fondent la République soviétique du Kiang-si (ou Jiangxi). Traqués par les nationalistes, des cadres et militants communistes entament la « Longue Marche » qui doit les mener à l'abri de la répression, au nord du Chen-si. D'octobre 1934 à octobre 1935, ils parcourent 12 000 kilomètres, franchissent dix-huit chaînes montagneuses, traversent vingt-quatre fleuves et conquièrent – au moins idéologiquement – cinquante-quatre villes. Les pertes, parmi les « marcheurs » initiaux, s'élèvent à près de 90 %, mais les campagnes traversées ont été gagnées à la cause communiste. C'est au cours cette odyssée que Mao, en janvier 1935, devient chef du PCC.

En 1936, il publie *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, puis, face à l'envahisseur japonais, s'accorde avec Tchang Kaï-chek pour cesser provisoirement la lutte interchinoise et opposer aux Nippons un front commun. En 1938, deux nouveaux ouvrages sont publiés qui auront une influence déterminante : *Problèmes de la guerre des partisans contre le Japon*, et *De la guerre prolongée*.

Après l'éviction des forces japonaises en 1945, Mao reprend la lutte contre les nationalistes et, vainqueur, proclame le 1er octobre 1949 la République populaire de Chine.

D'une main de fer, il propulse alors le pays dans le club très restreint des puissances atomiques, et mène une politique extérieure annexionniste (Tibet, îles Spratley...) et entreprenante – soutiens militaires prononcés aux communistes vietnamiens (de Diên Biên Phu* à l'offensive du Têt), coréens ou encore africains – marquée par la fermeté et l'indépendance vis-à-vis du « frère » soviétique (crises entre 1959 et 1969). À l'intérieur, ses grandes réformes politiques et culturelles (Cent Fleurs, Révolution culturelle) ou économiques (Grand Bond en avant), désastreuses, se soldent par la mort – violente ou par inanition – de plusieurs dizaines de millions de personnes.

L'une des grandes forces théoriques (et politiques) de Mao fut notamment d'adapter la doctrine communiste officielle – représentée au milieu des années 1920 par Staline et Trotski, sur ce point précis plus rivaux sur la forme que sur le fond – à la situation sociologique et géographique de la Chine. Même au sein du PCC, Mao éprouva au commencement des difficultés considérables à imposer son point de vue qui consistait dans l'encerclement des villes par les campagnes. Pour les léninistes au pouvoir à Moscou, relayés par les « partis frères » dans le monde, la révolution prolétarienne se ferait dans les villes et sur la base des ouvriers. Jusqu'en 1930 encore, les prédécesseurs de Mao à la tête du PCC considèrent que tous les discours sur l'encerclement de la ville par la campagne ou sur la prise des cités par l'Armée rouge sont un non-sens.

Mao, qui se réfère en cela à Clausewitz* dont il a acquis les conceptions à travers la lecture qu'en fait Lénine, considère la stratégie comme objective, imposant ses lois implacables aux adversaires qui, sur le champ de bataille, ne s'accordent pas nécessairement sur le plan philosophique. Comme l'expliquait André Glucksmann (dans sa période maoïste), « le problème stratégique de la Révolution chinoise fut résolu par la “guerre prolongée” – mais il fallut parallèlement démontrer que la solution pratique était une solution théorique, qu'une révolution paysanne conduite par des cadres communistes était concevable en termes marxistes. La stratégie devient alors le modèle – et le cas particulier – d'une théorie universelle de la lutte qui vaut pour l'art militaire aussi bien que pour le domaine social » (Le *Discours de la guerre*).

Pour Mao, l'objectif suprême n'est pas de modifier un rapport de force initial ou d'engranger des points politiques par la prise de territoires, mais bien de vaincre de manière définitive. Ses deux sources d'inspiration principales sont incontestablement Sun Tse* et Clausewitz : il puise chez le premier sa force morale (ce stratège est chinois) et une bonne compréhension des rapports de force, et chez le second le concept de subordination du militaire au politique, la dialectique fins/moyens, la notion de victoire absolue, etc.

Mao décèle trois niveaux de réflexion pour penser la guerre révolutionnaire : la guerre en général ; les modalités de la guerre révolutionnaire ; et la guerre révolutionnaire soumise aux particularités de la nation chinoise. Deux objectifs sont dès lors à atteindre : d'abord l'élimination de l'ennemi – par la guerre d'usure en temps de guérilla, puis

par la guerre d'anéantissement lorsque les rapports de force ont évolué favorablement –, ensuite l'élimination de la guerre.

Fondamentalement, la stratégie révolutionnaire selon Mao doit emprunter la voie offensive dans la mesure où le but est de vaincre. Toutefois, dans ce cadre général, la défensive demeure nécessaire pour économiser ses forces Face au fort (l'armée de l'Etat bourgeois et/ou capitaliste à abattre), l'armée révolutionnaire, incarnant le faible, doit adopter une stratégie indirecte de mouvement et d'usure morale, matérielle et psychologique. Tactiquement, il s'agit d'entreprendre des manœuvres de manière circonstanciée, et de concentrer des forces considérables en un temps minimal afin de frapper en un point faible du dispositif ennemi. Enfin, Mao insiste sur l'importance primordiale de l'arrière, du « sanctuaire » qui permet à la guérilla révolutionnaire de se réapprovisionner régulièrement, de se replier aussi en cas d'offensive ennemie.

Parmi les catégories de guerres que le général Beaufre distingue dans son *Introduction à la stratégie* (1963), celle préconisée (et menée) par Mao en tant que révolutionnaire correspondrait à la « lutte totale prolongée de faible intensité ».

Fait rarissime : Mao Tsé-tung est parvenu non seulement à établir et enrichir une théorie stratégique originale et adaptée à son temps et à sa géographie humaine et physique, mais encore à la mettre en application avec succès. L'influence de sa pensée stratégique s'est manifestée des décennies durant sur au moins trois continents. Hélas, l'interprétation spécieuse de cette pensée par les Khmers rouges (Cambodge) et autre Sentier lumineux (Pérou) provoquera dans les années 1970 d'épouvantables hécatombes.

BIBLIOGRAPHIE

G. Chaliand : *Stratégies de guérilla. Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours*, Gallimard, 1984.

A Glucksmann : Le Discours de *la guerre*, L'Herne, 1973.

Hu Chi-hsi : *L'Armée rouge et l'ascension de Mao*, éd. de l'EHESS, 1982.

S. Leys : *Les Habits neufs du président Mao*, Le Livre de Poche, 1989.

« Il est souvent arrivé qu'une armée battue, en se ralliant et prenant courage, a vaincu ses vainqueurs pensant qu'ils s'abandonnaient pêle-mêle sur les fuyards ; car on ne court jamais tant de risques dans la victoire même, que quand la présomption se tourne en crainte. Quelque malheureux qu'ait été le combat, ralliez le plus de soldats que vous pourrez ; réchauffez les esprits, rallumez les courages par des exhortations vives et, s'il se peut, par un nouveau combat ; faites de nouvelles levées, renforcez-vous par de nouveaux secours, et (ce qui sert bien plus que tout le reste), saisissez les occasions de dresser des embûches au vainqueur, pour pouvoir tomber sur lui avec des avantages : rien ne ranime tant les vaincus, et ces occasions ne vous manqueront pas ; car le propre des succès est de rendre l'homme peu précautionné et présomptueux. En un mot, si quelqu'un s'imaginait qu'une déroute est un malheur sans ressource, qu'il fasse attention que l'événement des batailles s'est trouvé très souvent en faveur des généraux qui les avaient commencées très malheureusement. »

Flavius Végèce (*Instructions militaires*).

Charles de GAULLE

(1890-1970)

Diplômé de l'École militaire de Saint-Cyr à l'âge de vingt et un ans, Charles de Gaulle intègre en 1913 le 33e régiment d'infanterie, alors dirigé par le colonel Philippe Pétain. Il fait preuve d'ardeur et de bravoure au combat au cours de la Grande Guerre ; blessé à plusieurs reprises sur différents fronts, il est capturé à Verdun* en 1918 et tente de s'échapper d'Allemagne, en vain.

De retour de captivité après l'armistice, il entre à l'École de guerre comme élève avant d'y enseigner, de même qu'à Saint-Cyr. Gravissant régulièrement les échelons de la hiérarchie militaire, remarqué pour son tempérament et son patriotisme farouches, il effectue une période à l'état-major de l'armée du Rhin, puis commande le 19e bataillon de chasseurs où il s'illustre par son sens du commandement.

En 1932, de Gaulle fait partie du secrétariat du Conseil supérieur de la Défense nationale. Cette année-là, il rédige Le *Fil de l'épée*, un texte d'essence politico-philosophique et militaire consacré aux conditions morales, politiques et stratégiques nécessaires à une défense nationale convenable. En 1934, il publie *Vers l'armée de métier et*, quatre ans plus tard, *La France et son armée*, ouvrage censé alerter les pouvoirs publics sur l'urgence absolue d'une nouvelle doctrine stratégique, laquelle intégrerait les armes mécanisées et leur emploi potentiellement offensif. Parmi les personnalités politiques de premier plan, seul Paul Reynaud accorde foi et soutien aux propositions de De Gaulle. Pendant la « drôle de guerre », de Gaulle tente une fois encore d'attirer l'attention du pouvoir politique et de l'état-major sur la nécessité incontournable de disposer de divisions blindées face au péril allemand. Dans son mémorandum intitulé *L'Avènement de la force mécanique* (non publié, remis au chef de cabinet Édouard Daladier ainsi qu'aux généraux en chef Gamelin, Georges et Weygand), il s'appuie sur l'exemple de la fulgurante campagne de Pologne.

Lors de l'offensive allemande du 10 mai 1940, de Gaulle est promu général de division et prend la tête de la 4e division cuirassée, composée de brigades blindées qu'il a lui-même entraînées et renforcées selon ses vues.

De Gaulle est pratiquement le seul officier supérieur à remporter de réels succès au cours de la cataclysmique campagne de France : à la tête de ses chars, le 18 mai à Montcornet et le 30 mai à Abbeville, il bouscule les troupes allemandes et fait même des prisonniers. Le 5 juin, le nouveau chef de cabinet Paul Reynaud le nomme sous-secrétaire d'État à la Guerre. Puis

de Gaulle refuse l'armistice ; il se rend à Londres et y anime la résistance extérieure et le refus de la défaite et de la Collaboration. L'appel du 18 juin, lancé dans un contexte extraordinairement défavorable sur le plan personnel (presque seul, et condamné à mort) et géostratégique global (France écrasée, Angleterre menacée, isolée face à l'Allemagne), confirme la justesse de ses vues et leur caractère hautement géopolitique – il y explique que c'est la supériorité mécanisée de l'ennemi qui a provoqué la défaite, et que l'entrée dans la guerre de gigantesques réserves (empires anglais et français, États-Unis...) en hommes, en ressources et en matériels doit permettre la victoire finale.

Après la Libération, de Gaulle commande brièvement aux destinées de la France (1944-1946), puis renonce au pouvoir du fait de l'instauration d'un régime parlementaire qu'il rejette en raison de son instabilité et de son inefficacité (IV^{e} République). Rappelé en pleine guerre d'Algérie (mai 1958), il fait plébisciter une nouvelle Constitution établissant un régime présidentiel fort, et se maintient au pouvoir jusqu'en 1969. Sous son impulsion, la France se dote d'une armée moderne (mais non professionnelle) et d'une force de frappe nucléaire (explosion à Reggane, 1960).

Parmi les nombreuses dimensions du personnage, nous ne retiendrons ici que celle relative au théoricien militaire.

Lorsque l'officier de Gaulle commence à développer, au début des années 30, ses théories en matière d'armement et de défense, il s'inscrit tout à fait à contre-courant. L'état-major français est à cette époque aussi arc-bouté sur la stratégie de défense à outrance que celui de 1914 l'était sur l'offensive tous azimuts, et celui de 1870 sur la guerre de position. Traumatisés par les pertes abyssales de 1914-1918, les généraux de cette période d'entre-deux-guerres (notamment sous l'empire prestigieux d'un Pétain, vainqueur de Verdun) ont substitué aux poitrines des fantassins un complexe puissamment fortifié et statique : la ligne Maginot. Véritable gouffre budgétaire décidé au moment où, en principe, la France ne craint pas l'Allemagne (1930), le formidable ouvrage va traduire et cristalliser l'indigente pensée stratégique française des années 30, allant jusqu'à tenir lieu à lui seul de direction stratégique nationale. La politique étrangère alors menée par Paris se fonde sur une diplomatie d'apaisement et de

compromission qui croit pouvoir s'appuyer sur les millions de mètres cubes de béton érigés en muraille à la frontière franco-allemande. Dans un tel schéma de pensée, l'extrême mobilité, l'effet de surprise, la puissance de feu et les capacités de pénétration qu'offrent des divisions blindées sont systématiquement rejetés comme inutiles.

Or, de Gaulle est l'un des tout premiers officiers à comprendre l'importance des armes mécaniques, des « moteurs combattants » comme il désigne lui-même les chars. L'arme blindée, pas plus que l'aviation de combat, ne sont inconnues au début des années 30 – la première fut utilisée avec succès par les Alliés sur le front occidental en 1917-1918 (chars Renault notamment) et le général français Jean-Baptiste Estienne s'attache à renforcer la puissance et la protection blindée de ses engins, tandis que la seconde est défendue par l'Italien Douhet et le Britannique Trenchard qui en démontrent l'importance. Mais, bien plus que d'attirer l'attention sur l'intéressante utilisation de l'arme mécanisée, de Gaulle insiste sur l'importance de leur concentration. Concrètement, il préconise la création d'un corps d'armée mécanisé permanent d'au moins 100 000 hommes, capable de se porter rapidement en première ligne et d'assener un coup décisif à l'agresseur : ce corps comprendrait plusieurs divisions d'infanterie dotées de chars en quantité, d'artillerie lourde et de transmissions modernes.

Le caractère soudain et total de l'effondrement des armées françaises, en mai-juin 1940, a permis le développement de deux mythes : celui de la très faible combativité (voire du manque de courage) des soldats, et surtout celui de la vétusté et de la faiblesse des moyens matériels engagés. Or, au moment de l'offensive allemande, non seulement les chars français sont globalement de bonne qualité et, pour certains modèles, incontestablement plus performants que les chars allemands (il en va de même pour les avions de combat), mais encore leur nombre ajouté à celui des Alliés est supérieur. En revanche, largement disséminés, privés de soutien aérien et employés en simple appui pour l'infanterie, ils ne constitueront aucun obstacle ni péril pour l'ennemi qui aura concentré ses forces et opéré des percées fulgurantes à travers les lignes d'infanterie françaises.

L'ironie du sort veut que ce soient justement les généraux allemands, en particulier Guderian, qui aient lu, compris et adapté de Gaulle – parvenant à convaincre Hitler* là où de Gaulle échouait à convaincre les échelons militaire et politique français –, enrichissant leurs propres stratégies et

l'appliquant avec succès en Pologne, en France, en Russie (1941-1942) et en Afrique du Nord.

Outre le choc et le mouvement dont le binôme char/avion est l'instrument privilégié, de Gaulle développe également des considérations modernes sur l'armée de métier. Convaincu du caractère de plus en plus technique et complexe des outils efficaces de la guerre, il milite pour la création d'un corps professionnalisé, jeune, solidement formé durant plusieurs années d'études aux innovations technologiques, rompu au terrain comme à la théorie, et sans attaches civiles trop fortes. La mobilité et la haute qualification seraient les atouts premiers de cette armée importante mais non pléthorique.

Enfin, de Gaulle se fait l'avocat des méthodes sophistiquées de transmissions et de renseignements, absolument indispensables selon lui pour mener à la victoire dans des guerres modernes.

Au fond, le plus grand mérite du théoricien de Gaulle est probablement de n'avoir jamais succombé à la tentation, extrêmement forte dans les états-majors français de son époque, de figer sa pensée en une doctrine définitive, de négliger les circonstances (morales, géographiques, démographiques, matérielles, climatiques, etc.) qui commandent nécessairement au choix des stratégies et des tactiques. Ainsi ne cessera-t-il pas de dénoncer l'immobilisme défensif des années d'avant-guerre.

Au-delà des politiques qu'il a pu mener durant l'exercice de son pouvoir comme président de la République (1958-1969) – politiques dont l'appréciation relève de choix citoyens –, le général de Gaulle demeure d'une part un théoricien militaire majeur doté d'exceptionnelles qualités de visionnaire, d'autre part un homme qui a su poursuivre une lutte a *priori* désespérée aux côtés d'alliés difficiles, voire défavorables, puis incarner (le mythe d') une Résistance massive, et une grandeur nationale retrouvée.

BIBLIOGRAPHIE

Ch. de Gaulle : *Le Fil de l'épée*, Berger-Levrault, 1932 ; Vers l'armée *de métier*, Berger-Levrault, 1934 ; *La France et son armée*, Plon, 1938.

M. Gallo : *De Gaulle*, Robert Laffont, 1999.

J. Lacouture : De *Gaulle, le rebelle*, Seuil, 1984.
H. de Wailly : *De Gaulle sous le casque*, Abbeville/Perrin, 1990.

« La paix est fort bonne de soi
j'en conviens, mais de quoi sert-elle
avec des ennemis sans foi ? »

La Fontaine (*Le loup et les brebis*).

Adolf HITLER

(1889-1945)

Bien qu'étant souvent considéré – à juste titre – comme l'incarnation d'une authentique démence meurtrière, Adolf Hitler est digne de figurer dans une étude de stratégie militaire même si, à l'évidence, ses qualités de stratège s'illustrèrent essentiellement dans les domaines politique et diplomatique.

Fantassin sur le front occidental entre 1914 et 1918, Hitler démontre durant la Grande Guerre courage et abnégation : son dossier militaire comporte en effet des blessures et la capture, à lui seul, de plusieurs soldats français. Pour le reste, il ne produit que *Mein Kampf (Mon combat*), un texte de fort méchante facture écrit en 1924-1925 dans sa prison bavaroise (après le coup d'État manqué de Munich) où sont rassemblées ses professions de foi fanatiquement racistes et ultranationalistes. Seules de rares évocations des choses de la guerre ponctuent le texte dont le programme exterminateur sera, hélas, largement appliqué.

Parvenu démocratiquement – quoique dans un climat de violence et d'intimidation sans précédent – à la tête de l'Allemagne en janvier 1933, Hitler réunit rapidement entre ses mains tous les pouvoirs et prérogatives civils et militaires et, à l'extérieur, entreprend un vaste plan de réarmement massif et d'expansionnisme effréné.

Au fil des renoncements de la France et de l'Angleterre à empêcher la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936), à interdire l'*Anschluss* (mars 1938) et surtout à défendre la Tchécoslovaquie (reculade de Munich

en septembre 1938), il devenait sans cesse plus évident pour Hitler que les démocraties ne s'investiraient dans un conflit qu'en ultime extrémité. Il pouvait donc poursuivre sa politique belliqueuse, augmenter substantiellement le nombre de ses divisions, satelliser les petits États d'Europe orientale et balkanique qui avaient perdu confiance en Paris et en Londres, et enfin fidéliser ceux parmi les Allemands, extrêmement nombreux, sensibles à la grandeur retrouvée de l'Allemagne et soucieux d'effacer, sans coup férir, l'humiliation du traité de Versailles.

Ainsi, jusqu'au pacte germano-soviétique d'août 1939 inclus, Hitler fit-il preuve d'un sens aigu des relations extérieures et de la diplomatie à mener. Son alliance avec le Japon permettait d'une part de fixer les États-Unis hors du théâtre européen – sur lequel ils ne pourraient intervenir que comme ennemis –, d'autre part d'améliorer son rapport de force avec le géant russe, potentiellement inquiété sur ses confins. En définitive, ces espoirs seront déçus, notamment sur le second point. Quant à l'Italie mussolinienne, État fasciste (d'abord hostile) que Hitler admirait mais dont il surestimait les capacités militaires, sa présence dans le camp allemand présentait au moins un avantage : celui d'isoler Paris et Londres en Europe occidentale. Là encore, l'allié s'avérerait rapidement décevant et constituerait davantage un poids qu'un atout.

Par ailleurs, le dictateur nazi eut l'intelligence politique de ne point trop « purger » son armée, à la manière dont Staline décapita la sienne en 1937-1938. Au contraire, il maintint, au moins jusqu'en 1942, des généraux de grand talent mais n'incarnant pas nécessairement l'âme de l'appareil nazi, tels que von Manstein, von Rundstedt ou Rommel, aux commandes des opérations militaires d'envergure.

Enfin, Hitler encouragea les innovations technologiques dans toutes les armes, sur tous les théâtres d'opérations (sous-marins U-Boot, chasseurs en piqué Stukas, fusées V1 et V2, etc.), et l'efficacité de nouvelles armes et méthodes de combat fut éprouvée au cours de la guerre civile espagnole. Surtout, il laissa des généraux audacieux (et lecteurs assidus de De Gaulle* !) comme Guderian expérimenter une manière révolutionnaire de mener des guerres offensives : le *Blitzkrieg*, la « guerre-éclair », par le truchement des concentrations de blindés.

Toutefois, Hitler commit au moins trois erreurs stratégiques.

La première, erreur d'appréciation, est d'avoir cru que le Royaume-Uni, de gré ou de force, finirait par accepter une certaine forme de partage du monde immédiatement après la chute de la France : l'Allemagne disposerait de la suprématie sur le continent européen et les colonies des Belgique, Pays-Bas et France vaincues, l'Angleterre sur son empire que Berlin s'engagerait à ne pas menacer.

C'était sans compter avec la ligne stratégique traditionnelle de Londres, poursuivie au moins depuis la fin du XVIII^{e} siècle, qui consistait à maintenir l'équilibre entre les puissances continentales. La très ferme volonté affichée par Churchill de résister à outrance incita Hitler à démoraliser la population britannique en écrasant les villes insulaires sous les bombes de la Luftwaffe. Or non seulement le Blitz, bien que meurtrier, ne découragea ni le pouvoir ni la population, mais encore il souda davantage les Anglais derrière leur Premier ministre. En outre, le combat isolé d'une Angleterre frappée par les bombardements contribua à sensibiliser l'opinion américaine, jusque-là fortement isolationniste.

La deuxième erreur de Hitler relève de la stratégie militaire. Chef suprême des armées du III^{e} Reich, il décide de rompre le pacte de non-agression conclu avec Staline, et de lancer une offensive foudroyante censée anéantir l'armée et le régime soviétiques en quelques mois. Or, cent vingt-neuf ans après Napoléon I^{er}*, le Führer commet l'erreur rigoureusement identique d'attaquer trop tard, en l'occurrence à la fin du mois de juin. Initialement prévue en avril 1941, l'invasion dut être reportée pour secourir Mussolini en difficulté dans les Balkans. Ces six semaines perdues, plus encore que les divisions consacrées à l'engloutissement de la péninsule balkanique (Yougoslavie et Grèce), manqueront cruellement à la Wehrmacht, arrêtée par le terrible hiver russe aux portes de Moscou en décembre, sans équipements adéquats.

La troisième erreur est de n'avoir que très tardivement retiré sa totale confiance à Hermann Goering, son camarade de longue date du NSDAP (parti nazi) propulsé chef de l'aviation, qui le trompa jusqu'à la fin quant aux capacités et performances réelles de la Luftwaffe. L'échec de la bataille d'Angleterre*, puis celui – catastrophique – de Stalingrad* furent ainsi pour partie ceux de cette arme. À Stalingrad, la flotte de guerre fut incapable, en dépit des promesses de Goering, de ravitailler la VI^{e} armée encerclée de von Paulus.

Néanmoins, dans le cas de Hitler, on ne peut guère se contenter de peser ses choix stratégiques comme s'il s'agissait d'un personnage parmi d'autres. Car il prit des décisions néfastes et même désastreuses sur le plan militaire, non sur une base rationnelle, mais guidé par une haine raciale aveugle et démentielle. Ainsi, plutôt que de profiter – force pragmatisme – de l'antistalinisme des Ukrainiens et autres groupes de populations soviétiques soumis à Moscou mais prêts à accueillir les Allemands en libérateurs, voire à les seconder (comme cela se produisit dans les pays baltes), Hitler ordonna à ses hordes paramilitaires (les SS notamment) d'imposer le régime de terreur et d'asservissement réservé aux « sous-hommes » que constituaient pour lui les Slaves. Le résultat fut la levée en masse de centaines de milliers de partisans et le succès de la « grande guerre patriotique » décrétée par Staline.

Dans la même logique délirante, les convois ferroviaires acheminant les déportés juifs et tziganes vers les camps d'extermination furent systématiquement admis comme prioritaires sur ceux transportant vers le front du matériel et des troupes. Cette logique exterminatrice sera appliquée – en dépit et au sacrifice de besoins militaires parfois cruciaux – jusqu'à la dernière extrémité.

De manière générale, il est permis de considérer que le jusqu'au-boutisme suicidaire de Hitler devient définitivement la variable essentielle de ses prises de décision en 1942. Pourtant, seuls quelques-uns de ses généraux – von Paulus captif à Moscou, puis Rommel et l'amiral Canaris en juillet 1944 – tenteront de stopper dans sa folie meurtrière l'un des plus grands criminels que l'humanité ait jamais produits.

BIBLIOGRAPHIE

I. Kershaw : *Hitler*, Flammarion, 1999-2000.

W. Shirer : Le *III^e Reich*, Stock 1960.

J. Toland : Hitler, Robert Laffont, 1978.

« L'exemple d'Israël ne contredit pas la définition [de la stratégie] *de Clausewitz, bien au contraire ; s'il lutte pour sa survie, Israël ne perd jamais de vue la dimension politique, comme le montre la retenue dont il a fait preuve dans l'exploitation de ses victoires au lieu de rechercher un écrasement total de ses adversaires, qui serait inopportun et même dangereux sur un plan politique. En 1967et 1973, les chars israéliens n'ont pas cherché à entrer dans Damas. »*

Hervé Coutau-Bégarie (*Traité de stratégie*).

Moshe DAYAN

(1915-1981)

Né à Degania, le tout premier kibboutz (village collectiviste) du foyer national juif (Yishouv), Moshe Dayan, vingt ans après sa mort, représente encore aux yeux des Israéliens l'un des personnages les plus charismatiques de l'État juif contemporain.

Ardent militant de la cause sioniste, Dayan s'engage très jeune dans la force juive de Palestine, l'auxiliaire de l'armée britannique au cours de la grande révolte arabe de 1936-1939, et dirigée par l'officier américain Orde Wingate. En 1940, il est interpellé et interné par les troupes de la puissance mandataire pour ses activités sionistes clandestines – Dayan appartient en effet à la Haganah, le corps de troupes du mouvement sioniste et noyau de la future année israélienne (Tsahal). En prison, il apprend l'anglais et l'arabe. Libéré au bout de quelques mois, il s'engage dans les forces alliées de la France libre et du Royaume-Uni, et combat au Liban les forces vichystes. À cette occasion, il perd un œil. Il s'illustre ensuite comme

commandant du secteur de Jérusalem lors de la première guerre israélo-arabe (ou guerre d'Indépendance d'Israël) de 1947-1949 en défendant âprement les quartiers juifs contre les troupes bédouines de Transjordanie, mieux équipées, supérieures en nombre et commandées par l'excellent officier britannique Glubb Pacha.

Au printemps 1949, Dayan démontre aussi des talents de négociateur pragmatique : membre de la délégation israélienne aux pourparlers d'armistice de Rhodes, il noue des contacts cordiaux avec le roi hachémite Abdallah de Transjordanie et parvient rapidement à des accords de désengagement avec ses adversaires d'hier. Proche du très charismatique Premier ministre israélien (et ministre de la Défense) David Ben Gourion, Dayan obtient d'être successivement chef d'état-major des fronts Sud (frontière avec l'Égypte) puis Nord (frontières du Liban et de Syrie).

Mais c'est essentiellement comme chef d'état-major général de Tsahal et à partir de 1956 que Dayan conquiert son immense prestige au sein du public israélien. En octobre, il mène à bien l'opération Kadesh au cours de laquelle ses troupes écrasent l'armée égyptienne et conquièrent l'ensemble de la péninsule sinaïtique en moins de deux semaines. Deux ans après la fulgurante campagne du Sinaï, Dayan quitte l'armée pour reprendre des études dans le civil et entamer une carrière politique. Élu en 1959 sur la liste travailliste de Ben Gourion, ministre de l'Agriculture quelques années durant, il ne quittera plus les bancs de la Knesset (Parlement) jusqu'à sa mort.

Les menaces de guerre que font peser, en mai 1967, une vaste coalition égypto-jordano-syrienne, le blocus du détroit de Tiran (mer Rouge) et l'expulsion des Casques bleus du Sinaï par Gamal Abdel Nasser, créent une psychose en Israël et le chef du gouvernement doit céder à la pression du public et de l'armée en faveur de Dayan, lequel accepte de prendre le portefeuille de la Défense le 1er juin. Le vainqueur de Suez décide immédiatement de déclencher une attaque préventive massive ; en six jours, Tsahal conquiert dans leur intégralité le Sinaï, la Cisjordanie (rive occidentale du Jourdain), la partie orientale de Jérusalem, la bande de Gaza et le plateau do Golan, accusant des pertes infiniment moins lourdes que les armées arabes et bivouaquant dès lors sur des frontières bien plus avantageuses qu'auparavant : Jourdain, crêtes du Golan, canal de Suez Le triomphe est d'autant plus ressenti comme tel qu'a *priori* la situation géostratégique d'Israël paraissait autrement critique à la veille de cette

guerre des Six-Jours* qu'avant la précédente. De personnage populaire, Dayan devient le héros national de l'État juif.

Vis-à-vis des populations arabes tombées sous le contrôle de Tsahal, Dayan décide de jouer la « politique des ponts ouverts » afin d'éviter leur exaspération et la formation d'une guérilla derrière ses nouvelles lignes : ainsi l'accès demeure ouvert vers la Jordanie, et les couleurs israéliennes sont descendues des mosquées saintes de Jérusalem.

Six années plus tard, la guerre du Yom Kippour* illustre le déclin de ses qualités de stratège. Toujours ministre la Défense, il ne parvient pas à riposter efficacement à l'offensive-surprise égypto-syrienne et, si Israël sort vainqueur de ce quatrième conflit d'envergure, le mythe de son invincibilité et, en l'occurrence, de l'infaillibilité de Dayan, s'effondrent.

En 1977, il rentre dans le gouvernement du nationaliste Menahem Begin et participe très activement aux négociations de paix avec l'Égypte d'Anouar el-Sadate, lesquelles mèneront aux accords et à la paix de Camp David de 1978 et 1979.

Stratégiquement, Moshe Dayan applique, enrichit et actualise avec talent et ingéniosité deux des trois grands principes établis dès les années 1940-1950 par Ben Gourion.

Le premier consiste à porter la guerre à l'extérieur d'un territoire national excessivement exigu (21 000 km^2) et confiné dans des frontières morcelées et topographiquement défavorables : « taille de guêpe » côtière de 14 kilomètres entre la Méditerranée et la Jordanie, vallée du Hulé exposée en contrebas du Golan, corridor étroit et escarpé de Jérusalem, etc. Il s'agit d'éviter à tout prix les désastres définitifs qui correspondraient au sectionnement du pays en deux ou trois parties, à la destruction de son tissu agricole et industriel, ou à la perte des portions essentielles de son hinterland (Néguev, Galilée...).

Le deuxième principe stratégique d'Israël est de frapper préventivement. Soumis à un isolement géopolitique total entre quatre États fondamentalement hostiles, Israël ne peut espérer survivre qu'aux conditions d'une mobilisation ultrarapide des réservistes (moins de 48 heures), de la possession d'une force de frappe aérienne et terrestre puissante capable de provoquer l'effet de surprise – et ainsi compenser

l'infériorité numérique par des coups décisifs dès les premières heures de la guerre –, et d'une mobilité maximale pour transférer les troupes d'un front à l'autre (1967).

Au seuil de la guerre des Six-Jours*, Dayan donne toute la mesure de ses qualités de stratège en contrevenant aux recommandations de Ben Gourion qui, retiré de la vie politique, demeure fidèle au troisième principe : ne pas attaquer préventivement sans le soutien d'au moins une grande puissance. En 1948, les États-Unis et l'URSS avaient soutenu Israël par l'envoi d'armements lourds, et en 1956 la France s'était portée garante dans le cadre de l'attaque combinée sur Suez. Or, en juin 1967, un tel soutien n'existe pas. Dayan privilégie néanmoins la prise en considération des réalités géostratégiques du moment sur le credo de son ancien chef.

En vertu de ces grands principes, il est naturel que Dayan ait opté pour le *Blitzkrieg*, la guerre-éclair. Il ne cessera d'accorder la priorité absolue aux blindés et, plus encore, à l'aviation, jouant à plein et avec succès sur le binôme avions/chars en 1956 et surtout en 1967.

Mais le triomphe « facile » des Six-Jours l'entraîne dans le piège d'une confiance trop grande dans ses combinaisons traditionnelles et ses nouvelles frontières. Alors que le mouvement et la concentration des forces constituaient la caractéristique stratégique de Tsahal, Dayan « enterre » de maigres troupes sur des lignes statiques, le long du canal de Suez (ligne Bar Lev) et sur les crêtes du Golan, soit à proximité immédiate du front potentiel. Il en résultera un affaissement qualitatif des troupes de première ligne, un excès général de confiance, une usure des matériels (notamment dans le Sinaï), et, pis encore, un déclin global de la réflexion stratégique. En octobre 1973, lorsque les troupes arabes – formées cette fois par les Soviétiques à une discipline rigoureuse et possédant des missiles en grande quantité – franchissent par surprise le canal et gravissent les hauteurs du Golan, les Israéliens échouent logiquement à mener à bien leur plan préétabli de contre-offensive foudroyante : chars paralysés par les milliers de Sagger individuels, avions de combat abattus par les missiles Sam, bataillons squelettiques sacrifiés en première ligne en attendant les réservistes, etc. ; la stupéfaction et l'impuissance israéliennes des deux premiers jours de combat traduiront les lourdes erreurs de l'état-major de Dayan.

Passé prestigieux oblige, celui-ci échappera largement aux sévères conclusions de la commission d'enquête (Agranat) mise sur pied

en 1974 pour déterminer les causes de dysfonctionnement de cette guerre, mais ne pourra rien contre la diminution de son aura. Dans une large mesure, le traumatisme du Yom Kippour expliquera les orientations très « colombe » de Dayan, notamment vis-à-vis de l'Égypte, lui qui était perçu auparavant comme un « faucon » pragmatique.

BIBLIOGRAPHIE

M Dayan : *Journal de la campagne du Sinaï* Fayard, 1966.

J. Coubard : La Guerre *des Six-Jours*, Éditions sociales, 1973.

C. Herzog : *The Arab-Israeli Wars*, Londres, New York, Vintage books, 1982.

M. Van Creveld : *Tsahal Histoire critique de la* force *israélienne de défense*, éditions du Rocher, 1998.

« La bombe atomique est un tigre de papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible, mais en fait, elle ne l'est pas. Bien sûr la bombe atomique est une arme qui peut faire d'immenses massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre, et non une ou deux armes nouvelles. »

Mao Tsé-Tung (*De la guerre prolongée*).

Henry KISSINGER

(né en 1923)

Le nom de l'ancien secrétaire d'État américain est encore souvent synonyme, un quart de siècle après qu'il a quitté ses hautes fondions, de cynisme politique et/ou de génie diplomatique. C'est pourtant dans le domaine du nucléaire qu'il laissera sans doute la marque principale de sa pensée théorique sinon de son action internationale.

Henry Alfred Kissinger, né en 1923 dans une famille juive allemande, émigre pour les États-Unis en 1938, au plus fort de l'ascension nazie. Après de brillantes études en sciences politiques, il devient lui-même professeur à l'université de Harvard et publie, en 1957, *Nuclear Weapons and Foreign Policy* puis, trois ans plus tard, *The Necessity of Choice*. Ces ouvrages le font entrer de plain-pied dans le débat sur l'utilisation de l'arme nucléaire et la guerre limitée.

Il sera successivement conseiller spécial à la Maison-Blanche, puis secrétaire d'État des Présidents Richard Nixon et Gerald Ford à partir d'août 1973, date à laquelle il remplace à ce poste William Rogers. Ses missions diplomatiques, fort nombreuses, s'inscrivent tout particulièrement sur deux théâtres d'opérations : le Vietnam et le Proche-Orient. Pour son

rôle dans l'aboutissement des négociations de paix au Vietnam, Kissinger reçoit en 1973 le prix Nobel de la Paix Immédiatement après la guerre israélo-arabe du Yom Kippour* (octobre 1973), il s'implique avec succès dans une mission de désengagement des forces d'Israël et de l'Égypte en janvier 1974, mais échoue en mars 1975 à obtenir un accord de paix entre les deux États.

Dans ses écrits, Kissinger pose la question à ses yeux essentielle de la dissuasion nucléaire et des attitudes à adopter, pour les États-Unis, en cas d'échec du caractère dissuasif de leur propre capacité atomique face à l'URSS. Dans *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, il remet en question la doctrine officielle qui correspondait aux représailles massives (*massive retaliations*), quel que fût le degré quantitatif et qualitatif de l'offensive nucléaire ennemie. Pour le diplomate américain, la stratégie nucléaire doit pouvoir inclure plusieurs degrés de réplique, se conjuguer en différents types de réactions. Ainsi, le déclenchement d'une guerre nucléaire ne doit pas nécessairement mener à l'anéantissement des adversaires.

Face au péril que représente l'URSS, pays aux espaces et aux ressources humaines gigantesques et par conséquent impossible à faire capituler – le cas échéant – par des voies militaires conventionnelles, l'arme nucléaire constitue bien un instrument efficace : elle épargne l'envoi de centaines de milliers de soldats dans des campagnes meurtrières et incertaines. Mais elle permet également, utilisée à la manière d'un bombardement conventionnel, ponctuel et ciblé, de riposter dans le cadre d'une guerre limitée. Surtout, les négociations doivent demeurer un impératif à chaque étape de l'escalade de la tension, y compris après une éventuelle frappe nucléaire. En octobre 1973, Kissinger pèse ainsi auprès de Nixon pour que l'armée américaine soit mise en alerte, de manière à dissuader Moscou d'intervenir militairement pour sauver ses alliés égyptiens et syriens en proie aux contre-offensives israéliennes ; en même temps, le contact diplomatique ne sera jamais rompu entre Moscou et Washington.

Avec l'émergence de la théorie de la dissuasion graduée, la victoire totale n'est donc plus une fin en soi : il s'agit davantage, pour Kissinger, d'éviter a *priori* tout risque de conflit et de privilégier la négociation plutôt que la menace de destruction absolue. Mais cette logique s'accompagne d'une

règle précise : plus élevé est l'enjeu, plus considérable doit être la menace de destruction en représailles. Si l'enjeu est considéré comme secondaire – du moins non vital –, alors la menace doit être proportionnée. Cette théorie introduit par conséquent un doute et une ambiguïté pour les alliés de Washington. Si l'URSS frappe l'Europe occidentale et non le territoire américain, quelle sera la riposte ? C'est ce type de questionnement qui amènera le président Charles de Gaulle* à accélérer le programme nucléaire français en 1958, et à doter la France de la bombe atomique en 1960.

Aussi, afin de lutter contre cette incertitude, Kissinger demeure favorable à un maintien de la parité stratégique conventionnelle avec l'URSS, comme il le défend dans ses Mémoires : « Il était exact que la notion de supériorité militaire prenait un sens différent à l'âge du nucléaire ; mais cela ne signifiait pas pour autant que nous dussions rester les bras croisés tandis que nos adversaires s'armaient fiévreusement. Plus les années passeraient, plus notre infériorité dans ce domaine ôterait toute crédibilité à nos promesses de défendre nos alliés ; dans un cas extrême, elle pourrait encourager une attaque contre les États-Unis. Les risques qu'entraînerait pour l'Union soviétique une attaque contre les États-Unis auraient beau rester toujours considérables, une usure de l'équilibre stratégique ne pouvait qu'avoir des conséquences géopolitiques. Elle accentuerait notre propre infériorité dans le domaine de la défense régionale ; les pays se trouvant à la périphérie de l'Union soviétique seraient de plus en plus tentés de se monter conciliants envers celle-ci pour garantir leur sécurité » (À *la Maison-Blanche*).

Dans son second ouvrage déjà cité (1960), Kissinger révisera quelque peu ses positions exprimées trois ans plus tôt sur la guerre nucléaire limitée. Il préconisera notamment une distinction complète et dénuée de toute ambiguïté entre les armes conventionnelles et les armes nucléaires.

Diplomate de grand talent, fin théoricien de la stratégie nucléaire, adepte de la *Realpolitik*, Kissinger a exercé l'essentiel de ses plus hautes fonctions dans un climat national et international défavorable : le syndrome du Vietnam aux États-Unis, la montée en puissance de l'URSS dans le tiers-monde, et les progrès de la contestation gauchiste et pacifiste en Occident, y compris aux États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

H. Kissinger : À *la Maison-Blanche*, Fayard, 1979.
L. Poirier : *Des stratégies nucléaires*. Complexe, 1988.

LES BATAILLES

« Ô guerrier parfait, au cœur ferme, tu as sauvé ton infanterie et ta charrerie. Tu es le fils d'Amon, qui agis de ses mains. Tu as défait le pays du Hatti [Hittite], *grâce à ta force et ta vaillance. Tu es un combattant parfait, sans pareil, un roi qui se bat devant ses soldats, le jour de la bataille. Ton courage est grand, tu es le premier dans la mêlée. Tous les pays, réunis en un seul, n'ont pu t'affliger. Tu remportas une grande victoire devant ton armée, en présence de la terre tout entière – et ce n'est pas là dire une vantardise. Ô protecteur de l'Égypte, dompteur des pays étrangers, tu as brisé les vertèbres du Hatti pour toujours. »*

Les officiers de Ramsès II (C. Lalouette, *Des pharaons et des hommes*).

KADESH

(1274/1278/1285/1286 ? avant J.-C.)

Contrairement à l'idée communément admise, ce n'est pas la bataille de Kadesh (Qadesh, ou encore Kinza) qui fut le premier grand affrontement révélé de l'Antiquité, mais la rencontre de Meggido (Israël), qui eut lieu en 1468 avant notre ère entre l'Égypte du pharaon Thouthmôsis III et une confédération canaanite. En revanche, Kadesh (sur le site syrien actuel de Tell Nabi Mend) est bien la première bataille dont on connaisse le déroulement avec une assez grande précision.

Issu de l'est du plateau anatolien, les Hittites connaissent une expansion territoriale importante au XIV^e^ siècle avant J.-C., en particulier vers le sud et

la Syrie. Le phénomène inquiète les pharaons qui voient leur route commerciale (Croissant fertile) avec la Mésopotamie entravée. Aménophis III parvient un temps à endiguer la progression des Hittites, puis leur souverain Souppiloulioumа étend sa domination sur la Syrie, la Phénicie et le royaume de Mitanni (à l'est de l'Euphrate). Les énergiques pharaons Seti I^{er} et Ramsès II interviennent.

Ce dernier lance une campagne contre les côtes de Syrie et prend le contrôle de l'État d'Amourrou. Toutefois le roi hittite Mouwatalli demeure menaçant. Ramsès rassemble alors une armée nombreuse chargée de reconquérir la cité fortifiée qui surplombe le fleuve Oronte, prise vers 1350 par le roi hittite Souppiloulioumа.

Le corps expéditionnaire est constitué de quatre divisions comprenant chacune 5 000 hommes de troupe, à laquelle le pharaon adjoint un corps d'élite composé d'officiers d'expérience et de mercenaires originaires du Levant et des peuples de la Mer (en l'occurrence des canaanites). Chaque corps est placé sous la protection d'un dieu. Tandis que les régiments égyptiens comptent ainsi 5 000 hommes et un escadron de 250 chars (la plus petite unité militaire étant probablement de 200 hommes et 10 chars), les régiments hittites comptent seulement 1 000 hommes de troupe mais 100 chars. La proportion de cavaliers est également plus importante, avec en moyenne 1 cavalier pour 10 fantassins dans l'année hittite contre 1 pour 20 dans l'armée égyptienne. D'après les bas-reliefs du temple de Ramsès, les Hittites alignaient à Kadesh 3 500 chars et 37 000 fantassins, soit une force tout à fait considérable. En outre, il est indiqué que l'armée de Mouwatalli comprenait non moins de 18 alliés au sein de son armée.

L'armée de Pharaon suit à marche soutenue un itinéraire logique : le long de la côte méditerranéenne jusqu'à la Galilée, puis le lac de Tibériade (Israël), le long du fleuve Jourdain, enfin la plaine de la Bekaa (Liban). Ramsès II, qui conduit personnellement son armée, parvient devant les murailles de la forteresse ennemie à la tête de sa seule avant-garde d'élite, tandis que les autres corps de troupe ne l'ont pas encore rejoint. Le roi hittite tend alors un piège : il envoie des Bédouins faire croire à son ennemi que lui-même est encore très loin de la cité, afin de pousser Ramsès à tenter une attaque périlleuse sans le gros de son armée. Mais très vite des soldats hittites capturés avouent la vérité – à savoir que Mouwatalli est bel et bien retranché dans la ville avec toute son armée – et Ramsès décide donc de renoncer à mettre le siège et d'attendre sagement les renforts.

Or, le roi hittite compte justement profiter de l'éparpillement provisoire de son rival égyptien pour l'attaquer avant qu'il se soit regroupé. L'un des corps égyptiens, la division de Rê (ou Pré'), tombe dans une embuscade en plein franchissement de l'Oronte : elle est anéantie à quelques encablures du camp de Ramsès par 2 500 chars hittites. Les troupes de Mouwatalli, croyant la victoire d'ores et déjà acquise, poursuivent leur attaque et tombent sur la division Amon. Le pharaon paie de sa personne au sein de ses hommes qui, selon toute vraisemblance, résistent et se battent en infériorité numérique avec l'énergie du désespoir. Quoi qu'il en soit, la division ne cède pas et, tandis que nombre de Hittites entreprennent déjà, en pleine bataille, de piller le camp égyptien, le corps d'élite (Naârin) rejoint *in extremis* et surprend l'ennemi qui commence à reculer vers l'Oronte.

Furieux de ce retournement inattendu, Mouwatalli jette dans la mêlée ses 1 000 chars maintenus en réserve. Mais la nuit contraint les soldats à cesser le combat. Lorsque le jour se lève, le Hittite reprend la lutte mais sans espoir de remporter une éclatante victoire – les ultimes divisions égyptiennes, Ptah et Seth, ont en effet rejoint elles aussi le champ de bataille dans la nuit.

En définitive, le bilan militaire de la bataille de Kadesh est sans doute mitigé, même si Ramsès II en a forgé un véritable triomphe personnel : « Je découvre alors que mon cœur est fort, ma poitrine joyeuse, tout ce que j'entreprends se réalise [...] Je lance des flèches de la main droite, j'empoigne de la gauche. Je suis comme Soutekh. Soudain je m'aperçois que les 2 500 chars, au milieu desquels j'étais, gisent renversés devant mes chevaux ; aucun, parmi eux, n'a trouvé d'aide pour combattre, et leurs cœurs et leurs corps ont faibli à cause de la crainte que j'inspire ; leurs bras défaillent, ils ne savent même plus tirer à Parc et ils ne trouvent pas la force pour se saisir de leurs lances [...]. »

Sans souscrire à ce panégyrique, on peut peut-être en effet parler de victoire égyptienne dans la mesure où, inférieur en nombre (au moins le premier jour) et surpris dans une disposition extrêmement vulnérable, Ramsès est parvenu non seulement à éviter sa propre capture et l'anéantissement de son armée, mais encore à rétablir l'équilibre. En outre, s'il est vrai que la citadelle n'a pu être conquise, le roi hittite a néanmoins proposé à son rival un compromis en bonne et due forme, traité qui prévoit le renoncement par Ramsès de Kadesh et de l'Amourrou, en contrepartie d'une alliance dirigée contre une puissance montante : l'Assyrie.

Ramsès, sagement accepte ce qui deviendra le premier véritable traité de la haute Antiquité. Du reste, l'alliance sera observée et respectée par les deux puissants contractants. Au total, l'Égyptien remporte la bataille de Kadesh, mais échoue – quoique la tête haute – dans une campagne militaire qui s'achève par la perte de territoires au profit du Hittite.

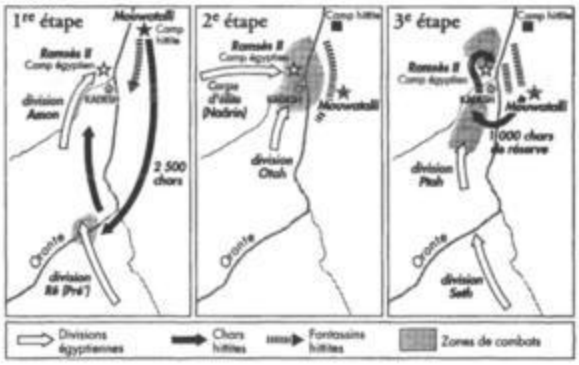
BIBLIOGRAPHIE

Y. Garlan : *La Guerre dans l'Antiquité*, Nathan, 1972

J. Harmand : La *Guerre antique, de Sumer à Rome*, PUF, 1973.

J. Keegan : *Histoire de ta guerre. Du Néolithique à la guerre du Golfe*, Dagomo, 1996.

KADESH


1re étape
Mouwatalli
Camp hittite
Ramsès II
Camp égyptien
division Amon
KADESH
2 500 chars
Oronte
division Rê (Pré)
2e étape
Camp hittite
Ramsès II
Camp égyptien
Corps d'élite (Nadrin)
KADESH
Mouwatalli
division Ptah
Oronte
3e étape
Camp hittite
Ramsès II
Camp égyptien
KADESH
Mouwatalli
1 000 chars de réserve
division Ptah
Oronte
division Seth
Divisions égyptiennes
Chars hittites
Fantassins hittites
Zones de combats

« Miltiade, après avoir mis en déroute une immense armée perse à Marathon, voyait les Athéniens perdre du temps à manifester leur joie : il les força à se hâter pour porter assistance à la cité, vers laquelle se dirigeait la flotte perse ; il réussit à prendre les devants et à remplir les fortifications d'hommes armés. Les Perses pensèrent que le nombre des Athéniens était extrêmement élevé et qu'ils n'avaient combattu à Marathon qu'une de leurs armées, tandis qu'une autre leur était opposée sur les remparts ; ils firent immédiatement demi-tour avec leurs vaisseaux et regagnèrent l'Asie. »

Frontin (*Les Stratagèmes*).

MARATHON

(490 avant J.-C.)

Après avoir écrasé une révolte des cités grecques de lonie, sur la côte occidentale de l'Asie Mineure, l'empereur perse achéménide Darius décide de châtier Athènes et les cités voisines pour leur soutien à la rébellion. Une expédition est mise sur pied, et un contingent mixte d'infanterie et de cavalerie est transporté par la puissante flotte perse sur le continent européen. Selon l'historien Hérodote, les troupes se composent de 100 000 fantassins et 10 000 cavaliers embarqués sur 600 navires. À l'évidence exagérés, ces chiffres traduisent néanmoins une probable supériorité numérique perse sur les Athéniens : ces derniers ne peuvent compter, en guise de renfort, que sur un faible contingent en provenance de la cité de Platée, et n'aligneront donc au total que 11 000 hommes, tous corps confondus

Le débarquement perse a lieu dans une large baie débouchant sur la plaine de Marathon, à environ 40 kilomètres seulement d'Athènes. Étant parvenu à localiser la progression maritime des Perses, le stratège Miltiade a disposé ses troupes en ordre de bataille sur les modestes hauteurs qui circonscrivent la plaine.

Plusieurs jours durant, les deux armées s'observent, déployées. Puis le général perse Datis, craignant sans doute l'arrivée de renforts lacédémoniens (à l'exception de Sparte, les autres grandes cités ont refusé leur concours à Athènes), fait rembarquer nuitamment une partie de ses troupes, dont sa redoutable cavalerie. Son objectif est de fixer l'armée athénienne à Marathon, en faisant attaquer simultanément la cité affaiblie par voie maritime.

Le coup de génie de Miltiade est de prendre l'initiative à cet instant précis ; car non seulement l'écart numérique s'est réduit entre ses troupes et celles de Datis, mais encore ce dernier n'oppose plus que son infanterie aux Athéniens. Or, si la combinaison infanterie/cavalerie constitue le point fort de l'armée achéménide, son corps d'infanterie, une fois livré à lui-même, est incontestablement moins performant que son vis-à-vis athénien : aux fantassins légers mèdes et perses, Miltiade oppose en effet sa phalange d'hoplites, formation de combat serrée, compacte, composée de fantassins lourdement armés et protégés, vulnérable devant des charges de cavalerie mais représentant en revanche une redoutable force de pénétration face à des lignes d'infanterie.

Sacrifiant son centre, Miltiade fait renforcer ses ailes et, parvenu à portée de tir des excellents archers perses, fait attaquer ses soldats au pas de charge. Bien protégés par leurs cuirasses et leurs boucliers, progressant à un rythme soutenu, les hoplites traversent sans trop de pertes le rideau de traits que font pleuvoir sur eux les archers, et parviennent à enfoncer les ailes de l'ennemi. La ligne centrale grecque est pour sa part percée, mais le fait est sans conséquence : les Perses, se trouvant désormais menacés d'encerclement et, à front renversé, craignant de ne plus pouvoir rejoindre leur flotte, se débandent en laissant sur le terrain plusieurs milliers d'hommes.

Les Lacédémoniens, finalement décidés à prêter main-forte aux Athéniens, rejoignent le champ de bataille une fois l'affrontement terminé.

Ultime initiative stratégique de Miltiade : ne pas laisser les Perses embarqués attaquer la cité d'Athènes. Il fait donc effectuer par ses soldats,

éprouvés physiquement par le combat mais ayant déploré la perte de seulement 192 des leurs, une marche forcée de plusieurs dizaines de kilomètres en direction de la cité dépourvue de troupes, de manière à devancer les Perses et à sauver Athènes d'un assaut qui lui serait sans doute fatal. Ce tour de force deviendra légendaire, au point de donner naissance au mythe du soldat qui aurait parcouru 40 kilomètres sans arrêter sa course pour annoncer la victoire à Marathon, avant de s'effondrer et de mourir d'épuisement.

Quoi qu'il en soit, le pari est gagné et les Perses, prenant acte d'un fort parti ennemi aux remparts, abandonnent la partie et s'en retournent vers leurs côtes.

Première d'une longue série de batailles livrées au cours des guerres médiques, Marathon et ses vainqueurs devenus héros de légende participeront pleinement de la construction citoyenne et identitaire athénienne.

BIBLIOGRAPHIE

Y. Garlan : La *Guerre dans l'antiquité*, Nathan, 1972.

J. Harmand : *La Guerre antique, de Sumer* à Rome, PUF, 1973.

J.-P. Vemant (dir.) : *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*, éditions de l'EHESS, 1999.

« Alexandre, avec l'infanterie légère et la cavalerie des Compagnons, procéda à une reconnaissance exhaustive de l'ensemble du terrain où il aurait à opérer, et qu'il parcourut en tous sens. À son retour, il convoqua de nouveau les mêmes chefs et leur déclara qu'il n'était pas nécessaire de sa part de les galvaniser pour le combat : ils étaient de longue date en effet galvanisés par leur propre courage et leurs nombreuses et éclatantes prouesses. Mais il estimait que c'était à chacun d'entre eux de galvaniser leurs hommes [...], *car l'enjeu de cette bataille n'était pas, comme antérieurement, la Cœlésyrie, la Phénicie, ni l'Egypte, mais l'Asie tout entière, dont les maîtres allaient être désignés à ce moment. »*

Flavius Arrien (*Histoire d'Alexandre. L'Anabase d'Alexandre le Grand*).

GAUGAMÈLES

(octobre 331 avant J.-C.)

Deux années après ses victoires au Granique et à Issos contre les troupes de l'Empire achéménide gouverné par le souverain perse Darius III Codoman, Alexandre le Grand* poursuit sa progression en Orient à la tête de son année macédonienne invaincue en terre d'Asie. Ayant fait contrôler les côtes de Méditerranée orientale par des détachements, il cherche désormais à remporter une victoire qui, cette fois, serait décisive contre le « roi des rois » en provoquant l'effondrement de son vaste empire.

Alexandre traverse l'Euphrate, puis la Mésopotamie, franchit le Tigre et, enfin, rencontre le gros de l'armée adverse à proximité de la cité d'Arbèles. Darius, instruit de sa précédente défaite à Issos, où un terrain accidenté

débouchant sur un étroit défilé avait interdit à ses troupes pléthoriques et à ses chars de se déployer, a disposé toute son armée dans une vaste plaine qu'il a astucieusement aménagée : non seulement les aspérités du terrain ont été arasées de manière à fournir la meilleure qualité de surface pour ses 200 chars de combat, mais encore il a parsemé le sol de tiges de fer, comptant ainsi réduire la capacité redoutablement offensive des phalanges macédoniennes.

Darius bénéficie donc, lorsque son ennemi investit la plaine, du choix du terrain ; d'une écrasante supériorité numérique – Arrien exagère (comme Quinte-Curce et Tite-Live) en évoquant 1 million de fantassins et 40 000 cavaliers, mais il traduit en cela la réalité d'une multitude – ; et de la diversité – son armée, outre les Perses et des contingents de nombreux peuples, se compose notamment de Scythes et de Parthes (cavaliers-archers), d'Arméniens et d'Arabes (fantassins), ou encore d'Indiens dotés d'une quinzaine d'éléphants de combat.

Alexandre, pour sa part, ne dispose que de 7 000 cavaliers et 40 000 fantassins, macédoniens pour l'essentiel. Ayant dûment repéré le terrain, il décide, contrairement à l'accoutumée, de ne pas attaquer immédiatement, faisant reposer ses hommes et prenant conseil auprès de ses généraux quant au choix de la tactique à adopter. Finalement, il repousse l'idée de jouer sur l'effet de surprise d'une attaque nocturne, et va utiliser à plein le principal atout de son armée : le dispositif tactique macédonien. C'est à son père Philippe de Macédoine qu'il doit cette nouvelle technique d'offensive consistant à faire charger, non de front mais en oblique, une compacte formation de 256 fantassins lourds disposée sur 16 rangs, chaque soldat des premiers rangs tenant une sarisse (lance) de 4 à 7 mètres de long, les soldats des rangs suivants appuyant leur sarisse respective contre l'épaule du camarade qui précède. À l'époque, la force de pénétration d'une telle masse à la fois hérissée (lances) et protégée (boucliers contre les flèches) n'a pas encore trouvé de parade chez les adversaires des Macédoniens, et avait d'ailleurs permis à Philippe de remporter une éclatante victoire sur les Grecs à Chéronée, en 338. L'historien et stratège Frontin*, dans ses *Stratagèmes*, évoque brièvement le choix de cette disposition par le fils de Philippe : « Alexandre, à Arbèles [Gaugamèles], craignait la multitude de ses ennemis mais se fiait à la valeur de ses troupes : il déploya sa ligne de bataille de façon à ce qu'elle fit front dans

toutes les directions ; ainsi, ses hommes, s'ils étaient encerclés, pourraient combattre de tous côtés. »

Prenant l'initiative du combat, Alexandre ordonne dans un premier temps une charge de cavalerie sur l'aile gauche de Darius, lequel s'attendait à la charge habituelle de fantassins. Celle-ci est effectivement déclenchée peu après, en oblique, toujours sur son aile gauche déjà ébranlée. Le « roi des rois » lance alors ses puissants chars aux essieux desquels il a fait fixer des lames acérées afin d'abattre les fantassins ennemis Mais juste avant que les chars n'atteignent les premières lignes d'Alexandre, lesquelles font preuve de sang-froid devant la menace, leurs équipages sont criblés de flèches et de javelots et rares sont ceux qui parviennent à combattre avant de succomber ou d'être capturés : ainsi la principale force de frappe des Perses est-elle assez vite neutralisée.

Il semble qu'à cet instant de la bataille, et alors même que les troupes perses (et notamment les redoutables cavaliers scythes) menacent le flanc gauche macédonien, Darius III perde espoir et décide de s'enfuir sans chercher à jeter dans la bataille toutes ses réserves (mais en a-t-il constitué ?), ni à redéployer ses effectifs. La fuite précipitée du « roi des rois » incite très probablement nombre de ses soldats à l'imiter. Alexandre entame la poursuite de son sempiternel adversaire lorsqu'on lui indique que son aile gauche, menée par son meilleur général, Parménion, est sur le point de s'effondrer ; les soldats perses, de ce côté du champ de bataille, n'ont manifestement pas pris conscience de la fuite du roi ni de la débâcle du gros de l'armée. Le chef macédonien abandonne donc sa course et se jette avec l'ensemble de ses troupes à la rescousse de ses soldats en difficulté. Devant l'arrivée de ces renforts, les combattants asiatiques évacuent à leur tour la plaine. Inlassable, Alexandre reprend la poursuite des fuyards, s'emparant des bagages et des chameaux abandonnés. Darius III ne sera pas rejoint mais, réfugié à Bactriane, il y sera assassiné quelque temps après.

Le bilan de l'affrontement est stupéfiant eu égard aux forces en présence à son commencement : les Macédoniens ont perdu quelques centaines d'hommes, les Perses et leurs alliés laissant sur le champ de bataille plusieurs dizaines de milliers de tués, de blessés et de prisonniers. Incontestablement, le triomphe d'Alexandre est dû à deux éléments clés : la fameuse disposition tactique macédonienne d'une part, le moral et la discipline de ses troupes d'autre part. Il est en effet probable que le caractère

excessivement disparate de l'armée de Darius en a réduit la cohésion générale aux moments critiques

Quoi qu'il en soit, Gaugamèles renforce la réputation d'Alexandre le Grand auprès des peuples qu'il conquerra, et lui ouvre la porte des immensités asiatiques.

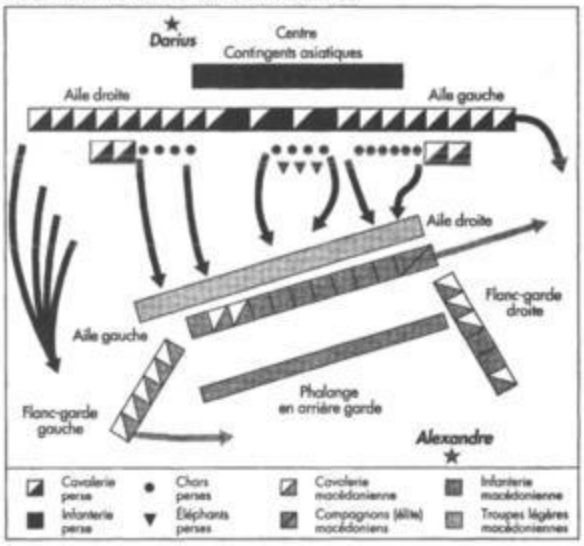
BIBLIOGRAPHIE

Flavius Amen : *Histoire d'Alexandre. L'Anabase d'Alexandre le Grand / L'Inde*, éditions de Minuit, 1984.

P. Citati & F. Sisti : *Alexandre le Grand*, L'Arpenteur, 1990.

Frontin : *Les Stratagèmes*, Economica, 1999.

MANŒUVRE D'ALEXANDRE À GAUGAMÈLES



« Dès qu'ils se furent approchés et que le général eut donné le signal du combat, ils remplirent d'abord la plaine d'un bruit assourdissant et d'effroyables grondements. Les Parthes en effet ne s'excitent pas au combat avec des corps et des trompettes, mais ils frappent en même temps de divers endroits, avec des marteaux de bronze, sur des tambours creux et tendus de peau, qui rendent des sons sourds et terribles, comme un mélange de rugissements sauvages et de roulements de tonnerre. Ils paraissent avoir bien observé que l'ouïe est, de tous les sens, celui qui trouble l'âme le plus gravement, qui provoque les émotions les plus promptes et met, plus que tout, l'esprit hors de lui-même. Les Romains étaient épouvantés par ce fracas, lorsque soudain les Parthes, jetant bas tout ce qui recouvrait leurs armures, apparurent brillants comme la flamme, avec leurs casques et leurs cuirasses de fer margian aux reflets vifs et éblouissants [...]. *»*

Plutarque (*Vies parallèles*).

CARRHES

(juin 53 avant J.-C.)

Aux confins orientaux d'un empire déjà vaste, et alors que l'armée romaine se trouve au summum de sa puissance, de son organisation et de sa gloire, celle-ci subit l'une des plus humiliantes défaites de son existence. Seul le désastre de Varus face aux Germains, à Teutoburg en 9 après J.-C., apparaîtra jusqu'aux invasions barbares des IV^e^ et V^e^ siècles comme une défaite d'ampleur similaire.

Lucius Licinius Crassus, richissime gouverneur de Syrie et membre, aux côtés des prestigieux généraux Jules César* et Pompée, du triumvirat présidant aux destinées de Rome, décide de porter la guerre contre le royaume parthe, et d'assener un coup mortel à la dynastie affaiblie des Arsacides. Sans doute Crassus cherche-t-il à accroître son prestige militaire – lui qui n'a contribué qu'à mater la révolte des esclaves de Spartacus –, peut-être également à explorer et à conquérir les régions encore inconnues de l'Orient extrême.

Après avoir pris la tête d'un puissant corps d'armée de sept légions regroupant plus de 40 000 soldats, des fantassins lourds pour l'essentiel, Crassus entame une première phase de sa campagne au cours de l'hiver 55/54 avant notre ère. Au printemps, il franchit l'Euphrate et conquiert plusieurs cités mésopotamiennes inféodées au roi parthe Orodès II, puis revient en Syrie.

Cherchant la confrontation avec une armée considérée – à juste titre – comme numériquement plus faible et en principe moins expérimentée que ses troupes, Crassus s'éloigne dangereusement de ses bases et poursuit, à marche forcée, sa progression vers le gros des forces parthes, exaspéré par les attaques de faibles détachements mobiles de cavaliers ennemis refusant le combat rapproché.

Finalement, le général parthe Surena rejoint les Romains aux alentours (d'Urfa, en Anatolie méridionale (Turquie). Très inférieur en nombre car ne disposant que de 10 000 cavaliers, il sollicite au maximum ses deux atouts : le terrain, et surtout la nature de ses troupes. D'une part il parvient – sans doute à l'aide d'une ruse – à entraîner Crassus sur un terrain largement désertique auquel les légions sont peu accoutumées, d'autre part il rassemble 1 000 chameaux chargés de transporter les flèches que chaque cavalier-archer ne puise habituellement que dans son propre carquois. Cet inépuisable réservoir à munitions va décupler la force de frappe d'une troupe suffisamment endurante pour combattre longtemps et avec pugnacité dans des conditions géographiques rigoureuses (chaleur, poussière...).

La tactique parthe, déconcertante pour des soldats romains qui en découvrent seulement l'existence et en éprouvent l'efficacité, consiste à harceler les lignes et carrés de fantassins ennemis. Extrêmement mobiles sur leurs chevaux dont ils ont une maîtrise parfaite, redoutablement adroits au tir à l'arc en pleine chevauchée, y compris lorsqu'ils battent en retraite, les cavaliers parthes sèment la panique chez les Romains en tourbillonnant

de manière incessante et plus ou moins désordonnée autour d'eux, criblant de traits des fantassins contraints d'adopter une position strictement défensive.

D'abord adéquat face aux premières attaques parthes à la lance, un tel dispositif imposant l'immobilité sous des nuées de projectiles s'avère très rapidement désastreux. Il convient d'ajouter que les assaillants sont équipés, cavaliers-archers et montures, d'une protection relativement souple et légère faite d'étoffe recouverte d'écailles de métal, aptes à limiter les blessures dues aux lances romaines.

Lorsque Crassus prend conscience de l'impuissance de ses fantassins à riposter efficacement, et cela en dépit des différentes dispositions adoptées, il fait donner sa cavalerie. En réponse à cette attaque, les Parthes se retirent. Mais le répit est de courte durée car Surena, comptant sur l'exceptionnelle dextérité de ses cavaliers, leur fait faire une volte-face qui met à mal la troupe montée des Romains.

En fin de journée, la décision est faite. Les Parthes ne livrant traditionnellement combat que jusqu'au coucher du soleil, la nuit profitera en définitive aux rescapés romains. Mais Crassus, son fils Publius ainsi que 20 000 soldats romains n'en font pas partie ; ils jonchent le champ de bataille sur lequel l'ennemi viendra le lendemain achever les blessés Par ailleurs, 10 000 autres soldats romains demeurent captifs d'Orodès II. Jusqu'à la chute de l'Empire romain d'Occident, les Parthes (assimilés aux Perses) ne cesseront jamais d'incarner un abcès de fixation à l'extrême orient du *limes*, la frontière impériale. En 297, Galère remportera sur eux une victoire, mais l'empereur Julien l'Apostat mourra sous leurs coups en juin 363.

Sur le plan politique, la disparition de Crassus laisse César et Pompée face à face et exacerbe leurs ambitions respectives ; ils en viendront du reste à s'affronter militairement peu de temps après le désastre.

Stratégiquement, la bataille de Carrhes (Carres pour les Romains) est significative d'un type de combats qui perdurera des siècles durant, opposant, d'une part, des armées composées majoritairement de fantassins portés vers le *choc*, et, d'autre part, des troupes montées, mobiles, souvent disparates, et portées vers le *feu*, au sens évidemment conceptuel du terme.

Ainsi, les Mongols de Gengis Khan* contre les troupes arabes, les Mamelouks (échouant) à l'assaut des batteries de Bonaparte* en Égypte, les cosaques harcelant la Grande Armée au cours de sa retraite de Russie, les Bédouins de Lawrence d'Arabie* face aux troupes ottomanes. – autant d'exemples contextuellement différents mais caractéristiques de ce genre de confrontation. Il est en outre intéressant de noter que, jusqu'au XIX^{e} siècle, il s'agira généralement de luttes entre sédentaires et nomades.

Dans une certaine mesure, on peut considérer que, au XX^{e} siècle encore, des guérillas mobiles et dotées d'artilleries légères – à Diên Biên Phu*, en Afghanistan, au Vietnam, au Sud-Liban, etc. – ont pu exercer une pression victorieuse sur des troupes plus aguerries, plus disciplinées et plus nombreuses, mais condamnées à un retranchement finalement vulnérable.

BIBLIOGRAPHIE

Y. Le Bohec : *L'Armée romaine sous te haut Empire*, Belin, 1989.

Plutarque : *Vies parallèles*, Les Belles Lettres, 1972

« Cette race [les Gaulois] *eût été invincible*
si elle avait été unie. »

Jules César (*La Guerre des Gaules*).

ALÉSIA

(août-septembre 52 avant J.-C.)

La défaite gauloise d'Alésia n'est pas la défaite de tous les Gaulois. Car, depuis les premières révoltes antiromaines de 58 avant J.-C., un certain nombre d'entre eux parmi les dizaines de peuplades distinctes qui composent la Gaule se sont alliés à Rome, tels les Éduens et les Burgondes. Les autres ne parviennent pas à se constituer un commandement et des objectifs communs.

Soumettant donc les uns après les autres, par des alliances ou par la force, les peuples gaulois du Nord-Est (Gaule belgique), de l'Ouest et du Sud-Ouest (Gaule aquitaine), le général Jules César* cherche à achever sa conquête au centre du pays, où les Arvemes et quelques tribus avoisinantes tiennent toujours tête à Rome.

En février 52, pour la première fois sans doute depuis l'intervention des Romains en Gaule (à l'appel de tribus gauloises), un chef authentiquement rassembleur va émerger. Il s'agit de Vercingétorix, fils du chef arverne révolté, Celtill, qui a été exécuté quelque temps auparavant par des alliés gaulois de Rome. Acclamé à Bibracte par l'ensemble des autres dirigeants encore en lutte comme leur chef suprême, il parvient à réunir sous ses ordres une armée considérable et très composite. Probablement bon tacticien et soldat fort courageux, Vercingétorix remporte plusieurs succès, comme à Gergovie, mais sa cavalerie est écrasée en août par les légions de César. Fort de ce succès qui prive l'adversaire de son instrument de combat favori, le général romain décide de poursuivre à marche forcée le chef gaulois. Localisé et traqué par plusieurs légions romaines, il se retranche sur le mont Auxois où il investit Alésia, l'*oppidum* (la butte) des Mandubiens.

Le site est bien choisi : dominant la plaine par 418 mètres d'altitude, naturellement protégé par des escarpements abrupts et deux cours d'eau, Alésia n'a qu'un défaut : subir l'assaut de l'armée romaine, parfaitement rompue à ce type de confrontation. Afin d'affamer les défenseurs, César déploie des moyens gigantesques. En moins de six semaines, les légionnaires bâtissent une double ligne fortifiée : la première (contrevallation), destinée à interdire la sortie des Gaulois, parcourt 20 kilomètres de distance, et la seconde (circonvallation) doit empêcher une tentative de secours aux assiégés. Elle fait 25 kilomètres de circonférence.

Outre la rapidité avec laquelle s'effectuent ces travaux, il convient d'en souligner l'originalité et l'ingéniosité. Devant les assiégés et les futures troupes gauloises de secours, de multiples fosses ont été creusées puis dissimulées par des branchages, et pourvues chacune de pieux acérés fichés au sol sur lesquels s'empaleront hommes et chevaux. Parallèlement, remblais et palissades doivent entraver la progression des survivants. Ce dispositif inconnu des Gaulois contribuera grandement à leur défaite. Entre les deux lignes, l'armée romaine se concentre sur moins de 200 mètres.

Dans le camp retranché, la famine s'installe et, afin d'économiser les ressources, Vercingétorix expulse de l'*oppidum* les « bouches inutiles ». César ayant refusé de laisser passer les civils mandubiens, c'est par milliers que vieillards, femmes et enfants vont périr de faim entre le camp gaulois et les lignes romaines

Enfin arrive l'armée de secours conduite par les chefs Commios, Viridomaros, Époredorix et Vercassivelaunos. Une première tentative est menée pour briser le siège, sans succès. La discipline drastique des fantassins romains, le dispositif de pièges et l'intervention de la cavalerie germaine intégrée à l'armée de César viennent à bout de l'assaut furieux mais désordonné des Gaulois. Deux nouvelles offensives seront livrées, simultanément cette fois, en vain. Pourtant attaqué sur deux fronts, non seulement César repousse Vercingétorix dans ses retranchements, mais encore il bat et poursuit les forces de secours qui, après l'ultime tentative, se dispersent et abandonnent la partie.

Vaincu, Vercingétorix se rend au camp de César et jette aux pieds du vainqueur, en guise de capitulation, armes et insignes. Il sera traîné en triomphe à Rome, emprisonné, puis exécuté quelques années plus tard.

Après un ultime affrontement d'envergure à Uxellodunum (près de Cahots), mené et perdu par les Gaulois, l'ensemble du pays sera définitivement soumis à la pax *romana*.

Le récit d'Alésia, comme celui de l'ensemble de la conquête de la Gaule par César, demeure néanmoins sujet à caution, au moins quant aux détails. Le général romain, dans sa *Guerre des Gaules*, fait œuvre de politique habile davantage que de chroniqueur honnête. Ainsi, pour ce qui concerne Alésia, les chiffres sont-ils fortement exagérés : sans doute les Gaulois de Vercingétorix ne sont-ils pas 80 000 – chiffre très considérable pour l'époque – face à des assiégeants qui ne seraient que 50 000. L'espace réduit de l'oppidum d'une part, la disproportion assiégeants/assiégés d'autre part, rendent peu crédibles ces évaluations Mais là où César fait manifestement preuve de mauvaise foi, c'est en évoquant les 250 000 combattants (provenant de quarante-quatre peuples) censés composer l'armée de secours. Ce chiffre fantaisiste – comme tant d'autres – participe d'une propagande bien menée et destinée au Sénat. Mettre en relief et forcer à outrance les difficultés de la conquête à travers le nombre, l'héroïsme et la détermination de l'adversaire, c'est glorifier sa propre valeur militaire et par conséquent se concilier officiers, amis politiques et créanciers. César aura besoin d'eux lorsqu'il s'agira de prendre le pouvoir à Rome.

Il demeure que, après Alésia – dont on peut croire que ce fut en effet un combat acharné et déterminant –, la Gaule romaine se soumet complètement et deviendra même l'une des plus prospères provinces de l'Empire. À telle enseigne que lorsque Rome chancellera sous les coups de boutoir des Barbares venus de l'Est (v^{e} siècle après J.-C.), les Gallo-Romains compteront parmi les plus farouches et ultimes défenseurs de l'ordre romain.

BIBLIOGRAPHIE

G. Bordonove : *Vercingétorix*, Pygmalion, 1978.
Jules César : *La Guerre des Gaules*, GF-Flammarion, 1964.
C Guignard-Vanuxem : *Vercingétorix*, Cheminements, 1997.

« Qui peut haïr à ce point sa patrie ou bien être assez lâche et attaché à la vie pour ne pas se repentir même du simple fait d'avoir vécu jusqu'à ce jour ? Ah, si nous étions tous morts avant de voir la Ville sainte [Jérusalem] *détruite de fond en comble par les mains des ennemis, et le sanctuaire sacré arraché de ses fondements avec tant d'impiété !* [...] *fiers de notre courage, nous nous sommes révoltés contre les Romains et maintenant, pour finir, alors qu'ils nous exhortaient à sauver nos vies, nous avons refusé : dans ces conditions, pour qui leur colère n'est-elle pas une chose évidente, s'ils nous prennent vivants ? Malheur aux jeunes gens dont la vigueur physique résistera longtemps aux supplices, malheur aux moins jeunes dont l'âge ne pourra pas supporter ces calamités ! Y a-t-il quelqu'un qui acceptera de voir sa femme emmenée de force, d'entendre la voix de son enfant criant : "Père !" ; alors que lui aura les mains enchaînées ?* [...] *Hâtons-nous donc de leur laisser, au lieu de la jouissance qu'ils espèrent de notre capture, la stupeur devant notre mort et l'admiration devant notre intrépidité. »*

Éléazar ben Yaïr, chef des révoltés juifs à Massada
(Flavius Josèphe, *La Guerre des Juifs*).

MASSADA

(printemps 73 ou 74 après J.-C.)

Massada – sa résistance et sa chute – fait partie de ces épisodes historiques tragiques qui façonnent les identités nationales des siècles après qu'ils se sont produits. Ainsi presque deux millénaires après les faits, le mouvement national juif (le sionisme), et l'État d'Israël contemporain qui en est le fruit, ont intégré complètement Massada dans le substrat collectif, au titre prestigieux d'un haut fait d'armes ; ce site, impressionnant et dûment restauré, les écoliers israéliens y crapahutent en groupes, invités à s'imprégner de l'héroïsme de leurs ancêtres, les jeunes conscrits, solennellement, y prêtent serment de fidélité à l'État, et les touristes sont chaudement incités à le visiter.

Au-delà des mythes et des passions, Massada est longuement évoquée par Flavius Josèphe dans sa Guerre *des Juifs*. Général capturé par les Romains lors de la grande révolte juive de 66, ce lettré passe du côté romain en dénonçant les excès de certains mouvements rebelles tels les sicaires (zélotes) dont l'altitude extrémiste, selon lui, est responsable de la révolte désastreuse puis du cataclysme qui s'abat sur la Judée et, pour finir, sur sa capitale politique et spirituelle : Jérusalem. Se faisant historien de cette guerre juive contre Rome, Josèphe retrace l'histoire de l'exceptionnelle forteresse naturelle.

Selon les interprétations, Massada fut initialement fortifiée soit par Jonathan Maccabée, fondateur de la dynastie des Hasmonéens, dans sa lutte contre Antiochus IV Épiphane (donc vers 160 avant J.-C.), soit par Alexandre Jannée, dernier conquérant juif (donc entre 100 et 70).

Ce qu'on sait en revanche avec certitude, c'est que le « roi bâtisseur » Hérode, dans ses luttes, fuites et exercices du pouvoir successifs, a considérablement renforcé et embelli le site. De 41 à 4, il l'utilise même comme palais d'hiver.

Gigantesque protubérance de rocailles sise entre le désert aride de Judée et la mer Morte (qui la borde à l'époque), Massada offre un plateau à peu près ovale surplombant les alentours par 400 mètres d'altitude, aux flancs excessivement escarpés au nord, au sud et à l'est. Sur ce dernier point cardinal existe un unique chemin dit « du Serpent » tant il est sinueux et périlleux À l'ouest enfin, l'inclinaison d'une partie de la pente est moins abrupte.

Les rois cités plus haut ont édifié un rempart de pierre circulaire sur les crêtes et l'arête du plateau, haut de 6 mètres et large de 4 en moyenne. De surcroît, une tour sur le chemin du Serpent et 37 autres – hautes

de 25 mètres – sur le pourtour de la muraille achèvent de protéger la garnison en place à Massada contre un éventuel assaillant.

Quant aux réserves en armes et en produits de subsistance laissés par Hérode, ils sont considérables : stocks d'armes et même de métal brut pour en confectionner de supplémentaires, profondes et fraîches citernes creusées afin de récupérer les rares mais torrentielles pluies d'hiver, vastes magasins regorgeant de vin, d'huile, de blé, de dattes, de légumes secs... Tous ces produits, bien conservés, seront consommables plus de cent ans après avoir été engrangés !

Lorsque éclate la révolte juive contre l'occupant, Massada semble donc inexpugnable. Menahem de Gamala, fils du premier chef conjuré, s'empare de la citadelle par surprise, anéantit la modeste garnison romaine qui s'y trouvait, et puise dans ses stocks pour poursuivre la révolte. Il sera capturé mais l'un de ses parents, le chef sicaire Éléazar ben Yaïr (Jaïr), s'y réfugie avec presque un millier de combattants et leurs familles, en 70. Cette même année, les légions de Titus ont conquis puis saccagé Jérusalem. Le tour viendra des derniers bastions de résistance : les forteresses de Hérodion et de Machéronte. En 73 (ou 74), les sicaires puissamment retranchés à Massada demeurent ainsi les derniers combattants d'une révolte dont on sait qu'elle a d'ores et déjà été écrasée dans le sang.

Pour le nouveau gouverneur romain de Judée, Flavius Silva, réduire les défenseurs de Massada exige des moyens exceptionnels. Un simple siège classique ne suffira pas à sa X^{e} légion pour vaincre une telle citadelle.

Dans un premier temps, Silva joue sur la fibre fraternelle et religieuse des sicaires : ce sont des esclaves juifs qui transportent l'eau pour ses légionnaires (depuis Ein Guédi, à 17 kilomètres au nord), ainsi que les matériaux nécessaires à l'érection des murs de circonvallation autour de Massada. Assuré que les combattants ne porteront pas atteinte à d'autres Juifs, il préserve simultanément le moral et le nombre de ses légionnaires

Puis le gouverneur romain, efficacement secondé par un corps de génie militaire, fait bâtir promptement catapultes, balistes, béliers et scorpions, ainsi qu'une hélépole, machine de siège à trois étages et aux montants de fer. Afin de parvenir au même niveau que les défenseurs, Silva ordonne que soit surélevée la large corniche du versant occidental ; des esclaves juifs rehaussent donc cette portion de pente, la *leuké* (la blanche, en référence à

sa couleur de pierre), et bientôt un remblai surmonté d'une plate-forme permet aux Romains de placer leur tour à hauteur de la muraille. À cet instant du siège, les défenseurs de Massada n'ont déjà plus d'espoir. Certes leurs réserves sont immenses et leurs capacités défensives intactes, mais face à un ennemi ingénieusement décidé à mener l'offensive sans s'engluer dans un long siège inutile, elles ne leur servent à rien à moyen terme, permettant seulement de retarder l'échéance fatale. Aussi, après quelques audacieux mais vains coups de force contre des sentinelles isolées, Éléazar ben Yaïr et ses hommes entreprennent une ultime tentative : ils façonnent et élèvent en hâte, face aux machines romaines établies sur la plate-forme, une cloison souple remplie de sable et de terre, maintenue par des poutres en bois. À chaque coup de bélier sur le mur, celui-ci se tasse et par conséquent se renforce. Mais à cette astuce les assiégeants répondent par le feu, projetant des flèches enflammées contre le mur : dans un premier temps le vent retourne les flammes contre les Romains, mais bientôt elles dévorent le vulnérable ouvrage.

Tout espoir ayant définitivement disparu, les Juifs se préparent donc à l'assaut final du lendemain. Alors Éléazar les harangue, exhortant au suicide collectif plutôt qu'à l'humiliation et à l'esclavage. Bien que le suicide soit formellement interdit dans le judaïsme, tous s'y résolvent : 960 hommes, femmes et enfants périssent ainsi, et seules deux femmes emmenant cinq enfants décident de se soustraire au massacre. Écoutons Flavius Josèphe relater la fin tragique des combattants de Massada et le dépit des assaillants :

« Dans le temps qu'ils couvraient leurs femmes de caresses et de baisers, qu'ils serraient leurs enfants dans leurs bras, prolongeant ces dernières étreintes au milieu des larmes, dans le même temps, comme s'ils recouraient au service de mains étrangères, ils exécutaient leur dessein, ayant pour consolation, dans cette nécessité de tuer, la pensée des maux qu'ils auraient endurés de la part de l'ennemi.

« Et, finalement, personne ne fut trouvé inférieur à une tâche qui demandait un tel cran, chacun parcourant jusqu'au bout la rangée de ses bien-aimés : malheureux, d'en être réduits à une telle nécessité que tuer leurs femmes et leurs enfants de leurs propres mains leur apparaissait comme un moindre mal ! [...]

« Les Romains, s'attendant encore à un combat, étaient sous les armes à l'aube et, ayant fait des ponts d'approche avec des passerelles partant du

terrassement, ils s'avancèrent pour l'attaque. Mais ils ne voyaient aucun ennemi : partout une terrifiante solitude, des flammes à l'intérieur, le silence. Ne sachant comment interpréter ce qui était arrivé, finalement, comme pour déclencher le tir, ils poussèrent le cri de guerre, pour voir s'ils amèneraient un des occupants à se montrer. Le cri fut entendu par les deux malheureuses femmes : elles émergèrent de l'aqueduc, et dirent aux Romains comment les choses s'étaient passées, l'une des deux leur faisant un compte rendu précis du discours et du déroulement des opérations Mais ils avaient du mal à l'écouter, n'arrivant pas à croire à un courage d'une telle ampleur. Ils entreprirent d'éteindre l'incendie et, se taillant rapidement un passage à travers les flammes, ils pénétrèrent dans le palais. Là, se trouvant devant une pareille foule de tués, ils ne manifestèrent aucune joie comme il eût été naturel pour des ennemis, mais furent saisis d'admiration devant la noblesse de leur décision et le mépris de la mort manifesté par tant d'hommes qui la mirent à exécution sans broncher. »

En définitive, l'enseignement militaire du siège de Massada, relativement limité, est double : d'abord la ténacité, le cynisme et l'ingéniosité des militaires romains – dont les peuples connaissaient le caractère redoutable depuis au moins Jules César* – se confirme ; ensuite et corrélativement à cette supériorité romaine, la chute de l'exceptionnelle forteresse illustre la réalité selon laquelle nulle place forte ne peut jamais prétendre à l'invincibilité. Très différentes entre elles, des citadelles communément jugées inexpugnables telles que Château-Gaillard ou Alamut chuteront à un moment de leur existence, soit par la ruse, soit par la force brute, soit par l'impéritie de leurs propres défenseurs.

Quant à Massada, c'est finalement sa dimension mythique et psychologique qui demeure ; polémique par la nature de ses défenseurs et, peut-être plus encore, par l'acte sacrificiel auquel ils se livrèrent, son sort reste néanmoins en Israël, surtout après la victoire des Six-Jours* de 1967, un thème populaire et largement valorisé.

BIBLIOGRAPHIE

Flavius Josèphe : *La Guerre des Juifs*, éditions de Minuit, 1988.

M. Hadas-Lebel : *Jérusalem contre Rome*, éditions du Cerf, 1990 ; *Massada, histoire et symbole*, Albin Michel, 1995.

« Les Wisigoths, se séparant alors des Alains, foncent sur les bandes des Huns ; ils auraient massacré Attila lui-même si celui-ci ne s'était enfui prudemment et enfermé avec les siens dans l'enceinte de son camps barricadé avec des chariots. C'est à ce fragile rempart que demandèrent un moyen de salut des hommes devant qui, peu auparavant, aucune forteresse ne pouvait tenir ».

Jordanès (*Histoire des Goths*).

LES CHAMPS CATALAUNIQUES

(20 juin 451)

On a parfois tendance à mettre en parallèle la bataille des champs Catalauniques, dite aussi « de Châlons », avec celle qui opposera presque trois siècles plus tard, près de Poitiers*, Charles Martel et les « envahisseurs sarrasins ». Or, des deux affrontements, le premier est sans doute plus déterminant.

En premier lieu, les champs Catalauniques, vaste plaine champenoise située entre Troyes et Châlons (peut-être à Méry), marquent l'extrême pointe de l'avancée des Huns en Occident. Ce peuple nomade d'Asie centrale et orientale a parcouru des milliers de kilomètres dans sa marche de conquête, ne suscitant que fort peu de résistance et soumettant par la terreur les populations Cette rencontre est le premier véritable coup d'arrêt de son expansion. En second lieu, Aetius, le général qui s'oppose au roi des Huns Attila, surnommé le « Fléau de Dieu », va remporter contre lui l'ultime victoire d'un Empire romain agonisant précisément sous les coups de boutoir des peuples barbares.

Au début de 451, Attila franchit le Rhin et, progressant toujours plus à l'ouest et au sud, s'empare de Strasbourg, Colmar, Laon, Saint-Quentin,

Reims, Arras et Metz, épargnant toutefois Paris protégé par les deux bras de la Seine.

Brillant chef d'une armée romaine d'Occident en décomposition, Aetius est dépêché par l'empereur Valentinien III et parvient à regrouper ses troupes pendant qu'Attila assiège Orléans. Selon les chiffres probablement exagérés du chroniqueur Jordanès, auteur d'une *Histoire des Goths*, le Romain commande 150 000 hommes, le Hun 450 000 ; ce dernier chiffre peut correspondre au sentiment de masse humaine provoqué par la présence non loin du champ de bataille des familles des soldats, traditionnellement emmenées dans toutes les conquêtes

De part et d'autre, on a cherché à s'adjoindre mercenaires et alliés : Attila peut compter avec un puissant corps de cavalerie germain ainsi que sur des Ostrogoths, Burgondes et autres Gépides, tandis qu'Aetius – dont l'armée compte déjà une forte proportion de Barbares romanisés (comme les Alains) – parvient à gagner l'alliance du roi des Wisigoths, Théodoric l^{er}. Autre dénominateur commun : les deux armées en présence offrent une composition tactique relativement similaire, avec pour pièce maîtresse une imposante cavalerie. À cet égard, seule celle d'Attila possède la maîtrise rare – partagée avec quelques autres peuples nomades eurasiatiques tels que les Scythes et les Parthes (et plus tard les Mongols) – de l'effet de surprise, de la mobilité extrême, du combat de harcèlement grâce aux cavaliers-archers. C'était du reste déjà ce type de combat qui avait permis aux Parthes d'écraser à Carrhes*, cinq siècles auparavant, les légions romaines à l'époque essentiellement constituées de fantassins.

Face à cette redoutable masse de cavaliers-archers huns, Aetius dispose d'un atout qu'il va mettre à profit : pour avoir été otage des Huns et, durant cette période, ami d'Attila, il connaît parfaitement les forces et faiblesses de son adversaire. En l'occurrence, la cavalerie ennemie ne se distingue pas par une grande capacité à endurer des combats rapprochés ni des chocs frontaux. D'autre part, il sait la traditionnelle tactique du « Fléau de Dieu » : lancer une fulgurante charge de cavalerie contre le centre ennemi, puis fuir rapidement le champ de bataille pour mieux l'investir ailleurs et y relancer de nouvelles charges, violentes, mais ponctuelles jusqu'à épuisement ou dislocation de l'ennemi.

C'est donc le général romain qui prend l'initiative, attaquant d'emblée les ailes d'Attila. Décontenancée, peu accoutumée à subir une pression constante de l'adversaire, son armée ne parvient pas à déployer ses valeur et

tactique habituelles. De surcroît, lorsque les Wisigoths apprennent la mort de leur roi Théodoric (son fils Thorismond est blessé), ils redoublent de combativité dans un esprit de vengeance, se concentrant sur Attila. À ce moment d'un combat indécis et probablement confus, le retrait de leur chef achève de faire se débander les Huns. Ils se replient dans leur campement de chariots disposés en cercle, modeste citadelle derrière laquelle ils poursuivent le combat en criblant de flèches les Romains et assimilés qui les assiègent. Sachant n'avoir aucune chance de capturer Attila vivant – celui-ci s'immolera par le feu plutôt que de tomber en captivité –, Aetius laisse sagement une porte de sortie à son ancien ami : en effet, les Huns rescapés se retirent trois jours plus tard avec familles, armes et bagages vers la vallée du Rhin.

Attila sèmera encore la terreur dans le nord de l'Italie avant de trouver la mort en 453. Son empire ne lui survivra pas et les Huns disparaîtront assez rapidement en tant que force constituée et cohérente. Quant à Aetius, auquel nombre de peuples barbares émigrés en Occident – romanisés ou non – doivent d'avoir échappé à la soumission aux Huns redoutés, il sera assassiné par Valentinien jaloux de son succès, avant d'être vengé par le meurtre de cet empereur romain comptant parmi les tout derniers d'Occident.

La bataille des champs Catalauniques, dont on a établi à l'époque le caractère épique et sanglant (les cours d'eau de la plaine transformés en rivières de sang...), tout comme les campagnes de teneur menées par les Huns à travers l'Europe, ont forgé le mythe d'un Attila plus barbare que les Barbares incarnant une menace pour la civilisation tout entière. Or, si ses troupes étaient en effet promptes au pillage et aux massacres (comme tant d'autres), lui-même était un bon administrateur, un lettré maîtrisant le latin et le grec, et un fin diplomate qui ne provoquait la guerre qu'en guise de recours ultime.

BIBLIOGRAPHIE

G. Ellert : *Attila, fléau de Dieu*, Robert Laffont, 1992.
M. Bouvier-Ajam : *Attila, le fléau de Dieu*, Tallandier, 1999.
Jordanès : *Histoire des Goths*, Les Belles Lettres, 1919.

« Ce fut comme la grande bataille de l'Orient contre l'Occident [...]. *Les Francs triomphèrent, et sauvèrent par leur victoire l'Europe et la chrétienté. »*

(Cours des écoles, Histoire, Cours moyen, 1895).

POITIERS

(25 octobre 732)

« Ce fut une rencontre singulièrement émouvante que celle des soldats de l'Orient, légers et rapides comme le vent, sans autre cuirasse que leur enthousiasme et leur fanatisme, avec les lourds et robustes guerriers de Charles. [...] Le torrent de l'invasion musulmane était enfin arrêté et contraint de remonter vers sa source. Dans cette mémorable journée, où comme le marteau "débrise et froisse l'acier", il avait broyé les infidèles, Charles conquit son beau nom de Martel » (*Histoire du Moyen Âge*, Librairie C. Poussielgue, 1899).

« Charles Martel dut courir au-devant des Arabes ; il les rencontra à Poitiers. Ce fut un moment solennel : car si les Francs étaient vaincus, c'en était fait assurément de la civilisation chrétienne, et de l'indépendance de l'Europe. Aussi, pendant huit jours, sans oser attaquer, les représentants de ces deux mondes restèrent en présence : d'un côté, les Arabes au teint basané, aux cheveux noirs, coiffés de turbans, vêtus de burnous multicolores, caracolant sur leurs maigres chevaux d'Afrique ; de l'autre, les Francs à la haute stature, avec leurs casques d'airain, immobiles sous leurs lourdes armures. Enfin la bataille s'engagea ; après une lutte terrible, les Arabes vaincus s'enfuirent au-delà des Pyrénées : la Gaule et la chrétienté étaient sauvées » (*Histoire de France*, 1916).

Présentée, en particulier en France, comme une gigantesque et glorieuse bataille ayant permis le coup d'arrêt de l'expansion musulmane en Occident, l'engagement de Poitiers compte parmi ces affrontements dont l'ampleur somme toute modeste fut sans commune mesure avec leur exceptionnel retentissement non seulement chez les contemporains, mais encore des siècles durant et par-delà les frontières.

En réalité, la bataille de Poiriers a pour toile de fond la vive rivalité entre le Royaume franc établi essentiellement au nord de la Loire, et l'Aquitaine encore largement gallo-romaine et soucieuse d'échapper au pouvoir nordiste, mérovingien.

Le duc Eudes, menacé par la rapide progression des forces sarrasines – en fait des troupes berbères fraîchement converties à l'islam et que commandent des officiers arabes –, cherche d'abord à se concilier un chef berbère rebelle au pouvoir central d'Espagne. Sans doute cette politique échoue-t-elle car, ayant perdu Bordeaux, Narbonne, Carcassonne et toute la Septimanie (Languedoc), Eudes se décide à faire appel à Charles Martel auprès duquel il part se réfugier. Le maire du palais et duc d'Austrasie, véritable détenteur du pouvoir en l'absence de direction de la part des « rois fainéants », profite de l'occasion pour intervenir dans les affaires de la riche province. Par ailleurs – mais sans doute cette motivation est-elle alors secondaire –, Charles Martel compte affaiblir les bandes sarrasines qui pillent régulièrement les vallées du Rhône et de la Saône.

Il réunit donc une armée probablement assez forte pour l'époque et l'engage vers Saint-Martin-de-Tours, dont la riche abbaye est menacée par les troupes d'Abd al-Rahman I^{er}. Ce dernier se replie à l'annonce de l'arrivée des Francs (ce qui souligne bien la technique de razzia, ponctuelle et fulgurante, spécifique aux « Sarrasins »), mais ne parvient pas à échapper à ses poursuivants. Près de Poitiers, peut-être à Moussais, le 25 octobre, les deux armées s'élancent l'une contre l'autre.

Le nombre des combattants tout comme les tactiques de combat – si tant est qu'il y en ait eu – nous sont inconnus, mais pas les armes employées. Les cavaliers berbères, légèrement vêtus et accoutumés aux assauts brefs, violents et décisifs, voient leurs charges se briser sur les « hérissons » formés par les fantassins francs dotés de cottes de mailles, de boucliers et de casques, et leurs lances et autres javelots impuissants à transpercer le métal protégeant les Francs. Quant aux cavaliers de Charles Martel, ils demeurent en rangs très serrés, leurs longues lances au poing. La nuit

venant, les Berbères abandonnent le terrain, leur campement et leur butin. La mort au combat de leur chef Abd al-Rahman a probablement provoqué ou du moins accéléré leur fuite.

Au-delà des hypothèses, des incertitudes et surtout des mythes, deux réalités s'imposent. En premier lieu, le champ de bataille près de Poitiers ne fut pas foulé par des centaines de milliers de Maures comme l'ont laissé entendre des chroniqueurs contemporains de l'événement. Tout au plus peut-on imaginer, Francs et musulmans confondus, trois ou quatre dizaines de milliers de soldats, ce qui serait déjà tout à fait considérable.

En second lieu, l'affrontement ne s'est pas inscrit dans la réalité d'une lutte à mort déterminante entre deux civilisations, et Charles Martel ne s'est pas représenté sa victoire des environs de Poitiers à la manière d'un sauvetage de la chrétienté face à l'invasion berbère, pas plus qu'Abd al-Rahman ne s'est représenté l'engagement comme fondamental en matière de conquête territoriale. En revanche, il est permis de croire que Martel fut le premier à « instrumentaliser » cette victoire à des fins politiques. Le fait est que lui-même de son vivant, puis ses descendants directs, Pépin le Bref et Charlemagne, en tireront prestige et renommée.

Enfin les « Sarrasins », offrant bien davantage l'aspect de cavaliers indisciplinés avides de butin que d'une force d'invasion, poursuivront plusieurs décennies après Poitiers leurs razzias dans les vallées méridionales.

BIBLIOGRAPHIE

A Ammann & E.-C. Coutant : *Histoire de* France *du Brevet élémentaire*, Librairie Fernand Nathan, 1916.

J. Le Goff & J.-C. Schmitt (dir.) : *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, Fayard, 1999.

P. Perin & L-C. Feffer : *Les Francs*, Armand Colin, 1997.

« Roland et ses braves marchaient sans défiance en suivant la vallée profonde ; tout à coup, du haut des rochers, une multitude d ennemis font rouler sur eux d'énormes blocs de pierre. Les Francs se défendent avec courage, mais ils sont bientôt cernés et vaincus ; Roland lui-même tombe blessé mortellement. Voulant avertir Charlemagne qui traversait les monts à la tête de son armée, il saisit son cor d'ivoire qu'on entendait de dix lieues à la ronde, et il en sonne si fort que les veines de son cou se rompent. Il prend alors Durandal, son épée, dont la garde est enrichie de saintes reliques : Ô ma bonne Durandal, dit-il en l'embrassant ; avec toi j'ai conquis tant de royaumes pour Charles à la barbe fleurie ! Et maintenant je ne puis te défendre ! À Dieu ne plaise que tu tombes jamais aux mains d'un païen ou d'un lâche ! Puis, saisi d'une grande douleur et colère, il frappe dix fois la roche brune qui se trouve devant lui : l'acier grince, une brèche énorme est ouverte dans le rocher, mais Durandal intacte rebondit vers le ciel. Voyant qu'il ne peut la briser, le héros se couche sur l'herbe verte, met sous lui sa bonne épée et se prépare à mourir. »

(*Histoire de France*, Cours élémentaire, Librairie générale, 1932).

RONCEVAUX

(15 août 778)

Quel élève français n'a pas appris, sur les bancs de l'école républicaine, la fin tragique et héroïque de Roland ?

Au-delà du mythe, l'épisode de Roncevaux se déroule dans un contexte que l'on peut établir aisément. L'émir omeyyade de Cordoue envoie des troupes contre Saragosse dont le cadi s'est révolté. Ce dernier en appelle à la puissance montante du nord des Pyénées – bien que chrétienne – à savoir le royaume de Charles (futur Charles « le Grand », ou Charlemagne).

Avisant probablement l'intérêt qu'il peut tirer à intervenir par-delà les Pyrénées, le roi franc abandonne provisoirement une intervention au nord-est contre les redoutables Saxons, atteint le sud de l'Aquitaine où il contraint l'hostile roi Loup Il à faire sa soumission, puis franchit à la tête de son armée, divisée en deux colonnes, la chaîne montagneuse. Parvenu à Saragosse, il constate que la cité s'est finalement ralliée au pouvoir omeyyade et, furieux, décide de l'assiéger. Sans doute l'enjeu ne vaut-il guère les risques encourus et les pertes qui s'accumulent ; Charlemagne lève en définitive le siège au bout de quelques semaines et remonte vers le nord. Cette fois, toute l'armée franchit les Pyrénées par le col de Roncevaux. Il s'agit de gagner l'Aquitaine au plus vite. C'est là que l'amère-garde commandée par le gendre du roi est attaquée et anéantie, sans doute le 15 août 778. Périssent au cours des combats de grands capitaines tels le comte palatin Anselme et Egghiard le sénéchal.

Sur le plan tactique, et sans qu'il soit nécessaire d'imaginer d'autres critères, il apparaît clairement que le lieu choisi pour l'attaque révèle une embuscade : les assaillants créent l'effet de surprise et tiennent les hauteurs, les parois du col sont trop escarpées pour une fuite en avant des Francs contre l'ennemi établi en surplomb, et la cavalerie – leur atout majeur – n'est en l'occurrence d'aucun secours.

Le biographe de Charlemagne, l'ecclésiastique Eginhard (770-840), confirme que la bataille a bien eu lieu, donnant valeur historique à la fameuse *Chanson de Roland* qui n'apparaîtra que deux siècles plus tard, colportée de châteaux en châteaux par trouvères et autres troubadours. Pour le reste, il n'existe guère de détails sur l'événement. On est certain en revanche que l'affrontement de Roncevaux fut l'objet d'une mystification à

outrance. En fait de « Sarrasins », il s'agissait à l'évidence de Vascons (Basques), montagnards pyrénéens farouches et guerriers craints, que les chefs militaires musulmans n'étaient encore jamais parvenus à soumettre. Peu nombreux et soucieux de conserver leur indépendance, les Vascons cherchèrent sans doute, en s'attaquant à une arrière-garde française épuisée par de longues marches, vulnérable dans le col et chargée de butin, à réaffirmer leur réputation de valeureux combattants, afin de dissuader d'éventuelles velléités de conquête étrangère, franque en particulier.

Quant à Durandal, la « bonne épée » que Roland, en désespoir de cause et sachant la fin proche, préférera briser contre le roc plutôt que de la laisser aux mains des infidèles, elle n'est pas sans évoquer Excalibur, la célèbre épée du roi Arthur, héros des récits de *La Table ronde*. La symbolique de l'épée royale (ou princière) liée à la terre et au roc est en vogue durant le haut Moyen Âge. Le cor (olifant) de secours auquel Roland n'aura recours, en dépit des exhortations de son compagnon d'armes Olivier, qu'en extrême limite, la répugnance à s'en servir traduit déjà l'esprit chevaleresque qui imprégnera tout l'Occident médiéval, la France en particulier : lutter jusqu'au bout de ses forces en combat loyal, faire preuve d'un courage indomptable, et mourir dans l'honneur s'il le faut.

Enfin le « méchant » de la légende, le traître Ganelon qui conseille à Charlemagne de ne pas interpréter le son de l'olifant comme un appel au secours – et cela à deux reprises –, lui, a bien existé..., mais presque un siècle plus tard, et non comme conseiller du roi mais comme archevêque de Sens ! Ganelon gagnera sa réputation de traître en abandonnant, en 858, le camp du roi Charles le Chauve pour gagner celui de son frère et néanmoins ennemi Louis le Germanique.

À cet égard il est intéressant d'observer que les deux peuples durement visés par la tragédie mythifiée de Roncevaux sont, très directement, les « Sarrasins » – lesquels seront outrancièrement assimilés aux « infidèles » musulmans au cours des croisades (XI^{e}-XIII^{e} siècle), et, indirectement, les Germains par le truchement de la trahison de Ganelon. Plus éloquent encore : c'est la République laque qui remet au goût du jour l'épisode mystifié de Roncevaux (plus ou moins oublié des siècles durant) si fortement teinté de religiosité.

BIBLIOGRAPHIE

La Chanson de Roland, traduction J. Dufournet, GF-Flammarion, 1993.

J. Favier : *Charlemagne*, Fayard, 1999.

I. Gobry : *Charlemagne*, éditions du Rocher, 1999.

« Lorsque le roi des Franj se retrouva sur la colline, il lança avec ses gens une farouche attaque qui fit reculer nos propres troupes jusqu'à l'endroit où se tenait mon père. Je le regardais alors, il était triste, crispé, et tirait nerveusement sur sa barbe. Il s'avança en criant : "Satan ne doit pas gagner !" Les musulmans partirent de nouveau à l'assaut de la colline. Quand je vis les Franj reculer sous la pression de nos troupes, je hurlai de joie : "Nous les avons battus [...]*." Mais mon père se tourna vers moi et me dit : "Tais-toi ! Nous ne les aurons écrasés que quand cette tente là-haut sera tombée !" Avant qu'il ait pu terminer sa phrase, la tente du roi s'écroula. Le sultan descendit alors de cheval, se prosterna et remercia Dieu en pleurant de joie. »*

Malik al-Afdal, fils de Saladin
(in A. Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes*).

HATTIN

(ou Hittin, 3 juillet 1187)

Depuis leur conquête de Jérusalem en juillet 1099, les croisés sont parvenus à maintenir leur prédominance non seulement sur la Ville sainte, mais également dans la région littorale s'étendant d'Antioche (actuelle Turquie) et Édesse (Syrie) à Ascalon (Israël), en passant par Tripoli (Liban), la Galilée (Israël) et l'outre-Jourdain (Jordanie).

Mais cette domination franque est fragile : elle n'a tenu jusqu'alors qu'à la profonde division des forces arabo-musulmanes. Car si les moines-soldats –

chevaliers Templiers et Hospitaliers pour l'essentiel – sont extrêmement aguerris et déterminés, ils ne seront jamais plus d'un millier, dispersés dans leur chapelet de forteresses. Ces chevaliers disposent de fantassins en effectifs réduits, et ne peuvent compter sur le soutien d'une population civile abondante. L'engouement en Occident pour la Terre sainte n'aura pas atteint les foules au point de les y enraciner.

Au cours de la décennie 1170-1180, un dignitaire musulman d'origine kurde, Saladin (*Salah al-Din Yusuf*), parvient peu à peu à s'imposer comme chef politique et militaire talentueux et respecté de toutes les parties arabes jusqu'alors antagonistes. Dans le même temps, Gui de Lusignan s'empare à force de compromissions politiques et claniques de la couronne du Royaume latin de Jérusalem (1186). Or, au contraire de Saladin, c'est un piètre stratège et sa légitimité comme chef des croisés est contestée.

De 1181 à 1187, escarmouches et trêves se succèdent entre les chevaliers croisés et ceux du sultan. Aucun des deux camps ne semble parvenir à réunir des forces suffisantes pour vaincre l'adversaire de manière décisive. Lusignan ne peut compter sur des renforts conséquents en provenance d'Europe, et Saladin doit parachever le regroupement sous sa bannière des nombreuses factions musulmanes. Surtout, ses hommes sont majoritairement de petits propriétaires terriens soucieux de ne pas prolonger longtemps une campagne militaire ; il lui sera donc impératif de frapper vite et fort lorsqu'il l'aura décidé.

Au printemps 1187, exaspéré par les embuscades et pillages incessants – y compris durant les trêves – du prince d'outre-Jourdain Renaud de Châtillon, le chef kurde regroupe une armée nombreuse et pénètre en Galilée, s'emparant de Tibériade.

Autour de Lusignan, deux partis s'opposent quant à la politique à mener : le premier est dirigé par Raimond, comte de Tripoli, lequel entretient des rapports de bon voisinage avec Saladin et prône l'apaisement et la négociation, le second par le Grand Maître du Temple, Gérard de Ridefort, favorable à la lutte à outrance. Allié politique de Lusignan, ce dernier emporte la décision : on attaquera de front l'armée musulmane.

Les forces chrétiennes se regroupent en Galilée occidentale, près de Saint-Jean-d'Acre, et se mettent en route vers la citadelle de Tibériade qu'assiège le sultan et aux alentours de laquelle il a solidement pris position.

En plein été, les chevaliers francs lourdement cuirassés parcourent une trentaine de kilomètres en affrontant la soif et une chaleur écrasante. Parvenus à proximité du camp musulman, les chefs chrétiens ne parviennent pas à élaborer une tactique cohérente et, poussés par les hommes de troupe assoiffés distinguant, par-delà les troupes musulmanes, le gigantesque lac de Tibériade, se lancent dans des charges furieuses et désordonnées. Trois fois plus nombreux, les soldats de Saladin subissent de lourdes pertes mais résistent aux assauts successifs de l'ennemi. Rusé, le chef kurde manie ses troupes fraîches avec souplesse et fait brûler des champs d'herbe sèche afin d'affoler les chevaux et créer la confusion chez l'assaillant. Ainsi le relate le chroniqueur et témoin Ibn al-Athir :

« Les musulmans avaient mis le feu à l'herbe sèche, et le vent soufflait la fumée dans les yeux des chevaliers. Assaillis par la soif, les flammes, la fumée, la chaleur de l'été et le feu du combat les Franj n'en pouvaient plus. Mais ils se dirent qu'ils ne pourraient échapper à la mort qu'en l'affrontant. Ils lancèrent alors des attaques si violentes que les musulmans faillirent céder. Cependant, à chaque assaut, les Franj subissaient des pertes et leur nombre diminuait. Les musulmans s'emparèrent de la Vraie croix Ce fut, pour les Franj, la plus lourde des pertes, car c'est sur elle prétendent-ils, que le Messie, la paix soit sur lui, aurait été crucifié. »

Au soir, après d'ultimes charges désespérées, presque tous les combattants chrétiens ont été tués ou faits prisonniers. Rares sont ceux qui, comme Raimond de Tripoli (qui a sans doute bénéficié de la complicité de Saladin), sont parvenus à quitter le champ de bataille à temps. Parmi les captifs, le roi Gui de Lusignan en personne, ainsi que le pillard Renaud de Châtillon auquel Saladin, magnanime avec les autres chefs, n'accorde pas sa clémence : le prince d'outre-Jourdain est décapité.

Hattin marque incontestablement le tournant des croisades. Face à un camp chrétien affaibli par la perte d'une grande partie de sa chevalerie et provisoirement privé de tête politique, Saladin exploite sa victoire et prend possession de Jérusalem après seulement quelques jours de siège. Fait exceptionnel : non seulement il épargne la garnison et la population chrétiennes, mais encore leur permet-il de quitter la cité – dont il interdit le sac à ses soldats – avec armes et bagages. Cette remarquable mansuétude lui permet de gagner la confiance des maigres garnisons chrétiennes qui, au cours de la fulgurante campagne qu'il mène les mois suivant la chute de Jérusalem, se battront systématiquement en état d'infériorité numérique.

Sachant pouvoir obtenir la vie sauve, certaines de ces garnisons capituleront avant d'engager une résistance qui eût été aussi désespérée que vaine, mais meurtrière pour les forces musulmanes.

Ainsi jusqu'à l'offensive de la troisième croisade, dirigée en 1191 par les rois de France et d'Angleterre Philippe II « Auguste » et Richard III « Cœur de Lion », la présence croisée en Terre sainte se limitera à quelques forteresses, puissantes mais isolées, telles que Tyr, Sidon ou le krak des Chevaliers.

Plusieurs croisades se succéderont encore, mais à aucun moment les Francs ne retrouveront la puissance d'avant Hattin. Un siècle après le désastre, en 1291, la chute de l'ultime bastion chrétien en Terre sainte, Saint-Jean-d'Acre, sous les assauts des Mamelouks du redoutable Baybars 1er, mettra un terme définitif sinon au rêve de reconquête, du moins à l'entreprise croisée.

BIBLIOGRAPHIE

J.-P. Charnay : *Principes de stratégie arabe*, éditions de L'Herne. 1984.

R. Grousset : Les Croisades, Perrin, 1936.

A Maalouf : *Les Croisades vues par les Arabes*, J'ai Lu, 1993.

R. Pernoud : *Les* Hommes de fa *Croisade*, Fayard/Tallandier, 1982.

« La puissance des armes requiert non seulement que le roi soit plutôt fort sur la terre : mais elle veut en outre qu'il soit puissant sur mer. »

Richelieu (*Testament politique*).

L'ÉCLUSE

(24 juin 1340)

La bataille navale anglo-française dite de L'Écluse est intéressante à triple titre.

En premier lieu, elle correspond au premier engagement sérieux entre forces anglaises et françaises dans ce qui sera la guerre de Cent Ans. Jusque-là, les troupes d'Édouard III Plantagenêt – lequel revendique le trône de France et compte engager une vaste campagne militaire sur le continent – et celles de son cousin rival Philippe VI de Valois, s'étaient contentées de quelques raids, sièges mineurs et escarmouches en Flandre et en Artois.

En second lieu, L'Écluse (Sluis) est le plus important affrontement maritime en Occident des derniers siècles, peut-être même depuis l'expédition de César* contre les Vénères, en 56 avant J.-C. Plus de 35 000 hommes y sont engagés de part et d'autre, embarqués sur environ 450 bateaux dont 250 anglais et 200 franco-génois. On aurait tort toutefois de voir dans ces groupements d'embarcations de véritables flottes de guerre proprement dites. Galées génoises, bateaux de pêche, nefs marchandes et autres barges de caboteur... ; les embarcations, fort disparates, ne comprennent ni artillerie (les premières bombardes, ancêtres du canon, ne seront utilisées que quelques années plus tard à Crécy* et à Poitiers*) ni protection particulière, et les soldats sont munis d'arcs, d'arbalètes ou d'armes de poing traditionnelles. L'abordage au corps à corps est l'unique façon de vaincre de manière décisive.

En troisième lieu, et c'est là le point le plus intéressant, la bataille de L'Écluse relève davantage d'un *non-sens* stratégique français que d'une *initiative* stratégique anglaise.

À l'origine de la rencontre, il y a la décision de Philippe VI de bloquer l'acheminement par Bruges de la laine anglaise aux alliés flamands d'Édouard III, et des renforts pour le corps expéditionnaire anglais débarqué l'année précédente en Flandre. Pour ce faire, les deux « amiraux » de l'escadre, Nicolas Béhuchet et Hue Quiéret (en fait des administrateurs, non des marins aguerris), décident contre l'avis des Génois expérimentés de masser en un bloc compact l'ensemble des embarcations à l'embouchure d'un bras de mer, le Zwyn, de manière à interdire le passage de l'escadre anglaise. Afin de renforcer la solidité du blocus, on enchaîne étroitement tous les navires entre eux sur trois rangs, voiles abattues, et on arrime l'ensemble des deux côtés du bras de mer. Manœuvre d'autant plus périlleuse qu'on est en Flandre, alliée à l'Angleterre et dont la population est violemment antifrançaise depuis les temps récents où Philippe IV « le Bel » s'évertuait à lui imposer sa suzeraineté.

Aussi lorsque l'escadre ennemie, pilotée par Édouard III en personne, parvient à quelques bordées de la masse française immobilisée, elle n'a plus qu'à attendre d'être portée par la marée montante. En effet, un premier combat s'engage entre les quatre plus grosses nefs des deux escadres respectives, qui tourne assez vite à l'avantage d'Édouard III ; les lourdes arbalètes françaises, efficaces à distance, étant surclassées en combat rapproché par les arcs anglais, légers et ultrarapides à manier. Le roi paie de sa personne : il sera blessé au cours de l'affrontement. Puis les navires anglais fondent sur le gros de leurs ennemis, tandis que les tisserands de Bruges attaquent depuis le rivage les bateaux français qui y sont agglutinés.

Sauf une vingtaine de navires pilotés par des marins aguerris (comme le Génois Barbavera ou le Français Robert Roussel), toute la flotte sombre ou tombe captive, et ses deux chefs sont exécutés sur-le-champ.

Toutefois, Édouard III ne peut tirer grand avantage de l'éclatante déroute française. Vaincu, il eût été contraint de renoncer définitivement à sa campagne pour le trône de France. Vainqueur, il peut tout au plus la poursuivre, sans atout supplémentaire quant au rapport de force global.

Il n'en reste pas moins qu'avec du recul, et même si l'ineptie du commandement français fut la principale caractéristique de L'Écluse, on ne

peut s'empêcher de penser que cette bataille navale marque le commencement d'une fort longue rivalité maritime entre la France et l'Angleterre, rivalité qui tournera quasi systématiquement à l'avantage de cette dernière.

BIBLIOGRAPHIE

P. Contamine : *La Guerre de Cent Ans*, PUF, 1992.
O. Di Gambierardino : *L'Art de la guerre sur mer*, Payot, 1939.
H. Rosinski : *Le Développement de la pensée navale*, Newport, 1977.

« Tous ces rois, comtes, ducs, barons et chevaliers, au lieu de donner ensemble, combattent les uns après les autres. L'indépendance barbare dominait encore tous les esprits avec les idées romanesques ; on ne cherchait qu'à se faire une renommée particulière de vaillance, sans s'inquiéter du succès général. Jamais on ne vit plus de courage et moins d'habileté... »

Chateaubriand
(*Analyse raisonnée de l'histoire de Fronce*)

CRÉCY

(26 août 1346)

Si la bataille navale de L'Écluse* fut l'illustration d'une grande maladresse tactique de la part des Français et d'un certain opportunisme anglais, celle de Crécy-en-Ponthieu constitua un grand moment de déséquilibre entre une tactique rationnelle et efficace d'une part, le vide absolu en la matière d'autre part.

Depuis plusieurs semaines déjà, Édouard III Plantagenêt ravage les terres de Normandie afin de faire valoir ses droits auprès de son cousin de France, Philippe VI de Valois. Cette promenade militaire coûte fort cher en termes de loyauté (les villes et villages pillés qui n'ont pas été secourus par le roi de France s'en éloignent), de ravages agricoles, et de prestige. Édouard nargue Philippe jusque sous les portes de Paris, alors que le royaume de France est cinq fois plus peuplé – plus riche et plus vaste aussi – que celui d'Angleterre.

Lorsque Édouard décide de remonter vers Boulogne pour rembarquer ses 8 000 hommes de troupe, Philippe réunit enfin autour de sa bannière la fine fleur de la chevalerie française, ainsi qu'un nombre considérable de

mercenaires génois. À marche forcée, l'*ost* (armée royale) poursuit puis rattrape l'Anglais, et l'accule à livrer bataille près d'Abbeville.

Théoriquement très inférieur en nombre, disposant d'une faible cavalerie, Édouard décide de jouer son unique carte, celle du positionnement topographique. Il met à profit les quelques heures qui le séparent de l'arrivée des Français sur le champ de bataille – rivalisant de prudence au sacrifice de la gloire chevaleresque – pour occuper une colline au mamelon boisé dont il investit tout un versant, et en disposant ses troupes en trois rangées compactes à flanc de colline : les archers, les hommes d'armes, enfin seulement les cavaliers, pied à terre. Ses hommes sont assis et repus. Au faîte de la hauteur, le roi-soldat dispose les quelques bombardes qu'il possède ; ces canons à poudre primitifs, utilisés là pour la première fois en Occident, ne provoqueront que peu de victimes, mais le bruit de leur détonation ne manquera pas d'effrayer les chevaux et d'impressionner l'ennemi.

En face, c'est une forte armée de 20 000 hommes épuisée par une journée entière de marche sous le soleil qui parvient en vue des Anglais. Pas toute l'armée de Philippe, car ses troupes s'étirent sur plusieurs kilomètres. C'est déjà le milieu de l'après-midi. Quatre chevaliers sont envoyés par le suzerain évaluer la position anglaise. Sagement, ils proposent de remettre au lendemain une bataille à laquelle, cette fois, l'Anglais ne pourra plus échapper. Tout aussi sagement, Philippe accepte.

Or, ses ordres ne parviennent pas aux premières lignes, qui continuent d'avancer. Derrière, les barons chevaliers, frustrés de mois d'attente et pressés d'en découdre dans la plus pure éducation chevaleresque, s'interdisent de laisser l'honneur d'une victoire facile à la « piétaille ». Chacun pousse sa monture plus avant.

Mais, comble de malchance, les redoutables mercenaires génois, pensant la bataille remise au lendemain, n'ont pas pris la précaution de protéger leurs arbalètes de la pluie, alors qu'un violent orage d'été vient de détremper le terrain, et leur arme – plus précise et meurtrière que l'arc à flèches, mais plus lourde et moins rapide à recharger – est dès lors inutilisable.

Depuis la colline, une première pluie de traits s'abat sur les avants français. Se découvrant vulnérables, les archers génois reculent en désordre. Philippe VI croit alors à une trahison et fait massacrer les fuyards. L'incident déclenche la furie des chevaliers français qui s'élancent – tant bien que mal sur le sol devenu boueux et sans attendre le reste des troupes –

vers la première ligne anglaise. Les archers gallois, munis d'un arc souple et extrêmement maniable, continuent de projeter d'innombrables flèches qui atteignent les assaillants sans armure et les montures des chevaliers. La lourde cuirasse de ces derniers, lorsqu'ils sont désarçonnés, signe leur arrêt de mort : une fois à terre, ils ne peuvent ni fuir rapidement ni combattre efficacement. Plusieurs milliers sont tués à terre au couteau par les fantassins anglais, Édouard disposant d'effectifs trop faibles pour se permettre de faire des prisonniers. La confusion puis la déroute dans le camp français deviennent complètes lorsque les bombardes tonnent depuis le haut de la colline et que tombe l'obscurité. Il faudra toute la persuasion de quelques grands chevaliers pour que le roi de France, blessé et spectateur impuissant de sa propre défaite, accepte de cesser un combat d'amère-garde désormais inutile, et de s'éloigner du champ de bataille afin d'échapper à une probable capture.

Sérénité et efficacité tactique anglaises, anarchie, confusion et impétuosité françaises : au-delà du bilan désastreux pour la France des Valois – qui laisse sur le terrain, en attendant de bientôt perdre Calais, plusieurs centaines de chevaliers représentant une grande part de ses élites aristocratiques et militaires –, deux leçons peuvent être tirées.

D'abord, pour la première fois depuis l'Antiquité dans le cadre d'une bataille rangée (et non d'un siège), le feu a prévalu sur le *choc* Les traits gallois ont empêché la charge française de progresser et de jouer son rôle de masse pénétrante. Les chevaliers parvenus sur la première ligne anglaise, isolés au milieu de piétons en armes, ont été désarçonnés par la mort de leur cheval ou sa fuite (détonations).

Ensuite, l'artillerie fait son apparition en soutien de l'infanterie. Ce ne sont certes que ses premiers balbutiements, mais désormais qui saura s'en servir disposera d'un atout non négligeable.

Cassel et Mons-en-Pévèle (victoires de la chevalerie française sur les Flamands au commencement du XIV^{e} siècle) appartiennent déjà au passé. Pourtant les leçons de l'affrontement ne seront tirées que par ses vainqueurs. À Poitiers* puis à Azincourt*, les mêmes causes provoqueront les mêmes effets, avec de surcroît des conséquences politiques autrement désastreuses qu'à Crécy pour le royaume de France.

BIBLIOGRAPHIE

Actes du Colloque international de Vienne : De Crécy à *Mohács. Guerre et art militaire au bas Moyen Âge*, Vienne, Heeresdruckerei, 1997.

P. Contamine : *La Guerre au Moyen Âge*, PUF, 1994.

J. Favier : *La Guerre de Cent Ans*, Fayard, 1980.

« Le bon est que les troupes demandent le combat et non pas la victoire, car les troupes qui veulent se battre savent qu'elles sont entraînées et aguerries alors que c'est la paresse et la présomption qui font réclamer la victoire et amènent la défaite. »

Sun Tse (*L'Art de la guerre*).

POITIERS

(19 septembre 1356)

Dix années presque jour pour jour se sont écoulées depuis le désastre de Crécy*. Jean II « le Bon » a succédé sur le trône à son père Philippe VI, tandis qu'à Londres Édouard III Plantagenêt exige toujours ce qu'il considère être son héritage : le royaume de France.

Campagnes en Normandie, en Guyenne, en Poitou : les fils d'Édouard, le prince de Galles (dit aussi le Prince Noir) et le duc de Lancastre font impunément subir affront sur affront au pouvoir des Valois. Jean II, nourri et élevé à l'école de la Chevalerie, réunit les survivants de Crécy et leurs proches et descendants, puis talonne avec une troupe nombreuse la colonne anglaise qui se replie en hâte vers Bordeaux, le grand port d'attache pour l'Angleterre.

Acculé à la bataille, comme son père une décennie plus tôt près d'Abbeville, le Prince Noir ne pourra compter sur les renforts de son frère Lancastre : les ponts de la Loire sont solidement tenus par les troupes du roi de France. Il choisit néanmoins, lui aussi, son terrain. Et, là encore, il se positionne sur un plateau que borde un cours d'eau (à Nouaillé, près de Poitiers) et, là également, les Anglais sont inférieurs en nombre. De surcroît, ils ont épuisé leurs ressources et la famine les guette.

Il serait aisé aux Français – sans doute plus de 20 000 hommes – d'assiéger le plateau en attendant que l'ennemi n'en descende, poussé par la faim. Le nombre, la vitesse (cavalerie), et la forme physique auraient alors facilement raison du prince anglais qui ne pourrait échapper à la captivité.

Mais Jean est le fondateur de Tordre de l'Étoile, quintessence de l'esprit chevaleresque, et recherche une revanche édatante et non mesquine sur Crécy. Il dispose pour cela de tous les atouts nécessaires à l'exception du terrain.

Du reste, on ne réitère pas l'erreur de Crécy qui consista d'abord à attaquer sans plan de bataille ni repos préalable. Au contraire, le roi Jean accepte de parlementer par l'intermédiaire du cardinal de Périgord qui chevauche d'une armée à l'autre durant la trêve de Dieu du dimanche. Il met à profit cette journée pour constituer le plan de bataille suivant : les trois cents meilleurs chevaliers, dotés des meilleures montures, chargeront de front les retranchements anglais afin de les percer, et d'ouvrir ainsi la voie au reste de la cavalerie et à l'infanterie. L'action relève du sacrifice car, face aux archers anglais situés en surplomb, peu d'hommes parviendront sans doute jusqu'au cœur des lignes ennemies ; mais ceux-là – héros du plus pur honneur chevaleresque – devront y semer le désordre et l'épouvante et ouvrir la voie au gros de l'armée.

Au moment où les Anglais entament une discrète tentative de repli à flanc de colline, les chevaliers français donnent la charge. Protégés par des haies, des retranchements établis la veille et des pieds de vigne, les archers anglais, munis de leurs arcs d'if précis et rapides, provoquent chez les assaillants une véritable hécatombe. C'est la répétition de Crécy. Derrière, le reste de l'armée prend le relais et monte à l'assaut, comme convenu. Mais l'enthousiasme n'y est plus depuis le spectacle de cette charge de centaines de chevaliers brisée en quelques instants. De plus, le contingent de mercenaires écossais – lesquels Écossais craignent de tomber entre les mains de leurs ennemis héréditaires – déserte immédiatement le champ de bataille. Surtout, lors de l'assaut à pied des Français, chaque « bataille » combat de manière quasiment autonome, sans plan d'ensemble ni cohésion. Au plus fort de l'affrontement, Jean II prend une décision qui eût été sage avant le combat, et qui s'avère catastrophique en cet instant : il fait retirer du combat ses fils Charles, l'aîné et dauphin, ainsi que ses frères Louis d'Anjou et Jean de Berry. Il s'agit bien entendu de protéger la dynastie d'une éventuelle mort au combat, mais le geste effectué à ce moment précis est interprété par les soldats comme l'anticipation d'une défaite. Et les défections se multiplient...

Tous ces facteurs se conjuguent pour que l'affrontement de Poitiers soit une bataille, certes autrement plus disputée que le désastre de Crécy, mais

tournant finalement autant à l'avantage des Anglais. Bientôt, le roi de France en personne et son cadet Philippe – âgé alors de quatorze ans, celui-ci combat en tentant de protéger son père qui se bat pied à terre et à la hache : « Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! » – sont cernés de toutes parts et faits prisonniers.

Comme à Crécy dix ans plus tôt, le vrai handicap des troupes françaises s'est trouvé à la tête et a correspondu à un manque de commandement astucieux, voire à un manque de commandement tout court. Seuls le maréchal Jean de Clermont et le connétable Raoul de Brienne avaient sagement proposé le blocus du plateau plutôt que l'assaut frontal. Les autres chefs, Jean II en premier, sont d'excellents chevaliers mais de bien piètres tacticiens. En face, le prince de Galles était entouré de brillants lieutenants, tels sir John Chandos, futur vainqueur de Du Guesclin* le captal de Buch, les maréchaux Warwick et Suffolk. C'est également la seconde – mais non la dernière – victoire des archers et de l'infanterie sur la cavalerie.

Les conséquences de la défaite inattendue de Poitiers sont bien plus lourdes que celles de Crécy : le royaume de France n'avait alors perdu que son élite militaire. Cette fois, en plus d'une ponction de même nature, le roi est captif d'un cousin prétendant au même trône et, à tout le moins, à la possession de gigantesques parts de territoire. La crise politique majeure que provoque la déroute de Poitiers se double immédiatement d'une crise financière, d'une part, de confiance vis-à-vis du régime, d'autre part.

Il faudra toute la sagesse politique d'un Charles V et la tactique militaire d'un Bertrand du Guesclin pour réduire les effets de trente années de conduite calamiteuse de la guerre par les deux premiers rois valois.

BIBLIOGRAPHIE

E. Carpentier : « L'historiographie de la bataille de Poitiers au XIV^e^ siècle », Revue *historique*, n° 533, janvier-mars 1 980.

M. Druon : *Les* Rois maudits (t. 7), Le Livre de Poche, 1970.

G. Duby : *Le Prêtre*, la *femme et le chevalier*, Hachette, 1981.

« À cheval, vaillants princes ! vite à cheval !... Regardez seulement cette pauvre bande d'affamés, et votre martiale apparition va dévorer leurs âmes, ne leur laissant que l'enveloppe et la cosse humaine. Il n'y a pas assez d'ouvrage pour tous nos bras ; à peine y a-t-il dans leurs veines maladives assez de sang pour faire tache à chacun des coutelas nus que nos vaillants Français vont tirer aujourd'hui pour les rengainer faute de besogne. Soufflons seulement sur eux, et la vapeur de notre vaillance va les renverser. Il est positif et incontestable, seigneurs, que le superflu de notre valetaille [la piétaille], *et ce tas de manants qui pullulent dans une inutile motion autour de nos carrés de bataille, suffiraient à purger cette plaine d'un si misérable ennemi, tandis que nous, spectateurs oisifs, nous resterions postés à la base de cette montagne. Mais notre honneur s'oppose à cela. Que vous dirai-je ? Nous n'avons que bien peu de chose à faire, et tout est fait. Que les trompettes sonnent la fanfare de chasse comme boute-selle ! Car notre approche va jeter une telle alarme dans la plaine que les Anglais vont ramper de peur et se rendre. »*

Le Connétable (W. Shakespeare, *Henry V*).

AZINCOURT

(25 octobre 1415)

Rompant deux décennies de paix relative, le roi d'Angleterre Henri V de Lancastre débarque par surprise en pays de Caux, en août 1415, avec des troupes conséquentes. Ses revendications dynastiques sont claires qui prennent leurs racines dans la succession contestée de 1328 : il compte se substituer au roi valois à la tête du royaume de France.

Charles VI, sans cloute en pleine crise de démence et/ou de léthargie (sa maladie s'est déclarée dès 1392), néglige de se porter au secours d'Harfleur, site stratégique défendant l'embouchure de la Seine et qu'assiège à ce titre Henri V dont l'offensive sur le continent, il est vrai, a été discrètement et rapidement menée, contre les usages, en pleine négociation. Après plusieurs semaines d'un siège efficace au cours duquel les Anglais bombardent les remparts d'Harfleur, la garnison de la cité fortifiée capitule.

Pourtant, alors que ses troupes sont affaiblies par une épidémie de dysenterie et que l'hiver approche, Henri V abandonne tout espoir de marcher sur Paris et décide de se replier sur Calais. Entre-temps, Charles VI est parvenu à rassembler à Rouen l'ost (l'armée royale) et entreprend de rattraper les Anglais avant qu'ils ne parviennent à gagner leur point de repli. Plusieurs journées de marches forcées permettent au roi fou d'entrer en contact avec l'ennemi, au soir du 24 octobre, sur l'étroit plateau situé entre les localités d'Azincourt et de Tramecourt.

Épuisés, hantés par le précédent de Crécy*, les Français préfèrent remettre la bataille au lendemain. La nuit durant, les deux armées se font face sous une pluie battante : les Anglais en sont protégés par leurs toiles de tente, les Français la subissent qui dans la boue, qui sur son cheval... Au matin, une armée est fraîche et prête au combat, l'autre est fourbue.

Hormis le puissant duc de Bourgogne, en lutte ouverte avec le duc d'Orléans et dont les troupes feront cruellement défaut, la quasi-totalité des chevaliers et princes du royaume est présente autour de Charles VI.

Plusieurs heures durant, les deux armées s'observent. Les Français font le même choix qui les avait perdu à Crécy et à Poitiers* : faire charger la chevalerie avant que les fantassins n'interviennent. À Azincourt, l'arithmétique est simple : les Anglais comptent environ 9 000 hommes de troupe, dont quelques centaines de chevaliers seulement. L'armée française regroupe quant à elle plus de 20 000 combattants. Mais une fois retranchés les hommes à pied, la « piétaille », il ne reste qu'environ 5 000 chevaliers.

Deux fois plus nombreux la veille de l'engagement, les Français vont entamer le combat – tradition chevaleresque oblige – en infériorité numérique. Pis : le champ de bataille est exigu, bien trop pour permettre le déploiement d'un fort parti de cavaliers, et circonscrit de part et d'autre par des bois.

Le vieux prince Jean de Berry, grand-oncle de Charles VI, avait vécu enfant le désastre de Poitiers* et, tenant compte de tous ces paramètres défavorables, conseille de renoncer pour ce jour à l'affrontement. Il n'est pas écouté. Du moins parvient-il à éloigner le roi et son jeune dauphin, le futur Charles VII.

Vers 11 heures, la bataille s'engage. Mais contrairement à l'idée reçue et encore en vogue six siècles plus tard, ce sont les Anglais qui prennent l'initiative. Comme à Crécy et Poitiers, leurs archers font pleuvoir une pluie de traits (on appellerait cela aujourd'hui un barrage d'artillerie) sur la chevalerie française qui, à cet instant, ne peut en aucun cas reculer – questions de moral des troupes, d'exiguïté du terrain, et surtout d'honneur. Il s'agit donc de charger, un peu en guise de fuite en avant et dans la plus pure tradition chevaleresque. Mais la boue entrave la course des chevaux, et la puissance de la charge en est considérablement amoindrie. En outre, aux milliers de flèches qui tombent presque verticalement en blessant et tuant hommes et montures, s'ajoute très vite l'attaque générale des fantassins anglais. Se dispersant sur fout le terrain, se protégeant des lances et des lourdes épées ennemies dans les moindres replis du terrain, derrière des pieux et jusque dans les deux bois avoisinants, ils fondent sur les chevaliers français dès qu'ils se retrouvent à terre, blessés ou déséquilibrés.

En quelques heures, le combat tourne au massacre. Les chevaliers désarçonnés sont incapables de se relever – caparaçonnés et engoncés dans la boue – et moins encore de combattre – au couteau ou à la hache, les Anglais les achèvent systématiquement. Henri V a ordonné de ne faire aucun prisonnier – il n'aurait guère assez de troupes pour s'en embarrasser – et seuls de hauts princes de sang sont épargnés pour être emmenés en captivité et mis à rançon.

Au soir du combat, les Anglais laissent sur le terrain le duc d'York (grand-oncle de Henri V) et quelques centaines de soldats.

À leurs côtés gisent plusieurs milliers de Français, c'est la fine fleur de la chevalerie française qui est décimée. Dans une large mesure, on peut dire

qu'elle ne se relèvera jamais vraiment de ce coup. Quant au royaume de France, il a perdu dans la journée l'essentiel de son élite politique : trois ducs, douze comtes, tous les baillis des pays de langue d'oïl (la France du Nord) et le connétable Charles d'Albret sont tués. D'autres princes, tels le duc de Bourbon et Charles d'Orléans, seront captifs à Londres de longues années durant.

Dans l'immédiat, les fruits stratégiques de la victoire d'Azincourt sont maigres pour Henri V ; pour avoir certes évité la captivité et conservé l'essentiel de ses troupes, il ne peut néanmoins exploiter sa victoire faute d'hommes et pressé par l'arrivée de l'hiver. Il embarque à Calais le 18 novembre. Pourtant, c'est son frère, le duc de Bedford, qui, quinze années plus tard, bénéficiera d'une part du manque chronique de grands capitaines expérimentés chez les Français, d'autre part d'une guerre civile dans le royaume de France qu'aura précisément aggravé le désastre de 1415.

Jusqu'au terme définitif de la guerre de Cent Ans (traité de Picquigny de 1475), des sièges très longs (mont Saint-Michel) et/ou meurtriers (Orléans) ainsi que d'innombrables affrontements se succéderont encore, mais après Crécy et Poitiers, Azincourt est la dernière grande bataille rangée. Ce n'est pourtant pas l'ultime engagement d'envergure de la chevalerie française ; à Pavie*, un siècle plus tard, le courageux François I^{er} provoquera un nouveau désastre en faisant interrompre une canonnade au profit d'une charge de cavalerie. Il faudra attendre l'épopée militaire d'un stratège d'exception tel que Napoléon Bonaparte* pour que la cavalerie, sous les ordres de talentueux commandants, redevienne pour un temps la reine des batailles, en particulier dans les armées françaises.

BIBLIOGRAPHIE

J. Keegan : *Anatomie de la bataille*, Robert Laffont, 1993.

P. Contamine : *Azincourt*, Rencontres, 1964 ; *La Guerre de Cent Ans en France et en Angleterre*, Hachette, 1994.

« En cas d'attaque du rempart par les ennemis avec des machines de guerre ou des corps de troupe, il faut diviser en trois sections les défenseurs de la ville, de façon que l'une combatte, qu'une autre se repose, et que la troisième s'apprête, et au ainsi il y ait sans cesse des troupes fraîches sur le rempart. Il faut aussi que d'autres hommes, bien choisis, en assez grand nombre et avec le général, décrivent des circuits autour de l'enceinte et arrivent successivement en renfort sur tous les points qui faiblissent. Les ennemis en effet sont plus effrayés par les forces qui surgissent que par celles qu'ils ont déjà devant eux. »

Énée le Tacticien (*Poliorcétique*).

CHUTE DE CONSTANTINOPLE

(avril-mai 1453)

L'Empire byzantin, héritier en ligne directe de l'Empire romain d'Orient ayant survécu aux grandes invasions de la basse Antiquité, a subi depuis le début du XIII^e^ siècle une érosion et un déclin militaires constants sous les coups des Omeyyades (arabes), des Sassanides (perses) puis des Seldjoukides (turcs). Mais le coup le plus brutal a été porté par les « frères » catholiques d'Occident : ils ravagent Constantinople, la capitale de l'orthodoxie schismatique, au cours de la IV^e^ Croisade, en 1204.

Après la perte de l'Anatolie (sauf l'Arménie et le Pont), la capitale impériale menace une première fois de tomber en 1402, en l'occurrence aux mains du sultan ottoman Bayazid, lequel doit lever le siège de

Constantinople pour tenter de repousser une offensive de Tamerlan*. Une nouvelle tentative de prise de la ville par le sultan Mourad II en 1422 incitera le pape Eugène IV à inspirer et réunir une expédition commandée par ses légats et le roi de Hongrie ; en 1444, celle-ci sera écrasée par les Ottomans à Varna

En 1453, Constantinople, à peine entourée d'un hinterland réduit à quelques centaines de kilomètres carrés sur le continent européen, incarne à elle seule l'ultime bastion de l'empire agonisant. Constantin XI Dragasès Paléologue en est le basileus, l'empereur. Partout alentour, l'Empire ottoman (turc) connaît une expansion croissante et contrôle déjà, outre l'Anatolie et le Levant, les anciens territoires byzantins de la péninsule balkanique et des zones subcarpatiques.

Le sultan Mohammed II (Mehmet II) entreprend à son tour, en avril, d'assiéger la cité. Il dispose d'un nombre d'hommes considérable – probablement plus de 100 000 –, de 250 navires de transport de troupes, soit dix fois plus que les Byzantins, et de nombreuses pièces d'artillerie obtenues et fondues par un ingénieur hongrois (chrétien) passé aux Turcs. Le choix d'une puissance de feu considérable est judicieux car les doubles murailles qui ceignent Constantinople – commencées d'être érigées naguère par l'empereur Théodose – sont extrêmement élevées et épaisses.

Dès le 8, les canons de Mehmet entament un pilonnage intensif des murailles. Le sultan souhaite ainsi, en créant des brèches par lesquelles ses troupes pourraient s'engouffrer, éviter un siège long et coûteux qui permettrait aux puissances chrétiennes d'Occident d'organiser une expédition de secours. Or, en dépit de la canonnade, les remparts semblent résister davantage que prévu.

Le chef turc décide alors une attaque traditionnelle de fantassins : les janissaires – soldats d'élite d'origine chrétienne arrachés à leurs foyers et recrutés dans l'armée ottomane – sont chargés de conquérir les murs. Une première attaque est repoussée par les défenseurs. Les suivantes le seront notamment grâce à l'utilisation de feux grégeois.

Mehmet s'en remet finalement à sa flotte, commandée par Zagan Pacha, pour parfaire le siège et le bombardement de l'ensemble de la cité. La Corne d'Or étant obstruée par de lourdes chaînes, le sultan ordonne de transférer par voie terrestre une partie de ses navires – 70 fustes – à travers l'avancée montagneuse de Péra, derrière le port de Galata. La manœuvre, astucieuse

car permettant d'accéder au port de Constantinople et de le neutraliser, n'est rendue possible que par le nombre considérable de soldats disponibles et, parallèlement, par l'indigence des troupes grecques, confinées dans la cité. Les rares navires de combats chrétiens, renforcés d'une flottille génoise conduite par Gabriel Trevisan, tenteront de s'opposer jusqu'à la défaite finale à la flotte musulmane ; leurs succès et leur ingéniosité dans les combats ne suffiront pas à compenser leur flagrante infériorité numérique.

En mai, c'est toute la circonvallation de la cité qui se trouve sous la pression ottomane. Pourtant, des semaines de bombardements des murailles et plusieurs assauts des courtines (murs reliant les tours) et des portes n'a pas suffi à abattre la résistance des assiégés. La haute tour de siège érigée par les Turcs est même abattue, et le recours massif à des galeries de mines confectionnées pour saper les tours et effondrer des pans d'édifice est un échec Les Byzantins tuent, dans cette rivalité souterraine, un nombre considérable d'ingénieurs du sultan, lequel finit par abandonner cette voie.

C'est *in fine* de manière fortuite que les Ottomans trouvent la faille déterminante : le 29 mai, après cinquante-trois jours de siège, le sultan ordonne une offensive générale sur le versant septentrional des remparts. Une fois encore, les Grecs paraissent pouvoir contenir *in extremis* les assauts turcs, particulièrement violents aux portes Saint-Romain et dAndrinople, mais les défenseurs sont trop peu nombreux pour que demeure en tout point des murailles une garnison. Au cours des combats, un groupe de janissaires découvre que la défense de la porte Kerkoporta – éventrée par les projectiles turcs – a été abandonnée provisoirement. Ils s'y engouffrent et tombent ainsi sur les arrières des Byzantins luttant par ailleurs en nombre inférieur aux autres portes. Pour la première fois, un corps à corps s'engage, contenu durant quelques instants dans l'espace réduit (péribole) séparant la grande muraille extérieure et le rempart intérieur.

Dans cet ultime combat tombe le condottiere Jean Giustianini, le principal capitaine auprès du basileus, qui lui-même mourra les armes à la main. Relatée force descriptions effroyables par les chroniqueurs Dukas, Ricciero, Phrantzès ou encore Barbara, la prise de Constantinople donne lieu à des exactions, massacres, destructions et mises en esclavage massifs. Critobule écrit dans sa *Chronique de Mehmet II :* « Aucune tragédie ne pourra jamais égaler celle-ci en horreur ! Spectacle navrant et terrible ! On massacrait des malheureux qui, sortis des maisons, couraient par les rues,

attirés par les cris, et tombaient sous le glaive avant d'avoir saisi la réalité. On les massacrait dans les maisons où parfois ils se défendaient et dans les églises où ils se réfugiaient. Les soldats turcs, enragés des souffrances du siège, des moqueries que les assiégés leur avaient prodiguées pendant tant de jours du haut des remparts, ne faisaient aucun quartier. Quand ils eurent assez massacré et qu'il n'y eut plus aucune résistance, ils ne pensèrent plus qu'à piller et s'éparpillèrent, volant, dérobant, pillant, tuant, violant, faisant captifs hommes, femmes, enfants, vieillards, jeunes gens, prêtres, moines, hommes de tout âge, de toute condition. »

Un sac complet rappelant celui de Jérusalem par les croisés en juillet 1099, et effectué malgré la reddition intervenue dès la mort de Constantin. Le basileus avait du reste démontré une notoire abnégation à refuser obstinément de quitter la ville assiégée pour se réfugier en Occident. Seuls quelques navires génois et vénitiens parviennent à s'enfuir, avec à leur bord des soldats et un certain nombre de civils. Morée, l'ultime bastion byzantin, tombera quelques années plus tard.

Au-delà d'une bataille en réalité jouée d'avance eu égard à la disproportion des forces, il faut noter deux représentations géopolitiques intéressantes.

D'abord dans l'Occident chrétien, si les foules s'émurent du sort fait à Constantinople par les Ottomans, souverains et grands capitaines ne s'illustrèrent pas par un enthousiasme particulier à éviter une telle issue. Le pape Nicolas V, supplié d'intervenir, conditionna son aide (modeste) à l'Union théologique de la ville schismatique avec Rome, sous la houlette de cette dernière. (Ce renoncement fut rejeté par la population.) En revanche, comme depuis le XI^{e} siècle et la I^{re} Croisade prêchée par Urbain II, le thème de la lutte sacrée contre le « Grand Turc » serait de nouveau « instrumentalisé » et, un peu plus d'un siècle après la chute de la Ville-Reine, la bataille de Lépante* verrait presque tout l'Occident chrétien – papauté en tête – se liguer *stricto* sensu dans l'esprit des croisades et de la sauvegarde de la chrétienté.

Ensuite, le sultan Mehmet II, en s'emparant de Constantinople, ne fait que poursuivre un objectif fixé de longues décennies auparavant par ses aïeux : conquérir la ville des *Roums*, les Romains, et ainsi revendiquer sinon le titre, du moins le prestige conféré par cette possession. À cet égard,

il convient de souligner que Mehmet II élit Constantinople comme capitale d'empire au détriment d'Andrinople.

BIBLIOGRAPHIE

J.-J. Norwich *Histoire de Byzonce*, Perrin, 1999.

G. Schlumberger : *Le Siège, la prise et le* sac de *Constantinople par les Turcs en 1453*, Plon, 1935.

« Autrefois, ceux qui avaient l'expérience des combats ne s'engageaient jamais dans des guerres qu'ils prévoyaient ne devoir pas finir avec honneur. Avant de les entreprendre, ils avaient l'assurance du succès. Si les circonstances ne leur semblaient pas propices, ils attendaient des temps plus favorables. Ils avaient pour principe que l'on était vaincu que par sa propre faute, comme on n'était victorieux que par la faute des ennemis. « Savoir ce qu'il faut craindre ou espérer, avancer ou reculer suivant l'état de ses troupes ou de celui des ennemis, aller au combat quand on est le plus fort et attaquer le premier ou, si l'on est en infériorité, se retrancher sur la défensive, c'est ce que pratiquent les généraux expérimentés. »

Sun Tse (*L'Art de la guerre*).

MARIGNAN

(13-14 septembre 1515)

et PAVIE

(24 février 1525)

Menées à dix années d'intervalle par le roi valois François 1er dans le Milanais, les batailles de Marignan et Pavie marquent tour à tour le triomphe et la débâcle pour l'armée française. Surtout, elles illustrent l'une et l'autre la montée en puissance de l'artillerie dans les guerres postmédiévales, et sa prédominance sur la cavalerie.

Une première fois en Occident, à Crécy*, les modestes blocs de pierre de quelques bombardes rudimentaires avaient effrayé l'abondante chevalerie

française. La nouvelle arme demeurerait néanmoins marginale encore de longues décennies sur les théâtres d'affrontement, Charles VII et Louis XI* n'utilisant de plus en plus fréquemment les canons que contre les murs des forteresses assiégées.

Mais presque deux siècles après Crécy, l'artillerie est bel et bien devenue la reine des batailles rangées. À présent les canons sont systématiquement montés sur roues, et leurs fûts sont moulés et fondus – ainsi que les boulets – de manière régulière et performante. Les serviteurs ne risquent plus, comme autrefois, d'exploser ou de prendre feu en actionnant la machine.

En 1515, à peine sacré roi à Reims (25 janvier), François I^{er} part à la tête d'une forte armée de 38 000 hommes (dont un nombre important de mercenaires) reprendre la conquête du duché de Milan entamée par son prédécesseur Louis XII. Afin de créer la surprise chez son adversaire, Maximilien Sforza, et d'éviter les cols que celui-ci contrôle (Mont-Cenis et Montgenèvre), il réalise l'exploit de faire franchir les Alpes à son armée, pourvue d'une abondante artillerie, par de modestes chemins de montagne. Le roi débouche en effet dans la plaine du Pô sans coup férir et fonce sur Marignan, près de Milan. Sforza lui oppose environ 20 000 mercenaires suisses, de vigoureux fantassins dont les compatriotes avaient terrassé à deux reprises Charles le Téméraire en 1476.

Le combat s'engage dans l'après-midi du 13 septembre, avec pour enjeu les bouches à feu disposées par le grand maître de l'artillerie français Galiot de Genouillac. Au soir, les troupes suisses ont échoué à s'en emparer mais se sont repliées en bon ordre. François I^{er} passe la nuit à réorganiser ses lignes et à reculer ses canons derrière des marécages, en principe hors de portée de l'infanterie ennemie. Le lendemain, les furieux assauts répétés de l'infanterie suisse seront effectivement brisés par le tir nourri des canons et arquebuses (fusils primitifs) de François 1er. Très meurtrier pour l'époque, l'affrontement a tué ou blessé au moins 13 000 Suisses pour 2 000 Français et assimilés.

Cependant, si Marignan correspond donc bien à une victoire, elle tient moins à un talent tactique particulier qu'à la supériorité numérique et surtout à l'utilisation massive des armes à feu, canons en particulier. La bataille – au-delà des avantages politiques qu'en tirera François I^{er} – a dû sa renommée à l'adoubement du roi par le preux et vaillant chevalier Pierre

Terrail de Boyard : épisode romantique illustrant l'exceptionnelle survivance de l'esprit chevaleresque.

Une décennie après Marignan, François I^er guerroie toujours en Italie. Après avoir franchi les Alpes afin de reconquérir le Milanais confisqué par Charles Quint, il assiège la cité fortifiée de Pavie avec 26 000 soldats et une artillerie plus puissante encore qu'à Marignan. Mais la garnison tient bon, et les forces impériales concentrent 30 000 hommes pour secourir la ville assiégée.

Dans la nuit du 23 au 24 février, elles tentent de percer les lignes françaises et d'entrer dans la cité mais échouent devant la puissance de feu de François I^er. Or, le roi valois commet l'erreur fatale – et traditionnelle chez les souverains français depuis Crécy – de lancer la cavalerie sur les lignes ennemies, chevauchée qui interdit à l'artillerie de poursuivre ses ravages dans le camp impérial alors en grande difficulté.

Désormais protégés du feu adverse, les arquebusiers espagnols se replacent et ouvrent le feu sur les cavaliers français. Sans doute quelques dizaines de minutes suffisent à inverser radicalement le cours de la bataille : si les cuirasses des chevaliers protègent assez efficacement des coups d'épée, elles sont vulnérables aux projectiles. Au matin, le désastre est consommé. Les grands capitaines La Trémoille et La Palice ont été tués ainsi que plusieurs milliers d'hommes de troupe, et le roi-chevalier François I^er est fait prisonnier. Emmené en captivité à Madrid, il regagnera le trône de France mais devra céder à Charles Quint l'Artois et la Flandre.

Le sort de la bataille de Pavie n'eût peut-être pas été déterminé simplement par la canonnade française. En revanche, il est permis de croire que l'utilisation à outrance de l'artillerie – atout majeur des Français autant qu'à Marignan – et cela jusqu'à la dislocation ou la fuite des impériaux – aurait permis à la cavalerie française de ne pas se sacrifier en vain.

BIBLIOGRAPHIE

J. Jacquart : *François* I^er Fayard, 1994.

E. Le Roy Ladurie : *L'Ancien Régime*, Hachette, 1991.

M. de Lombarès : *Histoire de l'artillerie française*, Lavauzelle, 1984.

C. Oman : *A History of the Art of War in* the *Sixteenth-Century*, Londres, Greenhill Books-Presidio Press, 1987.

« En ce jour où fut brisé l'orgueil ottoman, parmi tant d'heureux qu'il fit, moi seul je fus malheureux. [...] *Je me vis dans la nuit qui suivit cette fameuse journée avec des fers aux pieds et des menottes aux mains. »*

Cervantès (*La Force du sang*).

LÉPANTE

(7 octobre 1571)

En dépit des rivalités politiques et dynastiques très profondes qui opposent les puissances catholiques, le pape Pie V parvient *in extremis* à les réunir dans le cadre d'une nouvelle Sainte Ligue (une première tentative avait avorté en 1538) destinée à endiguer la montée en puissance et la progression territoriale croissante de l'Empire ottoman. Déjà détenteurs des Balkans et du bassin méditerranéen oriental, soutenus par les régences barbaresques d'Afrique du Nord, les Turcs enlèvent Malte et Chypre, la première étant finalement reconquise peu après par les forces vénitiennes et espagnoles.

À l'exception notoire de la France – liée à l'Empire ottoman dans sa lutte contre les Habsbourg –, les puissances catholiques se retrouvent donc unies dans l'objectif d'abattre la puissante flotte ottomane : l'Espagne, Venise, Gênes, les États pontificaux et l'ordre des chevaliers de Malte. L'enjeu est d'importance, car si la flotte chrétienne venait à être vaincue, les Ottomans auraient libre cours pour s'attaquer au commerce méditerranéen, voire pour envahir des territoires situés en Europe occidentale. Il est probable que la forte détermination des combattants chrétiens tout au long de la bataille tiendra entre autres facteurs à ce sentiment.

La flotte se rassemble dans le golfe de Corinthe, près de l'île d'Ithaque. Face aux 274 galères ottomanes vont être engagées 208 galères espagnoles – la

quasi-totalité de la flotte de Philippe Il – 70 frégates diverses, une vingtaine de navires de transport, et surtout 6 galéasses vénitiennes pourvues d'artillerie lourde.

Cette armada est placée sous les ordres de Juan d'Autriche, bâtard de Charles Quint et demi-frère de Philippe II. Le prince est inexpérimenté mais saura s'appuyer sur les leçons qu'il a reçues du général Alessandro Farnèse, et pourra compter lors de l'affrontement sur l'expérience et le sens tactique de bons capitaines tels que le Vénitien Sebastiano Veniero et le commandant papal Marco Antonio Colonna.

Le plan de bataille est relativement logique. À l'avant, les 6 galéasses vénitiennes sont chargées de canonner sans discontinuer l'escadre ennemie afin de mettre hors de combat le plus de bâtiments possible avant le véritable engagement dont on sait qu'il se fera à l'éperon, à l'arquebuse, au corps à corps. Derrière les galéasses se trouve le gros des forces, avec 53 galères à gauche, 50 à droite, et 62 au centre avec à leur tête Don Juan. Enfin, à l'arrière, une réserve conséquente de 30 navires devra se tenir prête à tout engagement : elle a été confiée à Santa Cruz, réputé comme le meilleur marin d'Espagne. Au total, plus de 28 000 hommes sont engagés à bord de la flotte chrétienne.

La rencontre des deux flottes de combat a lieu près du promontoire de Lépante (Naupacte). Avant d'engager les hostilités, les galériens sont libérés et armés, leur sort étant finalement intimement lié à celui de leurs geôliers du moment.

Comme prévu, les forces d'Ali Pacha se présentent devant la flotte chrétienne, dont les galéasses puissamment armées écrasent de leurs boulets nombre de navires ottomans. Plusieurs bâtiments de l'escadre turque cherchent alors à prendre à revers les galéasses en longeant la côte grecque. L'aile gauche chrétienne se porte au secours des trois-mâts, et s'engage ainsi un combat furieux qui se transforme en une somme de combats individuels, bord contre bord, à l'arquebuse puis à l'abordage.

Au centre, la galère amirale d'Ali Pacha se porte directement sur la *Reale*, la galère de Don Juan, cherchant clairement le duel des chefs. Au cours de l'affrontement qui s'ensuit, l'amiral ottoman est tué et le drapeau de la Ligue hissé au mât. Le moral des Turcs est entamé.

Mais, sur l'aile droite, Ulug Ali, le bey d'Alger, parvient à s'engouffrer entre deux formations chrétiennes trop distantes entre elles et, profitant de l'avantage numérique, envoie par le fond de nombreux navires en capturant

les survivants parmi les équipages. À cet instant du combat, l'arrivée rapide de la réserve et des renforts (centre et gauche libérés) permet à la flotte chrétienne de prendre définitivement le dessus, même si Ulug Ali parvient à s'échapper et à rejoindre Alger.

Le reste des forces turques dispersé et en fuite subira encore dans la soirée de lourdes pertes du fait de la révolte des 15 000 esclaves chrétiens des galères, et du massacre par les paysans grecs de nombreux soldats parvenus à terre après le naufrage volontaire de leurs navires.

De part et d'autre, les pertes sont considérables. Les chrétiens déplorent plus de 7 500 tués et au moins 20 000 blessés, les Turcs en dénombrant entre 25 000 et 30 000.

Relativement au nombre de navires et de soldats engagés à Lépante, cette bataille navale demeure l'une des plus importantes de l'Histoire.

Sur le moment, elle marque un tournant plus psychologique que stratégique. L'invincibilité supposée de la flotte turque est mise à mal, et la chrétienté se perçoit comme sauvée par cette victoire. Pourtant, dès l'année suivante, les chantiers turcs auront comblé les pertes de Lépante, et l'empire aura reconstitué une flotte tout aussi dangereuse. Sur terre, les Ottomans progresseront même encore un siècle durant, pour ne s'arrêter à nouveau qu'aux portes de Vienne.

Sur le plan militaire, c'est sans conteste l'utilisation habile de l'artillerie qui a fait la différence. Quelques décennies suffiront après Lépante pour que les navires de guerre soient tous pourvus de canons. À cet art du combat d'artillerie navale, les flottes occidentales – anglaise, française, hollandaise, notamment – surclasseront celle de l'Empire ottoman.

BIBLIOGRAPHIE

M. Acerra & A Zysberg : *L'Essor des marines* de *guerre européennes*, SEDES, 1997

F. Braudel : *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Le Livre de poche, 1993.

P. Masson : *De la mer et de sa stratégie*, Tallandier, 1986.

J.H. Pryor : *Geography, Technology and War. Studies in the Maritime History of the Mediterranean*, 649-1571, Cambridge, Cambridge

University Press, 1988.

« Le matin encore, on ne parlait que d'embrocher et de manger tous les Français. Ma confiance absolue dans une telle armée [prussienne] *et dans le duc de Brunswick m'avait moi-même entraîné dans cette périlleuse expédition : maintenant chacun paraissait rêveur ; on ne se regardait pas, ou, si cela arrivait, c'était pour jurer ou maudire. À la nuit tombante, nous avions par hasardf ormé un cercle, au milieu duquel un feu ne put même être allumé comme d'ordinaire. La plupart se taisaient, quelques-uns discouraient et pourtant, à proprement parler, chacun manquait de réflexion et de jugement. Enfin on m'interpella, pour me demander ce que je pensais de tout cela (car j'avais assez souvent égayé et réjoui la compagnie par de courtes réflexions). Je répondis cette fois : "De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et vous pourrez dire : "j'y étais". »*

Goethe (*Campagne de France*).

VALMY

(20 septembre 1792)

La bataille de Valmy ne présente, sur le plan strictement militaire, à peu près aucun intérêt. Les chefs des deux années en présence, Dumouriez et surtout Kellermann pour la française, Brunswick (l'homme du célèbre *Manifeste*) pour la prussienne, ne font pas montre d'un grand talent

tactique au cours d'un affrontement limité qui ne provoque, du reste, qu'un nombre très réduit de tués, à l'aune des effectifs engagés.

Initialement, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume a dépêché une forte armée pour marcher sur Paris et y rétablir par la force la monarchie. Cette volonté politique n'est d'ailleurs pas isolée, puisque l'Angleterre et l'Autriche redoutent également la contagion révolutionnaire française. Les 35 000 soldats de Brunswick sont parvenus à dépasser les forts de Lorraine et progressent vers Paris. L'armée du Centre de Kellermann, composée de jeunes recrues inexpérimentées et mal équipées, se porte au-devant de l'ennemi et trouve le contact près de Sainte-Menehould (Marne). Dumouriez, commandant de l'armée du Nord, replie quant à lui ses troupes stationnées à Sedan et opère sa jonction avec Kellermann. Les Prussiens voient ainsi leur ligne de communication menacée, et Brunswick accepte d'autant plus de livrer bataille qu'il sait les Français peu aguerris.

Les deux armées se font face, au matin du 20 septembre, par-delà les prés – l'une et l'autre ayant choisi des hauteurs comme position de départ. Les Français occupent une colline et une butte surmontée d'un moulin à vent qui deviendra fameux par les illustrations de Valmy faites par la suite dans le but d'exalter la victoire éponyme. Les artilleries adverses se mettent à tonner, en vain : au moins 2 300 mètres séparent les crêtes prussiennes et françaises, et par conséquent les boulets n'atteignent pas les lignes respectives adverses, ou trop faiblement pour causer des dégâts substantiels. Par ailleurs, la pluie battante qui tombe sans discontinuer depuis plusieurs jours a détrempé les sols qui, imbibés, absorbent les impacts des projectiles, et un épais brouillard interdit de toute façon des tirs de précision.

Ne disposant pas de troupes supérieures en nombre mais convaincu – à juste titre – que les siennes sont bien plus expérimentées que celles de l'ennemi, Brunswick se décide à attaquer la butte au moulin. Ses fantassins doivent progresser rapidement, car ils se trouvent désormais dans le champ de portée des canons français. Mais la stupéfaction vient des recrues à la cocarde tricolore qui non seulement ne se débandent pas devant les rangs prussiens progressant en formation réglementaire, mais encore courent à la rencontre de l'ennemi redouté, en rangs serrés quoique désordonnés, et comme galvanisées. Kellermann juge en effet que le mouvement est préférable à l'attente et, afin d'encourager ses hommes, il parcourt à cheval les rangs, chapeau au fusil, en criant « Vive la nation ! ». À plusieurs reprises, les Prussiens chargent puis battent en retraite au contact d'un

ennemi dont la détermination contraste fortement avec le caractère disparate de ses habits, armes et équipements.

Au soir, en piètre tacticien, le duc prussien décide d'abandonner un combat en définitive à peine livré. Il est vrai qu'une épidémie de dysenterie avait commencé à frapper ses troupes avant même le contact avec les Français. Mais cette renonciation à un véritable engagement, de part et d'autre, ne laisse de surprendre. Une hypothèse voudrait que Dumouriez et Brunswick aient tous deux été francs-maçons, et qu'à ce titre ils aient choisi d'éviter le choc Quoi qu'il en soit, au total *seuls* quelques centaines de soldats sont laissés pour morts de part et d'autre. Ce sont en fait les conséquences morales de cette modeste bataille de Valmy qui apparaissent notoires.

D'abord, les Prussiens quittent tout à fait le territoire national, Brunswick ayant persuadé son roi que la France de la Convention alignait décidément une armée trop puissante !

Ensuite, pour les révolutionnaires français, le succès de Valmy marque un précédent triomphal à double titre : c'est la première victoire militaire après de nombreux mois de revers contre les monarchies européennes, la première fois également que les soldats se sont battus – et ont vaincu – en exaltant ce concept relativement nouveau de « nation ». Pourtant, en réalité, seule une minorité de conscrits composait les troupes françaises en septembre 1792, le reste provenant encore de l'ancienne armée royale.

Or, la charge symbolique demeurera à ce point forte que, vingt ans plus tard, l'empereur Napoléon I^{er}* – à bien des égards fossoyeur de la Révolution – aura encore recours à l'exemple de Valmy pour susciter la vaillance de ses soldats.

Valmy, ou comment un engagement mineur devient durablement, par le truchement de l'école républicaine, l'illustration des ardeurs révolutionnaires, l'expression de la supériorité des ressources morales de la Révolution face aux puissances obscurantistes de l'Ancien Régime.

BIBLIOGRAPHIE

J.-P. Bertaud : *Valmy*, Gallimard, 1973 ; La *Révolution armée*, Robert Laffont, 1979.

A-M. Chuquet : *Dumouriez*, Hachette, 1914.

Goethe : *Campagne de France*, Hachette, 1891.
W. Serman & J.-P. Bertaud : *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998.

« Il faut faire la part du hasard, rien n'est moins assuré que dans une bataille navale, où un boulet emportera le mât et des rangées d'amis autant que d'ennemis ; mais j'attends avec confiance une victoire avant que l'avant-garde de l'ennemi ait pu se porter au secours de son arrière [...]. *»*

Horatio Nelson (*Mémorandum*).

TRAFALGAR

(21 octobre 1805)

La bataille navale qui se déroula au large du cap Trafalgar (sud-est de l'Espagne), d'envergure et déterminante pour le destin de l'Angleterre face à la France napoléonienne, traduit le génie maritime d'un amiral anglais, Horatio Nelson, autant que l'impéritie de son adversaire français, Pierre de Villeneuve.

Au départ, l'idée de Napoléon I^{er} n'est pas dénuée d'habileté. L'Empereur a décidé d'envahir l'Angleterre, âme et principal pourvoyeur d'or de toutes les coalitions européennes contre la France, et réunit pour ce faire son armée à Boulogne. Mais, pour espérer ne serait-ce que franchir la Manche, il doit impérativement éloigner la puissante flotte de guerre britannique. Au lieu de l'affronter directement, il ordonne à Villeneuve d'entraîner derrière lui la flotte ennemie jusqu'aux Antilles en guise de diversion puis, sans engager le combat (dont il redoute l'issue), de la semer et de revenir en hâte à Boulogne afin d'y embarquer les troupes d'invasion.

Ambitieux en soi, doté d'un double objectif, le projet (typiquement napoléonien) échoue de peu : l'amiral Villeneuve parvient en effet à quitter Toulon sans encombre (mars 1805), à gagner les Antilles via Cadix, puis à distancer la flotte anglaise. Mais une mauvaise communication avec Napoléon fausse toute la manœuvre.

Timoré et recevant des ordres contradictoires, Villeneuve décide non pas de rejoindre Boulogne mais de se réfugier au Ferrol puis à Cadix. Furieux de ce contretemps, l'Empereur lui fait parvenir des lettres comminatoires et ordonne en définitive son remplacement. L'amiral français décide alors, sans doute pour se racheter aux yeux de Napoléon, de provoquer l'affrontement avec l'escadre britannique et de gagner Boulogne. Comble d'incompréhension : à ce moment, Napoléon a déjà abandonné ses préparatifs d'invasion et progresse à marche forcée vers les armées austro-russes, non loin du Danube. Dix ans plus tard, de son exil de Sainte-Hélène, l'Empereur déchu confiera à Las Cases : « J'ai passé tout mon temps à chercher l'homme de la marine ! »

Forte de vingt-sept navires, la flotte britannique est commandée par Horatio Nelson, l'un des meilleurs amiraux que l'Angleterre ait produit. Déjà en 1798, Nelson avait rivalisé d'audace et de talent, écrasant la flotte française d'Égypte à Aboukir. Là, en infériorité numérique face à la flotte franco-espagnole composée de trente-trois bâtiments, il range ses vaisseaux en deux lignes approximativement perpendiculaires à la ligne ennemie Il s'agit de sectionner l'escadre adverse – en formation de navigation classique, soit longiligne – en trois tronçons, puis d'envelopper et d'anéantir chacun deux. C'est la tactique du T, expliquée dans son *Mémorandum*.

Risquée en cas de mauvaise compréhension par les officiers de pont, la manœuvre est audacieuse et va s'avérer payante. Nelson, en pleine connaissance (grâce à un bateau de pêche espion) de la progression et du type d'alignement de la flotte franco-espagnole, prend donc la tête de la première ligne à bord du *Victory*, confiant la seconde à Collingwood. Manifestement surpris par l'approche britannique et victimes de plusieurs pannes, le Français Villeneuve et l'Espagnol Gravina ne parviennent pas à opposer un front cohérent à l'escadre ennemie et lui laissent l'initiative.

Nelson réussit donc effectivement à tronçonner la ligne adverse et à couper les communications entre les trois tronçons. Le premier d'entre eux, qui comprend le commandement et les bâtiments les plus puissamment armés en canons, tarde faute de vent favorable à se retourner vers l'arrière et à lui porter secours. Lorsque la manœuvre est effectuée, il est déjà trop tard. Par ailleurs, sans motif clairement établi, plusieurs vaisseaux alliés demeurent en dehors des combats. Au cours de la matinée, le *Victory* combat pont contre pont *Le Redoutable*, et dans ce duel entre navires

amiraux, Nelson est mortellement blessé. Commencée *à* l'aube, la bataille fait rage jusqu'à 18 heures et s'achève au cap d'Ortegal sur un bilan sans appel : tandis que les Anglais déplorent la perte de 400 hommes (et 1 200 blessés) sans accuser le naufrage d'un seul navire, treize vaisseaux français et neuf espagnols sont coulés ou capturés, et les alliés perdent plus de 4 000 tués, 1 500 blessés et 7 000 prisonniers dont Villeneuve (qui se suicidera quelques mois plus tard). Quant à Nelson, il vivra suffisamment pour s'entendre annoncer son triomphe.

Un peu hâtivement, on fait de la bataille navale de Trafalgar un événement qui anéantit pour un siècle et demi tout espoir pour les puissances européennes continentales de disputer à la Grande-Bretagne la suprématie sur les mers. En effet, cette suprématie ne sera dépassée qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, en l'espèce par les Etats-Unis d'Amérique.

Néanmoins, si Trafalgar marque effectivement une écrasante victoire anglaise due au talent de Nelson et à l'incohérence des Franco-Espagnols, elle n'est déterminante qu'en ce qu'elle empêche Napoléon de revenir, après sa victorieuse campagne de 1805 (Ulm et Austerlitz*), à son projet d'envahir l'Angleterre. Pour le reste, la Hollande affaiblie depuis la fin du XVIII^{e} siècle, la France révolutionnaire puis impériale tournée vers le continent, l'Espagne confrontée à ses guerres coloniales, et la Russie puissance encore essentiellement terrestre ; voilà un faisceau de facteurs plus déterminant que la seule bataille de Trafalgar au cours de laquelle un nombre somme toute modeste de navires non britanniques est perdu.

BIBLIOGRAPHIE

J. Corbett : *Principes de stratégie maritime*, Economica, 1993.

M. Depeyre : *Tactiques et stratégies navales françaises et britanniques, 1*690-*1815*, Economica, 1998.

P. Masson : *Histoire des batailles navales, de la voile aux missiles*, Atlas, 1983.

MANŒUVRE DE L'AMIRAL NELSON À TRAFALGAR

« J'avais déjà vu quelques batailles perdues ; mais je n'avais pas l'idée d'une pareille défaite. »

Langeron, émigré antibonapartiste (*Mémoires*)

AUSTERLITZ

(2 décembre 1805)

À juste titre, la bataille d'Austerlitz est considérée comme la plus éclatante victoire de Napoléon Bonaparte*. Deux siècles plus tard, on continue de l'enseigner dans nombre d'écoles de guerre. Davantage encore que la victorieuse campagne d'Italie de 1796-1797, Austerlitz confère au personnage ses lettres de noblesse en matière tactique et stratégique.

Après avoir renoncé à envahir l'Angleterre dont la flotte a écrasé la flotte française à Trafalgar*, Napoléon I^{er} décide de tourner l'ensemble de ses sept corps d'armée vers les forces de la Russie et de l'Autriche, alors alliées contre la France dans la troisième coalition. Partie le 29 août de Boulogne, lieu du rassemblement pour l'invasion, la Grande Armée, désormais constituée, atteint à un rythme exceptionnellement rapide le Rhin, puis le Danube le 6 octobre.

À Ulm, le 20 octobre, Napoléon remporte une importante – mais non décisive – victoire contre les Autrichiens du général Karl Mack. Cependant il décide de poursuivre toujours plus à l'est, quitte à s'éloigner dangereusement de ses bases et à étirer ses lignes de communication, afin d'affronter le gros des forces coalisées.

Bien qu'inférieur en nombre Napoléon cherche le contact avec l'armée russe aux alentours de Krems et de Hollabrünn, tandis que le maréchal Mikhaïl Koutouzof préfère esquiver et rejoindre ses alliés autrichiens avant d'engager un combat d'envergure.

Le 21 novembre, près de Brünn (Brno), au nord-ouest de Vienne, en Moravie, Napoléon décide de stopper sa vaine progression. Contraint de

détacher des garnisons dans les zones qu'il devra traverser pour regagner la France, il voit ses effectifs diminuer régulièrement alors que la Prusse semble tentée de rejoindre la coalition austro-russe. En tous points, le temps joue en faveur des coalisés ; il s'agit par conséquent de les provoquer, de les pousser à accepter le combat.

Une première fois le génie stratégique de Napoléon se révèle : il envoie en émissaire Savary auprès de l'empereur russe Alexandre I^{er} pour lui proposer un armistice et une entrevue. Simultanément, sur le terrain, il fait habilement manœuvrer non loin de Koutouzof la cinquantaine de milliers d'hommes dont il dispose dans l'immédiat – soit moins des deux tiers des forces alliées – de manière à simuler un repli.

Le piège prend. Les coalisés refusent l'armistice. Forts de 90 000 hommes et d'une motivation visiblement plus élevée que celle de l'ennemi, ils décident d'engager un combat qu'ils pensent se présenter sous de bons auspices. Napoléon rappelle d'urgence les corps d'armée demeurés en retrait, notamment le 1er corps de Bernadotte et le 3^{e} corps de Davout (stationné à Vienne), escomptant ainsi porter ses effectifs à 75 000 hommes.

À partir du 27 novembre, le plan du général autrichien Weirother se met en place, qui consiste à déborder le flanc gauche (au nord) de l'armée française, et de la prendre dans un mouvement tournant qui lui interdira toute communication avec ses arrières. Les alliés, venant d'Olmütz (Olomouc), se dirigent donc vers la rivière Goldbach et le village d'Austerlitz. Constamment averti des manœuvres alliées effectuées à découvert et de manière relativement lente, Napoléon demeure immobile, allant jusqu'à laisser à l'adversaire la maîtrise des hauteurs de Pratzen. Le plateau sera effectivement investi le 1er décembre au soir par les alliés.

L'Empereur place le gros de ses forces sur sa gauche, derrière l'habile maréchal Lannes, afin de supporter l'effort principal de l'ennemi prévu pour ce secteur. Alors qu'un épais brouillard empêche les alliés de déterminer la position précise des Français, ils passent à l'offensive et enlèvent les hameaux de Sokolnitz et Telnitz, très faiblement défendus, avant de les perdre puis de les reconquérir. L'engagement demeure toutefois limité. À 8 heures, en revanche, ils attaquent au sud, dégarnissant ainsi le plateau au centre. À cette heure matinale, leur tactique reste de prendre les Français en tenailles, en commençant par les isoler de Vienne d'où peuvent parvenir les renforts. Sur ce théâtre d'opérations, la disproportion des forces sera vite criante. En attendant les renforts de l'excellent maréchal Davout – sur lequel

repose une grande part du plan de Napoléon –, les Français devront lutter à un contre dix. S'apercevant que l'effort principal des alliés se porte finalement au sud, le Petit Caporal décide dans l'instant d'abandonner son plan initial de prise en tenailles et de lui substituer la conquête du centre du plateau, et par conséquent d'introduire définitivement un coin entre les deux armées alliées tout en résistant sur les ailes.

À 8h30, Napoléon ordonne donc au 2e corps de Soult de gravir les pentes de Pratzen qui se dégarnissent à mesure que les Russes en descendent vers le sud.

La progression française n'est pas aisée mais les crêtes sont néanmoins atteintes sans pertes trop lourdes. Au cours de la matinée, face à une contre-offensive russe, une charge foudroyante de la cavalerie de la Garde, commandée par Bessières, assure la conquête définitive du plateau. Quoique non décisive relativement à l'ensemble de la bataille, cette charge héroïque participera incontestablement du panache et de la légende d'Austerlitz.

Vers 9 heures, les premiers régiments de Davout parviennent sur le champ de bataille. Jusqu'en fin d'après-midi le plus fin stratège parmi les maréchaux contiendra in *extremis* les assauts répétés de Koutouzof, constamment supérieur en nombre. La résistance de Davout dans la zone sud de la bataille contribuera grandement à la victoire.

Au nord, le prince et général russe Bagration s'acharne à attaquer Lannes de front, mais celui-ci, en bon tacticien et soutenu par la cavalerie de Murat, ne cédera à aucun moment. Vers 11 heures, même si la bataille proprement dite vient seulement de débuter, Napoléon peut déjà raisonnablement croire en la victoire : les alliés sont divisés, les renforts de Davout sont parvenus à temps, et les Français disposent à présent des hauteurs.

Koutouzov ne s'y trompe pas, qui tente de regagner le plateau de Pratzen. Mais Soult, désormais solidement retranché, le lui interdit. Tout l'après-midi consistera dans les tentatives désespérées de Bagration au nord et de Koutouzof au sud pour forcer les lignes françaises établies dans la plaine.

L'ultime mécanisme du piège s'enclenche alors et marque la débâcle austro-russe : à partir de 14 heures, Napoléon fait bombarder, avec son artillerie établie sur les hauteurs du plateau, les étangs gelés de Satschan sur lesquels progressent les troupes russes tentant de forcer les lignes de Davout. Plusieurs milliers de soldats périssent noyés dans l'eau glacée, les autres se débondent.

Au nord, prenant la mesure de la défaite, Bagration cesse ses attaques, rompt le contact et retire en bon ordre ses 12 000 hommes du champ de bataille.

Las, le désastre est consommé : lorsque se couche le fameux soleil d'Austerlitz, les Austro-Russes laissent sur le terrain plus de 15 000 tués ou blessés, 30 000 prisonniers, 180 canons et 45 drapeaux Les Français déplorent 1 300 tués, 7 000 blessés et quelques centaines de prisonniers.

Politiquement, le vertige d'Austerlitz tient moins en définitive dans les fruits de la victoire – les campagnes de 1806 et 1807 seront plus décisives – que dans le désastre auquel aurait correspondu une défaite : Napoléon vraisemblablement fait prisonnier, 75 000 hommes probablement tués, ou captifs, ou en déroute loin de la France, la fin sans doute du jeune Empire...

Sur les plans militaire et stratégique, la bataille marque en revanche un authentique génie. Napoléon a démontré son excellence à plusieurs niveaux : excellent général qui – force simulacres – choisit son terrain et entraîne ses adversaires dans un piège ; excellent capitaine qui, analysant parfaitement le terrain et les manœuvres adverses, modifie son plan avec sang-froid à la dernière minute ; excellent meneur d'hommes, enfin, qui rassure ses soldats la veille d'une bataille qu'ils savent difficile et déterminante, qui leur prodigue l'ardeur et la confiance nécessaires

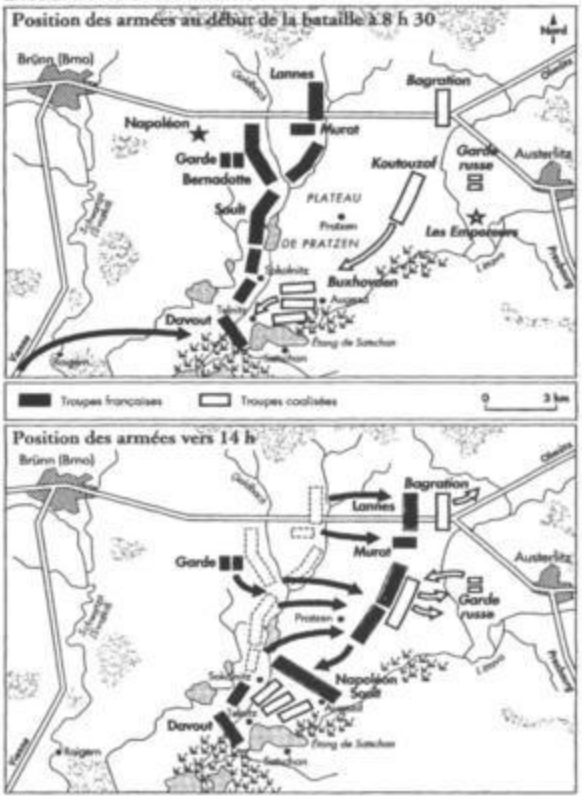
Par ailleurs Napoléon sait s'entourer de maréchaux jeunes, dévoués et de grande valeur : Lannes, Soult et surtout Davout sont de bons tacticiens, Murat et Bessières d'audacieux chefs de cavalerie adulés par leurs hommes. En face, Alexandre I^{er} et François II s'appuient sur des généraux de haute extraction mais fort médiocres. Seul Koutouzof, d'Austerlitz à la Berezina, tentera d'adapter sa stratégie à celle de Napoléon.

Apprenant la nature, l'ampleur et les conditions du désastre d'Austerlitz, le très francophobe Premier ministre anglais, Pitt, se trompera de peu en proclamant à ses alliés : « Vous pouvez ranger vos cartes d'état-major pour dix ans !... »

BIBLIOGRAPHIE

D. Chandler : *Napoleon's Marshals*, New York, Macmilan, 1986.
H. Lachouque : *Napoléon à Austerlitz*, Rencontres, 1961.
J. Tulard (dir.) : *Dictionnaire Napoléon*, Fayard, 1989.

LA MANŒUVRE D'AUSTERLITZ



« Elle est raidie dans son sépulcre et murée
dans ses pierres inertes, – et de quoi peut
encore se réjouir une pierre inerte,
si ce n'est de redevenir le la d'un torrent ? »

Julien Gracq (*Le Rivage des Syrtes*).

IÉNA et AUERSTEDT

(14 octobre 1806)

L'écrasante victoire française remportée à léna et à Auerstedt contre la Prusse renforce encore, après la triomphale campagne de 1805, la réputation de grand stratège de Napoléon*. Pourtant, l'Empereur n'y a pas eu le trait de génie d'Austerlitz* et, s'il a fait preuve de brio, il doit sa victoire finale autant à l'impéritie prussienne qu'au talent du plus jeune de ses maréchaux léna est prolongée, achevée par Auerstedt, bataille injustement ignorée.

Lorsque la Prusse, envahissant la Saxe en septembre 1806, entre en guerre dans la quatrième coalition, ses alliés russes et anglais sont convaincus d'opposer à Napoléon une puissance redoutable. L'Empereur ne se laisse pas impressionner par la réputation de l'année prussienne, franchit la Saxe et se dirige en hâte vers les deux blocs qu'a formés l'adversaire et que dirigent, respectivement, le prince de Hohenlohe et le général Rüchel, d'une part, Frédéric-Guillaume en personne et le duc de Brunswick, d'autre part. Sur le papier, ces plus hautes autorités prussiennes disposent de 130 000 hommes contre les 97 000 alignés par Napoléon. Le 10 octobre, déjà, Lannes a anéanti un corps de troupes prussiens à Saalfeld, et interdit l'avancée prussienne vers le Rhin.

Fidèle à sa tactique habituelle, l'Empereur recherche le contact frontal avec l'ennemi. À la tête de plusieurs colonnes autonomes, il le rejoint à marche forcée et, avant de disposer ses forces en ordre de bataille, envoie

deux corps de troupe commandés par Davout et Bernadotte au nord, derrière les lignes prussiennes, afin de couper leur retraite vers l'Elbe, déjà prévue avant même le déclenchement des hostilités !

Au matin du 14 octobre, les deux armées constituent donc chacune deux ensembles distincts – Brunswick et Hohenlohe ont décidé de prendre Napoléon en tenailles. Un épais brouillard cache la disposition précise des adversaires en place ; or cet élément météorologique joue en faveur des Français, les Prussiens n'ayant pas vraiment adopté de positionnement particulier. L'Empereur, en revanche, a disposé Lannes et Ney au centre, Augereau et Soult sur les flancs. En quelques heures, bousculés par les attaques françaises lancées en vagues successives, et l'artillerie qu'*in extremis* Napoléon est parvenu à faire placer sur le plateau surplombant la Saale, les Prussiens se trouvent en situation difficile et décident de se replier pour rejoindre le gros de leurs troupes laissé en retrait. Napoléon, à cet instant, pense avoir repoussé l'essentiel de l'armée ennemie, et décide de maintenir le contact et de la poursuivre.

Or, dans la nuit, Davout a compris que le corps prussien qui se trouve à sa proximité est autrement considérable que ce qui a été prévu. Face à 70 000 Prussiens, il décide – tandis qu'à léna, environ 20 kilomètres plus loin, on n'a pas encore commencé à se battre – d'affronter le puissant adversaire. Pour ce faire, il appelle Bernadotte (qui bivouaque dans un village voisin) en renfort ; mais celui-ci refuse d'intervenir. Davout comptera donc sur ses trois seules divisions (27 000 hommes).

D'abord hésitants, les Prussiens chargent l'aile droite française qui, sous les ordres du général Gudin, se forme en carrés et parvient ainsi à résister aux charges de cavalerie de Blücher (le futur covainqueur de Waterloo*). Ce temps gagné permet à Davout de faire renforcer ses ailes : avec Friant sur sa droite et Morand sur sa gauche. À cette forte résistance face au nombre, il ajoute une bonne utilisation de l'artillerie, concentrée sur des secteurs précis occupés par l'ennemi, lequel préfère en fin de matinée se replier en bon ordre en attendant les renforts d'léna.

Les forces de Davout sont à la fois trop peu nombreuses et trop éprouvées pour poursuivre les Prussiens Mais le calcul risqué et subtil de ce maréchal de trente-quatre ans est juste : vers 12 heures, ceux qui se battent à Auerstedt et se replient voient arriver sur le champ de bataille non pas des renforts, mais au contraire les troupes de Hohenlohe qui battent en retraite devant Napoléon. Coup porté au moral, infériorité du nombre sans cesse

plus criante : au soir, le double repli prussien se transforme en véritable déroute. La nuit et la journée du 15, Napoléon exploite sa victoire en poursuivant les Prussiens à travers la campagne.

Le bilan se chiffre à 12 000 tués ou blessés chez les Français, à 27 000 tués ou blessés et 25 000 autres prisonniers chez les Prussiens (dont Carl von Clausewitz*).

Épilogue de l'affrontement : le 16 octobre, la cavalerie de Murat écrasera à Erfurt les 10 000 rescapés d'Iéna et Auerstedt, et dans les semaines qui suivront plus de 30 000 autres soldats prussiens se rendront. L'armée prussienne n'existe plus.

L'enseignement de la bataille est double dans chaque camp. Côté prussien, le commandement s'est révélé hésitant, indéterminé (Brunswick, dont la médiocrité tactique s'était déjà illustrée à Valmy* quatorze ans auparavant, sera mortellement blessé), et surtout fidèle à une disposition des troupes dépassée ; avec Napoléon, la rapidité et la mobilité triomphent au détriment de la compacité alors que les Prussiens progressent encore lentement en rangs serrés.

Côté français, Napoléon a su, comme à l'accoutumée, fondre en colonnes autonomes sur une proie lourde et, plus encore, concentrer sa force de frappe (cavalerie, artillerie) sur un secteur jugé fragile de l'ennemi. Encore la meilleure initiative de l'Empereur est-elle d'avoir envoyé deux corps de troupe en amère de l'ennemi en prévision de son repli.

Mais il faut insister sur la qualité du choix de ses subalternes. À léna et Auerstedt, Napoléon a réuni plusieurs parmi ses meilleurs maréchaux : Lannes, Davout, Bemadotte, Augereau ; Suchet était présent mais non engagé. Davout s'avère de loin le meilleur tacticien d'entre eux À Auerstedt, il a rivalisé de finesse et d'audace, entreprenant une manœuvre qui n'est pas sans rappeler à certains égards celle d'Austerlitz et, en définitive, offrant à son chef le caractère définitif et sans appel de la victoire. C'est sans aucun doute pour cette raison que l'Empereur, jaloux de sa réputation et revendiquant l'exclusive pour son talent stratégique, imposera dans les mémoires léna et non Auerstedt.

Les conséquences militaires et politiques d'Iéna et Auerstedt sont considérables, sans doute davantage encore que celles d'Austerlitz.

Militairement, l'armée prussienne s'est effondrée en moins de deux jours. En Prusse, l'humiliation et la stupéfaction sont d'autant plus vives que, depuis Frédéric le Grand*, l'armée était devenue une véritable institution, ciment d'une identité nationale en construction. Plusieurs décennies après ses succès au cours de la guerre de Sept Ans, à l'intérieur comme au-delà des frontières prussiennes, l'armée était réputée redoutable. En fait, l'état-major prussien, vieillissant, était demeuré sur les acquis du passé.

La leçon d'Iéna sera pourtant, à court terme, comprise et assimilée. Après la chute de Napoléon I^{er} et le recouvrement par Berlin de sa souveraineté, l'armée prussienne sera réformée en profondeur. Un Clausewitz, un Moltke ou un Bismarck puiseront nombre d'éléments de réflexion dans la logique défaite de 1806. Du reste, tout au long du XIX^{e} siècle, l'armée prussienne est celle qui innovera sans doute le plus en matière de tactique et de stratégie ; les victoires de Sadowa* (1866) contre l'Autriche et de Sedan* (1870) contre la France en témoigneront.

Politiquement, léna et Auerstedt réduisent immédiatement la Prusse à une entité politique morcelée et non souveraine, occupée et divisée par Napoléon. De cette humiliation naîtra une francophobie durable et un tenace espoir de revanche qui trouveront satisfaction dès le congrès de Vienne de 1 815 ; la Prusse sera alors la coalisée la plus sévère à l'encontre de la France vaincue.

Pour Napoléon, la campagne de 1806 est la dernière à lui offrir des victoires rapides, relativement « peu » coûteuses en hommes, et décisives. À partir de 1807, chaque campagne napoléonienne engloutira des dizaines de milliers d'hommes sans pour autant permettre d'imposer de paix durable aux ennemis vaincus.

BIBLIOGRAPHIE

J.-C. Carmigniani & J. Tranié : *La Campagne de Prusse*, Lavauzelle, 1984.

C. von Clausewitz : Notes *sur la Prusse dans sa grande catastrophe – 1806*, Champ libre, 1976.

H. Houssaye : *léna et la campagne de 1806*, Giovanangeli, 1991.

J. Tulard & L. Garros : *Itinéraire de Napoléon au jour le jour*, Tallandier, 1982.

« Qui sait livrer une bataille se fait pardonner toutes les fautes qu'il peut avoir déjà commises dans sa conduite militaire [...]. *Une victoire détruit l'effet des plus mauvaises opérations et une défaite fait avorter les plans les plus sagement concertés. »*

Nicolas Machiavel (*L'Art de la guerre*).

WATERLOO

(18 juin 1815)

À peine plus de trois mois après son retour triomphal de l'île d'Elbe, Napoléon* est parvenu non seulement à rallier une partie importante de la population et des élites derrière son nom – et cela en dépit de dix années de guerre permanente – mais encore à affronter avec succès la coalition européenne remise sur pied. Près de Charleroi puis à Ligny, Prussiens et Britanniques sont bousculés. Toutefois, Grouchy et Vandamme échouant dans leurs missions respectives, l'ennemi est repoussé sans être écrasé comme l'escomptait Napoléon.

Grouchy est alors chargé de poursuivre et d'éloigner les Prussiens avec 33 000 hommes, tandis que le gros des forces françaises constitué de 74 000 soldats se portera sur les Anglais. Fidèle à sa stratégie, Napoléon cherche à abattre successivement l'un puis l'autre de ses adversaires, d'autant plus qu'en l'occurrence il se persuade qu'Anglais et Prussiens ne parviendront pas à s'entendre.

Lorsque l'Empereur, au matin du 18 juin, entre enfin en contact avec les troupes anglaises, fortes de 68 000 hommes et commandées par Wellington* en personne, le redoutable chef anglais les a solidement retranchées en plusieurs lignes de fantassins sur le plateau du Mont-Saint-Jean et en contrebas, dans les grosses fermes de Papelotte, la Haye-Sainte et Hougoumont.

Napoléon hésite d'abord à lancer son infanterie ; le terrain est détrempé, les fermes ont été fortifiées, et le centre anglais paraît inexpugnable. Il décide donc de simuler une attaque sur l'aile droite anglaise, de manière à dégarnir son centre pour mieux l'attaquer et disloquer ainsi – un peu comme à Austerlitz* dix ans auparavant – l'armée ennemie. Vers 12 heures, l'artillerie de la Garde tonne et les troupes de Jérôme lancent leur offensive. Trop loin, trop fort. Le frère Bonaparte n'a pas compris qu'il ne s'agissait que d'un simulacre, d'une diversion. Les pertes françaises sont extrêmement lourdes pour un objectif secondaire.

À 13 heures, Napoléon aperçoit, depuis la butte de Rossomme où il a installé son quartier général, un nuage de poussière et croit à l'arrivée de Grouchy. Il ordonne à Ney d'attaquer le centre du dispositif anglais, malgré l'échec relatif de la diversion sur Hougoumont. Les divisions de Drouet d'Erlon montent à l'assaut et atteignent la Haye-Sainte, mais là encore au prix de lourdes pertes et sans pouvoir se maintenir ; dans sa fougue habituelle, Ney a oublié les canons...

Les cavaleries anglaise et écossaise contre-attaquent, repoussant les Français. Tout est à refaire. La bataille dure depuis trois heures déjà, les Français comptent plusieurs milliers de tués et de blessés, et aucun progrès significatif n'a été enregistré. À 15h30, Ney lance une nouvelle attaque, reprend la Haye-Sainte, mais éprouve une fois encore les pires difficultés à se maintenir ; les chevaux sont épuisés par les charges successives, les hommes sont fauchés par les fantassins anglais et les charges de cavalerie en biais.

À partir de 16h30, la cause semble entendue : ce sont les Prussiens de Blücher qui s'approchent du champ de bataille sur l'aile droite française, à Plancenoit, tandis que Grouchy demeure introuvable, peut-être faute d'avoir bien interprété les ordres de Napoléon.

Désormais, le temps est compté et seul un effondrement du centre anglais peut éviter la défaite. Sans relâche, les Français chargent et parviennent même à reprendre la Haye-Sainte à l'ennemi qui recule par endroits. Mais les carrés de fantassins formés par Wellington résistent à tous les assauts.

Acculé à répartir ses troupes sur deux fronts assez distincts, l'Empereur envoie la Jeune Garde contenir Blücher à Plancenoit, tout en lançant – mais bien tard – la Vieille Garde contre le Mont-Saint-Jean, en vain. Lorsque les Français voient reculer (pour la plupart, c'est une première) ce corps d'élite sacro-saint que représente la Vieille Garde, un commencement de panique

s'empare de l'armée. C'est au tour des Français de constituer des carrés, mais il s'agit déjà d'un combat pour l'honneur. À partir de 19h30, ce qui reste cohérent de l'armée française recule à présent sur l'ensemble du champ de bataille : seuls les carrés de la Garde, intrépides, se replient en bon ordre bien qu'écrasés par l'artillerie et les charges de cavalerie ennemie, sur la route de Rossomme. À cet instant, Napoléon s'expose dangereusement en poursuivant une lutte désespérée au milieu de ses hommes et de la mitraille, cherchant semble-t-il dans la mort une issue glorieuse à cette cuisante défaite. Mais Ney et lui quittent saufs le champ d'honneur ; les alliés ne poursuivront pas longtemps les vaincus. Quant à Grouchy, averti sans doute tardivement du sort de la bataille qui s'est déroulée à moins de 20 kilomètres de son campement, il choisit de ramener en hâte ses troupes en France.

Au soir, les Français laissent 29 000 hommes sur le terrain, les alliés 23 000. Waterloo aura été l'une des plus sanglantes batailles de l'ère napoléonienne. De retour à Paris, Napoléon ne trouve plus – hormis les officiers – que Davout et Camot pour l'inciter à défendre Paris et poursuivre la lutte. Talleyrand et Fouché, alliés pour la circonstance, s'y opposent. En définitive, l'Empereur abdiquera pour la seconde fois et, après avoir tenté de gagner l'Amérique, se rendra aux Anglais qui l'exileront sur l'île de Sainte-Hélène,

À Waterloo, Napoléon Bonaparte a sans nul doute commis trois erreurs lourdes de conséquences, qui témoignent dans une large mesure d'un affaiblissement de son génie stratégique.

La première est psychologique : il a sous-estimé la détermination des coalisés à ne baisser les armes que lorsqu'il serait militairement neutralisé, sans condition. En 1812, Napoléon à son apogée pouvait compter avec quelques alliances et/ou neutralités, même éphémères. Trois ans plus tard, il n'en est plus question.

La deuxième erreur relève du choix de ses subalternes. Lannes, Paniatowski et Bessières morts, Bernadotte passé à l'ennemi, Murat en son royaume napolitain, Napoléon radie les maréchaux d'expérience que sont Augereau, Berthier, Marmont et Victor, s'entourant de généraux moins expérimentés ou, comme Vandamme et surtout Jérôme Bonaparte, médiocres tacticiens. Certes demeure Ney, fraîchement rallié. Mais, en dépit de son exceptionnelle capacité à mener ses hommes, « le lion » ne brille

guère par son sens de la stratégie. En outre, Davout au ministère de la Guerre, c'est un authentique stratège de moins sur le terrain.

La troisième erreur, spécifiquement militaire et liée au déroulement de la bataille de Waterloo, correspond aux choix tactiques de Napoléon. D'abord, attaquer de front, en terrain détrempé, l'ennemi solidement retranché sur un plateau était téméraire. Tout comme était risquée la disposition des hommes à la « macédonienne », c'est-à-dire en formations de 200 sur 60 très exposées au tir nourri des fantassins britanniques situés à couvert et en hauteur. Enfin, Napoléon tarde à envoyer la Garde soutenir les attaques de Ney et de Drouet d'Erlon ; lorsqu'elle intervient finalement, il est déjà trop tard, l'aile droite recule sous la forte progression prussienne.

Deux questions, lancinantes et peut-être douloureuses pour les adorateurs de l'Empereur, n'en finissent pas de diviser les historiens et de tourmenter les passionnés de l'épopée napoléonienne : d'une part, la bataille de Waterloo aurait-elle été gagnée si Grouchy avait rallié, ou du moins s'il avait empêché Blücher d'intervenir ? d'autre part, une victoire à Waterloo aurait-elle modifié le cours des événements, notamment la chute immédiate et définitive de Napoléon I^{er} ? Il est bien entendu impossible de refaire l'Histoire, mais des éléments de réponse peuvent être apportés.

Considérant le caractère indécis de la bataille jusqu'à l'arrivée de Blücher, on est effectivement fondé à penser que Waterloo eût pu signifier une victoire française. En dépit de la vaillance et de la pugnacité de Wellington, les Belgo-Hollandais, sur son aile droite, ont flanché à plusieurs reprises, et il n'est pas dit que les charges successives des Français – encouragées par Grouchy à l'horizon – n'auraient pu avoir raison à la fois du moral et du puissant dispositif des Anglais.

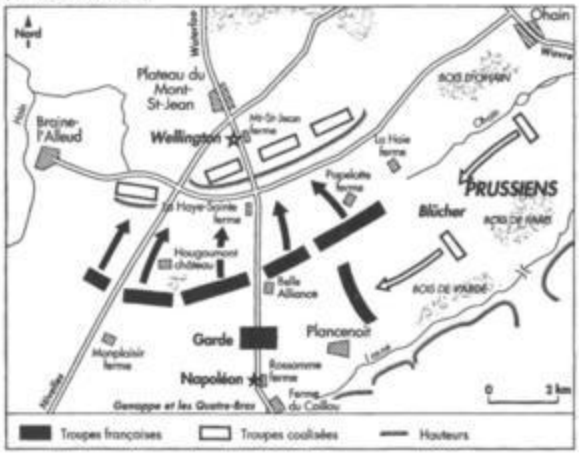
En revanche, une victoire à Waterloo, même cinglante, n'aurait sans doute guère modifié en profondeur le cours des choses : lorsque la bataille de Waterloo fait rage, Anglais, Russes, Prussiens, Autrichiens et divers auxiliaires regroupent déjà un total de 300 000 hommes sur tous les fronts. À l'intérieur même, Napoléon ne dispose plus à cet instant du crédit et du soutien qui l'entouraient avant le désastre russe de 1812. Après une victoire à Waterloo, il y aurait eu d'autres succès peut-être, mais probablement sans lendemains politiques. De même n'est-il pas sûr que, frappé à mort sur le champ d'honneur plutôt que de moisir six années durant à Sainte-Hélène,

Napoléon eût conquis à titre posthume davantage de gloire qu'il n'en conquît grâce à son exil du bout du monde.

BIBLIOGRAPHIE

C. von Clausewitz : *La Campagne de 1815*, Champ libre, 1973.
J.-C. Dammame : *La Bataille de Waterloo*, Perrin, 1999.
Erckmann-Chatrian : Waterloo, Hachette, 1934.
H. Houssaye : *1815*, Perrin, 1917.
J. Logie : *Napoléon, la dernière bataille*, Racines, 1998.

LE CHAMPS DE BATAILLE DE WATERLOO EN DÉBUT D'APRÈS-MIDI
(arrivée des Prussiens)



« Il y a quatre-vingt-sept ans, nos pères ont, sur ce continent, mis au monde une nouvelle nation, conçue en liberté et vouée à cette idée que tous les hommes naissent égaux. Aujourd'hui nous sommes engagés dans une grande guerre civile, pour déterminer si cette nation – ou toute autre nation ainsi conçue et dédiée – peut durer. Nous nous rencontrons sur un grand champ de bataille de cette guerre. Nous nous rencontrons pour en consacrer une parcelle, comme suprême champ de repos, à ceux qui ont donné leur vie pour que la nation puisse vivre. [...] *Le monde remarquera peu ce que nous disons ici et il ne s'en souviendra guère, mais il n'oubliera jamais ce que des braves ont fait en ce lieu. »*

Abraham Lincoln (*Discours au cimetière de Gettysburg, 1863*).

GETTYSBURG

(1er-3 juillet 1863)

L'affrontement de Gettysburg est de loin le plus meurtrier de toute la guerre de Sécession (1861-1865), elle-même excessivement destructrice et coûteuse en hommes. Cette victoire nordiste, importante mais pas aussi déterminante pour le déroulement des hostilités qu'on a pu le dire, illustre d'ailleurs un type de guerre nouveau par l'ampleur des moyens mis en œuvre : des centaines de milliers de combattants de part et d'autre, de gigantesques espaces, l'utilisation sans précédent des voies de chemin de fer et du télégraphe. À certains égards la guerre de Sécession préfigure les guerres mondiales du XXe siècle.

À la tête de l'armée confédérée (sudiste) forte de 75 000 hommes, le général Robert Lee entame une marche qui doit le mener à Washington et, en définitive, à la prise de contrôle d'une partie des États unionistes. Pour lui interdire la route du Nord intervient l'armée du Potomac commandée par l'unioniste George Meade, lequel dispose de 94 000 hommes. Mais par manque de renseignements sur le positionnement précis de l'adversaire, aucun des deux chefs n'a établi de plan stratégique lorsque leurs premiers détachements respectifs entrent en contact au matin du 1er juillet. Sans doute Lee aurait-il préféré rompre immédiatement afin de s'organiser et de choisir son terrain ; il décide pourtant d'accepter le combat. À la proposition de son subordonné, le général Longstreet, de contourner les hauteurs investies par les nordistes et de s'intercaler entre eux et Washington, il préfère même l'affrontement direct.

Tacticien de talent, se sachant provisoirement en supériorité numérique (environ 25 000 hommes contre 20 000 à Meade), Lee décide d'attaquer l'adversaire par la vallée de Shenandoah et fait converger ses trois corps d'armée vers les trois collines rapidement contrôlées par l'Union : Cemetery Hill et Culp's Hill (les flancs nordistes) et Cemetery Ridge (leur centre). Dans un premier temps, les confédérés progressent et contraignent les troupes de Meade à adopter une position strictement défensive. Une brèche est même ouverte par le changement de position d'un officier nordiste cherchant à s'établir plus en hauteur. Au prix de pertes extrêmement lourdes et d'une résistance acharnée, les Nordistes parviennent à repousser l'ennemi. La brèche est refermée.

Le lendemain, 2 juillet, les combats reprennent avec une intensité accrue. Lee redoute l'arrivée imminente de renforts nordistes, et cherche à déloger Meade des trois collines désormais fortifiées. Tout au long de la journée, les confédérés se lancent dans des assauts d'infanterie meurtriers. Les nordistes semblent plier à plusieurs reprises, mais la progression sudiste n'est à aucun moment déterminante. En outre, des renforts rejoignent de manière désormais régulière les rangs nordistes et permettent de compenser les pertes Pour sa part, Lee doit compter sur ses seules troupes.

Le 3 juillet, il décide d'enfoncer le centre ennemi – Cemetery Ridge – et de livrer le combat décisif. Considérant, à juste titre, que Meade a dégarni son centre afin de repousser les vagues d'assaut successives sudistes sur ses flancs, Lee rassemble son artillerie (plus de 150 canons) et ordonne un tir

intensif concentré sur les lignes ennemies situées en amont. Le pilonnage dure plusieurs heures, au cours desquelles les pièces d'artillerie nordistes répliquent – elles provoquent des dégâts limités, Lee ayant massé ses fantassins dans un bois.

En quelques instants, les canons nordistes espacent leurs tirs, puis les stoppent presque complètement. Le général confédéré croit alors avoir réduit les défenses ennemies, et lance à l'assaut du mamelon de la colline plusieurs milliers de fantassins. Le piège de Meade a fonctionné : il a fait taire son artillerie pour tromper Lee sur le nombre et la disposition – encore redoutables – de ses troupes placées sur Cemetery Ridge. Bien dissimulés dans les blés, disposant d'un angle de tir idéal, les soldats de l'Union attendent que les sudistes soient à portée de tir pour causer dans leurs rangs une véritable hécatombe. Quasiment aucun confédéré ne reviendra de cette charge désastreuse : les rares fantassins à parvenir au sommet de la colline y seront abattus ou faits prisonniers.

Cette fois, Lee doit admettre la défaite et quitter le champ de bataille. Pourtant, épuisés, les nordistes renoncent à poursuivre Lee qui rompt le contact en bon ordre. Le bilan humain de l'engagement est excessivement lourd : 23 000 tués et blessés pour l'armée nordiste du Potomac ; 28 000 pour celle de Virginie, soit un tiers des effectifs de l'armée confédérée. La défaite sudiste, indéniable et cuisante, n'est cependant pas décisive puisque Lee et les généraux sudistes résisteront encore deux années durant. Toutefois, la bataille de Gettysburg marque d'autant plus la fin de tout espoir d'invasion du Nord que, le même jour (et le lendemain), s'est déroulée une autre bataille de grande ampleur, sur les rives du Mississippi ; le généralissime nordiste Ulysses Grant y a vaincu John Pemberton après un siège long et meurtrier du port stratégique de Vicksburg.

BIBLIOGRAPHIE

J.F.C. Fuller : Decisive *Battles of the USA*, New York, Da Capo Press, 1994.

M. Howard : *La Guerre dans l'histoire de l'Occident*, Fayard, 1988.

D. Kenner : Gettysburg, éditions du Rocher, 1995.

L. Kennet : *Gettysburg, 1864. Le tournant de la guerre de Sécession*, Economica, 1997.

« La victoire dans la décision par les armes est l'acte le plus important à la guerre. Seule la victoire brise la volonté de l'adversaire et le force à se soumettre. Ce n'est point l'occupation d'une partie de territoire, ni la conquête d'une place forte qui, en principe, amènera la décision, mais seulement la destruction des forces adverses. Cette destruction est donc le principal but des opérations. »

Helmuth von Moltke (*Cours à l'École de guerre*).

SADOWA

(3 juillet 1866)

Conformément à ses plans géopolitiques, dont le principal est de poursuivre l'unification à marche forcée de tous les États et régions de langue germanique, le chancelier prussien Otto von Bismarck cherche et obtient un regain de tension avec l'Autriche, après s'être assuré, en 1863 et 1864, des neutralités respectives de Moscou et de Paris Les initiatives belliqueuses de Berlin (exclusion de Vienne de la Confédération germanique, annexion du Holstein...) sont rejetées par Vienne, et, en avril 1866, le conflit dégénère en guerre ouverte.

L'armée prussienne est commandée par Helmuth von Moltke, un excellent stratège disciple (et ancien élève) de Carl von Clausewitz*, adepte des principes napoléoniens liés à la conscription, à la concentration et à l'extrême rapidité des forces, à l'encerclement et à l'anéantissement de l'adversaire. Le futur vainqueur de Sedan* recherche l'offensive à tout prix ; ayant à sa disposition plusieurs voies de chemin de fer et le télégraphe pour des déplacements de vivres et de troupes ainsi que des communications rapides, il peut également compter sur un matériel de tir performant, en

particulier les fusils à aiguille rechargeables au sol Dreyse et les pièces d'artillerie à canon rayé en acier Krupp.

Face à von Moltke, le clairvoyant et talentueux général autrichien Ludwig von Benedek dispose à peu près d'autant d'hommes que l'ennemi, 209 000 contre 216 000, mais son armée est plus hétérogène, notamment pourvue d'alliés saxons à la fiabilité douteuse. Il est surtout conscient, pour avoir déjà subi plusieurs revers mineurs au printemps, de l'infériorité de ses matériels. Benedek cherche par conséquent à remporter une bataille de type défensif sans se laisser imposer le choix du terrain ni l'initiative par son adversaire. Et il y parvient dans une large mesure. Devant l'arrivée imminente des troupes prussiennes regroupées en trois colonnes et fonçant à travers la Bohême en direction de son armée, le généralissime autrichien la dispose sur les hauteurs et aux abords d'un plateau surplombant l'Elbe et la rivière Weistritz (Silésie). Ses 650 canons sont établis sur la crête du plateau, et des ponts de proximité ont été coupés sur les deux cours d'eau afin de ralentir et de gêner la progression prussienne.

Lorsqu'il découvre la position autrichienne, le 2 juillet au soir, von Moltke établit un plan complexe et minutieux : la 1re armée du prince Frédéric-Charles sera chargée de fondre sur le centre ennemi retranché sur les hauteurs, tandis que ses deux autres corps de troupe s'emploieront à contourner les flancs autrichiens afin d'interdire à Benedek de se replier derrière l'Elbe. Une fois sa mission accomplie, la 1re armée viendra achever la pression des troupes de flanc pour l'écrasement de l'armée autrichienne.

Pourtant, un premier élément inattendu contrecarre le plan prussien : un problème de transmission télégraphique provoque une confusion lors de l'attaque. L'offensive, quasiment minutée, prend ainsi du retard, ce dont profite l'état-major autrichien pour renforcer ses positions. Second imprévu : à l'aube du 3 juillet, lorsque enfin l'infanterie et la cavalerie prussiennes chargent le centre autrichien, elles sont très durement éprouvées par une résistance acharnée de l'ennemi, efficacement soutenu par l'artillerie. Mais Benedek ne sait profiter de ce revers prussien ; d'abord indécis, il opte finalement pour une progression de l'ensemble du front en vue d'une contre-offensive. Ainsi, d'une part il expose son centre à l'artillerie ennemie, d'autre part il rend plus vulnérables ses flancs dont il ne sait pas encore qu'ils sont attaqués de revers.

En comprenant la manœuvre prussienne, Benedek décide de regrouper ses forces et de faire regagner à son centre sa position initiale. Or, une telle

manœuvre en pleine bataille interdit de poursuivre simultanément les combats, et permet à la 1re armée prussienne de progresser sans trop de dommages. En début d'après-midi, l'aile droite autrichienne succombe à la poussée prussienne et, vers 15 heures, c'est au tour du contingent saxon de prendre la fuite. Sans perdre son sang-froid, le chef autrichien ordonne alors le retrait général derrière l'Elbe. En principe, le plan prussien devait rendre impossible le succès d'une telle initiative ; ses hésitations initiales et surtout la discipline et l'abnégation de deux corps d'armée autrichiens permettent néanmoins au gros des forces de Benedek de franchir le fleuve et de se reconstituer à son abri.

Bien que von Moltke ait vu échouer son plan d'écrasement complet, la victoire prussienne est indiscutable étant donné l'écart considérable entre les deux camps ; les Prussiens déplorent 9 000 tués ou blessés contre 21 000 tués ou blessés et 22 000 prisonniers chez les Autrichiens.

Sur le plan militaire, l'innovation technique, la concentration des forces et du feu, et une grande mobilité, ont payé. Quatre années plus fard, le même von Moltke vaincra les Français grâce à des caractéristiques analogues. Toutefois, les victoires de Sadowa puis de Sedan tendront à figer la pensée stratégique allemande jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il convient d'ajouter que la bataille de Sadowa demeurera le plus considérable engagement de tout le XIXe siècle, eu égard au rapport entre les gigantesques effectifs déployés (près de 430 000 hommes au total) et l'exiguïté du champ de bataille (moins de 50 kilomètres carrés).

Sur le plan stratégique et diplomatique, la défaite autrichienne n'eût pas été déterminante si Paris avait répondu à l'appel de l'empereur François-Joseph dès le lendemain de l'affrontement. Or, Napoléon III refuse d'intervenir militairement sur le Rhin. Mal lui en prend. Car l'inaction française contraint Vienne à demander une paix qui aura trois conséquences fâcheuses pour la France : d'une part, la paix austro-prussienne de Prague permet à la Prusse d'accroître considérablement sa puissance en hommes et en territoires (continuité territoriale ; Hanovre, Hesse, Francfort annexés ; etc.) ; d'autre part, la neutralité désormais assurée à l'est (Russie) et au sud, Bismarck peut se tourner contre la France ; enfin, à plus longue échéance, le caractère délibérément magnanime – et point trop humiliant pour l'Autriche vaincue – du traité né de Sadowa laissera la place à un rapprochement puis

à une véritable alliance entre Vienne et Berlin au cours des décennies qui suivront, jusqu'à la Triplice de 1914-1918.

BIBLIOGRAPHIE

A Bucholz : *Moltke, Schlieffen and Prussian War Planning*, Oxford, Berg, 1991.

J.F.C. Fuller : *La Conduite de la guerre de 1789 à nos jours*, Payot, 1990.

« Si la guerre devait durer un an, nous n'aurions pas un bouton de guêtre à acheter. »

Général Lebœuf, ministre de la Guerre,
à Napoléon III [in Serman & Bertaud].

SEDAN

(2 septembre 1870)

Le 19 juillet 1870, cédant à un piège diplomatique tendu par le chancelier Otto von Bismarck, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse.

Or l'impréparation française est totale : sur le plan diplomatique, les alliés éventuels de Paris – Londres et Rome – n'ont donné aucune garantie à l'Empereur (et demeureront en effet neutres) et, sur le plan militaire, la mobilisation n'est pas même achevée lorsque la guerre est hâtivement déclarée. Le neveu de Napoléon I^{er} compte sur la ferveur légendaire qui anima les armées de son oncle prestigieux.

L'unique atout français – mais il ne sera pas mis en valeur – est technologique : le fusil Chassepot surclasse les modèles prussiens, et le premier prototype de mitrailleuses (Reffeye) vient d'être mis au point dans des ateliers français. En face, l'armée prussienne a connu au cours des années précédentes, d'une part des réformes organisationnelles et stratégiques profondes (réalisées entre 1860 et 1862) et une préparation intensive, d'autre part l'épreuve du feu contre l'Autriche (à Sadowa* en 1866).

La stratégie de Louis-Napoléon Bonaparte se résume à une vaste offensive générale, mais en ordre dispersé, destinée à surprendre l'ennemi et à impressionner ses récents alliés bavarois et saxons. Autrement mieux préparé et plus subtil, le plan du chef d'état-major prussien, le maréchal Helmuth von Moltke, consiste à la fois à concentrer ses attaques sur des

points précis du dispositif français, et à s'emparer de Paris en opérant un vaste mouvement tournant.

Les premiers affrontements sont à l'avantage des Prussiens et de leurs alliés, même si l'incohérence du dispositif et, bientôt, du commandement français, contraint paradoxalement von Moltke à modifier son plan à plusieurs reprises. Après que les Français ont été vaincus à Wissembourg (4 août), à Spicheren et à Frœschwiller (lieu de la célèbre charge dite de *Reichshoffen*, le 6 août) près de la frontière, les I^re^ et II^e^ armées prussiennes rencontrent l'armée du timoré maréchal Bazaine et la contraignent à se retrancher, le 16 août, sur la crête de Saint-Privas à Gravelotte. D'abord tenus en échec, les Prussiens parviennent à contourner la défense française par le Nord et Bazaine, craignant un effondrement, commet la stupéfiante erreur de se réfugier à Metz, immédiatement assiégée.

À cet instant de la guerre, seule une partie des forces françaises a été engagée, et le territoire n'est encore occupé que sur d'infimes parcelles. En outre, von Moltke déplore des aléas et dysfonctionnements dans son propre état-major. Mais l'impéritie impériale française atteint dans les dernières semaines d'août un degré sans précédent, grevant définitivement les chances d'un retournement de situation.

Le 19, le maréchal de Mac-Mahon reconstitue en hâte à Châlons, dans le but de secourir Bazaine, trois corps d'armée de 120 000 hommes, 10 000 chevaux et 400 canons. En soi, il s'agit d'une force considérable, mais elle manque cruellement de cohésion, composée d'éléments épars provenant d'autres corps d'armée défaits aux frontières ou récemment incorporés. Surtout, le commandement semble collégial et ne produit aucun plan défini et accepté – l'Empereur souhaite défendre Paris mais ne parvient pas à imposer ses vues à Mac-Mahon, lequel préconise au contraire de gagner Reims. Enfin aucun chef militaire ne s'impose véritablement, ni vis-à-vis de ses hommes, ni face aux autres commandants en chef.

Pour sa part, von Moltke a décidé de diviser ses troupes en ajournant au pied levé la grande offensive initiale sur Paris, et de rattraper Mac-Mahon. Il y parvient dès le 29 août du fait de la lenteur française – ordres et contrordres en provenance de Paris (où l'impératrice Eugénie milite très activement en faveur de l'offensive à outrance afin de sauver le régime impérial de l'impopularité) provoquent en effet retards et démoralisation des troupes. À cela s'ajoute un ravitaillement ferroviaire moins efficace que celui opéré par l'ennemi.

Les Français ont franchi la Meuse, mais déplorent un nombre élevé de tués et de prisonniers lors de l'accrochage de Beaumont. Dans ces conditions, Mac-Mahon renonce à se porter vers Metz et ordonne un repli sur les abords de Sedan, entre la Meuse et les rivières Floing et Givonne. Le choix du terrain est à l'évidence une erreur tactique, dans la mesure où sa configuration exiguë interdit de vastes manœuvres.

Au matin du 1er septembre, l'armée française est solidement retranchée dans le réduit du nord de Sedan, et un premier assaut bavarois échoue face à l'infanterie de marine. Mais, à 7 heures, Mac-Mahon est blessé par un éclat d'obus, et décide de céder son commandement au général Alexandre Ducrot. Or, celui-ci entreprend immédiatement de renoncer à une disposition qui, selon lui, condamne ses troupes à la défaite, et ordonne le repli sur le plateau d'Illy afin de pouvoir rejoindre la puissante forteresse de Mézières.

Le mouvement est entamé depuis trente minutes à peine qu'un nouveau contrordre plonge l'armée dans la confusion. Le général Emmanuel de Wimpffen, arrivé tout droit de Paris, produit une lettre du ministre de la Guerre certifiant que, Mac-Mahon indisponible, il doit prendre lui-même le commandement suprême. Ignorant complètement les réalités du terrain et les conditions précises de l'affrontement en cours (il a été récemment rappelé d'Oran), il annule l'ordre de repli de Ducrot et tente un passage en force à Bazeilles, au sud-est de la poche. Hélas, le temps perdu a permis aux Prussiens de renforcer leur étau autour des positions françaises et l'offensive se solde par un échec et de lourdes pertes. En début d'après-midi, les hauteurs d'Illy tombent aux mains de l'ennemi, en dépit des charges de cavalerie successives lancées pour ouvrir une brèche. Vers 18 heures, tout espoir est vain et l'Empereur, encouragé par ses généraux à capituler, s'exécute le 2 septembre à 11 heures.

Le bilan de la bataille de Sedan est désastreux : alors que les Prussiens et alliés ont perdu 9 000 hommes, les Français accusent la perte de 17 000 tués ou blessés et 21 000 prisonniers, auxquels on doit ajouter les 83 000 hommes neutralisés par la reddition. Le 27 octobre, ce sera au tour de l'armée de Metz de capituler. Bazaine, pour prix de son incapacité flagrante tout au long de la guerre, sera blâmé puis condamné à plusieurs années de bagne.

Pourtant, rien n'était au commencement inéluctable. En principe l'état-major français pouvait aligner autant d'hommes que l'ennemi, et si nul

commandant français ne s'est illustré par ses talents de stratège, c'est l'opportunisme talentueux du seul von Moltke et non les qualités de ses chefs d'armée (le *Kronprinz* ou prince-héritier, von Steinmetz et le prince Frédéric-Charles) qui assura la victoire.

Politiquement, l'Empire est décapité : non seulement le chef du régime est captif (Napoléon III s'exilera en Angleterre), mais encore la République est proclamée le 4 septembre, soit deux jours seulement après la capitulation de Sedan.

On oublie toutefois qu'une seconde campagne aura lieu, plus meurtrière et difficile pour les Prussiens que la première marquée par une longue succession d'erreurs et d'incohérences dans le camp français. Le gouvernement républicain de Défense nationale, avec notamment des hommes tels que Gambetta et Freycinet, parvient à galvaniser la population et à réorganiser pour un temps les restes de l'armée qui n'avaient pu rejoindre le front à temps. Malgré quelques réussites notoires (Orléans le 9 novembre, Bapaume en janvier 1871, la résistance de Belfort...), le gouvernement doit finalement capituler le 28 février. L'Alsace et une partie de la Lorraine sont perdues, une lourde indemnité de guerre est imposée, et le sanglant épisode de la Commune, au printemps 1871, ajoutera au caractère critique de la situation générale.

Comme après chaque désastre militaire, les leçons vont être tirées : au sein de l'armée française – où l'on découvre Clausewitz* et Ardant du Picq – de profondes réorientations sont entamées dans les décennies suivant Sedan, qui permettront de soutenir avec succès le terrible choc de l'offensive allemande, en 1914.

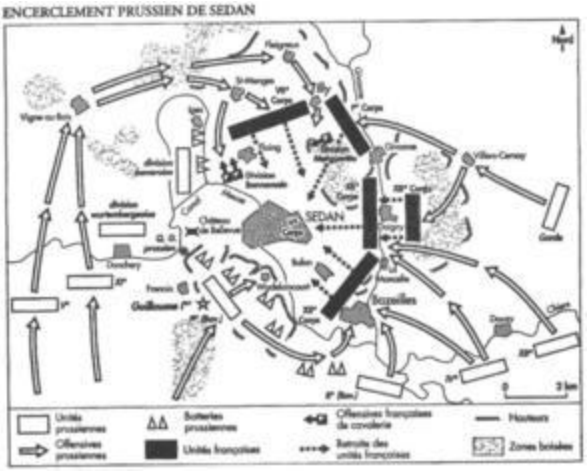
BIBLIOGRAPHIE

M. Howard : *The Franco-Prussian War ; the* Germon *Invasion in France*, Oxford, Oxford University Press, 1981.

J. Jaurès : *La Guerre franco-allemande*, Flammarion, 1971.

W. Serman & J.-P. Bertaud : *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998.

ENCERCLEMENT PRUSSIEN DE SEDAN



« L'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence. Le résultat qu'elle poursuit est relatif à l'ennemi, variable par excellence : l'ennemi peut se présenter d'une infinité de manières ; il dispose de moyens dont on ignore la force exacte ; ses intentions sont susceptibles de suivre bien des voies. D'ailleurs, le terrain n'est jamais constant ; les événements portent l'action dans telle région, puis dans telle autre ; encore le terrain, tel qu'il est, offre-t-il les conditions les plus diverses, suivant la direction, la vitesse, la façon dont on s'y engage. Les moyens que l'on commande n'ont aucune valeur absolue : le rendement du matériel, la force morale des troupes varient dans d'énormes limites suivant l'occasion. Les circonstances atmosphériques exercent leur influence inconstante. Ceux qui combattent se trouvent donc perpétuellement en face d'une situation nouvelle et, en partie au moins, imprévue. »

Charles de Gaulle (*Le Fil de l'épée*).

LES DARDANELLES

(mars-décembre 1915)

Après quatre mois de guerre de mouvement sur le Front occidental, il devient évident pour les Alliés français, britanniques et belges que le conflit s'enlise dans une guerre de tranchées et durera donc plus longtemps que prévu. Dans ce contexte de stabilisation du front face à une armée allemande puissamment équipée en artillerie lourde, stratégies directe et indirecte sont envisagées : la première consistera en offensives

frontales (et terriblement meurtrières) destinées à rompre les lignes allemandes de manière décisive, la seconde vise à affaiblir les alliés de l'Axe austro-allemand à la périphérie de l'Europe.

Cette logique amène les Britanniques à porter leurs efforts sur l'Empire ottoman politiquement miné de l'intérieur : un effondrement de celui-ci permettrait, d'une part de soulager les Russes dans le Caucase, lesquels pourraient par conséquent accentuer leur pression sur le Front oriental en soulageant ainsi les Alliés à l'ouest, d'autre part de rallier à l'Entente les petits États balkaniques neutres (comme la Grèce), enfin de protéger leurs intérêts sur la route des Indes et du pétrole, de Suez à Aden et à Mossoul.

Dans cette optique, le premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill, propose officiellement une attaque sur Constantinople dont l'objectif est autant d'affaiblir les forces et le prestige de l'Empire ottoman que d'empêcher les Russes – aujourd'hui alliés, mais demain ? – de disposer à leur guise des Détroits (Bosphore et Dardanelles) vers la Méditerranée. En dépit de sa cohérence géostratégique, le plan est rejeté non seulement par les généraux en chef britanniques French et Kitchener, mais également par l'amiral français Aubert et son chef d'état-major Joseph Joffre. Jugée trop risquée du fait du puissant dispositif terrestre et maritime turc autour du détroit des Dardanelles – filets de mines, mines dérivantes, batteries lourdes fixées sur les rives, etc. –, une opération de grande envergure présente aussi l'inconvénient de ponctionner dangereusement le Front allemand.

Finalement, le War Council décide de mener à bien le projet, suivi en cela par Paris, en en limitant toutefois la portée : il ne s'agira que d'un corps expéditionnaire réduit chargé de déloger les Ottomans des Dardanelles et, seulement en cas de succès, de pousser plus avant. L'amiral Carden et le ministre Augagneur réunissent en février une puissante flotte franco-britannique de 54 bâtiments de guerre (dont 14 français) comprenant cuirassés, contre-torpilleurs et sous-marins. C'est sous le commandement des amiraux Robeck et Guépratte que les 18 cuirassés de cette flotte s'engagent dans le détroit des Dardanelles. Une fois dans l'étroit chenal, les navires subissent un feu d'artillerie extrêmement violent et, en quelques dizaines de minutes, trois bateaux coulent, atteints par des obus, un quatrième saute sur une mine et sombre immédiatement, tandis que plusieurs autres sont endommagés.

L'escadre se replie sur l'île de Lemnos louée à la Grèce. Londres ne pouvant se permettre de rester sur un échec, l'engrenage est enclenché : on

envoie un corps expéditionnaire de 80 000 hommes, réuni en Égypte en avril sous le commandement du général britannique Hamilton. Le 25, une centaine de navires transportent le corps expéditionnaire de Moudras (à Lemnos) sur la presqu'île de Gallipoli. Le débarquement doit s'effectuer simultanément sur trois zones géographiques distinctes : en premier lieu à l'extrémité de la rive asiatique des Dardanelles, à Kum-Kaleh, en guise de simple diversion, en second lieu au cap Helles, sur la pointe de la presqu'île, en troisième lieu au nord de Gaba-Tepe, face aux hauteurs de Sari-Baïr. Une escadre de 59 navires demeure à proximité des points de débarquement en soutien logistique, sanitaire et militaire.

Pour sa part, le général allemand Liman von Sanders, chargé par le pouvoir turc de structurer l'armée, a disposé 9 divisions à Gallipoli et aux alentours (dont l'une est commandée par Mustafa Kemal, futur Atatürk), solidement retranchées dans les replis et aspérités du terrain, et dotées d'un armement moderne comprenant des mitrailleuses et autres canons de campagne.

Dès les premiers jours, le triple débarquement allié se solde par des pertes exorbitantes : à Kum-Kaleh, la diversion a échoué et les troupes coloniales françaises rembarquent rapidement ; au cap Helles, les Franco-Britanniques se heurtent à une résistance turque acharnée, et les forces de l'ANZAC (Australiens et Néo-Zélandais) piétinent sur les plages et la plaine avoisinante devant un dispositif défensif bien établi sur les collines. En deux semaines, moyennant la perte d'un tiers des effectifs engagés, les Alliés ont progressé de quelques kilomètres, parfois moins. Ainsi, entre le golfe de Saros et Gaba-Tepe, les deux divisions de l'ANZAC tiennent-elles un espace découvert d'à peine plus de 3 kilomètres carrés entre la mer et les crêtes de Sari-Baïr, tandis qu'entre la baie de Morto et le nord du cap Helles, les Franco-Britanniques s'agglutinent sur une surface moindre encore.

Toutes les tentatives de percée échouent, et les Alliés sont contraints par l'artillerie ennemie bien servie par la topographie de s'enterrer dans une guerre de position à base de tranchées, similaire à celle qui prévaut sur le Front occidental. Pour la seule progression vers la butte d'Atchi-Baba (200 mètres d'altitude), les Alliés perdent près de 40 000 soldats tués ou blessés, dont le général Gouraud qui sera amputé d'un bras. La hauteur ne sera d'ailleurs jamais atteinte. Mais davantage encore que les tirs d'artillerie et les (rares) combats directs, la chaleur écrasante et les maladies (paludisme, dysenterie...) désespèrent un corps expéditionnaire confiné dans

la plus grande promiscuité et y causent de lourdes pertes. En mai et juin, à Londres et Paris, une cascade de démissions (Churchill notamment) et de remplacements sanctionne l'échec retentissant des Dardanelles où le corps expéditionnaire, à force de renforts, compte en juin 160 000 hommes.

Une ultime tentative pour percer le front turc est opérée le 6 août. Dans la nuit, 65 000 hommes débarquent dans la baie de Suvla avec pour objectif les crêtes de Sari-Baïr et Anafarta. La lutte dure jusqu'au 23 et se traduit une fois de plus par un désastre : pour quelques kilomètres carrés conquis, 45 000 hommes sont mis hors de combat. Au sein des troupes – où l'on enregistre de nombreux suicides – comme au niveau du commandement suprême – Guépratte et Hamilton ont été remplacés, d'Amade, Bailloud et Nicol (malade) ont obtenu leur transfert –, l'hécatombe des Dardanelles incite finalement Kitchener, devenu ministre britannique de la Guerre, à proposer l'abandon de ce théâtre d'opérations. Du 10 décembre 1915 au 9 janvier 1916, l'ensemble du corps expéditionnaire allié est évacué. Il s'agit de l'unique opération réussie sur ce front depuis dix mois ; malgré des conditions météorologiques et militaires très défavorables, l'évacuation s'effectue sans accroc.

Le bilan global est calamiteux : 145 000 soldats ont été rués ou blessés (dont 27 000 Français), 125 000 autres reviennent des Dardanelles malades au point de ne pouvoir reprendre les armes sur un autre front. Quant aux rescapés, ils seront pour partie affectés en Grèce afin de soutenir l'armée serbe en perdition, et connaîtront quelques succès militaires dans des conditions de vie au combat difficiles mais moins éprouvantes qu'à Gallipoli.

Stratégiquement, attaquer aux Dardanelles relevait d'une conception réaliste des enjeux de la guerre mondiale. La principale erreur des Alliés fut sans doute de s'acharner des mois durant dans un contexte géographique excessivement défavorable, ayant sous-estimé par ailleurs à la fois la discipline, la combativité et la ténacité des Turcs, ainsi que la puissance de leur dispositif. De surcroît, trop faible et trop éloignée, l'artillerie de l'escadre ne put constituer, contrairement aux espérances, une force d'appoint suffisante contre ce dispositif défensif efficace. Enfin les Turcs conserveront la supériorité numérique jusqu'à la fin des combats ; parvenus trop tard, les renforts occidentaux ne permettront pas de submerger leurs défenses.

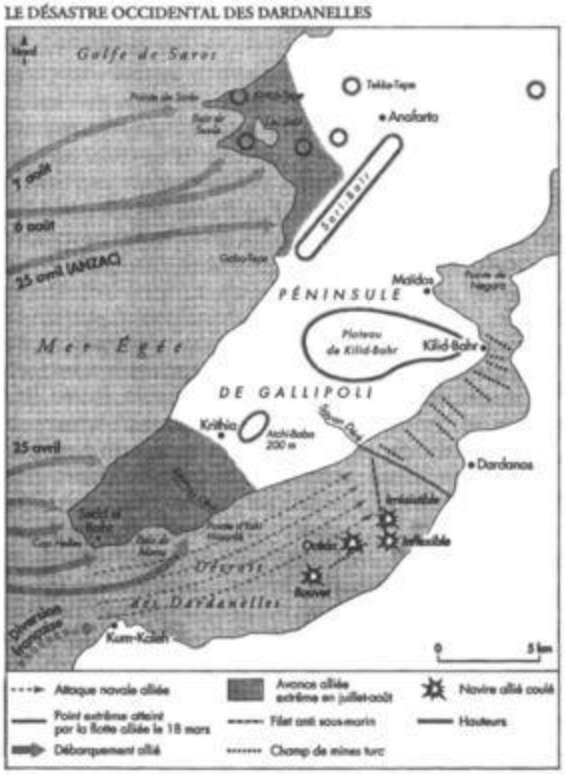
C'est en définitive sur un autre flanc de l'Empire ottoman, au sud arabe, que Londres portera des coups décisifs et à peu de frais, notamment grâce à l'action de Lawrence*.

BIBLIOGRAPHIE

W. Sermon & J.-P. Bertaud : *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998.

P. Miquel : *Les Poilus d'Orient*, Fayard, 1998.

LE DÉSASTRE OCCIDENTAL DES DARDANELLES



« Une partie de notre être, au premier grondement des obus, s'est brusquement vue ramenée à des milliers d'années en arrière. C'est l'instinct de la bête qui s'éveille en nous, qui nous guide et nous protège. Il n'est pas conscient, il est beaucoup plus rapide, beaucoup plus sûr et infaillible que la conscience claire ; on ne peut pas expliquer ce phénomène. Voici qu'on marche sans penser à rien et soudain on se trouve couché dans un creux de terrain et l'on voit au-dessus de soi se disperser des éclats d'obus, mais on ne peut pas se rappeler avoir entendu arriver l'obus, ni avoir songé à se jeter par terre. Si l'on avait attendu de le faire, l'on ne serait plus maintenant qu'un peu de chair çà et là répandu. C'est cet autre élément, ce flair perspicace qui nous a projetés à terre et qui nous a sauvés sans qu'on sache comment. Si ce n'était pas cela, il y a déjà longtemps que, des Flandres aux Vosges, il ne subsisterait plus un seul homme.
« Quand nous partons, nous ne sommes que de vulgaires soldats, maussades ou de bonne humeur et, quand nous arrivons dans la zone où commence le front, nous sommes devenus des hommes-bêtes. »

Erich Maria Remarque (*À l'Ouest, rien de nouveau*).

VERDUN

(février-décembre 1916)

Au terme de l'année 1915, le chef d'état-major allemand, Erich von Falkenhayn, considère qu'une offensive générale allemande sur le front Ouest – comme celle de l'été 1914 – est impossible. D'abord l'Allemagne combat simultanément sur deux fronts et rencontre des difficultés à l'Est, ensuite plusieurs dizaines de divisions anglaises sont solidement engagées aux côtés des Français, enfin l'armement lourd qui avait si cruellement fait défaut aux Alliés dans les premiers mois de la guerre est à présent sinon équivalent à celui de l'armée allemande, du moins assez considérable pour rendre extrêmement coûteuse et aléatoire une vaste percée. Il propose donc une offensive foudroyante dans un secteur très limité et relativement calme bien que, potentiellement, encore stratégique (forts, usines d'obus de Briey-Thionville, complexe ferroviaire de Metz...), de manière à épuiser l'armée française qu'il pense être à l'extrême limite de ses capacités. L'objectif n'est pas une percée significative – encore que cette hypothèse favorable ne soit pas à négliger – mais une usure substantielle de l'ennemi. Falkenhayn pense, à juste titre, que Verdun sera jugé symbolique pour l'armée et l'opinion françaises et que, par conséquent, l'état-major y engloutira en vain des divisions entières en renfort, affaiblissant à la fois le moral et les effectifs. Il l'exprime clairement : « Les forces de la France seront saignées à mort – il ne peut être question de retraite volontaire – que nous atteignions notre objectif ou non. » Du reste, les puissantes défenses initiales de Verdun – notamment les forts de Vaux et de Douaumont – ont été largement dégarnis au profit d'autres secteurs, et la préparation de la grande offensive franco-anglaise de la Somme a ponctionné les divisions présentes sur le front choisi.

En janvier et février, l'état-major allemand rassemble à proximité de Verdun une capacité de feu impressionnante : plus de 3 000 canons, dont certains très puissants tels les 13 Krupp de 420 mm et les 17 Skoda de 305 mm alignés sur le champ de bataille. Une armée entière, la V^{e}, est déployée sur un front de 13 kilomètres à peine. En face des 72 bataillons allemands prêts à l'assaut, seuls 34 bataillons français et 432 canons dont 244 pièces d'artillerie lourde assurent la défense du secteur.

Au total, l'armée allemande mène trois attaques massives de février à juin, avant que l'offensive de la Somme, le 1er juillet, la contraigne à se défendre contre plusieurs contre-attaques françaises.

Le 21 février, l'artillerie allemande propulse plus de 2 millions d'obus sur le secteur de Verdun en quarante-huit heures. Les positions françaises sont écrasées, et l'infanterie subit de lourdes pertes en gagnant les forts dont on comprend qu'ils sont immédiatement menacés. En effet, le puissant ouvrage de Douaumont tombe trois jours après l'attaque, et les troupes allemandes progressent, quoique péniblement, sur toutes les zones visées, avec des saillants atteignant jusqu'à 8 kilomètres de profondeur. Seul l'acharnement à résister des fantassins français sauve une première fois la situation ; plus de 20 000 Français sont tués dès les deux premiers jours de combat. Le 26 février, le commandant en chef des armées, le général Joseph Joffre, nomme Philippe Pétain à la tête de la II^{e} armée avec l'ordre de tenir coûte que coûte. Falkenhayn a vu juste.

Pétain organise avec efficacité un système de rotation des troupes et du matériel par les uniques route et voie de chemin de fer qui demeurent libres entre le front et Bar-le-Duc, à l'arrière, baptisée la « Voie sacrée ». Pour la première fois dans l'histoire militaire, des engins automobiles sont utilisés de manière systématique ; 3 500 camions, 800 véhicules sanitaires, 200 autobus et 2 000 véhicules de tourisme atteignent le front et/ou l'arrière toutes les quinze secondes en moyenne. En outre, Pétain organise la rotation des troupes : les trois quarts des soldats français engagés au front en 1916 auront combattu une fois au moins – durant quinze jours – dans l'enfer de Verdun.

Devant la résistance française, plus sérieuse que prévu, Falkenhayn lance deux nouvelles offensives les 6 mars et 9 avril. Chaque fois, le front se trouve quelques jours durant au bord de la rupture, mais l'opiniâtreté exceptionnelle des « Poilus », en particulier pour le contrôle de la cote 304 et du plateau de Mort-Homme, permet une nouvelle stabilisation *in extremis* du front.

Pourtant, le 7 juin, le fort de Vaux tombe et le 23, c'est la ferme de Thiaumont dont les Français perdent le contrôle. Pétain (qui a été promu chef de groupe d'armées) et son successeur sur le front de Verdun, le général Mangin, demandent à Joffre d'abandonner le secteur et d'autoriser le repli. Celui-ci refuse. Une dernière fois, le 11 juillet, l'état-major allemand tentera de décourager l'adversaire en s'emparant du verrou que représente le fort de Souville, en vain.

Face à l'échec flagrant de Falkenhayn – les Français n'ont cédé que de quelques dizaines de kilomètres carrés en six mois et, surtout, les

Allemands ont subi pratiquement autant de pertes –, ce dernier est remplacé le 28 août par le maréchal von Hindenburg, lequel décide, à la suite d'un ultime échec contre Souville, le 3 septembre, de suspendre durablement l'offensive. Désormais, l'armée allemande est sur la défensive dans la mesure où un effort particulier a été porté, de conserve, par les Franco-Anglais dans la Somme et les Russes (offensive de Alexis Brussilov) sur le front de l'Est.

Le 24 octobre, les Français reprennent le fort de Douaumont, puis celui de Vaux, le 3 novembre. Une ultime attaque, le 15 décembre, permet la reconquête de deux villages et quelques kilomètres carrés perdus en février. Fin décembre, la bataille de Verdun est terminée.

L'enseignement militaire de la « grande boucherie », sur ce point semblable à celui de la désastreuse offensive de la Somme, est d'abord que le recours massif et concentré au *feu*, en l'espèce une préparation d'artillerie phénoménale (avec usage de gaz toxiques), n'offre jamais à lui seul la certitude d'une victoire par acquisition de territoires ou retrait significatif de l'adversaire. En l'occurrence, sauf pour les toute premières attaques allemandes, les succès sont presque toujours revenus à la défense au détriment de l'attaque.

Sur le plan de l'espace et des territoires, le titanesque engagement de Verdun se solde par un résultat à peu près nul. Comme le dira Almistair Home : « Tout ce que les Allemands avaient acquis après dix mois de bataille et 300 000 tués était un morceau de terre ocre à peine supérieur en surface à l'ensemble des parcs royaux de Londres. »

Sur le plan humain, et si l'on considère l'ensemble des combats qui se sont déroulés entre les armées française et allemande dans le secteur de Verdun, entre le 21 février et le 18 décembre 1916, comme une seule et unique bataille, alors celle-ci a été, de loin, la plus longue et la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité. Les chiffres divergent, mais ce sont au bas mot 710000 hommes qui sont tombés à Verdun, tués, blessés ou disparus, dont 375 000 Français et 335 000 Allemands.

Enfin, à moyen terme, les implications de cette « victoire » française sont considérables, voire fondamentales, pour les deux raisons suivantes. Dans un premier temps, le dispositif défensif déployé à Verdun sera considéré

dès 1918, dans les milieux militaires français, comme exemplaire et typique de ce que le pays tout entier doit ériger pour sa défense globale – cette conception résolument et dogmatiquement défensive mènera à l'érection de la ligne Maginot. Dans un second temps, les lauriers conquis par Philippe Pétain en 1916 assureront au « vainqueur de Verdun », lors du cataclysme de juin 1940, le soutien a *priori* d'une grande partie des militaires mais aussi de l'opinion française, y compris au plus fort de la collaboration avec l'Allemagne nazie.

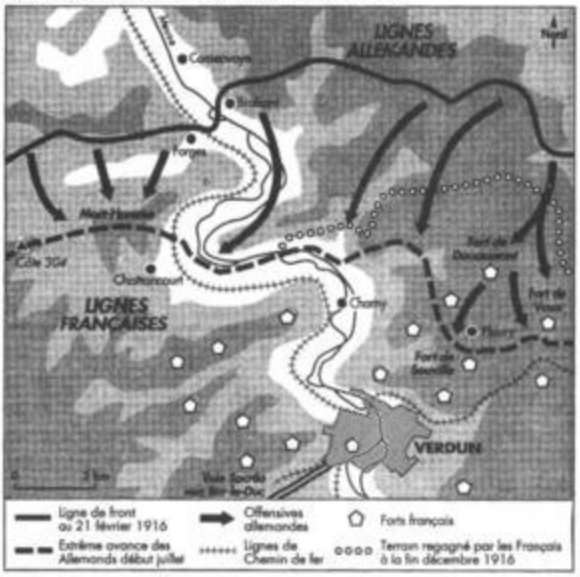
BIBLIOGRAPHIE

C. Carlier & G. Pedroncini (dir.) : *La Bataille de Verdun*, Economica, 1997.

C. Hugh & P.H. Liddle : *Facing Armageddon. The First World War Experienced*, Londres, Leo Cooper, 1996.

P. Renouvin : *La Première Guerre mondiale*, PUF, 1980.

POSITIONS EXTRÊMES À LA BATAILLE DE VERDUN



« Ce que le général Weygand a appelé la bataille de France a pris fin. La bataille d'Angleterre peut commencer d'un moment à l'autre. Du sort de cette bataille dépend la civilisation chrétienne. Nos mœurs et nos coutumes en dépendent, ainsi que la longue continuité de nos institutions et de l'Empire. Toute la furie, toute la puissance de l'ennemi s'abattront bientôt sur nous. Hitler sait que s'il ne nous réduit pas à l'impuissance dans notre île, il perdra la guerre. Si nous arrivons à lui tenir tête, toute l'Europe recouvrera un jour sa liberté, et les hommes pourront lever les yeux vers un avenir vaste, paisible et radieux. Mais si nous tombons, alors le monde entier, y compris les Etats-Unis, et tout ce que nous avons connu et aimé, sombrera dans l'abîme d'une nouvelle barbarie, qu'une science pervertie rendra plus sinistre et peut-être plus longue que l'ancienne. Recueillons-nous donc et affermissons-nous dans le sentiment du devoir, conduisons-nous de telle façon que même si l'Empire britannique et sa Communauté de nations devaient durer mille ans encore, les hommes diront toujours : "Ce fut l'heure la plus belle de leur histoire." »

Winston Churchill (Discours à la Chambre).

LA BATAILLE D'ANGLETERRE

(juillet 1940-mai 1941)

En juin 1940, immédiatement après l'effondrement de la France, l'ultime puissance à s'opposer encore au III^e^ Reich est le Royaume-Uni. Hitler* formule en direction de Londres une série de propositions de paix avec pour base une sorte de partage du monde, auxquelles le nouveau Premier ministre Winston Churchill réagit par une fin de non-recevoir.

Comprenant qu'il ne pourra réduire la puissance insulaire par des voies pacifiques, le dictateur nazi décide, le 2 juillet, de l'envahir. Or, la Kriegsmarine (marine de guerre allemande) étant bien inférieure à la Royal Navy, l'état-major de la Wehrmacht compte mettre en avant l'aviation, la Luftwaffe, avec pour mission de réduire suffisamment sa rivale britannique pour permettre un débarquement en Grande-Bretagne. Le plan du 2 juin baptisé « Otarie » (*Seelöwe*) est réactivé, qui comporte trois phases : dans un premier temps il s'agit de neutraliser la Royal Air Force (RAF), dans un second temps d'établir un contrôle total de la Manche (en interdisant notamment son embouchure occidentale aux flottes britanniques de secours à l'aide de mines), enfin dans un troisième temps de procéder à l'invasion de l'Angleterre. Celle-ci, initialement prévue pour le 16 août, est repoussée d'un mois à la demande de l'amiral Raeder, conscient des faiblesses de sa flotte au regard de la puissante Navy.

Le 30 juillet, Hitler ordonne officiellement le déclenchement des opérations (directive de guerre n° 17), même si, depuis le 17 juillet déjà, les chasseurs bombardiers de la Luftwaffe ont procédé à des bombardements de sites industriels et militaires sur le sol britannique. Depuis leurs bases installées en Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique et en France (Nord, Normandie, Bretagne), les bombardiers allemands frappent de jour comme de nuit, s'attaquant prioritairement aux centres de communications, dépôts portuaires de carburant, usines militaires et autres aérodromes. Pour tenter de les intercepter, les chasseurs britanniques Hurricane et Spitfire, inférieurs en nombre, doivent effectuer en moyenne 700 sorties quotidiennes, avec des pointes jusqu'à 950.

Or, lorsque débute la seconde phase de l'opération « Otarie », aucun des objectifs fixés à la Luftwaffe de l'incompétent Goering n'a été atteint. Force ténacité et abnégation, les pilotes britanniques tiennent toujours tête à leurs

rivaux et, si le nombre de pertes est parmi eux extrêmement élevé, celui de l'ennemi l'est en moyenne deux fois plus : de juillet à octobre 1940, la RAF perdra ainsi 900 appareils et 450 pilotes – tués ou blessés –, contre plus de 1 700 appareils et 4 000 pilotes pour la Luftwaffe – tués, blessés et/ou prisonniers.

Du 13 au 20 août, puis du 24 août au 7 septembre, l'offensive est générale et, même si l'industrie de guerre britannique parvient à remplacer les appareils perdus, la situation devient critique sur le plan humain, les équipages entraînés n'étant pas aussi aisément renouvelables. Surtout, les pilotes subissent un rythme de combat infernal.

Pourtant, alors que la Royal Air Force semble avoir atteint un seuil critique et l'extrême limite de ses capacités défensives, Hitler modifie subitement, le 7 septembre, sa stratégie en profondeur : les 1 800 bombardiers et les 1 000 chasseurs dont il dispose (face à moins de 900 chasseurs britanniques) vont être employés à écraser les grandes agglomérations britanniques sous les bombes afin de briser le moral de la population, et de faire admettre par Churchill le principe d'une paix négociée. Ce jour, le *Blitz* commence par un premier bombardement d'envergure qui frappe Londres, provoquant la mort de plusieurs centaines de civils et des dégâts considérables.

Sans doute Hitler espère-t-il encore, à ce moment de la guerre, amener le Royaume-Uni à ses vues, et il fait interrompre une semaine durant tout bombardement. Ce laps de temps inespéré permet au Fighter Command de réorganiser ses escadrilles, et aux pilotes de prendre quelque repos après une période de tension extrême. Le 12 septembre, la RAF parvient même à détruire une partie de la flotte allemande en principe affectée à l'invasion, mouillant à Ostende, Anvers, Calais, Dunkerque et Le Havre.

Le surlendemain, l'offensive de la Luftwaffe reprend avec vigueur mais, les 15 et 16 septembre, un affrontement aérien sans précédent oppose un fiers des appareils de la RAF à plusieurs centaines de bombardiers allemands et marque le tournant de la bataille d'Angleterre. Cette fois, l'écart des pertes entre les deux groupes d'escadrilles a été si important en défaveur du Reich que Hitler décide de suspendre *sine die* le plan d'invasion de l'Angleterre et de disperser son armée d'invasion. Le 12 octobre, il l'ajourne définitivement.

Pour les seuls trois premiers mois de bataille aérienne, la Luftwaffe a perdu 2 300 avions et la RAF près de 1 000. Au cours des mois qui suivent,

les bombardements allemands se poursuivent sur les grandes villes britanniques (Coventry est écrasée le 14 novembre), et causeront au total, jusqu'à leur terme le 10 mai 1941, au moins 40 000 morts (certaines sources parlent de 65 000 tués, essentiellement des civils), dont 25000 à Londres, et la destruction de 200 000 maisons. Mais, à partir de l'invasion de l'URSS en juin 1941, jamais la Luftwaffe ne constituera de nouveau une menace pour la souveraineté et la résistance britanniques.

Techniquement, la bataille d'Angleterre a révélé les graves carences de l'armée britannique dans cette première « guerre verticale » de l'Histoire – la DCA notamment, fut largement inefficace face aux bombardiers allemands. De toute façon, au *Blitz* de 1940-1941 devaient succéder les frappes de V1 et surtout, à partir de septembre 1944, de V2, premiers missiles de l'histoire militaire, excessivement difficiles à intercepter en vol. Il convient toutefois de noter l'importance primordiale des radars (52 stations jalonnent les espaces côtiers britanniques en 1940), invention britannique mise au point peu de temps avant le déclenchement de la guerre, et fort efficaces à prévenir la défense civile comme la chasse aérienne de l'imminence d'un bombardement ennemi.

Quant aux appareils, il est apparu au plus fort de la bataille d'Angleterre que ceux de la RAF surclassaient généralement ceux de la Luftwaffe. Certains bombardiers légers tels que les Henkel 111 et autres Stukas, qui avaient été redoutables contre les populations civiles désarmées en Espagne, en Pologne, en Belgique et en France, furent insuffisants en termes de transports de bombes et vulnérables face aux excellents Spitfire, et bientôt retirés des combats. De même pour les plus performants des chasseurs allemands, les Messerschmitt 109 et 110, qui rivalisèrent d'autant plus difficilement que l'état-major de l'aviation allemande en fit un usage médiocre : il était dirigé par des dignitaires peu compétents, à l'image de leur chef Hermann Goering.

C'est sur le plan stratégique que le Führer commit une erreur lourde de conséquences avec le changement de ses objectifs : en privilégiant soudain les cibles civiles, en l'occurrence les grandes agglomérations, par rapport aux objectifs industriels et militaires (usines, aérodromes, etc.), non seulement la Luftwaffe offrit un répit aux pilotes et techniciens de la RAF,

mais encore Hitler ne parvint pas à démoraliser la population. Au contraire, tout indique qu'une solidarité sans faille s'instaura chez les habitants des grandes villes touchées, et que le soutien moral et politique absolu au Premier ministre Churchill se renforça.

Pour autant, le Bomber Command fera une erreur similaire en surestimant la capacité des bombardements massifs sur les villes allemandes, de 1942 à 1945, à casser le moral de la population et à l'amener à rejeter massivement Hitler.

En définitive, la ténacité, l'abnégation et la qualité des pilotes britanniques (et alliés) furent exceptionnelles, en particulier au cours des semaines cruciales d'août et de septembre. Winston Churchill n'exagérera pas en affirmant par la suite que « jamais dans l'Histoire un si petit nombre d'hommes n'a tenu entre ses mains le sort d'un si grand nombre ».

BIBLIOGRAPHIE

F. Bedarida : *La Bataille d'Angleterre*, Complexe, 1985.

P. Façon : *La Bataille d'Angleterre*, Economica, 1990.

R. John : *The Battle of Britain. New Perspectives*, Londres, Arms & Amour Press, 1994.

LA BATAILLE D'ANGLETERRE

« Nous devons constater que la guerre moderne, conduite à la manière nazie, est une répugnante affaire. Nous ne l'aimons pas. Nous ne voulions pas y entrer. Mais nous y sommes, et nous allons combattre avec toutes nos ressources. »

Franklin D. Roosevelt (*Discours au Congrès*).

MIDWAY

(4-5 juin 1942)

On a coutume de présenter la bataille de Midway comme le tournant de la guerre sur le théâtre Pacifique de la Seconde Guerre mondiale. L'assertion est juste, mais il convient d'ajouter qu'elle fut la première grande bataille aéronavale de l'histoire militaire. Au cœur du plus vaste des océans marins, seule la combinaison bateaux/avions était susceptible de permettre une authentique suprématie. Préparé à la guerre depuis plus d'une décennie, doté d'une industrie militaire performante, le Japon est en passe, après sa fulgurante attaque sur Pearl Harbor (décembre 1941), de dominer seul l'ensemble de l'Est asiatique et du Pacifique.

Suite à ce désastre, l'aviation américaine parvient, grâce aux trois porte-avions dont elle dispose encore, à mener plusieurs raids aériens sur Tokyo. Peu importants d'un strict point de vue stratégique, ces bombardements ont une valeur psychologique considérable : ils sont perçus comme une atteinte à la puissance nippone, et à ce titre moralement intolérables.

Avant d'enclencher une vaste offensive dans le Pacifique Sud, l'amiral Yamamoto décide donc d'anéantir ce qui reste de la flotte américaine. Le plan qu'il échafaude a pour principal élément le débarquement sur l'île américaine de Midway, isolée au centre du Pacifique Nord. Mais il s'agit surtout de piéger l'adversaire par une manœuvre en deux temps. D'abord attaquer, au nord, les Aléoutiennes et l'île de Dutch Harbor, en guise de

diversion, avec une partie réduite de la flotte conduite par l'amiral Hosogaya. Logiquement, l'amiral américain Nimitz devrait porter une part importante de ses forces vers ce point stratégique. Ensuite, quelques jours plus tard, le gros des bâtiments nippons convergeraient vers Midway, préalablement envahie par les troupes amphibies. Nimitz n'aurait guère le temps de ramener ses forces engagées aux Aléoutiennes, et les forces restantes, bien inférieures en nombre et en efficacité à celles du Japon, seraient ainsi écrasées.

Or les messages codés japonais sont interceptés et décodés. Apprenant l'imminence de la manœuvre nippone, Nimitz rassemble discrètement l'ensemble de ses forces à Pearl Harbor, où il fait réparer de toute urgence le porte-avions Yorktown, puis se positionne au nord-est de Midway, dans une zone provisoirement hors de portée des appareils japonais. Cette manœuvre, exécutée dans le plus grand secret, permet à Nimitz de reprendre l'initiative. Dès lors, l'effet de surprise va changer de camp : Yamamoto croit en effet que le gros de la flotte américaine n'a pas encore quitté Pearl Harbor, et qu'elle ne se compose que de deux porte-avions.

Le 3 juin à l'aube, les premières vagues d'assaut aériennes sont lancées sur Midway, endommageant les installations militaires américaines sans les anéantir. Surtout, grâce à ces attaques, deux des quatre porte-avions japonais sont repérés et immédiatement pris pour cible par les appareils US parvenant à décoller de la base navale. En outre, l'escadre aux ordres des amiraux Fletcher et Spruance se dirige sur les bâtiments ennemis.

C'est alors que l'amiral nippon Nagumo commet une erreur tactique lourde de conséquences. Certain de disposer de la supériorité sur mer et dans les airs, il décide d'effectuer un second bombardement sur Midway, et fait équiper de bombes l'ensemble de ses escadrilles. C'est précisément durant les quelques dizaines de minutes nécessaires à l'opération que la flotte américaine entre en contact avec sa rivale. En dépit de pertes considérables dues à la DCA et aux performants Zero (chasseurs) japonais, les appareils américains décollant des trois porte-avions parviennent à frapper les bâtiments japonais quasiment dépourvus de leur défense aérienne « douée » à bord.

Cette erreur n'est pas isolée. Ainsi, contrairement à son homologue Nimitz qui a suivi et dirigé depuis la base de Pearl Harbor l'ensemble des opérations, Yamamoto n'eut au cours de la bataille qu'une vue réduite et partielle de ses évolutions. Enfin, la tentative de diversion sur les

Aléoutiennes, théoriquement astucieuse, priva les Japonais engagés à Midway d'un concours précieux, et réduisit considérablement à leur détriment le rapport de force général au jour de l'affrontement.

Le bilan de la bataille est éloquent, et les pertes immenses. Pour sa part, l'armée américaine perd 1 porte-avions (le 8 juin), 1 destroyer, 147 appareils et 300 hommes. En outre, deux îles des Aléoutiennes ont été conquises par le Japon (le 7 juin) dans le cadre de l'opération de diversion. En revanche, le drapeau étoilé se maintient sur Midway.

Mais c'est surtout l'armée nippone qui sort grande vaincue de l'affrontement. Le Japon a perdu en une journée près de 50 % de sa puissance maritime, avec 4 porte-avions, 1 croiseur, 250 appareils de combat et plus de 2 200 hommes parmi lesquels 100 des meilleurs pilotes de son aéronavale. Peut-être davantage encore : le Japon a perdu l'initiative au profit des États-Unis, dont la volonté politique d'abattre complètement la puissance militaire nippone d'une part, les gigantesques capacités industrielles et technologiques d'autre part, vont désormais peser de manière déterminante.

BIBLIOGRAPHIE

P.S. Dull : *A Battle History of the Imperial Japanese Navy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1978.

P. Masson : *De la mer et de sa stratégie*, Tallandier, 1986.

F. Ruge : *Puissance maritime et sécurité*, PUF, 1969.

« L'expérience prouve que les décisions les plus audacieuses assurent les plus belles promesses de victoire. Mais il y a lieu de bien distinguer l'audace stratégique ou tactique et le coup de dés. L'opération audacieuse est une opération où le succès n'est pas garanti, mais dans laquelle, en cas d'échec, le chef reste à la tête de forces suffisantes pour faire face à n'importe quelle situation. Le coup de dés, en revanche, peut vous donner la victoire ou mener à la destruction totale de votre armée. Dans certaines situations, même ce coup de dés se justifie. Par exemple lorsque la marche normale des événements doit avoir pour résultat la défaite, que celle-ci n'est plus qu'une question de jours. Aucune raison, dès lors, de temporiser, et la seule chose qui reste à faire est de lancer une opération à grands risques. »

Erwin Rommel (*Carnets – La Guerre sans haine*).

EL-ALAMEIN

(octobre-novembre 1942)

Le front d'Afrique du Nord, entre 1940 et décembre 1942, répond à deux caractéristiques intéressantes et particulières en regard des autres théâtres d'opérations européens ou asiatiques. En premier lieu, les armées de l'Axe et l'armée britannique s'affrontent sur un terrain presque complètement désertique. Pendant toute la durée de la guerre sur ce front, l'enjeu stratégique essentiel sera l'unique route carrossable qui longe la côte méditerranéenne en bordure des vastes espaces arides ; chaque camp tentant

de déborder le camp adverse par des attaques surprise et coups de main plus ou moins amples et rapides à travers le désert. Une grande mobilité, de solides capacités de ravitaillement et surtout la protection des lignes de communication sont donc vitales sur ce type de terrain. En second lieu, il s'agit de la seule guerre à « visage humain », menée « sans haine » comme l'affirmait le maréchal Erwin Rommel, surnommé le « Renard du désert » : respect (relatif) des conventions de Genève sur les prisonniers de guerre – y compris par les Allemands –, respect plus ou moins tacite du repos nocturne et des puits d'eau, nulle population déportée ou massacrée, pas de terreur organisée. Pour autant, l'amplitude thermique très forte, le sable et la poussière, la chaleur et la soif constituent tout de même des conditions extrêmement éprouvantes pour des troupes souvent peu habituées à ce climat.

Depuis 1940 et la victoire britannique de Benghazi sur les troupes italiennes, le balancier a accompli plusieurs tours en Libye : l'Afrikakorps a repoussé la VIII^{e} armée britannique au cours de l'année 1941 avant de connaître des difficultés en Tripolitaine puis de reprendre l'offensive au printemps et surtout en juin 1942, remportant des succès à Bir Hakeim le 11 et à Tobrouk en Cyrénaïque le 21.

En octobre 1942, les forces germano-italiennes se trouvent à l'extrême limite orientale de leur progression en Égypte, à 100 kilomètres seulement d'Alexandrie. Mais la fulgurante offensive estivale de Rommel s'est réalisée au prix de lourdes pertes en hommes et en matériel et, sans espoir de recevoir des renforts et des matériels neufs de la part de l'état-major (Hitler* considérera toujours le front africain comme secondaire), El-Alamein ne peut constituer qu'un exploit sans suite. Par ailleurs, le ravitaillement en carburant manque cruellement ; la Navy mène une guerre acharnée contre les bâtiments de l'Axe, et Malte échappera *in extremis* à une invasion de la Wehrmacht.

À la mi-octobre, le front se stabilise. Rommel dispose théoriquement de 77 000 combattants dont plusieurs dizaines de milliers d'Italiens peu combatifs, de 480 chars et de 650 avions de combat (beaucoup d'appareils ont été détruits au sol par les commandos Spécial Air Service britanniques), tandis que le général anglais Montgomery aligne 230 000 hommes dont des troupes fraîches provenant d'Inde, d'Afrique du Sud, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, 1 440 chars et 1 200 appareils. Quant à l'artillerie alliée, elle dépasse largement en puissance celle de l'adversaire. Aussi, conscient

de sa faiblesse, le « Renard du désert » a établi un puissant rideau défensif afin d'entraver une grande contre-offensive alliée dont il sait qu'elle interviendra sous peu, et d'éviter une retraite obligée qui serait désastreuse.

Entre la dépression de Qattara et la mer, sur plus de 60 kilomètres, Rommel dispose trois lignes statiques composées de troupes blindées et renforcées par des champs de mines très denses (au moins 450 000 mines sur quelques dizaines de kilomètres carrés), et un réseau complexe de barbelés. En outre, afin de réduire les risques d'effondrement des unités italiennes, celles-ci sont insérées à l'intérieur du dispositif allemand. Malade, le chef de l'Africakorps donne des consignes à ses subalternes et quitte provisoirement le front.

Dans la nuit du 23 au 24 octobre, Montgomery déclenche l'offensive attendue. L'opération *Light food* consiste en deux volets pratiquement simultanés. Dans un premier temps, il s'agit de simuler à la fois une attaque massive du flanc droit ennemi (tout à fait au sud) en guise de diversion – faux réservoirs de carburant, faux dépôts de munitions, fausses batteries sont disposés à la vue des Allemands – et une tentative de débarquement par mer derrière ses lignes (extrême nord). Dans un second temps, l'artillerie et les troupes blindées alliées mènent une offensive frontale et extrêmement concentrée contre le 15^{e} corps blindé allemand, sur un terrain vallonné et truffé de mines. Les premières heures du combat se traduisent effectivement par le percement de la première ligne ennemie, et le général Stumme – qui assure l'intérim durant l'absence de Rommel – est tué au cours des combats. Toutefois, dans la confusion nocturne et sous les feux croisés de l'ensemble de l'artillerie allemande, la progression est stoppée. Quarante-huit heures après le déclenchement de la bataille, le maréchal allemand de retour au front décide de lancer une contre-offensive. Celle-ci échoue, notamment faute de carburant en quantité suffisante ; au cours des dernières semaines, près de 50 % du ravitaillement maritime allemand a été coulé par la flotte britannique. Le front se stabilise de nouveau, mais le temps joue définitivement contre Rommel. Pour sa part, Montgomery compte sur l'usure et l'épuisement des réserves de l'adversaire et lance des incursions très coûteuses en hommes.

Le 2 novembre, il ordonne une seconde offensive générale baptisée *Supercharge*. Cette fois, sa supériorité matérielle est écrasante : 800 chars – (dont les robustes Sherman américains) contre 320 pour l'ennemi. Là encore, les pertes sont lourdes et la résistance allemande virulente :

Rommel peut encore à ce moment sauver l'essentiel par un repli rapide et en bon ordre. Mais Hitler – comme il le fera quelques semaines plus tard avec von Paulus à Stalingrad* – rejette tout repli et ordonne « la victoire ou la mort ». Lorsque, enfin, la permission de faire retraite est donnée par Berlin, une division italienne entière a été capturée, et 90% des blindés de l'Axe doivent être abandonnés, soit parce qu'ils sont endommagés, soit par manque de carburant.

Pourtant, Montgomery craint une contre-offensive surprise et temporise plutôt que d'exploiter sa victoire par une tentative d'encerclement et de destruction totale des forces ennemies, permettant ainsi au « Renard du désert » d'entamer une longue retraite de presque 2 000 kilomètres jusqu'au cap Bon, en Tunisie, faite de rares combats d'arrière-gardes sans espoir. Entre-temps, le 8 novembre 1942, l'opération *Torch* aura amené en Afrique du Nord la seconde mâchoire alliée sur ce front contre l'Axe dont les ultimes troupes capituleront en mai 1943.

À El-Alamein, même si les Alliés ont subi deux fois plus de pertes que les Germano-Italiens (environ 4 200 morts contre 2 300), deux généraux allemands ont été tués, un troisième a été fait prisonnier, et le nombre de captifs est considérable. En outre, l'ossature matérielle de l'Afrikakorps s'est effondrée sous les coups de boutoir de la VIII^{e} armée. Rommel démontra – avec des forces bien moins considérables – probablement plus de témérité et de sens tactique que son homologue Montgomery, lequel manifesta une (trop ?) grande prudence mais également une détermination et un sang-froid certains. En effet, si Rommel avait atteint le delta du Nil, la position générale des Alliés se fût trouvée excessivement affaiblie.

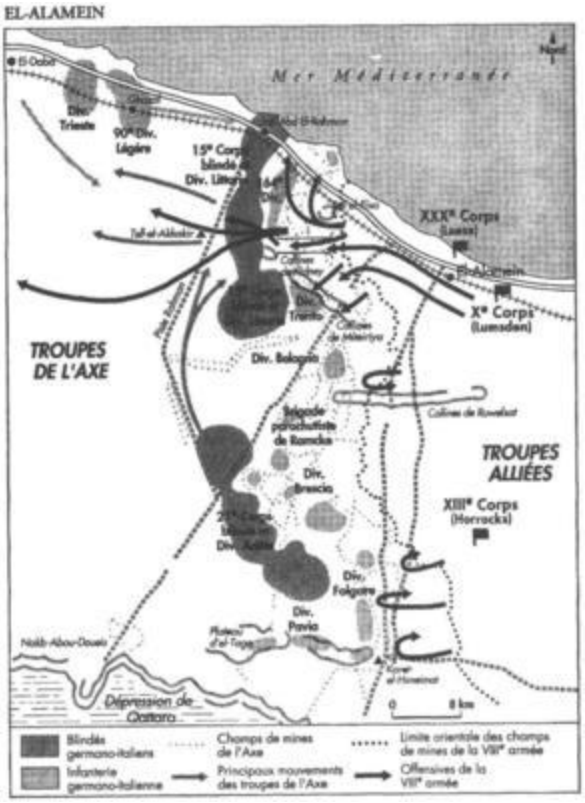
Au fond, c'est peut-être moralement et psychologiquement que la victoire d'El-Alamein représente le principal intérêt pour toutes les forces antinazies. Elle achève brutalement une série de succès allemands et fera dire à Winston Churchill : « Avant El-Alamein, nous n'avions jamais eu de victoire. Après El-Alamein, nous n'avons jamais eu de défaite. »

BIBLIOGRAPHIE

W. Churchill : *The Second World War*, Londres, Penguin Books, 1985.

B.H. Liddell Hart : *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 1970.

E. Rommel : La *Guerre sans haine*, Le Livre contemporain. 1952.



« La lutte pour l'hégémonie du monde se décidera en faveur de l'Europe par la possession de l'espace russe. Ainsi l'Europe sera-t-elle une forteresse inexpugnable, à l'abri de toute menace de blocus. Tout cela ouvre des perspectives économiques qui, on peut le supposer, feront pencher les plus libéraux des démocrates occidentaux vers l'ordre nouveau. Pour le moment, l'essentiel, c'est de conquérir. Ensuite, tout sera simplement une question d'organisation. »

Adolf Hitler (*Discours*, 1942).

STALINGRAD

(août 1942-février 1943)

L'année 1942 correspond à un tournant stratégique de la Seconde Guerre mondiale. Avec l'entrée en guerre des États-Unis et ses succès contre le Japon, et la contre-offensive générale des Alliés en Afrique du Nord, les puissances de l'Axe marquent le pas.

Sur le front russe, l'armée allemande a échoué dans sa volonté d'écrasement rapide de l'URSS avant l'hiver 1941, et mène à présent une vaste offensive au nord et au sud d'une ligne de confrontation qui s'étire sur plusieurs milliers de kilomètres de la Baltique à la mer Noire.

L'offensive allemande au sud revêt un caractère éminemment stratégique ; il s'agit pour l'économie du Reich, alors au maximum de ses capacités, de bénéficier du blé ukrainien et surtout des gigantesques réserves de pétrole caucasien (Bakou). L'un des objectifs majeurs de l'offensive est Stalingrad (aujourd'hui Volgograd), verrou sur la Volga et cité industrielle d'importance.

Le 28 juillet, après s'être emparée du corridor situé entre le Don et le Donetz, la VI^{e} armée du général von Paulus, soutenue par la IV^{e} armée de

panzers, atteint la boucle du Don, et campe désormais à 60 kilomètres de Stalingrad. À partir de ce point, la défense soviétique devient acharnée et c'est au prix de lourdes pertes que les troupes de von Paulus progressent et parviennent à installer une tête de pont sur la rive orientale du fleuve. Le 23 août, les deux armées allemandes s'apprêtent finalement à encercler la ville soviétique par le nord-ouest et le sud-ouest. Mais au cours de l'été, Staline a ordonné de concentrer des renforts considérables et, sous les ordres du général Eremenko, ce sont dorénavant des troupes fraîches provenant de Sibérie et du Caucase qui parviennent sur ce front jour après jour.

Retranchés sur les quelques dizaines de kilomètres carrés les séparant du fleuve, les troupes russes qui se battent dans la grande banlieue de Stalingrad vivent l'enfer quotidien d'attaques répétées des troupes allemandes dont chaque progrès territorial se paie désormais au prix fort : les Soviétiques résistent à tous les assauts allemands. A court terme, il devient évident que le temps joue en faveur des premiers ; d'une part l'hiver approche, d'autre part la Wehrmacht – a *contrario* de sa rivale – dispose de réserves en hommes et en ravitaillement sans cesse plus difficiles à acheminer.

L'état-major allemand, conscient du gouffre que commence à constituer Stalingrad, tente de convaincre Hitler* d'y renoncer – au moins provisoirement – et de retrancher les deux armées engagées sur des positions sûres, en attendant le printemps. Obnubilé par le symbole que représente la « ville de Staline », le Führer refuse catégoriquement et ordonne à von Paulus de la conquérir avant l'hiver.

Le 13 septembre, la VI^{e} armée allemande lance une vaste offensive et entre dans les faubourgs de Stalingrad et ses quartiers industriels Durement touchée par les bombardements de la Luflwaffe durant l'été, la ville est emplie de décombres au cœur desquels seuls les fantassins peuvent se mouvoir. Autrement dit, les combats à l'arme automatique, à la grenade puis au corps à corps remplacent les concentrations de blindés et manœuvres d'envergure.

Les défenseurs se battent avec l'acharnement du désespoir, et la prise de chaque rue, de chaque îlot, de chaque bâtiment coûte aux assaillants des pertes considérables. Des bataillons d'ouvriers armés secondent bientôt les soldats russes avec d'autant plus de ténacité qu'ils défendent ainsi leurs cité, foyer et usine, en particulier l'usine « Octobre rouge », pour le contrôle de

laquelle les deux camps lutteront avec la dernière énergie jusqu'à la fin des combats.

Bien que les Allemands soient parvenus, le 11 novembre, non loin du centre de la ville en ruine, à couper la LXII^{e} armée russe du général Chuikov – lequel a mis au point avec efficacité la technique du combat de rues –, ils ne peuvent exploiter ce relatif succès ; le ravitaillement manque à présent dans tous les secteurs (carburant, munitions...), et avec les premières gelées les reconnaissances aériennes et les largages de vivres et de matériels se font de plus en plus rares.

Les 19 et 20 novembre, ce que redoutait von Paulus et l'état-major allemand se produit : les généraux Joukov, Vassilievski et Rokossovski opèrent une vaste manœuvre d'encerclement de la VI^{e} armée allemande et des autres forces de l'Axe, roumaines, hongroises et italiennes en particulier. Les troupes soviétiques, largement mécanisées, fraîches, et pourvues d'équipements d'hiver, franchissent le Don par le nord-est et le sud-est, et prennent en tenailles le couloir entre le Don et la Volga. Trois jours après l'offensive russe, Kalatch est prise et une tête de pont est établie sur la rive orientale du Don. Quelques mois auparavant, les Allemands avaient effectué une approche similaire...

Dès lors, l'encerclement est complet. Pourtant von Paulus et une partie de la IV^{e} armée de panzers disposent encore, les 23 et 24 novembre, de forces suffisantes pour se dégager du bourbier et ainsi sauver l'essentiel. Or, une fois de plus, Hitler rejette tout mouvement de repli, et ordonne à la XI^{e} armée (augmentée d'un corps retiré de Bretagne) de von Manstein de secourir von Paulus.

Déclenchée le 12 décembre, l'offensive de secours bouscule le dispositif soviétique et parvient à quelques dizaines de kilomètres de Stalingrad, sans pour autant faire sa jonction avec les assiégés. Cet échec marque le terme des espoirs allemands. Par un froid glacial et sans approvisionnement aérien suffisant, la lutte pour la survie a remplacé celle pour la conquête d'espaces ou d'objectifs militaires. Le 24 janvier, tandis que cinq années soviétiques achèvent d'étrangler le réduit allemand (100 km^{2}), le général von Paulus transmet un ultime message à Berlin afin qu'on l'autorise à cesser un combat désormais insensé. Hitler refuse la capitulation et offre à von Paulus le bâton de maréchal, attendant probablement qu'il se suicide pour sauver l'honneur. Le 27 janvier, les troupes russes procèdent, quartier par quartier,

à l'anéantissement des derniers bastions allemands et, le 2 février, von Paulus capitule.

Au total, outre une position stratégique potentiellement primordiale, l'Allemagne a perdu à Stalingrad 260 000 combattants (et plusieurs milliers d'auxiliaires étrangers) : plus de 150 000 sont morts de faim, de froid ou ont été tués au cours des combats, et 90 000 sont faits prisonniers. Parmi ces derniers, détenus dans des camps en Sibérie, moins de 10 000 reverront l'Allemagne une fois la guerre terminée.

Peut-être davantage encore que l'âprelé exceptionnelle d'une bataille titanesque et meurtrière, Stalingrad demeure un cap psychologique : c'est la première fois que l'armée allemande, réputée invincible depuis 1939, est défaite en Europe. Le retentissement à travers le monde est énorme qui redonne espoir aux populations soumises et encourage les armées alliées – la soviétique en particulier – à redoubler de vigueur.

Quant à l'enseignement principal de Stalingrad – où le désastre allemand aurait pu être évité par un repli effectué à temps –, il est illustré par la démence idéologique de Hitler à laquelle s'opposent, au moins à partir de 1942, les réalités stratégiques les plus évidentes.

BIBLIOGRAPHIE

A. Beevor : *Stalingrad* De Fallois, 1999.

J. Keegan : *La Deuxième Guerre mondiale*, Perrin, 1989.

E. von Manstein : *Victoires perdues*, Plon, 1958.

P. Masson : *Une Guerre totale* : 1939-1945. *Stratégies, moyens, contra verses*, Tallandier, 1990.

« La bataille d'Iwo Jima a été l'affrontement le plus dur que nous [les Américains] *ayons connu depuis cent soixante-huit ans. »*

Général Smith (*Discours*).

IWO JIMA et OKINAWA

(février-juin 1945)

En janvier 1945, le Japon se trouve dans une situation critique. Même s'il dispose encore de troupes nombreuses et déterminées, ses marines militaire et marchande sont quasiment anéanties, ce qui paralyse l'expansion, voire le simple maintien des zones sous contrôle impérial. Les forces alliées progressent partout, des Philippines (armée américaine) à la Birmanie et à Bornéo (armées anglaise et du Commonwealth). Mais en dépit de ces revers et des bombardements massifs opérés sur Tokyo et les grandes villes nippones – depuis les îles Marianne – par les forteresses volantes de l'US Air Force, le régime des généraux tient bon et semble pouvoir résister dans son archipel des années durant.

L'amiral Nimitz décide d'intensifier la politique de « saute-mouton », autrement dit de conquête île par île des possessions japonaises du Pacifique, et d'accélérer la « marche sur Tokyo ». À terme, une invasion du Japon paraît inévitable dans la perspective d'une capitulation.

Dans cette optique, l'îlot d'Iwo Jima revêt une importance stratégique majeure. Situé au sud de l'archipel des Bonin, à mi-chemin entre les Marianne et le Japon proprement dit, il abrite deux aérodromes (un troisième étant en cours de construction) dont se servent les chasseurs japonais pour harceler les bombardiers américains. Maîtresse de cet îlot sulfureux de 8 kilomètres sur 4, l'US Air Force pourrait intensifier considérablement ses attaques sur le Japon, tout en limitant ses pertes en B 29 et autres « Superforteresses » vulnérables aux chasseurs kamikazes de l'ennemi.

Le 15 février, trois divisions de *marines* appuyés par la V^e^ flotte de l'amiral Spruance débarquent sur lwo Jima. Au-delà des prévisions les plus pessimistes de l'état-major américain, l'opiniâtreté de la résistance nippone provoque une véritable hécatombe. Dès la première journée de combat, plus de 2 500 soldats sont mis hors de combat ; les plages de l'île étaient sous le feu japonais... Par la suite, la progression américaine se fait mètre par mètre au prix de pertes considérables. Les 23 000 hommes du général Kuribayashi, retranchés par petites sections dans des centaines de galeries, souterrains, fortins et casemates reliés entre eux, résistent jusqu'à l'ultime cartouche puis font sauter chacun de leurs abris plutôt que de se rendre, se condamnant en même temps que leurs assaillants. La bataille pour le massif volcanique méridional Suribashi, la plus meurtrière de toutes, donnera lieu à la célèbre illustration des *marines* hissant le drapeau américain sur des ruines.

Lorsque cesse enfin toute résistance après plus de cinq semaines d'une lutte acharnée, la garnison japonaise capturée ne compte plus que 200 survivants. Quant aux Américains, ils ont perdu 26 000 hommes, dont 7 000 tués.

L'étape suivante et ultime vers Tokyo est Okinawa, la plus vaste île de l'archipel des Ryukyu. Son contrôle amènerait les forces américaines à moins de 550 kilomètres des côtes nippones. En cas d'invasion du Japon, sa vaste superficie (100 kilomètres sur 13) et sa grande proximité pourraient constituer une base de départ pour les troupes. Dans l'immédiat, équidistante de la côte méridionale du Japon, de la côte chinoise et de Formose, Okinawa représente déjà un intérêt stratégique évident.

Du 18 au 21 mars, les aérodromes japonais sont pris pour cibles par le groupe de porte-avions rapides de l'amiral Mitsher, et plusieurs centaines d'appareils sont détruits au sol. Mais trois porte-avions US sont endommagés. Le 27, un commando s'empare sans coup férir des îlots Kerama Retto, à 24 kilomètres à l'ouest d'Okinawa Une base aéronavale y est immédiatement installée.

Pour conquérir l'île, l'état-major américain a engagé des forces sans précédent : 18 porte-avions, 10 gros bâtiments de ligne et 1 300 navires légers vont soutenir quelque 175 000 combattants, eux-mêmes appuyés par une logistique très imposante (120 000 auxiliaires). Face à eux, le général

Ushijima aligne une centaine de milliers de soldats japonais, potentiellement soutenus par les 500000 civils habitant Okinawa.

Le 1er avril, les *marines* débarquent sur les plages de l'île. Pendant les trois premiers jours, nourris de l'expérience cruelle d'Iwo Jima, ils progressent de manière extrêmement prudente, dévastant les obstacles de végétation à l'aide de chars-bulldozers et de chars lance-flammes, sans toutefois rencontrer la moindre présence ennemie. Les combats ne commencent que le 4. Le système défensif japonais est sensiblement le même qu'à Iwo Jima, et en dépit des bombardements américains de préparation par mer et par air, les combattants rencontrent une résistance acharnée. La tactique japonaise a été de se concentrer aux deux extrémités montagneuses de l'île.

Sur mer, les Américains subissent également de lourdes pertes ; les appareils nippons se font à présent kamikazes et endommagent ou coulent les navires sur lesquels ils s'écrasent délibérément. 34 bâtiments de l'US Navy sont ainsi envoyés par le fond, 368 autres sont endommagés. Le 17 juin, l'ultime réduit nippon est anéanti au lance-flammes. Si l'état-major japonais sur l'île se suicide – comme à l'accoutumée –, 7 500 autres soldats se rendent de leur plein gré aux vainqueurs, ce qui constitue une première, au demeurant fort tardive, puisque survenue lors de la dernière bataille américano-japonaise de la guerre.

Outre l'acharnement de part et d'autre et les conditions épouvantables dans lesquelles se déroulent les combats pour Iwo Jima et Okinawa, il convient de souligner l'autre enseignement de cette double lutte : le comportement suicidaire – au sens propre du terme – des soldats et aviateurs japonais a atteint un degré paroxystique qui a démontré que face à cette « arme » nouvelle, de gigantesques moyens matériels et une détermination sans faille étaient insuffisants pour limiter les pertes humaines.

À cet égard, le caractère exceptionnellement lourd des pertes subies au cours de la conquête de ces îles choque profondément l'opinion américaine et, au sein de l'état-major à Washington, les partisans de l'invasion du Japon – avec à leur tête le général MacArthur – reculent face aux tenants du blocus et des bombardements. En juin 1945, le Japon dispose encore de

plus de 3 millions d'hommes valides et armés, et de plusieurs milliers de canons et d'appareils de combat.

Plutôt que de risquer la vie d'au moins 500 000 hommes supplémentaires dans la conquête terrestre de l'archipel, le Président Truman décidera finalement – à l'aune des expériences d'Iwo Jima et d'Okinawa – de franchir le Rubicon et d'entrer dans l'ère nucléaire. En août, deux bombes atomiques détruiront Hiroshima et Nagasaki.

BIBLIOGRAPHIE

B. Brodie : La *Stratégie navale et son application dans la guerre*, Pavot, 1947.

B. Colson : La *Culture stratégique américaine*, Economica, 1993.

J.F. Dunnigan & A.A. Nofi : *Victory at Sea. World War II in the Pacific*, New York, Morrow, 1995.

« Le défenseur attend l'attaquant bien campé sur ses positions ; à cet effet, il a choisi et préparé son terrain, l'a reconnu et étudié, il a érigé de solides défenses en plusieurs endroits cruciaux, il a établi ses lignes de communication, placé ses batteries, fortifié les villages et autres lieux permettant de dissimuler la formation de ses unités, etc. [...] *Concédons que dans une bataille défensive, le danger qui pèse sur les lignes de retraite est éminent ; si on ne peut l'écarter, l'impact de la défaite et de la poursuite initiale en sera vivement aggravé. »*

Carl von Clausewitz (*De la guerre*).

DIÊN BIÊN PHU

(13 mars-7 mai 1954)

En 1953, après sept années de guerre en Indochine, la présence politique française y est déjà fortement compromise, et le gouvernement s'apprête à entamer des négociations avec les grandes puissances afin de sortir du « bourbier » la tête haute, et de conserver au moins une certaine influence sur la partie de la région que ne dominent pas encore les communistes, à savoir le sud du Vietnam.

Une victoire nette et vérifiée du contingent français – qui atteint alors 100 000 hommes – sur l'insaisissable guérilla communiste du Viet Minh dirigée parle leader indépendantiste Hô Chi Minh permettrait d'aborder les pourparlers en position de force.

En novembre, le général Navarre, commandant en chef des forces françaises en Indochine, décide d'investir une vallée étroite et encaissée ayant abrité, durant la Seconde Guerre mondiale, une base militaire aérienne japonaise, et située à proximité de la frontière avec le Laos.

L'objectif est d'attirer le Viet Minh dans un piège, loin de ses bases traditionnelles – Diên Biên Phu se trouve en effet à plus de 325 kilomètres de Hanoi – de manière à mobiliser un maximum de ses forces et, là, de les anéantir grâce à une supériorité écrasante en matière de puissance de feu, tant terrestre qu'aérienne. C'est un engagement frontal que les Français recherchent.

Le choix de cette « cuvette », dominée par des collines et au creux de laquelle coule une rivière, paraît a *posteriori* fort peu judicieux On sait depuis au moins Sun Tse* que la troupe qui dispose des hauteurs dispose avant toute autre considération militaire d'un atout tactique évident. Mais le plan français compte d'une part sur la faiblesse logistique du Viet Minh, d'autre part sur des renforts aériens massifs lorsque le piège aura pris, autrement dit lorsque les forces commandées par le général Vo Nguyên Giap seront engluées dans le siège de Diên Biên Phu. Or ces deux conditions ne seront pas réunies.

D'abord, Giap réalise un véritable coup de force en parvenant, notamment depuis la proche frontière de la Chine alliée, à rassembler discrètement autour du camp retranché français des moyens tout à fait considérables : durant tout l'hiver 1953-1954, 1 000 camions mais surtout des dizaines de milliers de bicyclettes transportent 250 pièces d'artillerie lourde, des batteries antiaériennes, des mortiers et armes automatiques en quantité, ainsi que des vivres pour plus de 50 000 soldats ! La mésestimation des capacités logistiques du Viet Minh a été flagrante.

Ensuite, les renforts attendus ne viendront pas, du moins pas en quantité suffisante pour renverser l'équilibre des forces. Quelques parachutages seront organisés au plus fort des combats, mais les canons antiaériens du Viet Minh interdiront à court terme aux avions d'atterrir sur la piste réaménagée. Enfin l'« opération Vautour » – à savoir l'intervention massive des bombardiers américains – sera réclamée en vain par l'état-major français, Washington ne souhaitant pas risquer une escalade militaire avec Moscou et surtout Pékin, alliés actifs d'Hô Chi Minh.

Dans ces conditions, le sort de la bataille – qui oppose 15 000 soldats français et assimilés (Thaïs et Vietnamiens) et 50 000 hommes du Viet Minh, est scellé.

Le 13 mars, Giap déclenche une violente offensive d'artillerie qui surprend les avant-postes français des collines septentrionales (Gabrielle, Béatrice, Anne-Marie), qui tombent en quelques jours. Quant à l'artillerie,

elle est écrasée sous le feu nourri de l'ennemi, tout comme la piste d'atterrissage et les constructions militaires et sanitaires.

La position sans cesse plus difficile des Français, condamnés à se retrancher petit à petit vers le cœur du dispositif et à subir un pilonnage permanent, s'aggrave encore avec le débordement de la rivière Nam Youm provoqué par la mousson. Dès lors on se bat depuis des tranchées boueuses et insalubres. À partir de la mi-avril, tout espoir de l'emporter s'éteint définitivement : l'échelon politique souhaite mettre un terme au conflit le plus rapidement possible, et plus aucun renfort d'envergure n'est envisageable. Le 7 mai, un ultime assaut du Viet Minh met fin à une résistance courageuse mais vaine. Les Français ont perdu dans cet engagement 4 500 tués, contre environ 8 500 pour les troupes de Giap. Ce dernier, bon stratège de manière générale, a démontré – davantage qu'un talent tactique particulier – une capacité d'organisation et de mobilisation exceptionnelle.

Après Diên Biên Phu, c'est Hô Chi Minh qui aborde en position de force les négociations et, le 21 juillet, Pierre Mendès France signera les accords de Genève accordant l'indépendance complète du Vietnam au nord du 17^{e} parallèle.

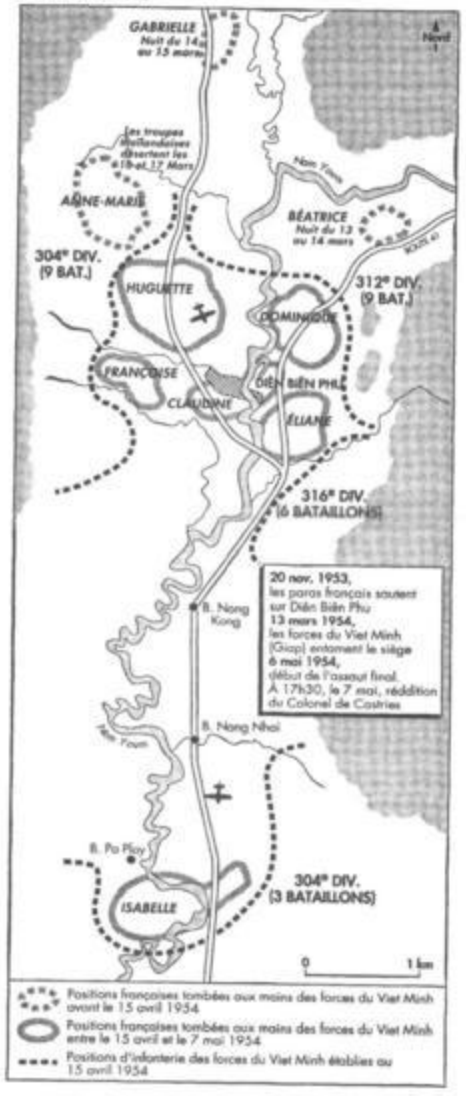
BIBLIOGRAPHIE

J. Dalloz : *Diên Biên Phu*, La Documentation française, 1991.

B. Fall : *Diên Biên Phu*, Robert Laffont 1972.

V.N. Giap : *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, 1972.

DIÊN BIÊN PHU



« La guerre des Six-Jours donna naissance à toute une série de mythes, tant en Israël qu'ailleurs, sur la façon dont s'étaient déroulés les combats. On compara nos forces à un rouleau compresseur, dont la puissance avait, en un clin d'œil, réduit à néant les puissantes armées égyptiennes dans le Sinaï. Ce genre d'éloges était à double tranchant car nous n'étions pas invincibles, pas plus que nos adversaires n'étaient négligeables. [...] Dans les jours d'euphorie qui suivirent la fin de la guerre, et au milieu d'un concert d'éloges qui fusaient de toutes parts, je tenais à ce que les choses soient maintenues à leur juste niveau. Bien sûr nous étions fiers de nous et nous avions toutes les raisons de l'être, mais ce n'était pas parce que nos troupes étaient invincibles et que nos adversaires étaient des soldats de papier mais parce que nos forces avaient fait preuve de leurs qualités, de leur valeur et de leur entêtement. Nous avions gagné le droit d'être conscient de notre supériorité [militaire] *sans avoir pour autant celui de mépriser nos adversaires. »*

Yitzhak Rabin (*Mémoires*).

GUERRE DES SIX-JOURS

(5-11 juin 1967)

Dix-neuf années après la défaite arabe de 1948-1949 face à Israël naissant, et fort de la popularité dont il jouit depuis l'affaire de Suez (1956), Nasser souhaite reprendre les hostilités.

Devant un adversaire hébreu au territoire exigu, confiné dans des frontières découpées et désavantageuses sur le plan géostratégique (hauteurs cisjordaniennes, Golan...), et dont les effectifs mobilisables sont théoriquement très faibles, le raïs peut en principe compter sur l'appui des États arabes limitrophes de son ennemi – la Syrie et la Jordanie – et du soutien technique et logistique de Pallié soviétique. Pour sa part, Israël n'est plus aussi proche de la France, et pas encore Pallié des États-Unis.

Le 19 mai 1967, Nasser exige et obtient l'évacuation des Casques bleus établis dans le Sinaï oriental depuis 1957, puis établit le blocus du détroit de Tiran, interdisant ainsi aux navires israéliens l'accès à la mer Rouge. Enfin le 30, une alliance militaire en bonne et due forme est conclue entre les armées de Syrie, de Jordanie et d'Égypte ; la seconde passant même directement sous les ordres de la troisième.

Le 1er juin, le Premier ministre israélien Levi Eshkol, cherchant jusque-là l'apaisement, appelle sous la pression de l'armée et de l'opinion Moshe Dayan* au poste de ministre de la Défense. C'est un tournant, car on sait le vainqueur de la campagne de Suez favorable à une attaque préventive. Selon lui, il serait trop dangereux d'attendre l'offensive arabe : d'une part une attaque simultanée au nord (Syrie), à l'est (Jordanie) et au sud (Égypte) nécessiterait l'envoi de troupes considérables sur les trois fronts ; d'autre part la « taille de guêpe » correspondant aux 14 kilomètres de large entre la frontière jordanienne et la mer risquerait d'être très vite sectionnée – et avec elle tout le pays –, enfin l'économie ne supporterait pas une mobilisation trop longue des hommes, même en cas de simple maintien de la pression arabe.

Tandis que les armées coalisées sont sur le pied de guerre aux frontières et que les radios arabes diffusent des appels à la destruction d'Israël, Tsahal lance une offensive de grande envergure. Il s'agit en premier lieu de neutraliser la menace la plus dangereuse : l'armée égyptienne.

Le 5 juin à l'aube, l'ensemble de la flotte aérienne d'Israël – pourvue notamment des Vautour, Mirage 3 et autres Super-Mystère de fabrication française – bombarde au sol les aérodromes égyptiens. Aveuglés par le lever du soleil, déconcertés par l'effet de surprise et la précision des largages, les personnels égyptiens ne parviennent pas à riposter efficacement : en quelques dizaines de minutes, l'Égypte a perdu la quasi-totalité de ses

appareils et par conséquent la meilleure part de ses forces. Assurés de la maîtrise du ciel et de l'inaction des alliés de l'Égypte – abreuvés de propagande triomphaliste par les généraux égyptiens, ils n'interviennent pas et se contentent de tirs d'artillerie sporadiques –, les Israéliens lancent dans la foulée une offensive-éclair terrestre à travers le Sinaï. Trois colonnes blindées, activement soutenues par une aviation intacte et utilisée au maximum de ses capacités, bousculent les positions défensives de l'Égypte et se ruent vers le canal de Suez et la pointe méridionale du Sinaï (Charm el-Cheikh) via El-Arich (nord), Abou-Agheila (centre), et Kuntila (centre/sud).

Trompé par ses généraux, Nasser croit l'emporter alors qu'il subit une véritable déroute : en cinq jours, la péninsule est entièrement contrôlée par Israël dont les soldats bivouaquent sur la rive orientale du canal stratégique.

Entre-temps, devant la percée de ses troupes et l'imminence d'un succès au sud, Dayan a transféré une partie des effectifs vers les fronts Est et Nord. Le 7 juin, il déclenche une attaque en Cisjordanie, dont il conquiert rapidement les hauteurs, et sur la partie orientale de Jérusalem sous contrôle jordanien depuis 1948. Des combats acharnés se déroulent dans la Vieille Ville, enserrée dans ses remparts datant de Soliman le Magnifique et abritant les principaux Lieux saints. Le 9 juin, la cité de David ainsi que toute la rive occidentale (*West Bank*) du Jourdain sont aux mains de Tsahal, laquelle stoppe son avance sur le fleuve.

Au nord, enfin, après une longue hésitation due au caractère risqué de l'opération et aux exigences de cessez-le-feu de Moscou, Dayan ordonne la conquête du plateau du Golan, massif volcanique qui surplombe le lac de Tibériade et le « doigt de la Galilée », depuis les hauteurs duquel les Syriens pilonnent les villages israéliens de la vallée. Compte tenu du caractère exceptionnellement abrupt des pentes, l'état-major syrien a négligé de renforcer les contreforts septentrionaux du plateau, se contentant de harceler à l'artillerie et à l'arme automatique les localités civiles bordant le lac

Lorsque les blindés israéliens surgissent pourtant sur le plateau, il est trop tard pour les arrêter. Toujours soutenus par une aviation omniprésente et qualitativement supérieure à l'aviation syrienne, les troupes au sol progressent rapidement sur les 1 000 kilomètres carrés du Golan. Moins de quarante-huit heures après le déclenchement de l'offensive, le chef d'état-major Yitzhak Rabin établit ses avant-postes du mont Hermon

(2 400 mètres d'altitude) jusqu'au confluent du Yarmouk et du Jourdain, sur une ligne de crêtes constituée de pitons basaltiques surplombant la vallée qui mène à Damas. La capitale syrienne n'est plus qu'à 45 kilomètres : en deux jours de combat, la situation géostratégique qui prévalait depuis deux décennies s'est exactement inversée au détriment de la Syrie.

Le cessez-le-feu imposé de concert par Moscou et Washington intervient le 11 juin au matin. Contre toute attente, Israël a vaincu la première force militaire du Moyen-Orient et deux de ses alliées, et quadruplé la superficie des territoires sous son contrôle (Sinaï, Jérusalem, Cisjordanie, Gaza, Golan) tout en établissant ses positions sur des lignes de front nettement plus aisées à défendre qu'auparavant. Quant aux pertes, elles sont estimées à moins de 700 contre 27 000 du côté arabe.

D'un point de vue strictement stratégique, l'état-major israélien a dominé de bout en bout. Car les matériels utilisés étaient de quantité et de valeur assez équivalentes de part et d'autre : français et anglais pour Israël, soviétiques pour les Arabes. Ces derniers disposaient en outre, sur le papier, d'un net avantage numérique dont ils ne profitèrent jamais, pas plus qu'ils ne profitèrent de l'atout le plus dangereux pour leur ennemi commun : cette alliance sur trois fronts bien distincts.

L'audace, en particulier dans le Sinaï et sur le Golan, et surtout le couple avions/blindés utilisé comme fulgurante force de pénétration (*Blitzkrieg*) ont constitué – avec le nécessaire effet de surprise des premières minutes – les principaux outils de la victoire. Il convient d'ajouter la différence de motivation entre les soldats israéliens, condamnés à vaincre ou à voir, au mieux, leur État perdre sa souveraineté, et leurs vis-à-vis arabes tout aussi courageux mais assurés, même en cas de défaite, de retrouver leur situation d'avant-guerre.

Pour autant, si cette victoire militaire d'Israël est l'une des plus écrasantes de l'Histoire – rapports de force initiaux, écart considérable en termes de pertes, rapidité et ampleur de la conquête, etc. –, elle masque dans l'euphorie du triomphe inattendu des réalités autrement difficiles. D'une part, Tsahal a acquis une réputation d'invincibilité qui provoquera une baisse de qualité de la doctrine stratégique de l'état-major – on en mesurera les conséquences dès 1973 lors de la guerre du Yom Kippour* –, d'autre part, sur le plan politique, Israël « s'encombre » de centaines de milliers d'Arabes palestiniens jusque-là sous tutelle égyptienne (Gaza) et

jordanienne (Cisjordanie) et qui, quelques années plus tard, constitueront un problème politique particulièrement aigu.

Plus de trente-trois ans après la guerre des Six-Jours, ses enseignements militaires subsistent et ses conséquences politiques commencent seulement à s'estomper.

BIBLIOGRAPHIE

Y. Rabin : *Mémoires*, Buchet-Chastel, 1995.

Hussein de Jordanie : *Ma* « Guerre » avec *Israël*, Albin Michel 1968.

H. Le Mire : *Tsahal, histoire de l'armée d'Israël*, Plon, 1986.

OFFENSIVE ISRAÉLIENNE DES SIX-JOURS

« Il y a deux points que j'aimerais souligner tout de suite. Le premier est que nous avons gagné la guerre du Yom Kippour, et que je suis convaincue que, tout au fond de leur cœur, les dirigeants politiques et militaires de la Syrie comme de l'Egypte savent très bien qu'ils essuyèrent une nouvelle défaite, en dépit de leurs premiers avantages. L'autre, est que le monde en général et les ennemis d'Israël en particulier devraient se mettre dans la tête que les circonstances qui coûtèrent la vie à plus de 2 500 Israéliens tombés dans ces combats ne se reproduiront jamais plus. »

Golda Meir (*Ma vie*).

GUERRE DU YOM KIPPOUR

(6-24 octobre 1973)

Six années seulement séparent la guerre des Six-Jours* de celle dite du *Yom Kippour* (ou « d'octobre »), et les adversaires – à l'exception de la Jordanie qui n'entre pas directement dans le conflit – sont identiques Mais, durant ce laps de temps, trois nouvelles réalités ont joué en faveur des Arabes et au détriment des Israéliens.

D'abord ces derniers ont négligé leur doctrine stratégique qui leur avait tant réussi en 1956 et 1967 : pour des raisons politiques et par excès de confiance, les gouvernements israéliens successifs se sont laissé enfermer dans un *statu quo* qui les prive finalement de ces avantages que constituent la mobilité, la rapidité des offensives et l'effet de surprise qui s'ensuit, la possibilité permanente de mettre en action le binôme avions/blindés Au

contraire, la ligne Bar-Lev établie le long de la rive orientale du canal de Suez est statique, tout comme le dispositif de fortins et d'implantations civiles bâties sur le Golan et censé freiner, voire dissuader, une éventuelle offensive syrienne.

Ensuite, la suprématie aérienne, atout maître d'Israël, est battue en brèche. Non pas que les aviations arabes (qui interviendront d'ailleurs assez peu) aient qualitativement surclassé leur adversaire, mais, pour la première fois, l'usage des batteries de missiles sol-air va entraver sérieusement la liberté de manœuvre et l'efficacité des appareils israéliens. En outre, les chars israéliens vont subir une nouveauté au sol, ces milliers de missiles antichars SAGGER, légers, maniables et terriblement efficaces contre les meilleurs blindages.

Enfin l'audace et l'initiative, au moins durant les premiers jours de la guerre, auront changé de camp. Le fantassin égyptien de 1973 n'est plus ce paisible paysan laissant foyer et métier pour un combat incertain et peu motivant ; l'officier est un professionnel de la guerre et non plus ce propriétaire terrien hautain, marchant derrière ses soldats et les frappant parfois. Tous ont conscience de se battre pour reconquérir une terre perdue. Formées par les Soviétiques, les armées arabes se sont métamorphosées en quelques années En face, on a cru à l'invincibilité de Tsahal, et par conséquent entretenu la certitude que les Arabes n'oseraient plus l'affronter. Israël dort sur ses lauriers acquis au cours des Six-Jours ; le réveil sera douloureux.

Le 6 octobre à 14 heures, tandis que l'État hébreu est plongé dans le jeûne du Kippour et que les réservistes sont disséminés dans toutes les synagogues du pays, les divisions blindées syriennes gravissent les pentes orientales du Golan et l'infanterie égyptienne franchit le canal de Suez. L'état-major israélien, surpris par l'ampleur de l'offensive, bien qu'averti le matin par les renseignements militaires, réplique en sous-estimant les nouveautés techniques et la combativité des assaillants : les rares forces blindées laissées en soutien des fortins succombent rapidement devant les SAGGER, et l'aviation subit de lourdes pertes face aux missiles SAM 2, 3 et 6. Sur la ligne de front, en attendant le renfort des réservistes, les maigres unités combattantes doivent résister pendant plus trente-six heures à un ennemi plusieurs fois supérieur en nombre. Ainsi, au matin du 8 octobre, la situation sur le Golan est des plus critiques pour Israël, et le

chef du gouvernement Golda Meir et le ministre de la Défense Moshe Dayan* craignent un temps pour la survie de l'Etat.

Lorsque la masse des réservistes rejoint enfin le front, les Syriens ont conquis de larges portions du plateau, mais au prix de pertes sans précédent et sans qu'ils soient parvenus à le dépasser pour atteindre la Galilée. Les Israéliens reprennent dès lors l'initiative et, lentement, parviennent à rejeter les Syriens du Golan pour finalement établir la ligne de front à environ 20 kilomètres de Damas.

Dans le Sinaï où les Égyptiens ont conservé leur vaste tête de pont sans toutefois pousser jusqu'aux cols stratégiques de Gidi et Mitla, Tsahal prend l'offensive le 15 octobre : de nombreux renforts ont pu être acheminés du nord suite à la reconquête du Golan. Par une audacieuse manœuvre visant à isoler les II^{e} et III^{e} armées égyptiennes, le général Ariel Sharon – désobéissant aux ordres de l'état-major – parvient à s'engouffrer dans une brèche et à franchir le canal de Suez. Les deux jours suivants, Tsahal engage plusieurs centaines de blindés sur la rive africaine (donc occidentale) et, dans un mouvement tournant, détruit les batteries de missiles SAM et encercle la III^{e} armée égyptienne demeurée sur l'autre bord. Bientôt, celle-ci sera assoiffée et menacera de capituler.

Le 24 octobre, enfin, sous la pression de l'ONU, un cessez-le-feu est proclamé et des pourparlers s'engagent rapidement dans le Sinaï, au kilomètre 101.

Sur le plan strictement militaire, l'un des enseignements de la quatrième guerre israélo-arabe est que l'avantage est presque toujours demeuré au défenseur sur l'attaquant : la guerre-éclair à l'israélienne, y compris lorsque Tsahal aura repris l'offensive, s'est brisée sur les missiles arabes. En outre, du fait de la durée du conflit et des armées engagées, les pertes ont de part et d'autre été plus lourdes que précédemment.

Cependant, au-delà des aspects militaires, la guerre du Kippour est le modèle même du conflit politique et économique. En définitive vainqueurs incontestables sur le terrain, les Israéliens ressortent de cette lutte avec une amère impression de défaite ; ils ont été surpris dans leur confiance aveugle, et leurs pertes sont autrement plus conséquentes que lors des deux derniers conflits (presque 3 000 tués). Pour l'Égypte et la Syrie, il s'est agi moins de

détruire Israël (Sadate au moins n'y croyait pas) que d'effacer l'humiliation de 1967 et de débloquer une situation politique figée. Ces États trouveront dans la Ligue arabe (et dans le bloc arabo-africano-communiste sur le plan diplomatique) une alliée de poids : le 17 octobre, soit en pleine guerre, les pays de l'OAPEP (Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole) décident de pénaliser l'Occident pour son soutien réel ou supposé à Israël. Il en résultera le premier choc pétrolier et l'amorce d'une crise économique durable.

Quant aux États-Unis et à l'URSS, ils jouent leur crédibilité dans l'affaire, ravitaillant leur (camp) allié respectif par de gigantesques ponts aériens

Épilogue lointain de ce conflit : cinq années précisément après son déclenchement, Jérusalem et Le Caire parviendront à un accord de paix définitif, le Premier ministre hébreu Menahem Begin rétrocédant l'intégralité de la péninsule du Sinaï à l'Égypte dAnouar el-Sadate

BIBLIOGRAPHIE

J. Derogy & J.-N. Gurgand : *Israël, la mort en face*, J'ai Lu, 1975.

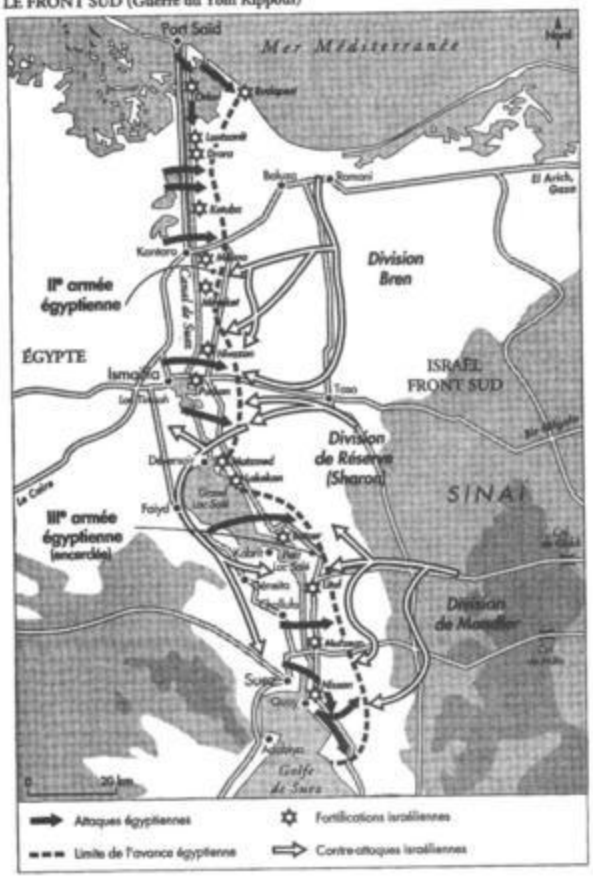
W. Laqueur : *La Vraie Guerre du Kippour*, Calmann-Lévy, 1974.

P. Razoux : *La Guerre israélo-arabe de 1973*, Economica, 1999.

A. Sharon : *Mémoires*, Stock, 1990.

M. Van Creveld : *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, éditions du Rocher, 1998.

ENCERCLEMENT ISRAÉLIEN DE LA IIIe ARMÉE ÉGYPTIENNE SUR LE FRONT SUD (Guerre du Yom Kippour)



INDEX DES LIEUX ET DES BATAILLES

Abbeville, 77, 152.
Abou-Agheila, 325.
Aboukir, 105, 135, 250.
Achéménide (empire), 35.
Aden, 284.
Afghanistan, 36, 63, 72, 188.
Afrique du Nord, 154, 305, 308.
Afrique du Sud, 306.
Alamut, 197.
Alésia, 15, 20, 46, 47, 189-191.
Alexandrie, 105, 306.
Algérie (guerre d'), 153.
Allemagne, 151, 153, 157-160, 289, 293, 313.
Alpes, 238, 239.
Amboise, 76.
Amérique latine, 117.
Amiens, 77.
Amourrou, 174, 175.
Anafarta, 286.
Anatolie, 32, 47, 72, 186, 231, 232
Andes (cordillère des), 118.
Andrinople, 233, 235.
Angleterre, 13, 51, 76, 77, 78, 86, 106, 110, 122 128, 144, 145, 152 157, 159, 214, 216, 217, 219, 227, 245, 249-251, 253.
Angleterre (bataille d'), 20, 159, 295-300.
Ankara, 73.
Anschluss, 157.
Appel du 18 juin, 152.
Apure, 118.
Aqaba, 143.
Arbèles, 181, 182.
Arcis-sur-Aube, 107.
Arcole, 105.
Ardennes, 15.

Argentine, 119.
Armée confédérée, 269.
Arménie, 231.
Arras, 199.
Artois, 138, 239.
Asiatique (Sud-Est), 28.
Asie, 52, 181.
Asie centrale, 72 199.
Asie méridionale, 72.
Asie Mineure, 32 72 177.
Asie orientale, 199.
Asie septentrionale, 72
Astrakhan, 73.
Atchi-Baba (butte d'), 285.
Athènes, 15, 31, 32, 34, 177-179.
Atlantique, 135.
Auerstedt, 20, 106, 108, 123, 125, 128, 259-262.
Aufidus (Ofento), 41.
Auray, 69.
Auschwitz, 12.
Austerlitz, 15, 20, 25, 106, 108, 110, 115, 251, 253-257, 259, 261, 263.
Australie, 306.
Austrasie, 204.
Austro-allemand (Axe), 283.
Autriche, 122.
Auxois (mont), 189.
Ayacucho, 119.
Azincourt, 13, 20, 68, 221, 227-230.
Babylone, 32, 36.
Badajoz, 114.
Bactriane, 183.
Bagdad, 72, 73.
Bakou, 311.
Balkanique (péninsule), 159, 232.
Balkaniques (États), 284.
Balkh, 71.

Battes (pays), 160.
Bapaume, 280.
Bar-le-Duc, 291.
Bar-Lev, 329.
Bautzen, 107, 128.
Bazeilles, 279.
Béarn, 92
Beaumont, 278.
Beersheba, 141.
Bekaa (plaine de la), 174.
Belfort, 280.
Belgrade, 95.
Berezina, 106, 108, 256.
Berlin, 86.
Berlin (École de guerre de), 122, 123, 126.
Beyrouth, 36.
Bibracte, 189.
Bir Hakeim, 306.
Birmanie, 315.
Blitz, 159, 297, 298.
Blitzkrieg, 158, 164, 326.
Bogotá, 119.
Bohême. 85.
Bolivie. 119.
Bon (cap), 308.
Bonin (archipel des), 315.
Bornéo, 315.
Bosphore, 284.
Boukhara, 62.
Boulogne, 128.
Bourgogne. 69, 76.
Boyacá, 119.
Bretagne (*Britannia*), 51, 52, 67, 78.
Brésil, 117.
Brie, 78.
Brienne, 104, 107.

Briey-Thionville, 290.
Brünn (Brno), 253.
Bruxelles, 76.
Byblos, 36.
Byzantin (empire), 231.
Caire (Le), 105.
Calais, 228, 230.
Cambodge, 150.
Camp David (accords de), 163.
Camps d'extermination, 160.
Cannes, 39, 41, 42.
Canton, 148.
Caracas, 118.
Caraïbes, 118, 135.
Carmes, 14, 20, 45, 48, 185-188, 200.
Carthagène des Indes, 118.
Caspienne (mer), 63.
Cassel, 221.
Castiglione, 105.
Catalogne, 77.
Caucase. 63, 284.
Caux (pays de), 227.
Cent Ans (guerre de), 215, 230.
Cerdagne, 77.
Châlons, 278.
Champagne, 69, 78.
Champaubert, 107.
Champs catalauniques (ou bataille « de Châlons »), 20, 199-201.
Charm el-Cheikh, 325.
Château-Gaillard, 197.
Château-Thierry, 107.
Chattes, 52
Chéronée, 182
Chili, 119.
Chine, 12, 23, 28, 64, 73, 148, 320.
Chiraz, 72
Chotusitz, 85.

Chypre, 241.
Cintra, 114.
Cisjordanie, 162, 325, 326.
Ciudad Rodrigo, 114.
Cocherel, 68, 69.
Collingwood, 250.
Colmar, 199.
Constantinople, 110, 111, 284.
Constantinople (chute de), 20**, 231-235**.
Corée, 28.
Corinthe (golfe de), 241.
Corne d'Or, 232
Coronée, 32.
Cote 304, 291.
Coventry, 297.
Craonne, 107
Crécy, 13, 20, 68, 99, 215, 219-222, 223-225, 228-230, 237-239.
Crimée, 128.
Cuba, 134, 135.
Cyrénaïque, 306.
Damas, 73.
Dardanelles, 20, 142, 283-287.
Degania, 161.
Delhi, 73.
Deraa, 143.
Diên Biên Phu, 15, 20, 148, 188, 319-322.
Dieppe, 76.
Dinan, 67.
Don, 311, 313.
Donetz, 311.
Douaumont, 290, 292
Dresde, 107.
Eckmühl, 106.
Écluse (L'), 20, 215-217, 219.
Égypte, 64, 72 162, 163, 165, 168, 284, 306.
Ein Guédi, 195.
El-Alamein, 20, 305-309.

El-Arich, 325.
Elbe, 274, 275.
Elbe (île d'), 107.
Elbourz, 56.
Épire, 53.
Équateur, 119.
Espagne, 69, 92, 109, 128.
Essling, 106, 108.
Etats Unis d'Amérique, 134, 135, 153, 158, 164, 168, 169, 251, 301-303, 311, 324, 332.
Euphrate. 181, 186.
Europe orientale et balkanique, 158.
Eylau, 106, 108, 128.
Flandres, 92, 239.
Floing, 279.
Fontenoy, 92, 95.
France, 13, 67, 69, 77, 78, 79, 95, 99, 105, 107, 113, 115, 117, 121, 122 140, 152 153, 154, 157, 159, 164, 169, 209, 215, 217, 219, 221, 223, 239, 241, 247, 249, 253, 256, 262, 265, 275, 290, 295, 296, 298, 324.
France (campagne de), 152.
France Libre, 161.
Friedland, 106, 128.
Frœschwiller, 278.
Gaba-Tepe, 285.
Galata, 232.
Galilée, 163, 174.
Galilée (« doigt de la »), 325.
Galles (pays de), 51.
Gallipoli, 142, 285, 286.
Gaugamèles, 20, 36, 181-184.
Gaule, 45, 47, 51.
Gaza, 36, 141, 326.
Gaza (bande de), 162.
Gênes, 76.
Gergovie, 46, 189.
Germanie, 52
Gettysburg, 20, 269-271.

Ghazni, 63.
Gidi (col de), 331.
Givonne, 279.
Gobi (désert de), 61.
Golan (plateau du), 162-164, 323, 325, 326.
Goldbach, 254.
Grande Guerre, 138, 151, 157.
Grande guerre patriotique, 160.
Grandson, 79.
Granique, 35, 181.
Gravelotte, 278.
Grèce, 32-35, 47, 159, 284, 286.
Grenoble, 83.
Gross-Hennerdorf, 86.
Guantánamo, 135.
Guyenne, 69.
Hamadan, 63.
Hanoi, 319.
Harat, 72.
Harcourt, 228.
Hattin (ou Hittin), 14, 20, 211-214.
Haye-Sainte (La), 263, 264.
Hedjaz, 142
Helles (cap), 285.
Hellespont (détroit des Dardanelles), 35.
Herat, 63.
Hermon (mont), 325.
Hérodion, 195.
Hispano-américaine (guerre), 134,
Hochkirch, 86.
Hohenfriedberg, 86.
Hollabrünn, 253.
Hollande, 92
Hougoumont, 263, 264.
Hubertsburg, 86.
Hulé (vallée du), 163.
Hunan, 147.

Hydaspe, 36, 37.
léna, 20, 99, 106, 108, 115, 123,125, 128, 259-262.
lénisséï, 61.
Illy (plateau d'), 279.
Inde, 73, 306.
Inde du Nord, 72
Indochine (guerre d'), 319.
Indus, 36, 63.
lonie, 177.
Iran (Nord-Est), 36.
Irtych (vallée de l'), 63.
Ispahan, 73.
Israël, 16, 141, 161-165, 168, 173, 174, 193, 197, 211.
Israël (guerre d'Indépendance d', ou première guerre israélo-arabe), 161.
Issos, 35, 181.
Italie, 76, 92, 128, 201.
Ithaque, 241.
Iwo Jima, 20, 315-318.
Jaffa, 105.
Japon, 28.
Jérusalem, 194, 195, 234, 326.
Jing-gang, 148.
Jordanie, 163.
Jourdain, 162, 174, 325.
Judée, 194, 195.
Kadesh (Qadesh, ou encore Kinza), 20, 173-176.
Kalatch, 313.
Kalkha, 63.
Kandahar, 72
Karachi, 144.
Karkemish, 141.
Kazakhstan, 63.
Kerkoporta, 233.
Key (îles), 134.
Kharezm (empire), 62, 63.
Kiang-si (ou Jiangxi, République soviétique du), 148.
Kizil Koum (désert du), 62

Kolin, 86.
Krak des Chevaliers, 214.
Krems, 253.
Kum-Kaleh, 285.
Kunersdorf, 86.
Kuntila, 325.
Laon, 199.
Laos, 319.
Leipzig, 107, 128.
Lemnos, 284, 285.
Leoben, 105.
Lépante (ou Naupacte), 16, 20, 234, 241-243.
Leuthen, 86-88.
Levant, 64, 232
Liban, 161, 162.
Liban (Sud-), 188.
Libye, 306.
Liège, 78, 79.
Liegnitz, 86.
Ligny, 107, 263.
Lille, 83.
Lobositz, 86.
Lodi, 105.
Londres, 67, 140, 152, 230.
Longue Marche, 148.
Lorraine, 139, 245, 280.
Lützen, 107, 123.
Maan, 143.
Maastricht, 83.
Macédoine, 35.
Machéronte, 195.
Madrid, 118.
Magdebourg, 122.
Matte, 92 105, 241, 306.
Manche, 13.
Mandchourie, 62.
Mantes, 68.

Marathon, 15, 20, 177-179.
Marengo, 105, 111.
Marianne (îles), 315.
Marignan, 20, 237-239.
Marne (bataille de la), 138.
Massada 14,20, 193-197.
Mecque (La), 142, 144.
Médine, 142, 143.
Médiques (guerres), 179.
Méditerrannée, 163, 284.
Méditerrannée orientale, 181.
Meggido, 173.
Méry, 199.
Mésopotamie, 32 36, 72 73, 181.
Metz, 139, 199, 278, 279.
Meuse, 278, 279.
Mexique (golfe du), 135.
Mézières, 279.
Midway, 20, 301-303.
Milan, 76, 238.
Miramshah, 144.
Mitanni (royaume de), 174.
Mitla (col de), 331.
Molkvitz, 85.
Mondovi, 105.
Mongolie, 61, 63, 65.
Mons-en-Pévèle, 221.
Mont-Cenis, 238.
Montcornet, 152.
Montebello, 105.
Montenotte, 105.
Montereau, 107.
Montgenèvre, 238.
Montlhéry, 76.
Montmirail, 107.
Morat, 79.
Moravie, 85.

Morée, 234.
Mort-Homme (plateau de), 291.
Morto (baie de), 285.
Moscou, 125, 159, 160,320.
Moscou Académie militaire de), 128.
Moscowa, 106.
Mossoul, 284.
Moudras, 284.
Multan, 72
Munda, 47.
Munich, 157.
Najera, 69.
Nam Youm, 321.
Nancy, 79.
Nations (bataille dite des), 107.
Naval War College, 133.
Néguev, 141, 163.
Neuf-Brisach, 83.
Nichapur, 63.
Nil (delta du), 308.
Ningxia, 63.
Normandie, 78.
Nouaillé, 223.
Nouvelle-Grenade (Colombie), 118, 119.
Nouvelle-Zélande, 306.
Okinawa, 20, 315-318.
Olmütz (Olomouc), 254.
Olympie, 32.
Ordos, 61.
Orléans, 200, 230, 280.
Oronte, 174, 175.
Ortegal (cap d'), 251.
Ottoman (Empire), 283, 287.
Pacifique, 135.
Pacte germano-soviétique : 158.
Palatinat, 92.
Palestine, 141, 161.

Papelotte, 263.
Pattala, 36
Paris, 68, 140, 199.
Pavie, 20, 230, 237-239.
Pearl Harbor, 301, 302.
Pékin, 62, 147, 320.
Péloponnèse, 31, 35.
Péra, 232.
Péronne, 78.
Pérou, 119, 150.
Perse, 31, 32, 34, 62, 72.
Pharsale, 47.
Philippines, 315.
Picquigny, 78, 230.
Pima, 86.
Pisba (col de), 118.
Plancenoit, 264.
Platée, 177.
Pô (plaine du), 238.
Poitiers, 13, 16, 20, 67, 68, 99, 199, 203-205, 215, 221, 223-225, 228-230.
Poitou. 69.
Pologne, 152.
Pont, 231.
Potomac, 270, 271.
Prague, 86.
Praguerie, 75.
Pratzen, 14, 254, 255.
Première Guerre mondiale, 34, 122, 138, 141, 275.
Proche-Orient, 167.
Prusse, 85-87, 91, 128.
Punjab (Pendjab), 36.
Pyramides (bataille des), 105, 108.
Qattara, 307.
Qazvin, 63.
Ratisbonne, 106.
Reggane, 153.

Rei, 63.
Reichshoffen, 278.
Reims, 199, 238.
Rennes, 67.
Rethondes, 138.
Révolte arabe (1936-1939), 161.
Rhénanie, 140, 157.
Rhin, 46, 152, 199.
Rhin (vallée du), 201.
Rhodes (armistice de), 162.
Rivoli, 105.
Romain (empire), 51, 199.
Romain (empire – d'Orient), 231.
Rome, 45-47, 52, 100, 185.
Roncevaux, 15, 20, 207-209.
Roncevaux (col de), 208.
Rossbach, 86, 87.
Rossomme, 264, 265.
Rouen, 228.
Rouge (mer), 142, 143.
Roussillon, 77.
Royaumes Combattants, 23.
Royaume-Uni, 158, 161, 295-299.
Rubicon, 46.
Russie, 12, 15, 123, 125, 126, 128, 154.
Russie (retraite de), 187.
Saale, 260.
Saalfeld, 259.
Sadowa, 20, 122, 262, 273-276, 277
Saint-Cyr, 151, 152.
Saint-Denis (basilique), 69.
Sainte-Menehould, 246.
Sainte-Hélène, 107, 265.
Saint-Jean (mont), 14, 263, 264.
Saint-Jean-d'Acre, 212, 214.
Saint-Jean-Pied-de-Port, 83.
Saint-Martin-de-Tours, 204.

Saint-Michel (mont), 230.
Saintonge, 69.
Saint-Privas, 278.
Saint-Quentin, 77, 199.
Saint-Romain (portes), 233.
Salamanque, 114.
Samarkand, 62, 63, 72, 73.
Saragosse, 207, 208.
Sari-Baïr, 285, 286.
Saros, 285.
Sarre, 140.
Satschan, 255.
Scillonte, 32.
Sécession (guerre de), 269.
Seconde Guerre mondiale, 91, 115, 251, 295, 301, 311, 319.
Sedan, 20, 99, 122, 128, 139, 246, 262, 273, 275, 277-281.
Seine, 68, 75, 199,228.
Seldjoukide (empire), 62.
Sentier lumineux, 150.
Sept Ans (guerre de), 86, 99, 262.
Septimanie, 204.
Shangai, 147.
Shaoshan, 147.
Shenandoah, 270.
Sidon, 36, 214.
Silésie, 85, 86.
Sinaï, 15, 164, 324-326.
Sinaï (campagne du), 162.
Six jours (guerre des), 20, 91, 162, 164, 197, 323-327, 329, 330.
Smolensk, 106, 128.
Sokolnitz, 254.
Somme, 75, 77, 78, 138.
Somme (offensive de la), 290-292.
Soor, 86.
Souville, 291.
Sparte, 31, 32, 35.
Spicheren, 278.

Spratley (îles), 148.
Stalingrad, 20, 159, 308, 311-314.
Strasbourg, 199.
Suez (canal de), 142, 162, 164, 284, 329-331.
Suribashi, 316.
Suvla (baie de), 286.
Syr-Daria, 62.
Syrie, 162.
Tachkent, 62.
Tafilelt, 143.
Talavera, 114.
Tanganyika, 144.
Taurus, 35.
Telnitz, 254.
Tessin, 40.
Têt, 148.
Teutoburg, 185.
Thabor (mont), 105.
Thèbes, 14, 35.
Thessalie, 47.
Thiaumont, 291.
Tibériade (lac de), 174, 325.
Tibet, 148.
Tigre, 181.
Tilsit, 106.
Tiran (détroit de), 162, 324.
Tobrouk 306.
Torgau, 86.
Toulon, 104.
Trafalgar, 20, 113, 135, 249-252, 253.
Tramecourt, 228.
Tranchées (guerre de), 283.
Transjordanie, 162
Transoxiane, 71.
Trasimène, 40.
Trebie, 40.
Tripoli, 211-213.

Tripolitaine, 306.
Tunja, 118, 119.
Turkestan, 72.
Tyr, 36, 214.
Ulm, 106, 108, 128, 251, 253.
Urfa, 186.
URSS, 164, 168, 169, 298, 311, 332
Uxellodunum, 191.
Valence, 76.
Valmy, 15, 20, 118, 245-248.
Valois, 76.
Vargas, 119.
Varna, 231.
Vauchamps, 107.
Vaux, 127, 290, 292
Venezuela, 117, 119.
Verdun, 20, 140, 151, 153, 289-293.
Versailles (conférence de), 140, 144.
Versailles (traité de), 158.
Vicksburg, 271.
Vienne, 128, 243.
Vienne (congrès de), 262.
Vietnam, 167, 169, 188, 319.
Vilna, 128.
Vimeiro, 114, 115.
Vitoria, 114.
Voie sacrée, 291.
Volga, 63, 311, 313.
Wagram, 106.
Washington, 140, 320.
Waterloo, 14, 20, 107, 108, 111, 115, 123, 260, 263-267.
Weistritz, 274.
Wellinghousen, 86.
West Point, 133.
Wissembourg, 278.

Xixia (Si-hia, royaume de), 61.

Yarmouk, 325.
Yom Kippour (guerre dite du), 16, 20, 163, 165, 167, 326, 329-333.
Yougoslavie, 159.
Zama, 42.
Zéla, 47.
Zorndorf, 86.
Zwyn, 216.

INDEX DES NOMS

Abd al-Rohman I^er^, 204, 205.
Abdallah de Transjordanie, 162
Achéménide (Empire), 181.
Aetius, 199-201.
Afrikakorps, 306-308.
Agésilas, 32, 53.
Agranat (commission d'enquête), 164.
Alains, 63, 200.
Alançon (duc *d'*), 75.
Albret (Charles d'), 230.
Alexandre Ier (Pavlovitch), 106, 110, 111, 123, 125, 128, 181, 182, 254, 256.
Alexandre Farnèse, 242.
Alexandre Jannée, 194.
Alexandre Le Grand, 14, 19, 25, 35-38, 53, 87, 107, 183, 184.
Ali Pacha, 242
Amade (Albert d'), 286.
Aménophis III, 173.
Amiot (Père), 28.
Anjou (Louis d'), 224.
Anselme, 208.
Antiochus III, 42.
Antiochus IV Épiphane, 194.
Antipatros, 35.
ANZAC, 285.
Arabe (Ligue), 331.
Ardant du Picq (Charles), 280.
Arioviste, 46.
Aristote, 35.
Armaggedon, 16, 138.
Aron (Raymond), 139.
Arrien (Flavius), 182.
Arsacides, 185.
Artaxerxès II, 32.

Arthur (roi), 209.
Arvernes, 46, 189.
Attila, 14, 199-201.
Aubert, 284.
Augagneur, 284.
Augereau (maréchal), 260, 261, 265.
Auguste II, 95.
Auguste de Prusse, 123.
Babur, 74.
Bagration (Piotr Ivanovitch), 255, 256.
Bailloud, 286.
Barbaro, 233.
Barbavera, 216.
Barlas (tribu des), 71.
Barras (Paul, vicomte de), 104.
Barreiro, 119.
Baybars l[er], 14, 214.
Bayezid (ou Bayazid), 73, 231.
Bazaine (François Achille), 278, 279.
Beaufre (général), 150.
Beauhamais (Eugène de), 110.
Bedford (duc de), 230.
Begin (Menahem), 163, 332.
Béhuchet (Nicolas), 216.
Benedek (Ludwig von), 273-275.
Ben Gourion (David), 162-164.
Bernadotte (Charles Jean-Baptiste) (maréchal), 254, 259-261, 265.
Bernhardi (Theodor von), 88.
Berry (Jean de), 224, 229.
Berthier (Louis Alexandre) (maréchal), 128, 265.
Bessières (Jean-Baptiste) (maréchal), 255, 256, 265.
Bismarck (Otto von), 99, 262, 273, 275, 277.
Bleecker Luce (Stephen), 133.
Blücher (Gebhard Leberecht), 107, 115, 123, 260, 264, 266.
Bolivar (Simón José Antonio), 19, 117-120.
Bonaparte (Joseph), 113.
Bourcet (Pierre de), 99, 146.

Bourbon (duc de), 75.
Bourbons, 111, 118.
Boves, 118.
Braudel (Fernand), 12.
Brienne (Raoul de), 225.
Brigantes, 51.
Brunswick (Charles de), 245-247, 259-261.
Brussilov (Alexis), 291.
Buch (captal de), 69, 225.
Bueil (Jean de), 79.
Bugeaud (maréchal), 92.
Bulgares, 63.
Bülow (Heinrich von), 126.
Burgondes, 189, 200.
Byzantins, 64.
Caius Terentius Varron, 40.
Canaris (Wilhelm), 160.
Capet, 77.
Carden, 284.
Camot (Lazare Nicolas), 265.
Casques bleus, 162.
Castex (amiral), 17.
Celtill, 189.
Cent Fleurs, 148.
César (Jules), 15, 19, 25, 45-49, 51, 53, 107, 185, 187, 189-191, 197, 215.
Chah Manfour, 73.
Chaliand (Gérard), 11, 29.
Chandos (John), 225.
Charlemagne, 15, 205, 208, 209.
Charles IV d'Espagne, 113.
Charles V « le Sage », 67-69, 77, 99.
Charles VI « le Fou », 85, 228, 229.
Charles VII « le Victorieux », 75, 76, 229, 237.
Charles XII, 92.
Charles de Lorraine, 86.

Charles « le Mauvais » (roi de Navarre), 68.
Charles le Chauve, 209.
Charles le Téméraire, 77-79, 238.
Charles Quint, 239, 242.
Châtillon (Renaud de), 212, 213.
Ching, 147.
Choinet (Pierre), 79.
Churchill (Winston), 144, 159, 284, 286, 296, 297, 299, 308.
Chikov, 312.
Civilis, 51.
Clausewitz (Carl von), 11, 12, 14, 17, 18, 19, 23, 24, 27, 29, 88, 121-126, 130, 135, 138, 139, 149, 216, 262, 273, 280.
Clermont (Jean de), 225.
Collaboration, 152.
Commios, 190.
Commynes (Philippe de), 79.
Constantin XI Dragasès Paléologue, 232, 234.
Corbett (Julian), 122, 135.
Cosaques, 86, 187.
Coutau-Bégarie (Hervé), 11.
Crassus (Lucius Lucinius), 45, 48, 185-187.
Critobule, 233.
Cuesta, 114.
Cyrus le Jeune, 32.
Daladier (Édouard), 152.
Darius I^er^, 177.
Darius III, 35, 36, 181, 183.
Da Silva, 99.
Datis, 178.
Daun, 86.
Davout (Louis Nicolas) (maréchal), 254-256, 259-261, 265.
Dayan (Moshe), 16, 19, 27, 161-165, 324, 330.
Delbrück (Hans), 88.
Desaix (général), 105.
Descartes (René), 81, 100.
Djaghataïde, 71.
Djebe, 63.

Domitien, 52.
Douhet (Guilio), 139, 154.
Drouet d'Erlon (Jean-Baptiste), 264, 266.
Ducrot (Alexandre), 279.
Dukas, 233.
Du Guesclin (Bertrand), 13, 19, 67-69, 99, 225.
Dumouriez (Charles François), 245-247.
Dyrrachium, 47.
Eburons, 46.
Edouard I^er^, 77.
Edouard III Plantagenêt, 215, 216, 219, 221, 223.
Edouard IV, 77, 78.
Eduens, 46, 189.
Egghiard, 208.
Eginhard, 208
Éléazar ben Yaïr (Jaïr), 195, 196.
Elien, 52.
Entente, 284.
Epaminondas, 14, 35, 36, 53, 87.
Eporedorix, 190.
Eremenko, 312.
Eshkol (Levi), 324.
Estienne (Jean-Baptiste), 154.
Eudes, 204.
Eugène IV, 231.
Eugénie (de Montijo, impératrice), 278.
Fabius Maximus, 41.
Falkenhayn (Erich von), 289, 291.
Fayçal, 144.
Ferdinand VII, 113.
Feuquière, 129.
Flaminius, 40.
Flavius Josèphe, 53, 194, 196.
Ftetcher (amiral), 302
Foch (Ferdinand), 19, 34, 99, 123, 137-140, 144.
Folard (Jean-Charles de), 17, 19, 87, 91-93, 99, 129.
Ford (Gerald), 167.

Fouché (Joseph), 109, 110, 115, 265.
François I^er, 230, 237-239.
François II, 256.
François II de Bretagne, 78.
François-Joseph I^er, 275.
Frédéric-Charles, 274, 280.
Frédéric-Guillaume I^er, 85.
Frédéric-Guillaume II, 245, 259,
Frédéric II Le Grand, 12, 17, 19, 27, 85-89, 91, 93, 107, 122, 123, 125, 128, 129, 262
French (John), 284.
Freycinet (Charles Louis de Saulses de), 280.
Friant (Louis), 260.
Frontin (Sextus Julius Frontinus, dit), 12, 17, 19, 27, 33, 37, 51-53, 182.
Galère, 187.
Gamala (Menahem de), 195.
Gambetta (Léon), 280.
Gamelin (Maurice Gustave), 152.
Galiot de Genouillac, 238.
Ganelon, 209.
Gaulle (Charles de), 17, 19, 151-155, 158, 169.
Gengis Khan, 14, 19, 37, 59, 61-66, 71, 72, 74, 187.
Georges (Joseph), 152.
Gépides, 200.
Germains, 46.
Giustianini (Jean), 233.
Glubb (John Bagot, dit Glubb Pacha), 162.
Glucksmann (André), 149.
Gneisenau (August), 123.
Goering (Hermann), 159, 296, 298.
Gouraud (Henri Joseph), 285.
Grand Bond en avant, 148.
Grandes Compagnies, 69.
Grant (Ulysses), 271.
Gravina (Federico Carlos), 250.
Gribeauval, 107.
Grouchy (Emmanuel de), 263-266.

Guderian (Heinz), 154, 158.
Gudin, 260.
Guépratte (Émile), 284, 286.
Guibert (Jacques-Hippolyte de), 19, 24, 92, 93, 99-101, 107, 123, 127, 146.
Guischardt, 92.
Habsbourg, 85, 241.
Habsbourg (Marie-Louise de), 109,
Haganah, 161.
Hamilcar Barca, 39.
Hamilton, 284, 286.
Hannibal 19, 39-43, 48, 53, 99, 107.
Hasdrubal, 41.
Hasmonéens, 194.
Helvètes, 46.
Henri V de Lancastre, 227-230.
Hérode, 194.
Hérodote, 53, 177.
Hindenburg (Paul von), 291.
Hitler (Adolf), 12, 19, 154, 157-160, 295-299, 306, 307, 312-314.
Hô Chi Minh, 319-321.
Hohenlohe (Friedrich Ludwig), 259, 260.
Hohenzollern, 85.
Horde d'Or, 72.
Home (Almistair), 292.
Hosogaya, 301.
Houlagou, 58.
Huns, 199-201.
Indiens, 182.
Jean II « le Bon », 67, 77, 223, 224.
Jean II d'Aragon, 77.
Jeanne d'Arc, 75.
Jérôme (Bonaparte), 264.
Jésuites, 28.
Joffre (Joseph), 99, 284, 291.
Joly de Maizeroy, 93, 99.
Jomini (Antoine Henri de), 19, 28, 88, 122 125, 127-131, 134, 136.

Jordanès, 200.
Joukov (Gheorghi Konstantinovitch), 313
Jourdan (Jean-Baptiste) (maréchal), 114.
Juan d'Autriche (don), 242.
Julien l'Apostat, 187.
Junot (Andoche) (maréchal), 114.
Kadesh (opération), 162.
Kara Khitaï (royaume des), 62
Keegan (John), 11.
Kellermann (François), 245, 246.
Khitaï (Qhitaï, royaume des), 62
Khmers rouges, 150.
Kin (ou Chin, ou Qin, royaume des), 62.
Kirghizes, 61.
Kissinger (Henry), 12, 19, 167-169.
Kitchener (Horatio Herbert), 142, 284, 286.
Kléber (Jean-Baptiste), 105.
Knesset, 162.
Koutouzol (Mikhaïl), 253-256.
Kuribayashi, 316.
Lacédémoniens, 178.
Lacoste (Yves), 13, 135.
Lannes (Jean) (maréchal), 254-256, 260, 261, 265.
La Palice (Jacques de Chabannes, seigneur de), 239.
Las Cases (Emmanuel de), 111, 250.
La Trémoille (Louis de), 239.
Lawrence (Thomas Edward, dit Lawrence d'Arabie), 14, 17, 19, 96, 141-146, 187, 287.
Lénine, 122, 149.
Le Roy de Bosroger, 99.
Lettow-Vorback (Paul von), 144.
Libération, 153.
Liddell Hart (Basil), 29.
Li Ta-tchao (ou Li Dazhao), 147.
Liyan, 63.
Lloyd (Humphrey), 99, 128.
Longstreet, 270.

Louis VI « le Gros », 77.
Louis XI, 13, 17, 19, 28, 75-80, 237.
Louis XII, 238.
Louis XIV, 83,92.
Louis XV, 95, 99.
Louis le Germanique, 209.
Loup II, 208.
Luflwaffe, 159.
Lusignan (Gui de), 212, 213.
MacArthur (Douglas), 317.
Maccabée (Jonathan), 194.
Macédoniens, 182, 183.
Machiavel (Nicolas), 17, 52, 121.
Mack (Karl), 253.
Mac Mahon (Edme, Patrice de), 278, 279.
Maginot (ligne), 153,292.
Mahan (Alfred Thayer), 17, 19, 27, 122, 131, 133-136.
Malortie (Robin), 79.
Mamelouks, 64, 72 73, 105, 145, 187.
Mandubiens, 189.
Mangin (Charles), 291.
Manstein (Erich von Lewinski von), 158, 313.
Mao Tsé-Tung (Mao Zedong), 19, 26, 28, 122, 147-150.
Marco Antonio Colonna, 242
Marmont (Auguste Frédéric de), 265.
Martel (Charles), 15, 199, 203-205
Martial 52
Masséna (André) (maréchal), 114.
Meade (George), 270, 271.
Meir (Golda), 330.
Mendès France (Pierre), 321.
Mesnil-Durand, 93.
Miltiade, 177, 178.
Minyaks, 61, 63, 65.
Miranda (Fransisco), 118.
Mitsher, 316.
Moghols, 74.

Mohammed II (Mehmet II), 232-235.
Moltke (Helmut von), 27, 99, 122, 138, 262, 273-275, 277-280.
Moltke (Helmut von, dit « le jeune »), 122.
Mongols, 64, 187, 200.
Montecuccioli (Raimondo), 123.
Montesquieu. 117, 123.
Montgomery (Bernard Law), 306-308.
Morand, 260.
Moreau (Jean Victor), 128.
Morillo, 118.
Mourad II, 231.
Mouwatalli, 174, 175.
Muhammad II, 62.
Muqali, 62.
Murat (Joachim) (maréchal), 108, 255, 256, 261, 265.
Mussolini (Benito), 159.
Mustafa Kemal (dit Kemal Atatürk), 285.
Nagumo, 302.
Napoléon I^er^ (Napoléon Bonaparte), 9, 14, 17, 19, 23-25, 27, 48, 65, 85, 87, 88, 91, 93, 96, 99, 101, 103-111, 114-118, 123, 125, 127-130, 139, 145, 146, 159, 187, 230, 247, 249-251, 253-256, 259-267, 277.
Napoléon II, 109.
Napoléon III (Louis Napoléon Bonaparte), 111, 128, 275, 277, 280.
Nasser, 162.
Navarre (général), 319.
Nelson (Horatio), 105, 135, 249-251.
Nerviens, 46.
Ney (Michel) (maréchal), 127, 128, 260, 264-266.
Nicanor, 36.
Nicol, 286.
Nicolai (von), 99.
Nicolas I^er^, 128.
Nicolas V, 234.
Nimitz (Chester William), 301, 302, 315
Nixon (Richard), 167, 168.
OAPEP, 332.
Ogodaï (Ogoday), 64.

Omeyyades, 231.
Ongüts, 61
Onosander, 53.
Ordovices, 51.
Orléans (Charles d'), 230.
Orodès II, 186, 187.
Ostrogoths, 200.
Ouïgours, 61, 65.
Ouzbeks, 74.
Paoli (Pascal), 104.
Parménion, 183.
Paul Emile, 40.
Paulus (Friedrich von), 159, 160, 308, 311-313.
Parménion, 35, 36.
Parthes, 48, 182,200.
Pemberton (John), 271.
Pépin « le Bref », 205.
Pétain (Philippe), 17, 140, 151, 153, 291, 292
Petilius Cerialis, 51.
Pharnace I^er^, 47.
Philippe II, 242.
Philippe II « Auguste », 214.
Philippe III « le hardi », 225.
Philippe IV « le Bel », 216.
Philippe VI de Valois, 77, 215, 216, 219, 220, 223.
Philippe de Macédoine, 35, 36, 182.
Philippe « le Bon », 76, 77.
Phrantzès, 233.
Pie V, 241.
Pitt (William, dit le Second Pitt), 256.
Polyen, 53.
Pompée, 15, 45-48, 53, 185, 187.
Poniatowski (Józef Antoni) (maréchal), 265.
Parus, 36, 37.
Prince Noir (prince de Galles), 67, 69, 223, 225.
Publius, 187.
Puységur, 17, 123, 127, 129.

Pyrrhus, 53.
Quinte-Curce, 182.
Quiéret (Hue), 216.
Rabin (Yizhak), 325.
Raeder (Erich), 296.
Ramsès II, 174-176.
Ratzel (Friedrich), 135.
Reich (III^e), 159.
République (IV^e), 153.
Révolution culturelle, 148.
Reynaud (Paul), 152.
Ricciero, 233.
Richard III « Cœur de lion », 214.
Ridefort (Gérard de), 212.
Robeck, 284.
Robespierre (Augustin), 104.
Rogers (William), 167.
Rokossovski (Konstantin Konstantinovitch), 313.
Roland (de Roncevaux), 15, 207-209.
Rommel (Erwin), 27, 158, 160, 306-308.
Roums, 234.
Roosevelt (Theodore), 134.
Roualt (maréchal), 79.
Rousseau (Jean-Jacques), 117.
Roussel (Robert), 216.
Rüchel, 259.
Rundstedt (Gerd von), 158.
Russes, 63.
Saba (Hassan Ibn, dit « le Vieux de la Montagne »), 17, 19, 55-59.
Sadate (Anouar el-), 163, 331, 332
Sagger (missile), 164.
Saladin, 212, 213.
Salluste, 53.
Sam (missile), 164.
Sanders (Liman von), 142, 285.
Santa Cruz, 242
Sassanides, 231.

Savary (Anne Jean Marie), 254.
Savoie (Charlotte de), 76.
Savoie (Eugène de), 95.
Saxe (Maurice de, dit le Maréchal de Saxe), 17, 19, 92, 95-97, 107, 123, 146.
Scharnhorst (Gerhard von), 123, 139.
Schlieffen (Alfred von), 122, 138,
Scipion, 39, 40, 53.
Scipion (dit l'Africain), 41, 42
Scythes, 53, 182, 200.
Seldjoukides, 56, 64, 231.
Seti l^er, 174.
Sforza (Francisco), 76.
Sforza (Maximilien), 238.
Sharon (Ariel), 331.
Sicaires, 194.
Sieyès, 105.
Silures, 51.
Silva (Flavius), 195.
Slaves, 160.
Socrate, 31.
Soliman le Magnifique, 325.
Song (peuple), 62
Sotéridas de Sicyion, 33.
Soubise, 86.
Soult (Nicolas Jean de Dieu) (maréchal), 114, 255, 256, 260.
Souppiloulioumа, 173, 174.
Spartacus, 186.
Spruance (amiral), 302, 315.
Staline (Joseph), 148, 158-160, 312
Steinmetz (Karl Friedrich von), 280.
Stumme, 307.
Sübötei (ou Subutay), 63.
Suchet (Louis Gabriel) (maréchal), 261.
Sucre (Antonio José de), 119.
Suétone, 53.
Suffolk, 225.

Sun Tse, 9, 12 14, 17, 18, 19,23-29, 97, 121, 124, 149, 320.
Sun Yat-sen, 147.
Surena, 48, 186, 187.
Sykes-Picot (accords franco-anglais), 144.
Sylla, 45, 53.
Tacite, 51.
Talleyrand (Charles Maurice de Talleyrand-Périgord), 110, 115, 265.
Tamerlan, 19, 64, 71-74, 231.
Tchang Kaï-chek, 147, 148.
Tempelholf, 128.
Terrail de Boyard (Pierre), 238.
Thamyris, 53.
Thémistocle, 53.
Théodoric I^er^, 200.
Théodose, 232.
Thucydide, 17, 53.
Thielke, 99.
Thorismond, 200.
Thouthmôsis III, 173.
Tissapherne, 33.
Tite-Live, 182.
Titus, 195.
Trajan, 52.
Traun, 86.
Trenchard, 154.
Trevisan (Gabriel), 233.
Tripoli (Raimond de), 212, 213.
Trotski (Léon), 148.
Truman (Harry S), 318.
Tsahal, 161-164.
Tuktamich, 72.
Tümets, 61.
Turcs Qangli, 63.
Turenne, 17.
Turpin de Crissé, 99.
Ukrainiens, 160.
Ulug Ali, 242, 243.

Ulug Beg, 74.
Urbain II, 234.
Ushijima, 316.
V1 (fusée), 298.
V2 (fusée), 298.
Valentinien III, 199, 201.
Valois, 77.
Vandamme, 263, 265.
Van Coehoom, 83.
Varus, 185.
Vascons, 208.
Vassilievski (Alexandre Mikhaïlovitch), 313.
Vauban (Sébastien le Prestre de), 19, 53, 81-84, 96.
Vautour (opération), 320.
Végèce (Flavius), 52 53.
Veniero (Sebastiano), 242.
Vénètes, 46, 215.
Vercassivelaunos, 190.
Vercingétorix, 46, 48, 189-191.
Vespasien, 51.
Victor (Claude Perrin, dit) (maréchal), 265.
Viet Minh, 319-321.
Villeneuve (Pierre de), 249-251.
Viridomaros, 190.
Voltaire, 88.
Vo Nguyên Giap, 320, 321.
Yamamoto Isoroku, 301, 302.
War Council, 284.
Warnery, 99.
Wartenburg (Yorck von), 123.
Warwick, 225.
Wehrmacht, 159.
Weirother, 254.
Wellington (Arthur Wellesley, duc de), 14, 19, 108, 113-116, 118, 263, 264, 266.
Weygand (Maxime), 152.
Wimpffen (Emmanuel de), 279.

Wingate (Orde), 161.
Wisigoths, 200.
Wittgenstein, 123.
Xénophon, 19, 31-34**,** 53, 139.
Yishouv, 161.
York (duc d'), 229.
Zagan Pacha, 232

POSTFACE

La soixante-cinquième case de l'échiquier...

À l'issue de mes travaux de recherche effectués sur les tactiques anciennes et contemporaines, les grands stratèges et capitaines, les combats décisifs ou mythifiés, travaux qui menèrent à l'élaboration de cet ouvrage, j'avais délibérément interrompu les « portraits » à Kissinger pour les stratèges, à la guerre du Yom Kippour de 1973 pour les batailles. Non pas que le monde n'eût connu de chefs de guerre ou de conflits d'envergure par la suite, hélas. Mais il m'avait semblé que de l'affrontement irako-iranien à la première guerre israélo-palestinienne (ou seconde Intifada), en passant par l'ex-Yougoslavie, les Malouines, le Timor oriental, l'ex-Zaïre et même l'Afghanistan, aucune perspective ou pensée stratégique réellement novatrice n'était apparue.

En revanche, la gigantesque offensive terroriste du 11 septembre 2001 marqua une nouveauté dans l'« art » de la guerre, vraisemblablement pour longtemps. Car, même si des formes diverses de terreur ont prévalu naguère (cf. Hassan Saba* et ses Hashashin présentés ici dès la première édition), jamais la nature de cette stratégie du faible au fort n'avait servi un tel objectif : l'apocalypse. Un objectif mythique, irrationnel, soutenu par une stratégie qui, de manière faussement paradoxale, s'avère extrêmement intelligible et hautement pragmatique : celle du fou au fort. En l'espèce, le 11 septembre, il s'est agi de frapper de façon massive et meurtrière au cœur de l'« empire » ennemi, afin de susciter une riposte suffisamment vigoureuse dans le monde musulman (principalement en Afghanistan, où s'étaient retranchés les chefs d'Al-Qaïda), et de provoquer ainsi une réaction en chaîne : les régimes pro-américains au Pakistan et en Arabie saoudite devaient chuter au profit d'équipes islamistes dotées respectivement, une fois parvenues au pouvoir, des armes redoutables du nucléaire et du pétrole. De là, le chaos... Toutefois, force est de garder à l'esprit que le groupe islamiste radical Al-Qaïda d'Oussama ben Laden n'a pas inauguré, avec cette dichotomie stratégie/ objectif, un nouveau système ; Hitler* déjà, stratège politique sinon militaire, avait en son temps

rivalisé de pragmatisme dans un premier temps, basculant dans un second temps seulement – celui des revers militaires – dans la recherche effrénée de l'anéantissement des Autres et, finalement, de soi-même.

Au cours de la première phase de cette guerre contre le terrorisme islamiste, les Etats-Unis remportèrent un succès relativement franc et rapide, lors de leur offensive militaire de l'automne 2001 ; le régime barbare des talibans s'effondra en quelques semaines sous les frappes aériennes anglo-américaines, puis devant la poussée terrestre d'une alliance (dite du Nord) ethno-tribale antitalibane. Cette campagne militaire, qui opposa l'exceptionnelle puissance de feu et la haute technologie américaine à une troupe disparate, faiblement armée, peu équipée et isolée mais fanatisée, ne présenta en soi que peu d'enseignements nouveaux. Au contraire, le coup du 11 septembre et la nature d'Al-Qaïda permettent d'ores et déjà de tirer des leçons et d'établir des perspectives stratégiques majeures.

En premier lieu, le renseignement américain a terriblement failli. Les satellites-espions pas plus que les systèmes d'écoute perfectionnés ou les missiles antimissiles n'ont permis d'éviter le désastre de New York et Washington. Ces moyens, que n'abandonnera pas le Pentagone, ont servi et serviront dans d'autres cas – en particulier contre des *rogue* states (Etats voyous), mais ne suffiront pas contre une nébuleuse protozoaire, hydre à têtes multiples dont les éléments autonomes et surdéterminés se dissimulent efficacement au sein de l'Occident visé.

En second lieu, pour lutter contre ce nouveau fléau que représente le terrorisme absolu de nature islamiste – *absolu* en ce qu'il ne s'inscrit ni dans le compromis, ni dans un rapport de possible dissuasion, non plus que dans un but défini et rationnel, bref : dans le champ du *politique* –, les démocraties qui se respectent doivent mettre en œuvre un mécanisme défensif aux articulations multiples : en amont, exercer des pressions politico-économiques fortes contre les États objectivement complices ou protecteurs des réseaux islamistes radicaux, dessiner une vaste contre-offensive financière afin d'assécher leurs filières de financement, restructurer en profondeur des services de renseignement à dimension humaine ; en aval, assurer une meilleure protection des frontières et un étroit contrôle des activismes islamistes en Europe et aux Etats-Unis. Mais ces différents types de mesures ne peuvent se substituer à de véritables expéditions militaires lorsque, comme en Afghanistan en 2001, il apparaît

qu'un régime offre ouvertement asile et assistance à la structure opérationnelle d'un réseau terroriste caractérisé.

La soixante-cinquième case de l'échiquier, c'est cet espace interstitiel (re)créé et investi par des groupes fanatiques recherchant l'abîme plutôt que des gains politiques (façon Clausewitz*), la lutte à mort davantage que la prédominance, un destin dans l'au-delà et non ici-bas. En principe, elle ne figure pas sur l'échiquier traditionnel de la stratégie dans la mesure où, dans tous les cas de figure, l'art de la guerre s'inscrit essentiellement dans une logique de vie. C'est pourquoi, cette case doit être appréhendée et « jouée » au même titre que les autres, et d'autant plus efficacement qu'elle représente aujourd'hui et pour les années à venir un défi existentiel pour toutes les sociétés démocratiques.

Juin 2002.